LES JOURNAUX AU LUXEMBOURG
1704-2004

ROMAIN HILGERT
SERVICE INFORMATION ET PRESSE

LES JOURNAUX AU LUXEMBOURG

1704-2004

ROMAIN HILGERT
SERVICE INFORMATION ET PRESSE

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Service information et presse

LES JOURNAUX AU LUXEMBOURG 1704-2004

AUTEUR
Romain Hilgert

ÉDITEUR
Service information et presse du
gouvernement luxembourgeois

PHOTO DE COUVERTURE
Marcel Strainchamps (BNL)

PHOTOS
Marcel Strainchamps (BNL)
ainsi que CHAN, Paris
Editpress Luxembourg
Imprimerie Centrale
Christian Mosar
Saint-Paul Luxembourg
Trash Picture Company
et l'auteur

CONCEPT ET LAYOUT
Vidale-Gloesener

IMPRESSION
Imprimerie Centrale

© DÉCEMBRE 2004

ISBN 2-87999-136-6

SOMMAIRE

002 **Les journaux au Luxembourg** Introduction

010 **Le marché de l'exportation** 1704-1795
028 **Les débuts d'un débat politique** 1795-1815
038 **La naissance de la presse libérale** 1815-1848
058 **La victoire de la liberté de la presse** 1848
074 **Les journaux ministériels** 1848-1865
102 **L'âge d'or** 1866-1888
136 **La spécialisation** 1888-1914
172 **La radicalisation** 1914-1940
196 **Journaux nazis et clandestins** 1940-1944
204 **La stabilité de la presse de parti** 1945-1974
222 **Consensus et commerce** 1975-2004

246 **Bibliographie**
254 **Liste des titres**

LES JOURNAUX AU LUXEMBOURG

La presse est un important outil de la démocratie. Les premiers journaux luxembourgeois offraient dès le XVIIIe siècle des informations qui aidaient les rares lecteurs locaux à se faire une idée du monde qui les entourait. Dans l'État-nation naissant, la liberté de la presse permit, selon les intérêts, l'exposition, la négociation et la critique des différentes représentations du monde ; elle fut par conséquent une des revendications les plus fréquentes de la révolution de 1848. Les journaux partisans marquèrent ensuite les premiers pas vers la fondation de partis, qui suivit des années ou des décennies plus tard. Et même si aujourd'hui encore les journaux, la radio et la télévision relatent une guerre à l'autre bout du monde de façon erronée et partiale, sans eux, leurs détracteurs les plus impitoyables ignoreraient jusqu'à l'existence de cette guerre. Ce qui manque à la presse en termes d'actualité par rapport aux médias électroniques peut être compensé par son souci du détail et son analyse.

Le Luxembourg est une nation de lecteurs de journaux. Selon le sondage Eurobaromètre *European citizens and the media* (Les citoyens européens et les médias) de mai 2003, actuellement deux tiers (62,7 %) de la population luxembourgeoise lisent quotidiennement le journal, soit cinq à sept fois par semaine. C'est l'un des taux les plus élevés de l'Union européenne. Seules la Suède (77,7 %), la Finlande (77,9 %) et l'Allemagne voisine (65,5 %) ont un taux plus élevé. Chez les voisins belges et français par contre, il y a moitié moins de lecteurs quotidiens qu'au Luxembourg (respectivement 31,2 et 32,2 %). Seuls 4,4 % des hommes et 9 % des femmes interrogés au Luxembourg reconnaissent qu'ils ne lisent jamais le journal.

Depuis la publication, en juillet 1704, du premier journal du Luxembourg, *La Clef du cabinet des princes de l'Europe ou recueïl historique & politique sur les matieres du tems*, par le journaliste français Claude Jordan et l'imprimeur et éditeur André Chevalier, originaire de France, bien au-delà de 400 journaux et magazines ont été créés sur le territoire de l'actuel Grand-Duché. Il n'est plus possible de déterminer leur nombre exact, car certains d'entre eux ne sont conservés dans aucune bibliothèque. En effet, l'histoire de la presse luxembourgeoise est également une histoire de tout petits journaux, tirés à quelques centaines, parfois même à quelques dizaines d'exemplaires.

La diversité étonnante de publications périodiques pour une population qui comptait à peine 170 000 habitants en 1839 et un peu plus de 450 000 aujourd'hui, est composée aussi bien de journaux biquotidiens que d'almanachs annuels, de magazines sur papier glacé et en quadrichromie que de journaux de résistance imprimés dans des caves, de magazines internationaux que de feuilles de quartier, de revues littéraires que de journaux publicitaires, de journaux fascistes, réactionnaires, nationalistes, monarchistes, en passant par des journaux conservateurs, libéraux, républicains, écologistes, socialistes, communistes jusqu'à des journaux trotskistes, maoïstes et anarchistes.

Cependant, seule une minorité de ces centaines de titres ont une importance politique au sens strict du terme et répondent à tous les critères d'actualité, de périodicité, de publicité et d'universalité. Le présent ouvrage traite de ces publications. Plus de la moitié sont des publications officielles, des revues spécialisées et des journaux d'associations pour syndicalistes, femmes, agriculteurs, adolescents, chasseurs, pêcheurs, apiculteurs, scouts, écoliers, pompiers, botanistes, artisans, pilotes, soldats, paroissiens, philatélistes, notaires, joueurs d'échecs, musiciens, hôteliers, historiens, enfants, randonneurs, parents, clients de centres commerciaux, aviculteurs, cuniculiculteurs, conducteurs, détenus, boxeurs, auditeurs de radio, cinéphiles, défenseurs de la langue, vétérans de guerre, maîtres d'ouvrage, colons, poètes, fétichistes[1] et extraterrestres[2] ou du moins pour ceux qui croient en leur existence.

Le caractère mixte de la presse luxembourgeoise, particulier sans être unique en son genre, contribue à son succès : les journaux luxembourgeois les plus influents sont depuis un siècle et demi à la fois des journaux nationaux, des journaux locaux et des journaux de parti. Cette situation crée aujourd'hui encore un lien double, voire triple entre les lecteurs et leurs journaux, ce qui – tout comme une interdiction parfois très stricte du colportage – contribue certainement au fait que la presse luxembourgeoise se vende avant tout par le biais d'abonnements. Pour presque toutes les publications quotidiennes et hebdomadaires, le nombre d'abonnements dépasse de loin le nombre d'exemplaires vendus dans le commerce. Les kiosquiers réalisent leur plus grand chiffre d'affaires avec les journaux et magazines importés des pays voisins. Rares sont les pays où l'offre de journaux étrangers du jour même est aussi riche qu'au Luxembourg, y compris dans les stations-services de village.

Le nombre élevé de titres par rapport à la population – actuellement pas moins de six quotidiens et onze hebdomadaires[3] – s'explique également par le fait que ces journaux sont non seulement soumis à une rentabilité économique, mais aussi à une rentabilité politique. Les maisons d'édition de tous les quotidiens et de la plupart des hebdomadaires sont historiquement proches d'un parti politique. Ainsi, l'introduction de l'aide à la presse après les trente glorieuses de l'après-guerre était également censée être une forme d'aide aux partis, et devait offrir un organe à chaque parti représenté au Parlement. La domination de la presse de parti engendra cependant dès la moitié du XIX^e siècle une forme de scepticisme et créa ainsi une niche occupée de façon presque ininterrompue jusqu'à nos jours par un journal satirique.

La loyauté politique des abonnés, observée parfois sur plusieurs générations, réduit la pression concurrentielle entre les publications, qui sont ainsi souvent protégées de la compétition quotidienne ou hebdomadaire au kiosque. Mais avec la sous-capitalisation, provoquée par les faibles tirages, de la plupart des maisons d'édition, cette tendance freine néanmoins l'innovation rédactionnelle et technique.

Le minuscule marché, de surcroît divisé en groupes linguistiques, ainsi qu'une formation tardive de l'État-nation expliquent sans doute également le retard pris au cours des siècles par rapport aux pays voisins en matière d'introduction de l'imprimerie, de la presse, de quotidiens ou de l'impression sur rotatives, de la spécialisation et de la professionnalisation de la presse. Limitées par les petits tirages et les faibles revenus qu'elles en retirent, la plupart des rédactions sont en sous-effectif chronique et doivent malgré tout produire des journaux que les lecteurs comparent consciemment ou non aux grandes publications étrangères – et qui sont encore bien meilleur marché que dans les pays voisins.

Ainsi, la presse luxembourgeoise a gardé certaines caractéristiques de la presse du XIX^e siècle, comme la survie des journaux de parti, en grande partie disparus dans de nombreux autres pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Les éditoriaux, les rapports parlementaires et les comptes rendus des conférences de presse qui se tiennent après les Conseils des ministres occupent une place bien plus importante que dans les journaux étrangers. Les commentaires sont fréquents, les reportages et les enquêtes plutôt rares. Tout comme il manque de grandes villes et des boulevards, il manque également une presse de grande ville et à sensation. Contrairement aux imprimeurs, la loyauté politique et la loyauté à l'entreprise des journalistes priment encore sur leur conscience syndicale.

Or, malgré des retards et des particularités, le développement de la presse luxembourgeoise est semblable à celui des autres pays. Au cours des siècles, la fréquence de parution des journaux s'intensifia grâce à des améliorations techniques, et les journaux devinrent de plus en plus actuels, tandis que leur format et leur nombre de pages augmentaient :

– Au XVIIIe siècle, un journal politico-littéraire en langue française, d'un format semblable aux actuels livres de poche, conçu pour l'exportation, paraissait tous les mois ou tous les quinze jours.

– Au XIXe siècle, des journaux de quatre pages et de format moyen parurent tout d'abord à un rythme hebdomadaire, puis à partir de la moitié du siècle de façon quotidienne. D'abord destinés aux bourgeois locaux, ils s'adressèrent ensuite également aux paysans et finalement aux ouvriers. Il s'agissait d'abord de journaux de partis, puis de journaux purement commerciaux, d'éditions locales tout d'abord dans les régions du nord et de l'est, puis également dans le sud.

– Au XXe siècle, le nombre de titres diminua et le nombre de pages augmenta. L'aspect visuel des journaux fut amélioré par une mise en pages horizontale et l'ajout de photos. Ces journaux furent aussi complétés par la radio, la télévision et Internet.

– Au début du XXIe siècle, les photos en couleur se sont imposées dans les journaux. Ceux-ci relâchent leurs liens avec les partis et obéissent de plus en plus à des critères de rentabilité économiques.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, avec la séparation de la partie wallonne du pays, l'élimination de l'analphabétisme et la baisse du cens électoral, le multilinguisme, toujours en vigueur aujourd'hui, s'imposa dans les journaux luxembourgeois, avec :

– des journaux multilingues contenant une majorité d'articles rédigés en allemand, mais également quelques articles en français et plus rarement en luxembourgeois,

– des journaux purement francophones.

À la fin du XXe siècle s'ajoutèrent des hebdomadaires en portugais et en anglais pour les nombreux immigrés.

Bien que la presse joue un rôle essentiel dans le développement d'une opinion publique et d'un débat politique, donc dans le développement de la démocratie au Grand-Duché, son historiographie en est encore à ses débuts. Les collections incomplètes de journaux sont réparties entre la Bibliothèque nationale et les Archives nationales et ne sont même pas encore complètement cataloguées. À côté de numéros anniversaires et de livres commémoratifs de certains journaux, on ne trouve même pas une douzaine de monographies. L'économie, la sociologie et l'histoire des techniques de la presse luxembourgeoise restent complètement inexplorées. Mais ce qui manque le plus cruellement, c'est certainement un catalogue bibliographique fiable ou une base de données de titres. D'importants efforts sont nécessaires à la conservation et à la restauration de collections menacées par l'acidification ou l'usage, et dont il ne reste bien souvent qu'une seule série. La numérisation pourrait rendre accessible au grand public le contenu de titres ayant une importance historique. En effet, pour une société éclairée, la conservation de ses journaux est plus importante que la conservation de ses châteaux forts.

De 1895 à 1901, le prêtre Martin Blum, dans son magazine *Ons Hémecht*[4], et de 1964 à 1966, Pierre Grégoire, rédacteur du *Luxemburger Wort*, dans sa publication en cinq tomes *Drucker, Gazettisten und Zensoren*[5], firent les premières tentatives de présentation globale de l'histoire de la presse luxembourgeoise jusqu'à la fin du XIXe siècle, tous deux du point de vue de la presse catholique. Émile Étienne, rédacteur à l'*Écho de l'industrie* et Batty

Weber, rédacteur en chef du *Luxemburger Zeitung* préparèrent essentiellement une synthèse du travail de Blum pour Pressa, l'exposition internationale sur la presse qui eut lieu en 1928 à Cologne[6]. Et Evy Friedrich, rédacteur à la *Revue*, publia *Zeitung in Luxemburg. Chronologischer Überblick* en 1975, l'ébauche d'une présentation plus vaste jamais continuée[7].

L'historiographie de la presse luxembourgeoise en est encore à ses balbutiements et le restera encore longtemps, étant donné son corpus difficilement accessible de quelques millions de pages. Voilà pourquoi le présent ouvrage ne peut être considéré comme un historique de la presse luxembourgeoise, mais dans le meilleur des cas comme un album[8] incomplet qui présente la diversité politique et la richesse créatrice de la presse et incitera ainsi peut-être à explorer son histoire de façon plus approfondie.

Numéro individuel de *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* de juillet 1711

---

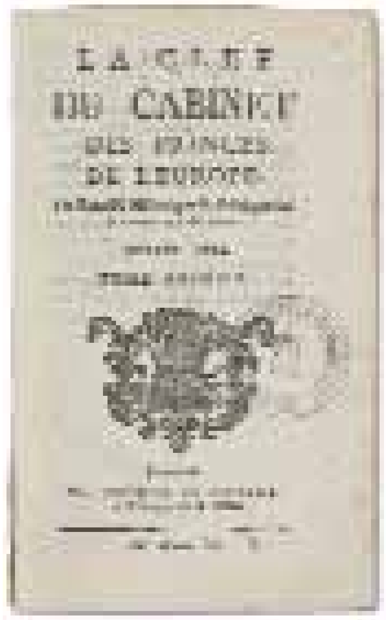
1 *[Lady Madelein's] Erotic-Passion* 2 *Les chroniques de la CLEU* (Commission luxembourgeoise d'études ufologiques) ; *2000 Magazin für Zukunftsforschung* 3 *Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek, Le Quotidien, La Voix du Luxembourg, Revue, D'Lëtzebuerger Land, Télécran, Woxx, Le Jeudi, Den neie Feierkrop, Correio, Contacto, 352, L'Investigateur, Lëtzebuerger Bauer* 4 Blum 1895 ; les données bibliographiques complètes se trouvent dans la bibliographie à la fin du présent ouvrage. 5 Grégoire 1964 6 Étienne 1928 7 Friedrich 1975 8 La sélection se limite pour l'essentiel à des publications quotidiennes et hebdomadaires d'information générale ainsi qu'à quelques autres publications présentant un intérêt particulier pour l'histoire de la politique ou de la presse au Luxembourg ; le terme « journal » se rapportant à une fonction et non pas à une forme. Une place prioritaire est accordée aux pionniers des nouveaux genres de publications par rapport aux nombreux imitateurs qui apparurent par la suite.

LE MARCHÉ DE L'EXPORTATION

1704-
1795

1704-1795

En France, depuis le règne de Louis XIII, la presse était un monopole de la monarchie absolue et devait chanter la gloire du souverain. Cependant, après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 en France et la *Glorious Revolution* de 1688 en Angleterre, la noblesse, le clergé et la bourgeoisie voulurent en savoir plus sur la manière dont les décisions politiques étaient prises dans les coulisses des cours princières européennes. C'est pourquoi l'importation de journaux étrangers, contrôlée par l'État, fut autorisée. Ainsi apparurent tout autour des frontières françaises des journaux conçus pour le marché français, qui promettaient de livrer une partie des informations manquant dans la presse française. Les « gazettes de Hollande », rédigées en français et réputées peu censurées, étaient particulièrement appréciées à la veille du Siècle des lumières.



LA CLEF
DU CABINET
DES PRINCES
DE L'EUROPE

Premier numéro du premier journal luxembourgeois *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* de juillet 1704

LA CLEF DU CABINET DES PRINCES DE L'EUROPE

À la fin du XVII^e siècle, le libraire, imprimeur et journaliste Claude Jordan (vers 1659-?) de Valence avait publié, à Leyde et Amsterdam, différentes « gazettes de Hollande » exportées en France, comme les *Nouvelles extraordinaires de divers endroits,* la *Gazette d'Amsterdam,* le *Nouveau journal universel* et l'*Histoire abrégée de l'Europe.* Cependant, ses publications furent interdites en 1691 pour des raisons diplomatiques. Au début du XVIII^e siècle, alors que la Lorraine était redevenue indépendante, Claude Jordan vivait à Bar-le-Duc, à environ 100 kilomètres du Luxembourg.[1] Le journaliste français y était en contact avec un imprimeur et éditeur français du Luxembourg, André Chevalier (1660-1747), originaire de Bourg-en-Bresse.

Chevalier possédait une imprimerie à Metz quand le Luxembourg passa sous domination française en 1684, et la nouvelle administration française l'invita à s'établir au Luxembourg où il n'y avait pas d'imprimerie pour reproduire des avis, des ordonnances et autres imprimés officiels. Le premier imprimeur et éditeur de la forteresse de Luxembourg, Matthias Birthon, avait certes, presqu'un siècle auparavant, à l'occasion de l'ouverture d'un collège jésuite, mis sur pied un petit atelier d'imprimerie pour fournir à ce dernier des livres d'école et de prière. Mais avec le déménagement de son successeur Hubert Reulandt à Trèves, le métier disparut à nouveau du Luxembourg vers 1638.

Le bourgeois Chevalier, homme entreprenant et aisé, devait rapidement devenir l'imprimeur et l'éditeur le plus important de l'histoire du Luxembourg, même après que l'Espagne eut reconquis la forteresse en 1698. En plus d'imprimés modestes pour les besoins locaux, il produisait seul ou en collaboration avec des éditeurs étrangers des œuvres théologiques, juridiques et de belles-lettres en plusieurs tomes et de grand format, rédigées en français et en latin pour le marché européen, livrait à ses partenaires commerciaux en France des éditions bon marché et pirates et acquit en 1719 à Senningen son propre moulin à papier. Tous les journaux parus sous l'Ancien Régime au Luxembourg furent imprimés par Chevalier et ses successeurs.

En 1704, le journaliste Jordan et l'éditeur et imprimeur Chevalier s'unirent pour mettre à profit la « niche de souveraineté » que représentait le Luxembourg sur le marché européen de la presse, en rapide croissance depuis 1680, et pour publier un journal pour le marché lorrain et français sur le modèle des « gazettes de Hollande ». Un journal était une entreprise intéressante pour un imprimeur, car il occupait régulièrement ses presses et la publication pouvait être rentable à partir d'un tirage d'environ 1 000 exemplaires.

L'époque semblait favorable, car pendant la guerre de succession espagnole (1701-1713), les lecteurs étaient avides d'informations sur la façon dont leur continent allait être redécoupé. Le titre *La Clef du cabinet des princes de l'Europe ou recuëil historique & politique sur les matieres du tems* était tout un programme : on promettait aux lecteurs un regard dans les coulisses des cabinets gouvernementaux des princes, là où l'on décidait à huis clos des guerres et des paix en Europe.

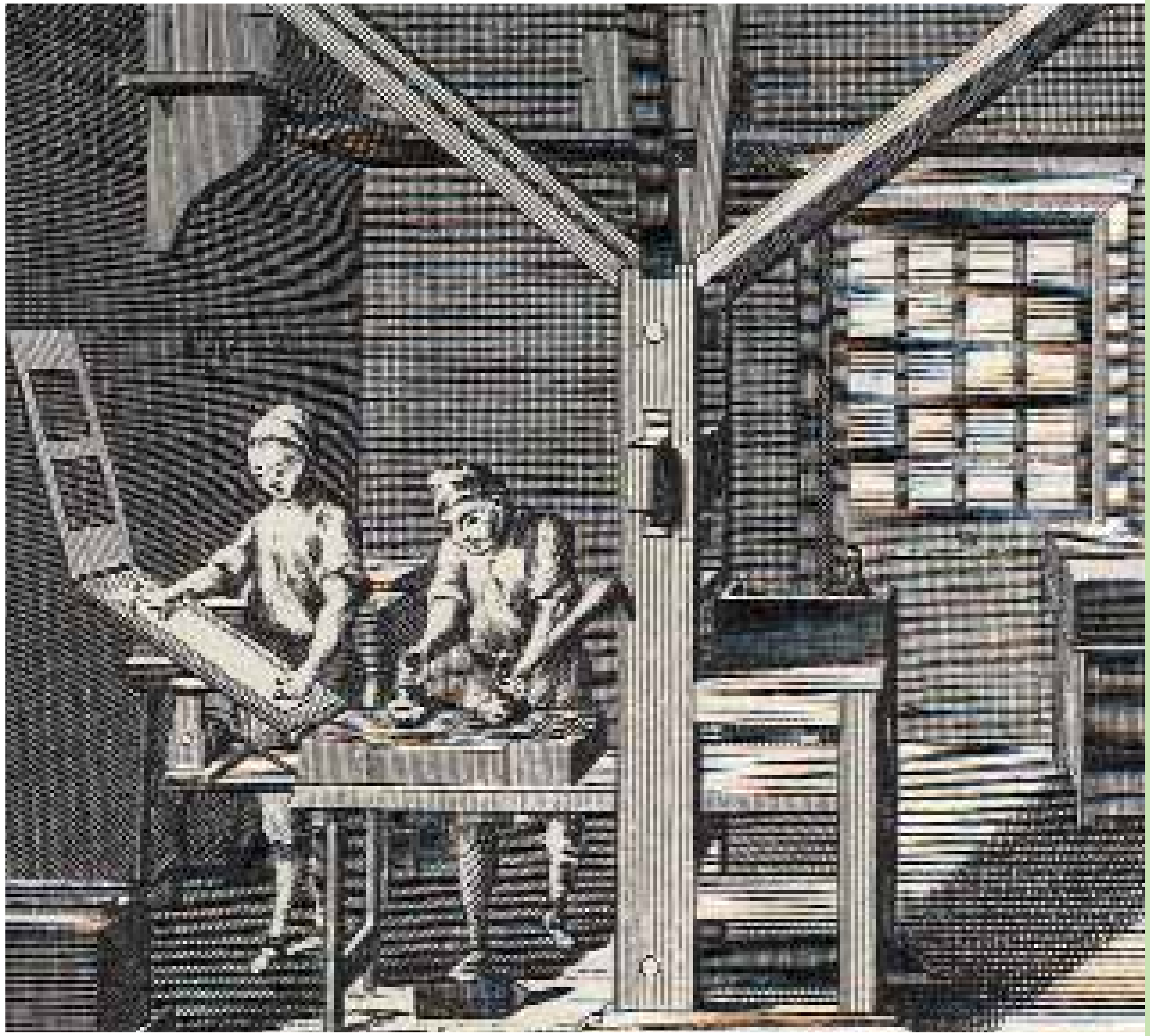
Conformément aux termes d'un contrat signé le 1er septembre 1705[2], Jordan livrait chaque mois le manuscrit d'une édition et recevait en échange 50 livres d'honoraires de Chevalier. Le 1er juillet 1704 parut le premier numéro qui, dans une courte préface, promettait de relater de façon impartiale ce qui se produisait de remarquable dans les cours princières et les armées.

Comme de nombreux journaux de son époque, *La Clef du cabinet des princes* était structuré chaque mois selon le même schéma rigide : la plus grande partie était consacrée aux nouvelles internationales, réparties selon les grands royaumes européens, l'Espagne et le Portugal, la France, l'Italie, l'Allemagne, les États nordiques, l'Angleterre, la Hollande et les Pays-Bas ainsi que la Russie. Une grande place était accordée aux cérémonies des cours, de la chasse à courre du roi à la naissance d'un prince en passant par la visite d'un diplomate étranger. De prétendues citations sorties de la bouche des monarques donnaient l'impression que l'auteur avait participé aux rencontres. Les documents considérés comme importants étaient publiés in extenso sur nombre de pages à l'impression serrée.

Outre les articles sur les guerres et les batailles, la description détaillée des cérémonies avait un côté apaisant : la monarchie et, par la même occasion, la société qu'elle gouvernait semblaient, comme les étoiles dans le ciel, se mouvoir sur des voies éternelles, immuables. Mais vers la moitié du siècle, *La Clef du cabinet des princes* commença à faire état, avec la prudence qui s'imposait, mais de plus en plus fréquemment, de parlements régionaux et de philosophes éclairés qui contestaient le pouvoir de l'absolutisme.

Les auteurs de ces articles sont inconnus. De nombreux récits, comme c'était l'usage à l'époque, étaient copiés ou résumés à partir d'autres journaux, sans toujours citer les sources. À côté de cela, il existait déjà dans les grandes capitales européennes des correspondants qui délivraient par lettre et moyennant paiement les dernières nouvelles aux journaux.

Dans presque chaque numéro de *La Clef du cabinet des princes,* une partie était réservée à des articles littéraires. Il s'agissait avant tout de critiques de livres d'histoire, de



Insertion d'une feuille et encrage des caractères en plomb sur une presse en bois typique du XVIIIe siècle. Gravure tirée de l'*Encyclopédie* de Diderot et de d'Alembert (1751-1765)

À partir de janvier 1707, le même journal parut avec deux pages de couverture différentes : *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* et *Journal historique sur les matieres du tems*

théologie, de philosophie et de sciences naturelles, rarement de belles-lettres. *La Clef du cabinet des princes* complimenta par exemple brièvement en mai 1749 la parution de l'œuvre de Montesquieu, *De l'Esprit des Loix,* sans que cette dernière soit disponible et annonça, non sans admiration, l'édition d'une œuvre de « Mr. Voltaire » en juin 1751. L'*Encyclopédie* ainsi que les œuvres principales de Diderot et de Rousseau ne furent par contre pas mentionnées.

Près d'un siècle après les premiers journaux, comme le *Nieuwe Tijdinghen* à Anvers (1605) et la *Gazette* parisienne (1631), *La Clef du cabinet des princes* devait devenir le premier journal luxembourgeois, même si ce n'était pas un journal destiné au Luxembourg. Le Luxembourg peu peuplé paraissait encore trop pauvre et trop peu cultivé, il n'y avait pas encore d'opinion publique intéressée par une presse et aucune institution postale capable de diffuser un journal. Les informations à propos et émanant du Luxembourg constituaient une exception[3] dans *La Clef du cabinet des princes.* Malgré tout, au cours du Siècle des lumières, le journal contribua peut-être au moins indirectement à l'émergence d'un débat public au Luxembourg en élargissant l'horizon de ses rares lecteurs locaux au-delà de leurs murs d'enceinte et de leurs forêts denses, en offrant des nouvelles de l'étranger, des critiques de livres et un courrier des lecteurs.

Quoi qu'il en soit, le premier journal luxembourgeois était d'emblée un chef-d'œuvre : il fut publié de juillet 1704 à juillet 1794 de façon ininterrompue pratiquement tout au long du XVIIIe siècle, connaissant entre-temps une modification de son titre et un changement du lieu d'imprimerie : 1 325 éditions en 202 volumes pour un total de 105 058 pages ! Il avait en premier lieu été conçu pour le marché lorrain et français. Mais les collections[4] conservées aujourd'hui encore dans les bibliothèques publiques montrent qu'il était également lu en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas ainsi que dans d'autres pays où le français était la langue des cours princières et de la diplomatie.

D'apparence, *La Clef du cabinet des princes* se différenciait peu de la majorité des journaux de son époque qui, pour des raisons d'impression, étaient plutôt de petit format et très rarement illustrés. Le format de 16,5 x 10 cm était comparable à celui des livres de poche actuels, et les feuillets imprimés repliés en cinq cahiers étaient grossièrement reliés avec une ficelle. Avant la lecture, les lecteurs devaient d'abord découper les pages ; les quelque 70 à 80 pages étaient numérotées chacune de façon continue pendant six mois afin que le journal puisse être conservé et relié en deux volumes par an.

Car le journal, plus qu'un journal d'actualité, se voyait comme une œuvre historique continue qui devait également conserver ce qui valait la peine d'être rapporté. C'est pourquoi deux volumes rétrospectifs parurent en 1713, rapportant les événements de la période allant de 1697 à la création de *La Clef du cabinet des princes,* et intitulés *Supple'ment de la Clef ou Journal historique sur les matieres du tems, Contenant ce qui s'est passé en Europe d'intéressant pour l'Histoire, depuis la Paix de Rijswick. Par le Sieur C.J.*

On ne possède pas de données fiables sur le tirage de *La Clef du cabinet des princes.* Les suppositions selon lesquelles, après quelques numéros seulement, ce journal fut imprimé en 5 000 ou 6 000 exemplaires, et ce à une époque où de nombreux journaux européens étaient tirés à moins de 1 000 exemplaires, doivent être considérées avec prudence, tout comme la plainte émise en janvier 1705 selon laquelle des reproductions et une traduction allemande illégales auraient été publiées ; en octobre 1706, la demande constante aurait rendu nécessaire une réédition des premiers numéros.

Il n'était pas inhabituel pour l'époque que les articles ne soient pas signés et que le rédacteur ne mentionne jamais son nom. Ce qui est plus surprenant, c'est que *La Clef du cabinet des princes* ait été publié pendant les douze premières années de son existence sans mention ni de son lieu d'impression ni du nom de son imprimeur. La page de titre portait simplement la signature fantaisiste « Jacques Le Sincère à l'enseigne de la Vérité ». « Jacques Le Sincère » était un pseudonyme populaire à la fin du XVIIe et au début du XVIIIe siècle, sous lequel étaient publiés des livres à Amsterdam, Cologne ou Paris, Rome et Rouen. Un autre ouvrage imprimé portant la mention « Jacques Le Sincère à l'enseigne de la Vérité » a été conservé : il s'agit d'un *Recueil des pièces concernant la constitution du pape touchant la morale* écrit par le janséniste Pasquier Quesnel en 1714.

Bien que son imprimeur tînt à garder l'anonymat, *La Clef du cabinet des princes* était fidèle au roi et respectueuse de Dieu. Après un an, en juillet 1705, elle dut même quasiment présenter des excuses parce que son style paraissait trop français à certains lecteurs et que, par rapport aux gazettes de Hollande, elle ménageait trop la couronne française. Les causes en étaient certainement le patriotisme du rédacteur et de l'éditeur, mais également la constante influence de la France sur le Duché.

La Clef du cabinet des princes ne possédait donc pas d'avantage sur la concurrence hollandaise, mais elle souffrait cependant des mêmes inconvénients : le journal n'avait aucun privilège royal en France. Il n'était donc pas protégé contre la pratique courante des copies pirates. Et son expédition à l'étranger engendrait des frais de port élevés qui, en 1740 encore, quadruplaient le prix des gazettes de Hollande.[5] Par comparaison avec d'autres journaux de l'époque, *La Clef du cabinet des princes* devait surtout être attrayant grâce au prix peu élevé de son abonnement, chose rendue possible par le fait que l'éditeur était son propre imprimeur et que ses coûts salariaux étaient plus bas que dans les grandes villes.

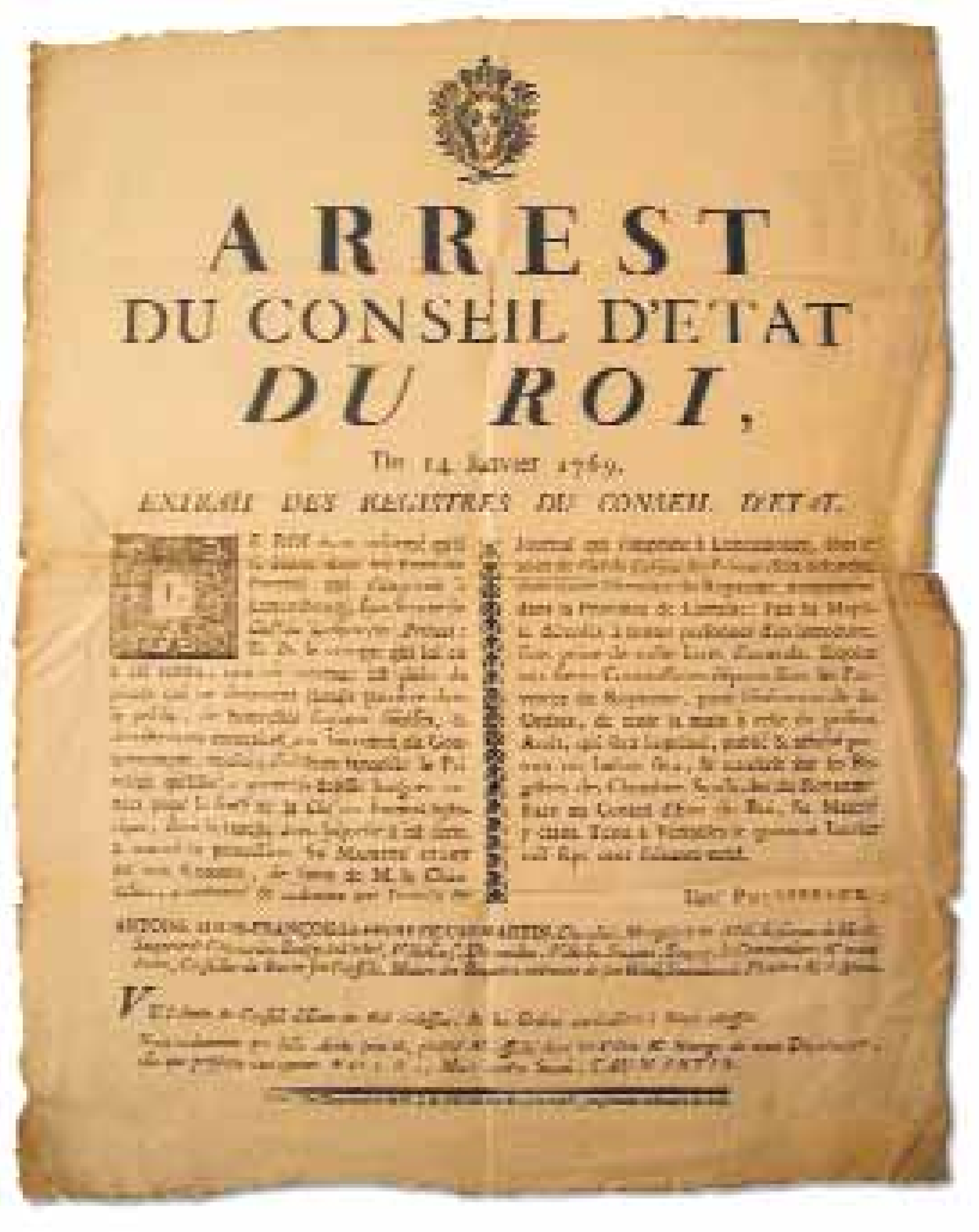
Le 27 novembre 1706, deux ans après le lancement de *La Clef du cabinet des princes,* Jordan, le rédacteur, parvint à obtenir un privilège du roi de France pour pouvoir publier un *Journal historique* en France – ce qui poussa Chevalier à augmenter ses honoraires à 87,5 livres. C'est ainsi que *La Clef du cabinet des princes* commença en janvier 1707 une étrange double vie qui devait durer dix ans : chaque mois, quand une partie du tirage de *La Clef du cabinet des princes* était imprimée, l'imprimeur Chevalier échangeait les lignes de caractères en plomb de la page de titre et le titre courant en tête des pages et imprimait le reste du tirage sans modifier le contenu, sous le titre *Journal historique sur les matieres du tems*[6]. Même sur ces pages de titre, l'imprimeur luxembourgeois n'était pas cité, mais elles portaient l'adresse des librairies Muguet et plus tard Vioneule de Verdun, qui se situait à mi-chemin entre le rédacteur de Bar-le-Duc et l'éditeur et imprimeur de Luxembourg. Ainsi, pendant sa phase d'impression, *La Clef du cabinet des princes* était un journal français protégé contre la reproduction par un privilège royal et pouvait être envoyé à un tarif national meilleur marché grâce à une adresse lorraine. Dans la vie de tous les jours, on l'appelait tout court « Journal de Verdun ».

Même s'il y avait des pannes, des confusions et des amalgames récurrents à l'imprimerie[7], *La Clef du cabinet des princes* continua cette double vie jusqu'en décembre 1716. Ensuite, le Duché de Luxembourg devint une possession des Habsbourg d'Autriche, Jordan et Chevalier se disputèrent devant le tribunal de Metz pour des paiements d'honoraires et mirent fin à leur collaboration.

Jordan retourna à Paris et publia dès janvier 1717 une *Suite de la clef, ou Journal historique sur les matieres du tems,* qui parut jusqu'en 1776, bien après sa mort, et qui rappelait le « Journal de Verdun » avec une vignette représentant une vue de la ville de Verdun sur la page de titre. Au Luxembourg, Chevalier continua à publier indépendamment de cela *La Clef du cabinet des princes,* avec son propre contenu. Un seul journal portant deux titres différents s'était transformé en deux journaux différents qui portaient presque le même titre. Le 10 février 1716, le nouveau souverain de Luxembourg, l'Empereur Charles VI, octroya à Chevalier le privilège d'impression pour sa *Clef du cabinet des princes.* En mai 1716, Chevalier remplaça définitivement la signature fictive par la sienne : « À Luxembourg, chez André Chevalier Imprimeur de Sa Majesté Impériale & Catholique, & Marchand Libraire ». On ne sait pas qui rédigea *La Clef du cabinet des princes* après Jordan, de 1717 jusqu'aux années 1730. D'après une note datée de 1760 du président du Conseil provincial[8], le rédacteur, à partir des années 1730, s'appelait Pierre Bourgeois. Ce commerçant connu en ville, qui occupait également plusieurs fonctions publiques, avait en 1737 acheté le moulin à papier de Senningen à Chevalier.[9] Il rédigea le journal pendant plus de trois décennies, même après la mort de Chevalier. La fille de ce dernier, Anne, reprit la direction de l'imprimerie.

En 1750 débuta le relâchement de la stricte réglementation de la presse française, les tarifs postaux furent revus à la baisse et uniformisés. Entre 1751 et la veille de la révolution, en 1788, 252 nouveaux journaux parurent en France.[10] La demande en journaux étrangers diminua, l'époque des « gazettes de Hollande » toucha à sa fin.

Selon Sprunck[11], le journal « eut ses premières difficultés avec les autorités gouvernementales en 1755, quand il eut qualifié de primat du Luxembourg l'abbé de St-Maximin ». Mais le coup le plus dur fut porté à *La Clef du cabinet des princes* lorsqu'un arrêté du Conseil d'État du roi du 14 janvier 1769 interdit sa parution enFrance, où le journal se vendait le mieux, car « cet ouvrage est plein de pièces qui ne devroient jamais paroître dans le public, de nouvelles souvent fausses, & de réflexions contraires aux maximes du Gouvernement », mais également parce que le roi voulait favoriser le privilège qu'il accordait depuis de longues années à la *Suite de la Clef, ou Journal historique,* le journal parisien de Claude Jordan qui lui succéda. Outre toutes sortes de requêtes des parlements provinciaux, *La Clef du cabinet des princes* avait entre autres publié en décembre 1768 une lettre, interdite en France, du parlement de Rouen adressée au roi et parlant de la famine et des informations tenues secrètes sur les revers de l'armée française en Corse. L'imprimerie et la maison d'édition Chevalier essayèrent en vain, en évoquant de grosses pertes financières, d'obtenir une nouvelle autorisation de publication de leur journal en France.



ARREST
DU CONSEIL D'ETAT
DU ROI,
Du 14. Janvier 1769.
EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

Affiche du 23 mars 1769 annonçant l'interdiction de *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* en France

Diarium europæum historico-litterarium

Au moment où l'éditeur et imprimeur André Chevalier décida, au début de l'année 1707, d'augmenter les ventes de sa *Clef du cabinet des princes* en France sous le titre de *Journal historique sur les matieres du tems,* il publia un autre journal conçu pour le marché international : le *Diarium europæum historico-litterarium* (Journal européen historico-littéraire). Et contrairement à *La Clef du cabinet des princes,* qui parut de façon anonyme pendant plus d'une douzaine d'années, il mentionna sur la page de titre du premier numéro « Luxemburgi, Apud Andream Chevalier, Typographum, Bibliopolam » (à Luxembourg, par André Chevalier, imprimeur et libraire).

Le titre du seul journal luxembourgeois entièrement rédigé en latin rappelle le *Diarium europæum,* paru à Francfort entre 1659 et 1683, le « Journal européen » parfois considéré comme précurseur des journaux modernes, mais surtout le *Diarium historico-litterarium,* le « Journal historico-littéraire » publié en 1703 à Paris chez P. Ribou par le moine augustin Jacques Hommey (1643-1713). Le *Diarium europæum historico-litterarium* publié au Luxembourg rapporte qu'Hommey avait, dans une brochure, pris parti pour Léopold I^{er} et avait, pour cette raison, été envoyé en exil par son ordre à Bar-le-Duc, dans la Lorraine à nouveau indépendante de la France (p. 81). Selon de Feller[12], Hommey publia un « Diarium Europaeum ; compilation de Gazettes de ce qui s'est passé au commencement du 18^{e} siecle, peu goûtée, & qui fit exiler son auteur ». Hommey vivait à Bar-le-Duc, qui au début du XVIII^{e} siècle n'était certainement pas un endroit assez grand pour que Hommey et le rédacteur de *La Clef du cabinet des princes,* Claude Jordan, n'aient jamais entendu parler l'un de l'autre. C'est peut-être ainsi que se noua le contact avec l'imprimerie Chevalier au Luxembourg, qui devait permettre à Hommey de continuer à publier son *Diarium historico-litterarium* sous un titre légèrement modifié.

Ce journal est à la fois un journal de critique littéraire et une chronique qui servait moins à faire connaître les événements qu'à les conserver. Il était rédigé en latin, car il s'adressait à un public international. La préface du numéro du *Diarium europæum historico-litterarium* daté du premier trimestre 1707, comprenant 92 pages et imprimé au format de *La Clef du cabinet des princes,* indique qu'il s'agit du premier numéro. Jusqu'à la page 64, il relate, comme le *Diarium europæum,* sous forme de chroniques, les événements des mois passés, en commençant par l'Italie puis la France, la Flandre, l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre, la Hollande, la Lorraine, l'Allemagne et pour finir la Pologne, la Saxe, la Suède et Moscou. Comme les chroniques vont parfois jusqu'en mars 1707, le cahier n'a pu paraître qu'au deuxième trimestre 1707 au plus tôt. Des annotations en marge permettaient aux lecteurs de se retrouver plus facilement. À partir de la page 65 suit la partie littéraire avec une revue de magazines érudits, des chroniques ainsi que des panégyriques.

Étant donné que seul un exemplaire de ce journal[13] est connu, il n'a pas dû paraître longtemps ni avoir été largement diffusé.

DIARIUM
EUROPÆUM

JOURNAL
HISTORIQUE
ET
LITTÉRAIRE
AOÛT 1773

A LUXEMBOURG

Premier numéro du *Diarium europæum historico-litterarium* du premier trimestre 1707, le seul journal au Luxembourg à être paru en latin

Premier numéro de l'antiphilosophique *Journal historique et littéraire* d'août 1773

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

Quelques mois seulement après l'interdiction de *La Clef du cabinet des princes* en France, le jésuite François-Xavier de Feller semble s'être joint aux collaborateurs indépendants du journal. Né le 17 août 1735 à Bruxelles, il avait passé une partie de son enfance chez son grand-père maternel au Luxembourg. Plus tard, il y était revenu à plusieurs reprises, entre autres pour enseigner au collège des jésuites.

Toute sa vie, de Feller mena une guerre sainte contre la philosophie des Lumières et le joséphisme. La dissolution de son ordre jésuite en juillet 1773 l'amena à mener sa croisade non plus du haut de sa chaire, mais à partir d'un atelier d'imprimerie. Il reprit la rédaction de *La Clef du cabinet des princes,* qui parut immédiatement à partir d'août 1773 sous un nouveau nom : *Journal historique et littéraire,* mais qui poursuivit la numérotation des pages et des volumes de *La Clef du cabinet des princes.*

Le changement de nom devait peut-être permettre de contourner l'interdiction de *La Clef du cabinet des princes* en France, mais il devait aussi certainement indiquer un changement de l'orientation rédactionnelle. Car sous la direction de de Feller, le ton devint plus polémique et partial, tout comme, après 1750 et surtout après 1770, de nombreux journaux français commencèrent à faire du journalisme d'opinion plus engagé et plus personnel.[14]

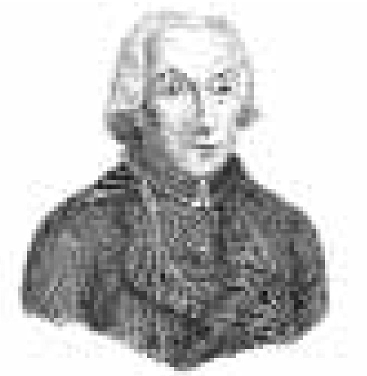
Le zèle de de Feller parut porter ses fruits ; un an seulement après avoir repris les rênes du journal, à partir de juillet 1774, le rythme de parution doubla : le *Journal historique et littéraire* parut tous les quinze jours. Vers 1776, de nombreux journaux accélérèrent leur rythme de parution, pour satisfaire à la demande importante d'informations actuelles sur la Guerre de l'Indépendance américaine. De cette manière, l'ecclésiastique installé à Liège, en Belgique, imprima pendant 22 ans un total de 494 numéros et de 39 118 pages. Selon son frère d'ordre, Marcel Le Maire, ce journal est « l'œuvre essentielle de sa vie ardente et féconde »[15].

Le Journal historique et littéraire conserva la structure de *La Clef du cabinet des princes.* Chaque numéro commençait par une partie littéraire dans laquelle de Feller lui-même faisait la critique de livres et répandait ses vues sur des questions de théologie et de sciences naturelles, y compris sur l'inutilité des paratonnerres et des montgolfières. Contrairement à *La Clef du cabinet des princes* plus modéré, le *Journal* manquait rarement une occasion d'insulter grossièrement les philosophes des Lumières. Cependant, c'était surtout contre les réformes de l'Église de Joseph II, l'Empereur autrichien gouvernant le Luxembourg, qu'était dirigée la haine de de Feller ; ce dernier considérait ces réformes comme en partie responsables de la dissolution de son ordre jésuite. La deuxième partie de chaque numéro était occupée par les articles de correspondants basés dans les capitales européennes, puis par la rubrique nécrologique et parfois par des devinettes en vers ou des remèdes contre toutes sortes de maladies.

L'étude de Marcel Le Maire[16] démontre, « par comparaison avec d'autres journaux du temps, combien les informations politiques du *Journal* sont tendancieuses et visent plus à former le lecteur qu'à l'informer ». Pour Raymond Trousson[17], de Feller « s'est fait avec une obstination farouche et un zèle d'inquisiteur le défenseur des traditions et de la foi », mais peut aussi « passer pour un précurseur de la presse catholique du XIXe siècle ».

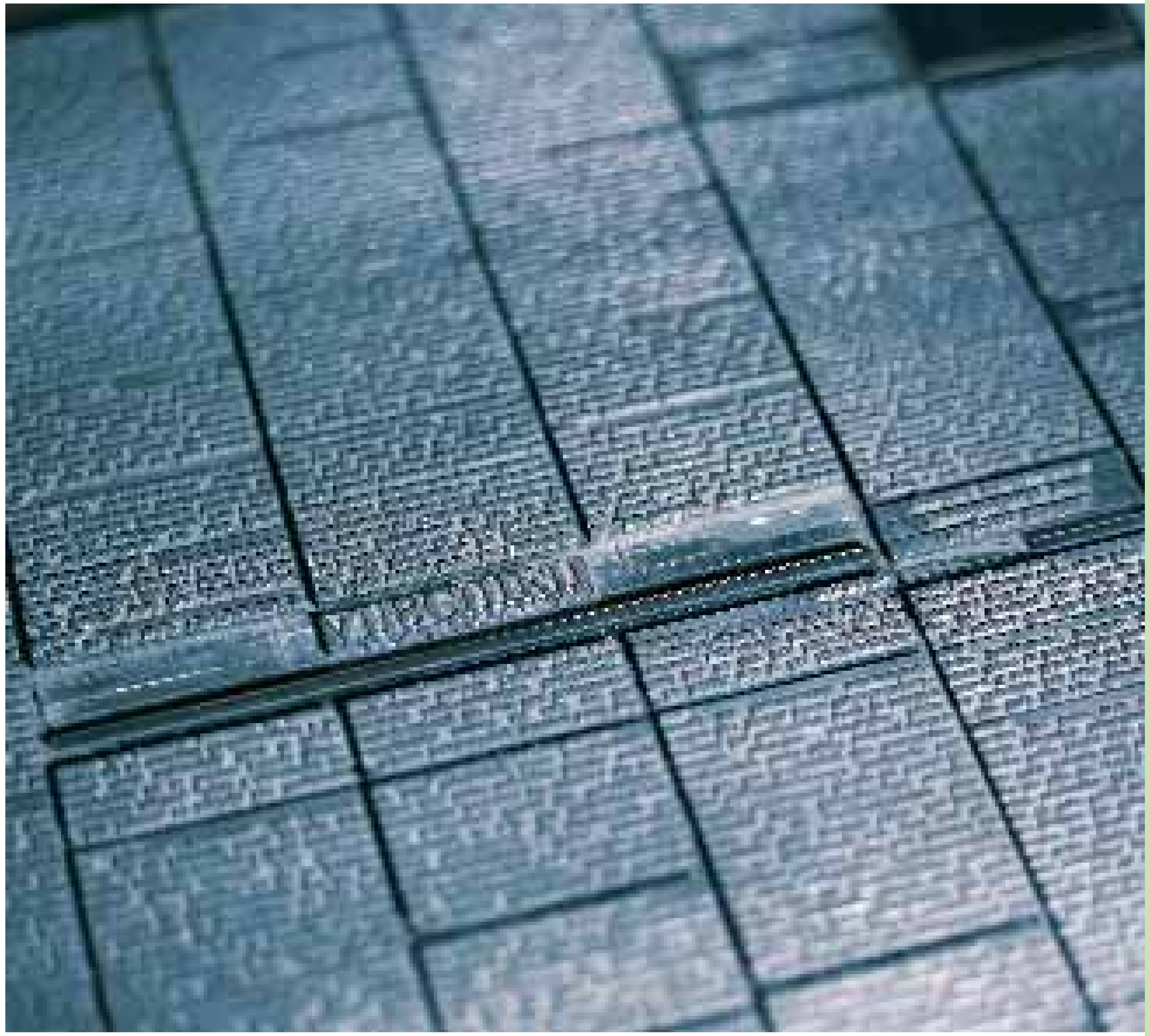
Sa résistance aux réformes joséphistes, et plus particulièrement à celles qui remettaient en question les privilèges du clergé, lui valut des difficultés croissantes, à de Feller et à son *Journal,* qui était devenu le premier journal d'opposition sorti d'une presse luxembourgeoise. Le journal fut censuré à plusieurs reprises, jusqu'à ce que finalement un arrêté impérial du 26 janvier 1788 interdise le *Journal* ainsi que deux autres journaux comme « libelle séditieux ».[18]

Par la suite, le numéro du 15 février 1788 cita comme imprimeur : « A Maestricht, Chez François Cavelier, Imprimeur-Libraire, sur le Vrythof. Et se trouve à Liège, Chez J. F. Bassompierre, Imprimeur-Libraire, vis-à-vis Ste. Catherine ». La typographie modifiée suggère que l'imprimerie a effectivement changé. De Feller continua sa croisade jusqu'à ce que les troupes révolutionnaires françaises occupent la Belgique : le dernier numéro parut en juillet 1794. De Feller s'enfuit en exil et y décéda le 23 mai 1802.

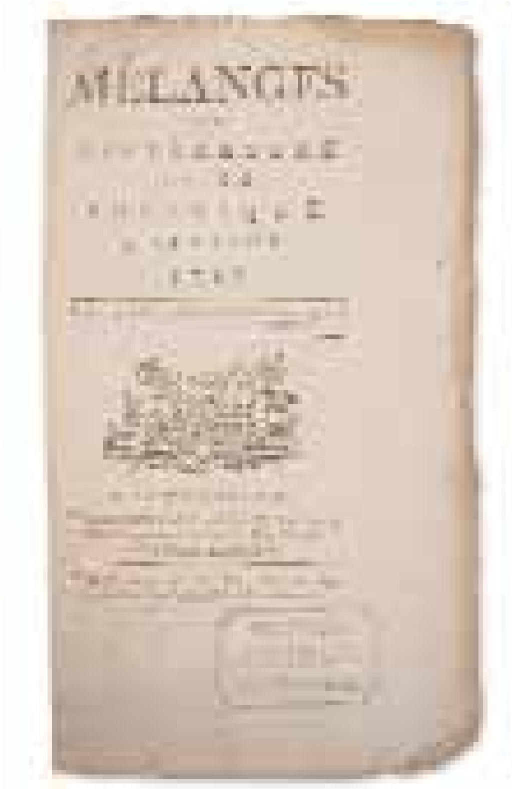


François-Xavier de Feller (1735-1802), éditeur du *Journal historique et littéraire.* Gravure tirée du *Précis historique sur la vie et les ouvrages de l'abbé de Feller, ex-jésuite,* Louvain 1824

Pendant près de trois siècles, environ de 1704 à 1980, les journaux du Luxembourg étaient composés en caractères en plomb et imprimés selon le principe de Gutenberg



MÉLANGES DE LITTÉRATURE ET DE POLITIQUE



Premier numéro du journal éclairé *Mélanges de littérature et de politique* du 1er janvier 1789

L'année où le *Journal historique et littéraire* fut interdit et son lieu d'impression déplacé à Maastricht, l'imprimerie des héritiers d'André Chevalier demanda l'autorisation d'éditer un nouveau journal au Luxembourg. L'autorisation leur fut accordée le 29 décembre 1788.

Trois jours plus tard, en date du 1er janvier 1789, parurent les *Mélanges de littérature et de politique*[19], avec un privilège impérial et l'autorisation du commissaire examinateur. Après de Feller, le jésuite et antiphilosophe vieillissant, la famille Chevalier fit rédiger son journal par Alexandre Joseph Courtois, un jeune partisan de la philosophie des Lumières.

Né le 24 novembre 1758 à Longuyon, à 20 kilomètres de la frontière luxembourgeoise, Courtois était avocat et poète avant de se consacrer totalement au journalisme et d'écrire pendant un an pour le *Journal de littérature française et étrangère,* qui paraissait à Deux-Ponts dans la Sarre et à Paris, et qui succéda à la *Gazette des Deux-Ponts,* gazette rendue célèbre par les contributions de Voltaire. Lorsque ce journal avait été supprimé en 1786, il travaillait pour un autre journal consacré à la philosophie des Lumières et à la lutte contre le despotisme, le *Journal général de l'Europe* qui paraissait depuis 1785 à Liège et qui parut plus tard à Herve. Selon Neÿen[20], « à dater du mois de juillet 1788 il rédigea seul, pendant huit à dix mois le Journal de Luxembourg intitulé : Mélanges de littérature et de politique ».

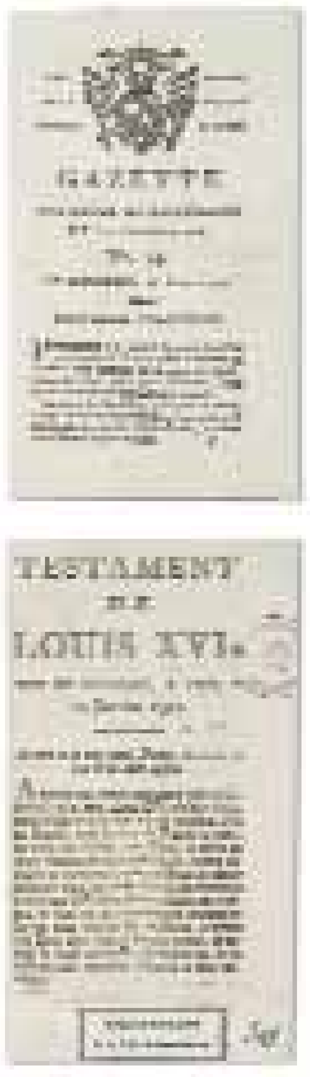
Les *Mélanges de littérature et de politique* prirent dès le début parti pour le Tiers État en France. Dès le premier numéro, il était déclaré que la nation ne comptait que deux pouvoirs, le peuple et le roi. En rapportant avec force détails la convocation et la procédure de scrutin des États généraux en France, le journal représentait toujours la noblesse et le clergé comme des parasites hostiles au progrès. Les tendances monarchistes de l'auteur s'exprimaient entre autres dans des vers qu'il avait lui-même composés le 1er juin 1789 pour la guérison de l'empereur autrichien.

Chaque numéro commençait par une partie littéraire qui se composait de critiques de livres actuels, mais également de brochures politiques. Elle débutait par de petits poèmes et des textes en prose souvent de la plume du rédacteur qui se disait lui-même « auteur des Mélanges ». Vers le milieu des numéros suivaient les nouvelles politiques de Turquie, d'Autriche, de France, de Pologne, des Pays-Bas, d'Angleterre et d'autres pays. Dans cette partie, des documents officiels étaient souvent cités in extenso. Alors qu'ils parlaient avec un luxe de détails de la Révolution française qui s'annonçait, les *Mélanges* faisaient la sourde oreille aux troubles qui se déroulaient dans le Brabant. À la fin de chaque numéro, on trouvait des nouvelles diverses qui semblaient être arrivées alors que la mise en pages ou l'impression du journal avait déjà commencé. Le retard du huitième numéro fut expliqué par une maladie de l'auteur et un retard des correspondances venant du nord. Souvent, le journal imprimait également le courrier des lecteurs ou une devinette en vers, mais également les plaintes de l'auteur, comme dans le numéro du 1er mai 1789, où il se plaignait d'avoir été beaucoup insulté…

Les sources de référence les plus souvent citées pour les livres critiqués étaient des librairies lorraines, jamais l'imprimerie-librairie luxembourgeoise. Le Luxembourg n'était qu'exceptionnellement mentionné, sauf par exemple pour relater les prières qu'on y avait faites pour la guérison de l'empereur (15 mai 1789) ou pour démentir des rumeurs concernant l'introduction d'un impôt foncier de 40 % (1er juin 1789).

Le journal paraissait tous les premiers et quinze du mois. Son format et sa mise en pages étaient semblables à ceux de ses prédécesseurs qui sortaient de la même imprimerie. Sur la page de titre figurait la citation de Virgile « *Tros, tyriusve, mihi nullo discrimine agetur* » comme devise pour souligner l'impartialité de ses témoignages. Les premiers numéros contenaient 64 pages, les suivants jusqu'à 80. Dès le cinquième numéro, les éditions furent numérotées sans discontinuer jusqu'à la page 726 et le numéro 13 fut la première édition du second volume de journaux. Aucune information n'était donnée sur la procédure ni sur le prix d'abonnement.

Selon Grégoire[21], le journal s'arrêta vers la fin de l'année 1789, soit quelques mois seulement après sa création. Son rédacteur Courtois, répondant à l'appel de la révolution, rejoignit sa patrie et se mit rapidement à son service. Il dut remplir des fonctions administratives importantes en Lorraine et en Flandre orientale, avant d'être victime de la Terreur et d'être guillotiné à Paris le 12 janvier 1794 à l'âge de 35 ans.


GAZETTE

TESTAMENT DE LOUIS XVI.

Gazette politique et littéraire de Luxembourg du 27 juin 1791, gazette contre-révolutionnaire, et un supplément du 28 janvier 1793 avec le testament du roi Louis XVI exécuté à Paris

GAZETTE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE DE LUXEMBOURG

Lorsque François Perle, l'époux de la petite-fille d'André Chevalier, décéda en 1789, ses héritiers changèrent le nom de l'entreprise en « Imprimerie des héritiers de François Perle ». Le 19 janvier 1790, quelques semaines ou mois après la disparition des *Mélanges de littérature et de politique,* ils demandèrent, selon François Lascombes[22], l'autorisation de publier une « Gazette de Luxembourg », apparemment sans recevoir de réponse.

Ce n'est qu'un an plus tard, au printemps 1791, alors que les nobles et les ecclésiastiques qui fuyaient la Révolution française et attendaient de récupérer leurs biens rejoignaient la forteresse, que la *Gazette politique et littéraire de Luxembourg* sortit des presses de l'imprimerie Perle. Les auteurs restèrent anonymes, mais Sprunck[23] pense qu'il s'agissait d'émigrants français inconnus et Lascombes[24] croyait que c'étaient des ecclésiastiques de Metz, Nancy et Verdun – les adversaires politiques de Courtois, qui avait rédigé auparavant les *Mélanges de littérature et de politique* pour la même imprimerie.

La *Gazette politique et littéraire de Luxembourg* fut la première gazette de l'histoire de la presse luxembourgeoise. Ses prédécesseurs étaient des journaux. La différence entre les deux avait été expliquée dans les *Mélanges de littérature et de politique* le 15 mars 1789 : alors qu'une gazette contient un maximum d'informations, un journal historique sélectionne et commente les événements. Ainsi, la gazette fut la première publication à offrir régulièrement des nouvelles du Luxembourg et des communiqués officiels adressés à la population. Les Luxembourgeois qui craignaient un siège de la ville étaient certainement plus avides que les décennies précédentes des dernières informations de la gazette que de celles que contenaient les journaux.

La *Gazette politique et littéraire de Luxembourg* était un journal de guerre dans une forteresse qui était un bastion contre-révolutionnaire à la frontière de la France révolutionnaire. Elle ne laissait planer aucun doute sur sa partialité, comme lorsqu'elle écrivit le 9 juillet 1702 que l'« armée des voleurs » avait pillé la Flandre alors que « nos avant-postes » occupaient Menin. La gazette rapportait en détail les tentatives diplomatiques et militaires pour réprimer la révolution. Tous les mouvements de troupes dans les environs de la forteresse, tous les officiers et les aristocrates, tous les messagers portant des écrits diplomatiques confidentiels qui entraient dans la forteresse ou la quittaient étaient répertoriés. Elle donnait ainsi un aperçu de l'atmosphère fébrile qui régnait dans la ville.

De préférence, la gazette relatait les soulèvements, avérés ou non, contre le régime révolutionnaire en France, et représenta rapidement les révolutionnaires tantôt comme des démons sanguinaires, tantôt comme des nigauds ridicules. Ainsi, la perspective d'une fin proche du régime révolutionnaire devait renforcer le moral de son propre camp, des émigrants et des soldats au sein de la forteresse. On ne sait pas si cette propagande put également être propagée de manière efficace dans la France révolutionnaire frontalière. La gazette ne se limita toutefois pas à la forteresse, car elle s'adressa le 8 octobre 1792 à ses abonnés des Pays-Bas et le 30 mars 1793 à ceux de Namur. Contrairement à *La Clef du cabinet des princes* et au *Journal historique et littéraire,* elle n'était toutefois pas assez diffusée pour faire son entrée dans les bibliothèques étrangères.

La gazette bénéficiant d'un privilège impérial, affichait ostensiblement les armoiries autrichiennes sur sa page de titre, sur laquelle étaient déjà imprimées les premières nouvelles politiques. Malgré le titre, les contributions littéraires étaient plus rares que dans les journaux précédents, mais il y avait également des devinettes, des poèmes, quelques rares lettres de lecteurs et des chants contre-révolutionnaires des cercles d'émigrants français. Un petit appel du 20 août 1791, disant que la gazette était prête à publier des annonces pour des livres et d'autres produits littéraires, ne resta pas sans écho. Dans les petites annonces qui faisaient de la publicité pour des produits de luxe, les commerçants de la ville s'adressèrent aussi plus tard aux émigrants et aux officiers aisés.

Si la gazette parut de façon régulière jusqu'à son premier numéro conservé daté du 27 juin 1791, son premier numéro sortit samedi 14 mai 1791. Après *La Clef du cabinet des princes,* qui paraissait tous les mois, et le *Journal historique et littéraire* et les *Mélanges de littérature et de politique,* qui paraissait tous les quinze jours, la gazette était publiée deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. Le 12 mai 1792, elle annonça que, en raison de la communication interrompue avec la France, elle paraîtrait désormais le lundi et le jeudi pour pouvoir délivrer des informations plus actuelles. En août 1792, lorsqu'elle fit état d'importants mouvements de troupes dans la forteresse et ses environs, son papier devint plus feutré. À partir du 12 décembre 1792, elle parut même brièvement quatre fois par semaine à un format deux fois plus petit et devint ainsi le journal luxembourgeois le plus fréquemment publié pour le demi-siècle à venir. Le 3 avril 1793, elle essaya de revenir à son mode de parution original, à savoir un numéro le mercredi et un le samedi. La gazette fut ainsi le premier vrai journal d'actualité au Luxembourg. Elle contenait parfois un supplément, comme, le 29 janvier 1793, le testament du roi Louis XVI, décapité une semaine auparavant à Paris, testament que l'on pouvait également acheter séparément.

Une édition comportait 16 pages de petit format, format de tous les anciens journaux de l'imprimerie Chevalier ; quand la gazette paraissait plus de deux fois par semaine, un numéro était réduit à huit pages. L'abonnement annuel pour 113 à 131 éditions coûtait 18 livres françaises et pouvait être souscrit à l'imprimerie et dans les bureaux de poste. Les lettres devaient être adressées à Monsieur Schmitz de l'imprimerie, le rédacteur demeurait inconnu.

En août 1794, la gazette annonça que des troupes françaises marchaient sur la forteresse sur un large front. L'Ancien Régime connaissait aussi ses derniers moments au Luxembourg. Le dernier numéro conservé de la gazette parut le 18 août 1794. Le 21 novembre marqua le début du siège de la forteresse, qui capitula le 7 juin 1795.

[1] Sgard 1999, p. 529 ; Sgard 1991, p. 451, p. 533

[2] Kunnert 1989, p. 105

[3] Noppeney 1936, p. 13-24, 46-65

[4] Van der Vekene 1968, p. 80

[5] Feyel 1992, p. 85

[6] L'affirmation faite dans le *Dictionnaire des Journaux* (Sgard 1991, p. 234) selon laquelle *La Clef du cabinet des princes* aurait abandonné son nom entre 1707 et 1717 au profit de celui de *Journal historique*, est réfutée par l'existence de séries parallèles de même contenu et de même date, mais avec un titre différent que possèdent la Bibliothèque nationale et d'autres collections.

[7] Par exemple, d'octobre à décembre 1707, les titres courants avaient été mélangés d'une page à l'autre et en février 1716, *La Clef du cabinet des princes* ainsi que le *Journal historique* portèrent l'adresse de Muguet à Verdun. En janvier 1711, on imprima même des éditions du *Journal historique* qui portaient mention, sur la page de titre, de l'imprimeur Chevalier et du lieu d'imprimerie à Luxembourg, alors tenus secrets.

[8] Blum 1895, p. 42

[9] www.etat.lu/CCG/page8.html

[10] Popkin 1990, p. 18

[11] Sprunck 1961, p. 145

[12] *Le Dictionnaire historique* 1782, vol. III, p. 513

[13] Van der Vekene 1983, p. 358

[14] Labrosse 1992, p. 137

[15] Le Maire 1949, p. 184

[16] Le Maire 1949, p. XVIII

[17] Trousson 1979, p. 104

[18] Sprunck 1947, p. 163

[19] Il règne une certaine confusion au sujet du titre du nouveau journal : les *Annales de l'Institut d'Arlon* citent Warzée, qui parle d'une *Gazette de Luxembourg* éditée par les héritiers Perle et suspendue en 1790, et qu'Ulysse Capitaine mentionne également. Il s'agit ici probablement de confusions avec l'ultérieure *Gazette politique et littéraire de Luxembourg* et de l'appellation familière *« Gazette de Luxembourg »*, comparable à l'appellation *« Journal de Verdun »*.

[20] Neÿen 1861, vol. II, *Appendice* p. 24

[21] Grégoire 1964, p. 102

[22] Lascombes 1988, p. 438

[23] Sprunck 1945, p. 4

[24] Lascombes 1988, p. 469

LES DÉBUTS D'UN DÉBAT POLITIQUE

1795-
1815

1795-1815

En octobre 1795, la nouvelle Constitution française de l'an III entra en vigueur. Le Directoire mettait ainsi fin, après le coup d'État du 9 thermidor, à la dictature révolutionnaire des Jacobins. Au même moment, le Luxembourg, conquis quatre mois auparavant, était annexé et devenait une partie de trois départements français, en particulier du département des Forêts.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen d'août 1789 avait introduit la liberté de la presse en France et entraîné l'apparition d'une quantité inédite de journaux. Cependant, le Directoire prit des mesures tout d'abord contre les journaux d'opposition de gauche puis, après le coup d'État du 18 fructidor V (4 septembre 1797), également contre les journaux monarchistes. La loi du 19 fructidor plaça la presse sous le contrôle de la police, et les 9 et 13 vendémiaire VI (30 septembre et 3 octobre 1797), on importa d'Angleterre le droit de timbre sur les journaux.

Dans le département des Forêts, le droit de timbre sur les journaux, le papier à musique et les affiches fut introduit par l'arrêté du 3 brumaire VI (24 octobre 1797) ; il fut conservé par la suite au Grand-Duché jusqu'à la Constitution du 9 juillet 1848. La taxe augmentait considérablement le prix des journaux de façon à ce que les classes démunies, que l'on craignait pour leur insoumission politique, n'aient pas les moyens de se les offrir. En outre, le droit de timbre limitait la vente au numéro à ceux qui n'avaient pas les moyens de prendre un abonnement. En effet, cette taxe était prélevée sur tous les exemplaires imprimés et pas seulement sur les exemplaires vendus. Contrairement à la vente par abonnement, la vente au numéro implique qu'une partie du tirage reste invendue ; le droit de timbre était donc même dû pour les exemplaires invendus.

La Révolution bouleversa l'apparence des journaux : si les journaux luxembourgeois de l'Ancien Régime avaient tous le format des livres de poche modernes et étaient imprimés sur une seule colonne, les journaux du Directoire, du Consulat et de l'Empire ressemblaient par contre déjà plus aux journaux modernes. Leur format s'agrandit et ils étaient imprimés sur plusieurs colonnes.

Premier numéro du journal républicain *Journal du département des forêts* du 24 septembre 1796

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES FORÊTS

Un mois après l'annexion, le juriste Georg Wilhelm Boehmer (1761-1839) arriva à Luxembourg pour occuper la fonction de juge au tribunal civil du département. Cependant, il devait non seulement participer au développement d'une nouvelle administration républicaine, mais aussi s'efforcer de rallier la population, ou au moins la bourgeoisie locale, à la cause de la République.

Boehmer avait été l'un des partisans les plus éminents de la Révolution française à Mayence, avant de devenir rédacteur à Paris du journal germanophone *Pariser Zuschauer.* Quoi donc de plus naturel que d'intervenir également au Luxembourg, par le biais d'un journal, dans les débats politiques ? D'autant plus que, jusqu'en septembre 1797, le Directoire était violemment attaqué, d'un côté, par des journaux jacobins et babouvistes et, de l'autre, par des journaux cryptoroyalistes.[1]

Le 18 fructidor de l'an IV (4 septembre 1796), Boehmer publia un prospectus de quatre pages, qu'il fit immédiatement réimprimer dans un style légèrement remanié. Il y annonçait la parution d'un journal au Luxembourg pour le premier vendémiaire de l'an V, c'est-à-dire pour le début du nouvel an républicain. Ce journal devait expliquer les lois et institutions républicaines à la population de la province récemment annexée par la France, la sortir de l'isolement engendré par la guerre, la rallier aux idéaux de la République et éclaircir les rumeurs mensongères qui circulaient. Il devait paraître chaque tridi, sextidi et nonidi d'une décade, c'est-à-dire le troisième, sixième et neuvième jour de chaque semaine républicaine de dix jours, et coûter, par trimestre, six livres au Luxembourg et neuf livres dans le reste de la France.

Le premier numéro ne parut pas au nouvel an républicain, mais deux jours plus tard que prévu, le 3 vendémiaire ou 24 septembre 1796. C'était le premier journal bilingue au Luxembourg, et par la suite aucun autre journal ne fut aussi strictement bilingue. En effet, tout comme les prospectus, le journal de huit pages au format de 19 x 16,5 cm était divisé en deux de la première à la dernière page : la colonne de gauche était en français, imprimée en caractères romains et intitulée *Journal du département des forêts,* la colonne de droite contenait la traduction allemande, qui était imprimée en caractères dits « gothiques » sous le titre de *Zeitschrift für das Departement der Waldungen.* L'Allemand Boehmer, conquis par la Révolution française, fut le premier et le dernier à publier un journal à l'image du Luxembourg, composé d'une partie wallonne et d'une partie allemande. Déjà dans le prospectus, on avait promis de publier également pour la première fois dans le département la traduction allemande de la nouvelle Constitution de l'an III. Cette promesse fut tenue aux numéros 12 et 13.

La lecture du *Journal du département des forêts* montre comment de nouvelles institutions devaient être créées en temps de guerre –, car il se composait avant tout de textes officiels et de nouvelles du front. Déjà le premier numéro était une tentative de propagande avec la reproduction de la loi qui supprime les établissements religieux ; on spéculait ainsi sur les sentiments antiféodaux et anticléricaux de ses lecteurs. Les bonnes nouvelles, telles que l'évacuation des cloîtres et la libération de profès qui y étaient apparemment emprisonnés, étaient fréquentes. Une grande place était également réservée à l'introduction et l'encaissement de la patente pour ceux qui exerçaient une activité commerciale, celle-ci étant destinée à l'effort de guerre.

Mais le *Journal du département des forêts* n'était pas une feuille de propagande officielle. Il racontait plutôt l'histoire d'une république idéaliste menacée par la bureaucratisation et la corruption. Déjà le deuxième numéro contenait une annexe de deux pages sans traduction allemande sur un incident survenu au sein de la forteresse lors de la fête de la République : devant la maison communale, un des deux commissaires de guerre avait exclu de la parade militaire les employés de l'administration civile en menaçant d'avoir recours à la force, parce qu'ils n'étaient pas, selon lui, des fonctionnaires publics. On critiqua également le comportement arbitraire de certains officiers dans les villages (numéro 8), ou la façon dont les troupes avaient été abandonnées au front par le Directoire établi à Paris (numéro 25). Deux numéros entiers (26 et 27) furent même consacrés à un mémorandum hostile au commissaire du gouvernement Bella de la part des états ecclésiastiques et séculiers révoqués du haut-électorat de Trèves.

Les 27 numéros du premier trimestre du journal étaient numérotés en continu jusqu'à la page 215, pour encourager à conserver et relier les numéros. Le journal fut imprimé par Ponce Cercelet à l'imprimerie du département au numéro 422. Ponce Cercelet (1774-1803) était né dans la ville voisine de Sedan et avait provisoirement tenu un petit atelier dans l'ancienne abbaye de Saint-Hubert pour fournir à l'administration du département des imprimés officiels. Après la prise de la forteresse, Cercelet déménagea avec l'administration de Saint-Hubert à Luxembourg, où il travailla comme imprimeur officiel du département.

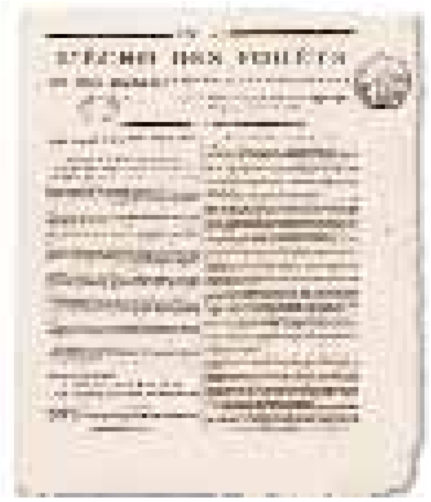
On ne sait pas combien de temps parut le *Journal du département des forêts.* La dernière édition conservée est le numéro 27 du 19 décembre 1796.[2] Les lecteurs y étaient invités à prolonger leur abonnement pour le trimestre suivant, et on les attira même avec des cadeaux en prime, comme une édition de la nouvelle Constitution ou encore des recueils de lois.

L'ÉCHO DES FORÊTS ET DES DÉPARTEMENTS CIRCONVOISINS

Trois ans après le *Journal du département des forêts,* dont la parution avait probablement cessé entre-temps, et après un journal électoral éphémère de 1797 intitulé *Des amis de la Constitution,* l'imprimeur Ponce Cercelet parvint à publier de son propre chef un nouveau journal, *L'Écho des forêts et des départements circonvoisins.* L'imprimeur officiel du département ne publia cependant pas un journal qui se faisait l'interprète de l'administration française, mais un journal d'opposition de gauche néojacobin qui critiquait tout le temps l'administration et le commissaire du département, François Pierre Sébastien Delattre. *L'Écho des forêts* contenait des nouvelles générales et internationales, des articles sur les campagnes et les sessions parlementaires ainsi que des articles en provenance des départements voisins.[3] Critiqué de la sorte, le commissaire Delattre publia pour sa défense, fin octobre 1799, un imprimé de huit pages intitulé *Antidote contre un Libelle en forme de Gazette intitulé L'Écho des forêts.*

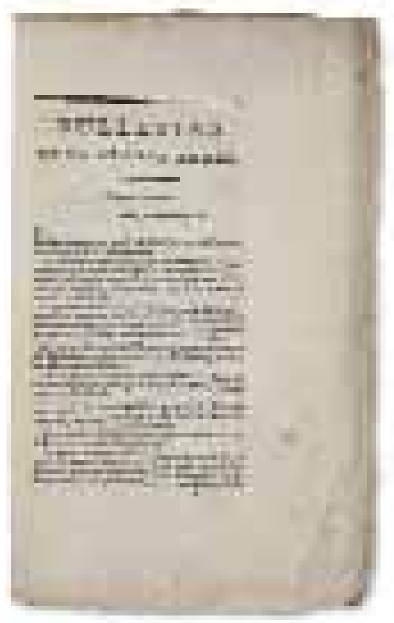
Si l'on en croit les numéros conservés, *L'Écho des forêts* parut régulièrement trois fois par décade à partir du 5 octobre 1799.[4] Les quatre pages de chaque numéro étaient au format de 33 x 27 cm, le texte était imprimé sur deux colonnes et le bandeau du journal avait certaines caractéristiques de la rigueur néoclassique propre à l'esthétique révolutionnaire. L'abonnement coûtait 1,80 francs par mois.

Avec le coup d'État de Napoléon, le 9 novembre 1799, la liberté de la presse de l'époque révolutionnaire a définitivement été abolie, et cela visait sans nul doute tout particulièrement un journal d'opposition de gauche. Le numéro 18 de *L'Écho des forêts* du 30 novembre 1799 est le dernier numéro conservé. Le 1er février 1800, l'administration signale que *L'Écho des forêts* n'était plus publié depuis plusieurs mois.[5] Après toutes sortes de difficultés commerciales et sans doute aussi politiques, Ponce Cercelet quitta à nouveau le Luxembourg en 1802 ; il mourut un an plus tard, le 24 pluviôse XI (13 février 1803), à seulement 29 ans, à Muno, près de sa ville natale de Sedan. En 1966, le Groupement des sylviculteurs luxembourgeois donna à son bulletin d'association le titre *L'Écho de la forêt…*


L'ÉCHO DES FORÊTS

Journal néojacobin *L'Écho des forêts et des départements circonvoisins* du 15 octobre 1799

Réimpression luxembourgeoise des *Bulletins de la Grande Armée* napoléoniens d'octobre 1805

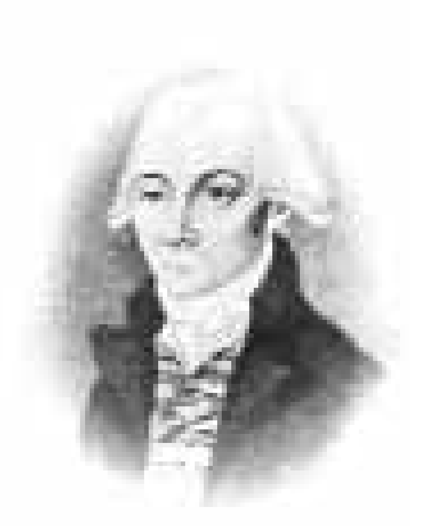


BULLETINS DE LA GRANDE ARMÉE

Le premier consul Napoléon interdit par un décret du 27 nivôse VIII (17 janvier 1800) la plupart des journaux. En revanche, il introduisit le 28 septembre 1805 les *Bulletins de la Grande Armée,* dans lesquels il relatait lui-même ses batailles le soir d'importants événements de guerre. Ils parurent entre 1805 et 1813, en partie quotidiennement, en plusieurs séries de quelques douzaines de numéros chacune. Les bulletins devaient être publiés dans le *Moniteur* officiel, lus dans les écoles et affichés dans les communes afin que toute la nation se sente concernée par les grandes campagnes. Pour une diffusion plus rapide et plus large, ils étaient réimprimés dans les départements.

Plusieurs réimpressions luxembourgeoises ont été conservées. La première comprend neuf bulletins du 20 au 29 vendémiaire de l'an XIV, c'est-à-dire du 12 au 21 octobre 1805. Ceux-ci constituent une partie de la première série comprenant 37 numéros et se terminant par la victoire française d'Austerlitz, le 2 décembre 1805. En tête des neuf bulletins, on trouve une lettre du préfet J. B. Lacoste, datée du 6 brumaire de l'an XIV (28 octobre 1805), envoyée de Luxembourg et adressée aux sous-préfets et bourgmestres des communes du département des Forêts, dans laquelle il les invite à publier les bulletins dans leurs districts et communes, en particulier les numéros six à neuf, qui contenaient des faits jusqu'alors inconnus. Le cahier de 28 pages ne mentionne aucun imprimeur, mais a vraisemblablement été produit par Claude Lamort. Après le départ de Ponce Cercelet en 1802, l'imprimeur messin Claude Lamort (1758-1821) était arrivé à Luxembourg, avant tout pour exécuter les commandes officielles de travaux d'imprimerie de l'administration française. Le catalogue *Napoléon et le département des Forêts* de l'exposition éponyme de 1954 à l'hôtel de ville de Luxembourg mentionne une autre reproduction de la période 1806-1807 chez Lamort (p. 18).

Intitulé *Bulletins officiels de l'Armée d'Allemagne,* un autre volume contient 29 bulletins répartis sur 216 pages ainsi que le traité de paix correspondant en annexe. Il couvre la période allant du 24 avril au 15 octobre 1809, se terminant par la victoire sur l'Autriche. À la fin se trouve un ajout spécifiant que la reproduction a été effectuée à Luxembourg chez Lamort dans la Maison Maximin, sur ordre du préfet.



Claude Lamort (1758-1821) imprima divers *Bulletins de la Grande Armée* et probablement les *Affiches, annonces et avis divers de la ville de Luxembourg*

AFFICHES, ANNONCES ET AVIS DIVERS DE LA VILLE DE LUXEMBOURG

En 1810, le directeur général responsable de la presse en France autorisa un seul journal politique dans chaque département. Vers la fin de l'Empire, le Luxembourg était un des rares départements à ne pas avoir de journal politique. En revanche, il possédait visiblement un journal d'information et d'annonces. Ces *Affiches, annonces et avis divers de la ville de Luxembourg* parurent environ jusqu'au mois de mai 1814. Car l'ordonnance du 20 mai 1814, qui fonda le *Journal officiel du département des forêts,* stipule que ce premier journal officiel luxembourgeois remplaçait un journal paru jusqu'alors sous le titre d'*Affiches, annonces et avis divers de la ville de Luxembourg.* On ne sait pas depuis quand et à quelle fréquence paraissait ce journal, étant donné qu'aucun exemplaire ne semble avoir été conservé. Au milieu du XVIII^{e} siècle, dans de nombreuses villes françaises de province, des journaux intitulés *Affiches, annonces et avis divers* apparurent. Ils s'inspiraient des feuilles d'annonces allemandes appelées *Intelligenzblätter.* Il s'agissait d'abord de journaux d'annonces contenant des annonces commerciales et privées ainsi que des communiqués officiels, mais également souvent des journaux qui contenaient des nouvelles locales et autres, des conseils pratiques, des lettres de lecteurs et des recommandations de livres. Ils paraissaient de façon bimensuelle, hebdomadaire ou parfois encore plus fréquemment, se composaient de quatre pages au format de 27 x 21 cm ou de huit pages au format de 21 x 13,5 cm. Sa suppression par une ordonnance publique laisse supposer qu'il s'agissait au Luxembourg d'un des journaux d'information et d'annonces régis par l'État, qui disposaient d'un monopole d'annonces et souvent même d'abonnements obligatoires pour différentes catégories professionnelles et corporations. Il n'est pas sûr qu'il fût produit à l'imprimerie Lamort, à l'instar du *Journal officiel du département des forêts,* qui lui succéda directement, puisque Pierre Brück fils prétendait lui aussi, dans des avis officiels, être l'imprimeur de la préfecture.

---

[1] Bertaud 2000, p. 78 [2] Alfred Lefort ne fait aucune allusion au *Journal du département des forêts* dans son *Histoire du département des forêts (1905)* ; Gilbert Trausch (1964) prétend que le journal n'a jamais été publié. La bibliothèque municipale de Trèves possède une série intégrale du premier trimestre. [3] Trausch 1964, p. 268 [4] Trausch 1964, p. 268 [5] Trausch 1964, p. 272

LA NAISSANCE DE LA PRESSE LIBÉRALE

1815-1848

1815-
1848

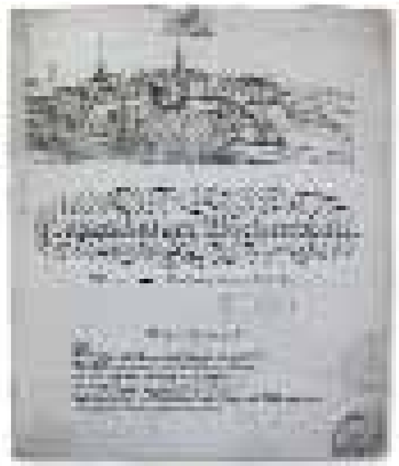
Après la Révolution française et les guerres napoléoniennes, le Congrès de Vienne de 1815 tenta de rétablir l'ordre qui prévalait autrefois en Europe. Il donna au roi néerlandais le titre de Grand-Duc de Luxembourg, et au même moment, le Luxembourg devint membre de la Confédération germanique. La capitale devint une forteresse fédérale dans laquelle entra une garnison prussienne. Depuis les *Affiches, annonces et avis divers de la ville de Luxembourg* en 1814, sinon depuis *L'Écho des forêts* en 1799, le Luxembourg était resté sans journal, et cela dura jusqu'en 1821, même après un relâchement momentané de la censure.

La loi néerlandaise sur la presse en vigueur à l'époque renonçait à une précensure, mais exigeait des journaux un minimum de 300 abonnés, ce qui présupposait déjà un grand nombre de lecteurs pour le Luxembourg.[1] Cependant, les lois sur la presse de la Confédération germanique ainsi que la précensure avaient été introduites dans la forteresse de Luxembourg par la loi du 21 août 1832. Après la découverte d'ouvrages révolutionnaires chez un libraire, la censure avait été, en 1835, de nouveau renforcée et étendue à la totalité du Grand-Duché après la Restauration en 1839.[2] Contrairement à ce qui prévalait auparavant, il s'agissait d'une précensure. Ainsi, chaque édition devait être présentée au censeur avant la mise sous presse, d'abord au gouverneur Théodore de la Fontaine, puis à partir de 1845 au conseiller de la Cour suprême Jean-Henri Heuardt.

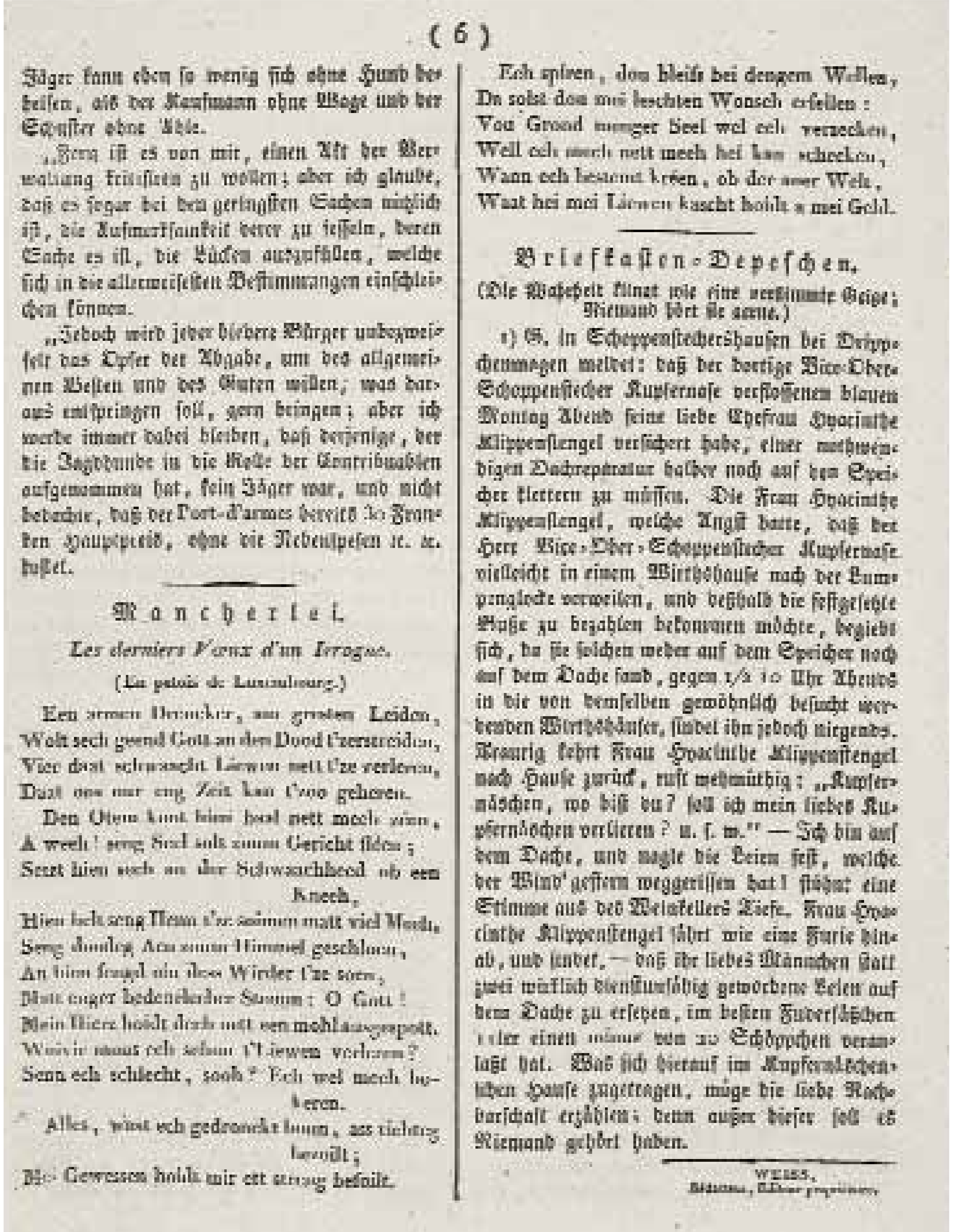
Sous la contrainte du droit de timbre et suite à l'introduction de presses typographiques plus performantes qui supplantèrent les presses en bois, comme la presse Stanhope entièrement métallique, les journaux passèrent à un format petit folio à partir de la moitié des années 1820, et ce pour plusieurs décennies. La mise en pages verticale des pages, pour la plupart composées de trois colonnes, montre que les journaux non illustrés devaient être lus en continu de la page 1 en haut à gauche à la page 4 en bas à droite. Au lieu de proposer une hiérarchie des nouvelles accentuée par des titres et des mises en relief, chaque numéro se lit comme une litanie se répétant à l'infini, dans laquelle les pires atrocités du monde et les commérages de petite ville les plus insignifiants se suivent sans distinction.

En mars 1823, J. P. Müllendorf annonça l'ouverture d'un cabinet de lecture au numéro 150 de la Grand-Rue. Pour une cotisation mensuelle de 2,50 francs, on pouvait entre autres y lire des journaux français et allemands, dont les abonnements, pris séparément, étaient encore trop coûteux pour de nombreux particuliers. Dans les années 1820, la production de livres augmenta à nouveau elle aussi.

À partir du 1^er^ novembre 1836, après la révolution belge, une distribution régulière du courrier fut garantie dans toutes les communes. C'était la condition sine qua non à la distribution de journaux à la campagne, où aucun porteur privé ne travaillait comme dans la forteresse. Sous la Restauration, les premières institutions nationales furent alors créées, notamment une administration postale fondée par décision du 20 août 1842.



Premier numéro du *Luxemburger Wochenblatt*,
journal de style *Biedermeier* du 7 avril 1821



(6)

Jäger kann eben ſo wenig ſich ohne Hund behelfen, als der Kaufmann ohne Wage und der Schuſter ohne Ahle.

„Fern iſt es von mir, einen Akt der Verwaltung kritiſiren zu wollen; aber ich glaube, daß es ſogar bei den geringſten Sachen möglich iſt, die Aufmerkſamkeit derer zu feſſeln, deren Sache es iſt, die Lücken auszufüllen, welche ſich in die allerweiſeſten Beſtimmungen einſchleichen können.

„Jedoch wird jeder biedere Bürger unbezweifelt das Opfer der Abgabe, um des allgemeinen Beſten und des Guten willen, was daraus entſpringen ſoll, gern bringen; aber ich werde immer dabei bleiben, daß derjenige, der die Jagdhunde in die Reihe der Contribuablen aufgenommen hat, kein Jäger war, und nicht bedachte, daß der Port-d'armes bereits 30 Franken Hauptpreis, ohne die Nebenſpeſen ꝛc. ꝛc. koſtet.

Mancherlei.

Les derniers Vœux d'un Ivrogne.

(En patois de Luxembourg.)

Een armen Drenckert, am grosten Leiden,
Wolt sech geend Gott an den Dood t'zerstreiden,
Vier dat schmaacht Liewen nett t'ze verleiren,
Dat oes mer eng Zeit kan t'zoo gehoeren.
Den Otem kont him heal nett meeh ziehn,
A weeh! seng Seel sollt zoum Gericht fléen;
Setzt hien sech an der Schwaachheed ob een Knech,
Hien hebt seng Hänn t'ze'summen matt viel Meeh,
Seng douilg Aen zoum Himmel geschloen,
An hien fengt un dees Wirder t'ze soen,
Matt enger bedenckelcher Stemm: O Gott!
Mein Hierz hoalt dech nett een mohl ausgespott.
Wéi oft muss ech schon t'Liewen verleiren?
Senn ech schlecht, sooh? Ech wel mech beheren.
Alles, wat ech gedronckt hunn, ass richteg bezoalt;
Me' Gewessen hoilt mir ett streng befoalt.
Ech spiren, dou bleifs bei dengem Wellen,
Du solst dou mei leschten Wonsch erfellen:
Vou Grond menger Seel wel ech versecken,
Well ech meeh nett meeh hei kan schecken,
Wann ech hessent krien, ob der ouer Welt,
Waat hei mei Liewen kascht hoilt a mei Geld.

Brieſkaſten-Depeſchen.

(Die Wahrheit klingt wie eine verſtimmte Geige; Niemand hört ſie gerne.)

1) G. in Scheppenſtechershauſen bei Drippchenmagen meldet: daß der dortige Vice-Ober-Schoppenſtecher Kupfernaſe verfloſſenen blauen Montag Abend ſeine liebe Ehefrau Hyacinthe Klippenſtengel verſichert habe, einer nothwendigen Dachreparatur halber noch auf den Speicher klettern zu müſſen. Die Frau Hyacinthe Klippenſtengel, welche Angſt hatte, daß der Herr Vice-Ober-Schoppenſtecher Kupfernaſe vielleicht in einem Wirthshauſe nach der Lumpenglocke verweilen, und deßhalb die feſtgeſetzte Buße zu bezahlen bekommen möchte, begiebt ſich, da ſie ſolchen weder auf dem Speicher noch auf dem Dache fand, gegen 1/2 10 Uhr Abends in die von demſelben gewöhnlich beſucht werdenden Wirthshäuſer, findet ihn jedoch nirgends. Traurig kehrt Frau Hyacinthe Klippenſtengel nach Hauſe zurück, ruft wehmüthig: „Kupfernäschen, wo biſt du? ſoll ich mein liebes Kupfernäschen verlieren? u. ſ. w." — Ich bin auf dem Dache, und nagle die Leien feſt, welche der Wind geſtern weggeriſſen hat! flüſtert eine Stimme aus des Weinkellers Tiefe. Frau Hyacinthe Klippenſtengel fährt wie eine Furie hinab, und findet, — daß ihr liebes Männchen ſtatt zwei wirklich dienſtunfähig gewordene Leien auf dem Dache zu erſetzen, im beſten Fuderfäßchen [illegible] einen [illegible] dem zu Schöppchen veranlaßt hat. Was ſich hierauf im Kupfernäschenſchen Hauſe zugetragen, möge die liebe Nachbarſchaft erzählen; denn außer dieſer ſoll es Niemand gehört haben.

WEISS,
Rédacteur, Éditeur-propriétaire.

Le *Luxemburger Wochenblatt* publia les premiers textes en luxembourgeois, comme le 10 décembre 1825

LUXEMBURGER WOCHENBLATT

La première édition du *Luxemburger Wochenblatt* (feuille hebdomadaire luxembourgeoise) parut samedi 7 avril 1821 à compte d'auteur, comme on l'apprit plus tard, imprimée au Luxembourg chez Jacques Lamort. Le rédacteur, Friedrich-Georg Weiß de Breslau, aujourd'hui Wroclaw, était auparavant secrétaire au commissariat prussien de la forteresse. Étant donné que le journal, comme de nombreux journaux provinciaux européens de son époque, ne rapportait que peu d'argent, Weiß gérait en outre un « bureau de pétitions » au Marché-aux-Poissons, où, d'après des annonces dans son journal, il accomplissait toutes sortes de travaux d'écriture, vendait des assurances contre les incendies et servait d'intermédiaire dans l'immobilier.

Le premier numéro montrait, au-dessus d'un bandeau chargé de fioritures, une gravure primitive de la ville fortifiée par F. J. Maisonet, qui disparut à partir de l'édition suivante. À l'exception peut-être d'un courrier de lecteur en français ou d'un avis en néerlandais, le premier journal du Luxembourg rédigé en langue allemande était un bulletin de liaison de style *Biedermeier* destiné à la bourgeoisie et aux officiers prussiens de la petite ville fortifiée. De brèves nouvelles de l'étranger, vraisemblablement recopiées d'autres journaux, alternaient avec des avis, des nouvelles locales et des annonces.

Comparé aux journaux de l'Ancien Régime, le *Luxemburger Wochenblatt* accordait une grande attention aux nouvelles locales. Il adoptait aussi un nouveau ton, célébrait la guerre d'indépendance grecque avec la devise « La liberté ou la mort ! » (1.4.1826), réclamait la liberté de la presse et remettait en question les pratiques religieuses catholiques – l'imprimeur était Jacques Lamort, fils de Claude Lamort, un franc-maçon connu. Dans un patriotisme romantique typique du début du XIX^{e} siècle, le Silésien Weiß s'essaya à des chroniques d'histoire locale et à la poésie, célébra, dès les premiers numéros, le Grand-Duché de Luxembourg (21.4.1821) et s'inquiéta du sort des manuscrits et œuvres d'art de la patrie (12.5.1821). Dans la forteresse, il faisait une large publicité pour chaque représentation théâtrale et il signalait régulièrement la nécessité d'une salle de théâtre. La prédilection romantique pour tout ce qui était populaire donna naissance aux premiers textes imprimés en luxembourgeois (14.4.1821, 8.5.1824, 10.12.1825).

En restant dans les limites fixées par le style *Biedermeier,* les lecteurs écrivant au journal s'indignaient contre le manque d'égards des cochers de fiacre (1.3.1823, 25.9.1824), les coins de rue sales et l'abattage de deux arbres sur la place d'Armes (25.2.1826), mais commençaient également à soulever des questions sociopolitiques. On répertoria des arrivants étrangers dans la ville, tout comme l'auberge où ils étaient descendus, ainsi que des accidents de travail, un pyromane meurtrier de 10 ans à Junglinster (31.1.1824), des débats judiciaires et des artistes forains qui avaient exposé deux crocodiles vivants (26.11.1825) ou un orateur turc (29.1.1825).

Albert Calmes[3] reproche au journal d'avoir encensé les officiers de la garnison, le roi grand-duc et son gouverneur et d'avoir passé sous silence les débats politiques aux Pays-Bas ainsi que les difficultés économiques et les lourdes charges fiscales au Luxembourg.

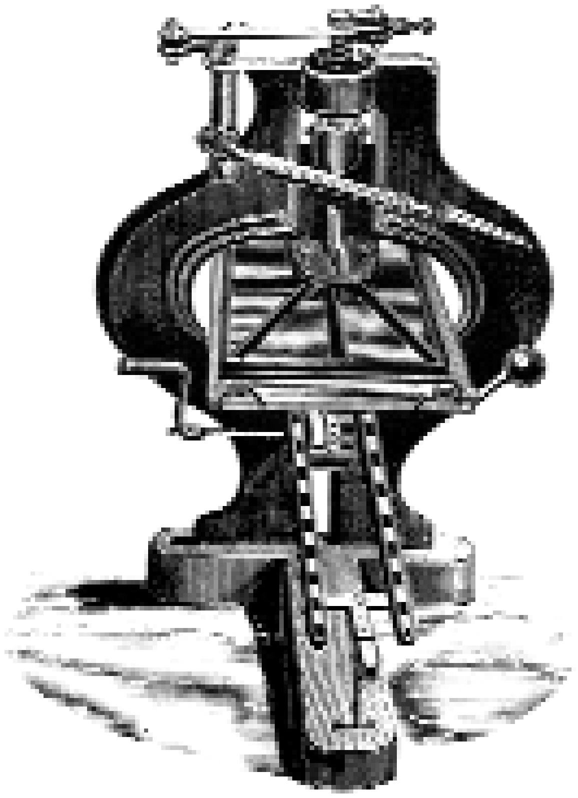
Lors de la création de l'hebdomadaire, la forteresse comptait 10 113 habitants pour une garnison d'environ 6 000 hommes.[4] Parmi le lectorat figuraient, si l'on en croit un courrier de lecteur du 19 mai 1821, des pasteurs, des enseignants, des juges, des avocats, des notaires, des juristes, des fonctionnaires, des commerçants, des fabricants, des bourgeois, des propriétaires terriens, des gens de la campagne, des officiers, etc.

Le *Luxemburger Wochenblatt* paraissait chaque samedi sur huit pages au format in-quarto 18 x 16 cm. Une note du 29 mai 1821 nous apprend qu'un porteur distribuait le journal à l'intérieur de la forteresse jusqu'au soir du jour de sa parution. Les abonnés vivant dans l'arrière-pays avaient moins de chance. En effet, dans une brochure[5] rédigée en 1896, l'auteur anonyme se souvient qu'il n'existait de service postal ni en 1816 ni pendant les années suivantes ; tous les quinze jours, un messager de la circonscription ne faisait qu'apporter à pied le *Mémorial* et la correspondance officielle aux bourgmestres.

Les abonnements pouvaient être souscrits à l'imprimerie Lamort. L'abonnement pour les lecteurs locaux coûtait 3 francs par trimestre, les lecteurs du reste du pays devaient payer 3,50 francs.

À 4 sols la ligne, le tarif des petites annonces était si bas que, pour les lecteurs, cela valait même la peine d'insérer des annonces pour retrouver leur parapluie oublié ou récupérer leur feutre échangé par erreur. Assez souvent, des annonceurs impatients réclamaient également des livres qu'ils avaient prêtés. Les quelques annonces commerciales faisaient de la publicité pour des bains publics, des fleurs ou des harengs.

La dernière édition conservée du *Luxemburger Wochenblatt* parut le 8 juillet 1826, après cinq ans d'existence. Une semaine auparavant, l'imprimeur Lamort avait commencé à publier un nouveau journal. D'après une lettre du gouverneur Willmar[6], Weiß était ruiné et ne pouvait plus payer son imprimerie. Weiß finit dans la misère.



La presse métallique Stanhope, plus résistante, remplaça les presses en bois au début du XIXe siècle et permit l'impression de formats plus grands

JOURNAL DE LA VILLE ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

À l'époque où la parution du *Luxemburger Wochenblatt* cessa, l'entreprise Jacques Lamort, située sur la place d'Armes, imprima samedi 1er juillet 1826 le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire, le *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg*.

Le rédacteur n'était plus un immigré démuni, mais un représentant de la bourgeoisie locale connu : Mathieu Lambert Schrobilgen ; dans l'édition du 11 septembre 1839, Lamort est mentionné comme éditeur responsable. Ils fondèrent la presse libérale de la bourgeoisie qui aspirait au pouvoir économique, culturel et politique, presse qui devait dominer pendant des décennies.

Né dans le Grund, l'année de la Révolution en 1789[7], Schrobilgen fut d'abord avocat, puis entra au service du gouvernement en 1815, fut nommé secrétaire de la régence en 1820, fonction qu'il exerça en parallèle à ses activités de receveur communal, et devint juge à la Cour suprême en 1831. Au sein de la loge maçonnique, du Casino bourgeois et de la Société littéraire, il prit activement part à la vie culturelle de la petite ville. Ses collaborateurs étaient Yves Hippolyte Barreau (1798-1877), professeur à l'Athénée, ainsi que l'avocat François Xavier Wurth-Paquet (1801-1885), comme celui-ci les énumère dans une note[8].

Le *Journal* promettait dans son premier numéro de tenir ses lecteurs au courant de toutes les nouvelles de la province et de la ville de Luxembourg dont l'utilité sociale méritait une publication. Il s'engageait également à mettre un soin tout particulier à être luxembourgeois au plus haut degré, dans l'esprit du sentiment national naissant.

Outre des actualités étrangères sur la première page, on y imprimait des communiqués sur les séances des états généraux considérés comme le substitut d'un parlement, des rapports sur la situation administrative du Grand-Duché et des projets de loi. Le journal, loyal envers le gouvernement, ne remettait en question ni ne critiquait ces rapports. Mais, pour la première fois ou presque, les citoyens intéressés avaient l'occasion de lire noir sur blanc des articles sur les affaires courantes du gouvernement et pouvaient en discuter dans les salons de café. Ainsi le journal, du moins jusqu'à la révolution de 1830, contribua au développement de l'opinion publique, à laquelle les dirigeants, malgré toutes les résistances, se sentaient tenus de rendre des comptes.

Jacques Lamort (1785-1856), fils de Claude Lamort, imprima les journaux luxembourgeois les plus importants de la première moitié du XIXe siècle

En outre, dans les colonnes du journal, on n'imprimait pas que du courrier des lecteurs au sujet des ruelles sales, mais on menait également des débats sur le développement économique du Grand-Duché grâce à la promotion de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, sur la politique de l'éducation et l'instruction de la classe ouvrière (19.3.1828), sur les causes de l'émigration brésilienne (17.5.1828) ou encore sur l'instruction religieuse et la liberté des cultes – l'éditeur Schrobilgen était frère de la loge maçonnique, tout comme son imprimeur. Le curé Martin Blum déplore que les années 1842-1844 regorgent d'attaques contre l'évêque Laurent et l'Église persécutée et détestée à travers sa personne.[9]

Les auteurs de correspondances commencèrent à signer de leur nom. L'abonnement semestriel au journal de quatre pages au format petit folio 35 x 20 cm coûtait 3 florins et la distribution postale en dehors de la ville 3,26 florins.

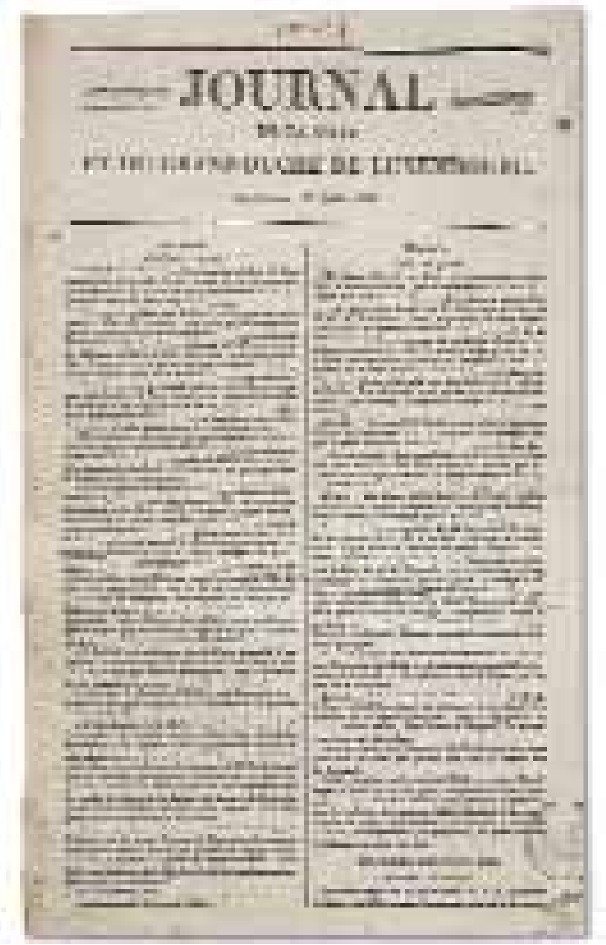
Les publications, annonces et divers communiqués devinrent plus nombreux et occupèrent bientôt avec la dernière page un quart du journal. Les annonces commerciales proposaient surtout des biens immobiliers, des produits de l'agriculture et de la sylviculture, les produits industriels étaient encore relativement rares. Les petites annonces coûtaient 10 centimes la ligne.

Il y eut des articles sur des audiences, des accidents du travail, des délits de fuite, des intempéries, le marquage au fer rouge de condamnés (6.8.1828), l'état de santé changeant de Goethe ainsi que l'annonce erronée de sa mort le 15.12.1830, des collectes d'argent pour soutenir la guerre d'indépendance grecque, l'exhibition d'une jeune Esquimaude en ville (8.8.1829), le nombre de loups abattus (27.2.1828) et les noms des quatre étalons castrés au Haras grand-ducal de Walferdange (6.10.1827), mais également sur l'invention du daguerréotype (13.2.1839).

Sur le plan culturel, on continua à souligner la nécessité d'une salle de théâtre, on attira de manière exagérée l'attention des lecteurs sur l'exposition, dans la vitrine d'une librairie, de la dernière lithographie en date de Fresez représentant des vues de la ville et on fit de la publicité pour les nouvelles parutions, dont le premier livre en luxembourgeois d'Antoine Meyer (2.9.1829). Sur le modèle du débat politique en Belgique, le *Journal* eut, le 29 septembre 1827, peut-être pour la première fois, l'idée de qualifier le luxembourgeois de langue nationale du Grand-Duché, 160 ans avant la loi correspondante. Au début, un ermite de Mansfeld se livrait assez souvent à des considérations feuilletonesques sur tout et n'importe quoi.

Le succès ne se fit pas attendre. En effet, au bout de six mois, à partir du 3 janvier 1827, le *Journal* commença à doubler son rythme de parution, parut dès lors le mercredi et le samedi, et le prix de l'abonnement fut par conséquent augmenté à 5 florins et 5,52 florins pour la distribution postale.

Cependant, le *Journal,* loyal envers le gouvernement, devait bientôt connaître des difficultés insoupçonnées. Il n'avait que rarement fait état de la situation économique et sociale au Grand-Duché, comme dans une correspondance du 6 mai 1829, selon laquelle les souffrances de la région de l'Oesling étaient indicibles : il y aurait eu un manque absolu de bois de chauffage, une absence totale de fourrage, auxquels se seraient ajoutés le monopole céréalier et le retard dans les semences. Des pétitions avaient ensuite été les premiers signes de la révolution belge, qui commença surtout sous forme de révolte fiscale. L'année suivante, le *Journal* relata que le drapeau de la révolution flottait sur tous les villages aux alentours de la forteresse (27.10.1830). Mais, le 2 janvier 1830, le *Journal* dut se défendre et s'attribua une opposition modérée. Un mois plus tard, le *Courrier des Pays Bas* expliqua la loyauté du *Journal* au gouvernement de façon très matérialiste, en déclarant que Schrobilgen était secrétaire de la régence au Luxembourg et que Lamort était chargé de l'impression du journal officiel.



JOURNAL

ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Premier numéro du libéral *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg* du 1er juillet 1826

Pendant une décennie, tout le pays se rangea du côté de la Belgique révolutionnaire, seule la capitale devait, sous la pression de la garnison prussienne de la forteresse, rester fidèle au roi et grand-duc néerlandais. Schrobilgen appartenait au petit cercle de commerçants et de fonctionnaires libéraux et souvent francs-maçons qui prenaient ouvertement parti pour la dynastie hollandaise des Orange-Nassau et qui militaient contre l'annexion à une Belgique indépendante, annexion défendue pour cette raison en partie par le clergé. Son *Journal,* qui n'était auparavant qu'un journal gouvernemental, devint ainsi un journal de propagande orangiste, prisonnier de la forteresse et au moins indirectement subventionné par La Haye[10], appelant à une contre-révolution armée et se distançant de bon nombre de ses lecteurs sympathisants de la révolution.

En 1837, le rédacteur Schrobilgen était assis entre deux chaises. Le *Journal* n'était pas encore assez royaliste au goût du référendaire local du roi et il planifia sans succès de publier son propre journal royaliste.[11] En même temps, à Diekirch, où le roi et la garnison prussienne n'avaient plus d'emprise, paraissait le *Wochen-Blatt für Bürger und Landsleute.* Le *Journal* comptait encore 95 abonnés.[12]

En 1839, la Restauration aboutit à la division du Grand-Duché, dont la partie occidentale wallonne resta belge. La partie orientale, de langue luxembourgeoise, repassa sous le contrôle du roi néerlandais et adhéra en 1842 à l'union douanière, en dépit de l'opposition d'une grande partie de la population. Cependant, cette région avait obtenu en 1841 sa propre constitution, qui prévoyait l'établissement de ses propres états généraux et de son propre gouvernement. Les bourgeois orangistes libéraux restèrent au pouvoir et le *Journal* demeura leur journal gouvernemental, secrètement subventionné 13 en 1842 par les caisses de l'État à hauteur de 1 200 florins. En 1844, selon un rapport de de la Fontaine[14], le journal comptait à nouveau 140 abonnés. Le journal publia son dernier numéro le 29 juin 1844, et fut remplacé seulement quatre jours plus tard par le *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg.*

WOCHEN-BLATT FÜR BÜRGER UND LANDSLEUTE

La révolution entraîna également la naissance du pluralisme de la presse. En effet, le seul journal, le *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg,* était un organe soumis au roi hollandais et « prisonnier » de la forteresse. Les lecteurs sympathisants de la révolution belge habitant en dehors de la forteresse exigeaient toutefois un journal qui partageait leurs vues.

L'année même de la révolution, en 1830, l'imprimerie P. A. Brück à Arlon sortit le premier journal luxembourgeois en dehors de la capitale, connu uniquement sous le titre de La Gazette.[15] Pour la première fois en plus d'un siècle d'histoire de la presse luxembourgeoise, il y avait plus d'un journal en même temps et cela créa les conditions nécessaires à un débat politique public dans la presse. Vint ensuite en 1832 dans la même imprimerie, la libérale *Gazette de la province de Luxembourg* qui devint la même année, le 18 août 1832, le *Journal d'Arlon et de la province de Luxembourg,* qui parut deux fois par semaine jusqu'au 31 décembre 1837. Alors que le *Journal d'Arlon* s'engageait en faveur du maintien du rattachement à la Belgique, même sans la partie luxembourgophone du Grand-Duché, Victor Tesch et Emmanuel Servais publièrent le 21 décembre 1836 chez l'imprimeur arlonais Jean Laurent l'Écho du Luxembourg, journal également libéral et défendant le maintien de l'unité d'un Grand-Duché non hollandais.

Les journaux révolutionnaires arlonais discutaient et se querellaient avec le *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg,* soumis à la monarchie hollandaise, au sujet de l'avenir du Grand-Duché. Lors du partage de 1839, l'*Écho du Luxembourg* resta un journal belge, mais continua à être lu avec plaisir également au Grand-Duché, car il en disait parfois plus long sur la situation au Luxembourg que la presse locale censurée.

Cependant, dans la partie luxembourgophone du pays aussi, l'époque où n'existait qu'un seul journal était révolue. En effet, alors que le *Journal* était toujours, selon l'*Écho du Luxembourg,* le journal orangiste de la forteresse, le *Wochen-Blatt für Bürger und Landsleute* (Feuille hebdomadaire pour les bourgeois et les gens de la campagne) parut, après la sortie d'un numéro d'essai le 25 février 1837, le 3 mars 1837, trois mois avant les élections de la Chambre des représentants bruxelloise, dans le Diekirch « libéré ». Un *Prospectus*[16] justifia le projet de cette nouvelle parution par le fait que les journaux en langue française paraissant au Luxembourg et à Arlon n'étaient pas à ce point avantageux pour leurs compatriotes allemands – et surtout par le fait que ces derniers ne comprenaient pas leur contenu s'ils ne connaissaient pas suffisamment le français.

Le journal parut chez un imprimeur originaire de Trèves, Joseph Antoine Schroell (1798-1865). Schroell s'était installé à Echternach en 1822 et vivait depuis 1832 à Diekirch, chef-lieu de district et district judiciaire, où les commandes de travaux d'impression étaient peut-être plus nombreuses. Il devait devenir le fondateur de l'une des célèbres dynasties d'imprimeurs luxembourgeois.

Selon des rumeurs colportées par Blum[17], ce furent les conseillers et avocats de la cour de justice de Diekirch Watlet, Rausch, Vannérus et Jurion qui donnèrent l'impulsion à la création du journal. Au moment de la fondation du journal, Nicolas Hippolyte Watlet était candidat sortant du district de Diekirch à la Chambre des représentants bruxelloise, le bourgmestre François Julien Vannérus était député suppléant de Diekirch au congrès de 1830. Sans preuves, on cite comme rédacteur tantôt l'avocat J. P. Eberhard[18], tantôt l'instituteur Busch.[19]

Le journal s'ouvrait sur la politique intérieure mouvementée, puis suivaient l'état civil des habitants de Diekirch, des annonces en allemand et en français et un feuilleton, avec entre autres des thèses de Vannérus.[20]

Le *Wochen-Blatt* paraissait le samedi sur quatre pages d'un format de 35 x 23 cm environ, divisées en deux colonnes. L'abonnement coûtait 3,50 francs par trimestre à Diekirch et 3,75 francs à l'extérieur, pour être, selon l'édition du 10 juin 1837, réduit à 3 francs et 3,25 francs respectivement.

En raison de toutes sortes d'irrégularités, les élections du district de Diekirch furent annulées le 13 juin et reportées au 30 octobre.[21] Mais cela ne changea rien au résultat : Watlet les avait perdues contre l'ingénieur Remy de Puydt. Le 4 novembre, le journal annonça que la rédaction de l'hebdomadaire était passée depuis trois semaines en d'autres mains. L'élection de Monsieur de Puydt aurait entraîné ce changement dans la rédaction du *Wochen-Blatt.* En effet, le seul moyen fort pour dévoiler les abus en tout genre aurait été de confier le journal à des mains indépendantes. La dernière édition sortit le 25 novembre 1837 et la semaine d'après son nom avait changé pour devenir celui qu'on utilisait au quotidien probablement depuis le début.

Journal libéral *Diekircher Wochen-Blatt* du 16 décembre 1837

DIEKIRCHER WOCHEN-BLATT

Le 2 décembre 1837, le *Wochen-Blatt für Bürger und Landsleute* réduisit son titre en *Diekircher Wochen-Blatt* (Feuille hebdomadaire de Diekirch). Le *Diekircher Wochen-Blatt* se considérait comme un organe libre représentant les intérêts germano-luxembourgeois et plaidait par conséquent pour l'adhésion à l'union douanière allemande. Son article sur le projet d'adhésion à l'union douanière fut censuré par le président de la cour de justice de Diekirch, responsable de la censure.[22] Le journal s'intéressa de plus en plus aux questions agricoles, alors que les rédactions consacrées à l'agriculture et à la politique auraient été strictement séparées. Parmi les collaborateurs, on trouvait l'avocat des ouvriers Charles-Théodore André et le futur directeur de l'école agricole de l'État à Ettelbrück, Charles Faber.[23]

Le *Wochen-Blatt* continua à paraître le samedi sur quatre pages divisées en trois colonnes. Le prix de l'abonnement resta 3 francs à Diekirch et 3,25 francs à l'extérieur : les annonces coûtaient 15 centimes la ligne. À partir du 1er avril 1848, il parut deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. Le 30 décembre 1848 parut le dernier numéro portant le titre *Diekircher Wochen-Blatt,* peut-être trop associé à la révolution, avant que le journal change son nom en *Wächter an der Sauer.* Cependant, outre le *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg* de la capitale, un deuxième journal libéral, le *Wochen-Blatt,* était né à Diekirch. Ce journal, sous des titres changeants et selon la conjoncture et le rédacteur, devait s'imposer principalement dans le nord, région rurale et souvent considérée comme conservatrice, dans un style tantôt engagé, tantôt apolitique, pendant plus d'un siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

LUXEMBURGER ZEITUNG

Pour créer parmi la population une base pour la restauration de son régime, le roi grand-duc hollandais contracta une alliance avec la direction de l'Église, alors très réactionnaire et ultramontaine sous le pape Grégoire XVI. Le 30 janvier 1842, le vicaire apostolique Jean-Théodore Laurent (1804-1884) arriva à Luxembourg à la surprise de tous, même du gouvernement, pour devenir évêque. Il se lança immédiatement dans une bataille sans compromis avec la bourgeoisie libérale et largement franc-maçonne et déclencha ainsi une bataille culturelle entre les cléricaux et les anticléricaux, bataille qui devint l'une des principales contradictions de la vie politique au Luxembourg. Cependant, en très peu de temps, le conflit s'aggrava à tel point qu'il menaça la stabilité du régime et contribua à la révolution de mars 1848 ; le roi grand-duc obtint le 1er mai 1848 la révocation de Laurent.

Au même moment, on tenta pour la première fois de créer, en réponse à la presse libérale dominante, un journal catholique : le *Luxemburger Zeitung* (Journal luxembourgeois). C'était le premier journal au Luxembourg à ne plus appartenir à un seul entrepreneur mais à une société de capitaux, une société en commandite, dont le seul actionnaire luxembourgeois connu était l'entrepreneur Pierre Pescatore (1814-1844), un sympathisant de Laurent, qui avait souscrit environ un quart des capitaux.[24]

Le reste des capitaux était vraisemblablement aux mains des Prussiens, car le journal, malgré son nom, ne s'adressait pas en premier lieu à un public luxembourgeois. La forme juridique de la société en commandite devait certainement empêcher que les bailleurs de fonds puissent directement intervenir dans la réalisation du journal.

Le directeur[25] et, à partir du numéro du 9 octobre 1844, également rédacteur responsable, était Ernest Grégoire (1801-?), un Français qui vivait depuis 1836 à Trèves. Dans la Prusse dominée par le protestantisme, il s'était vu refuser l'autorisation de publier un journal catholique en conséquence de quoi, comme cela avait été un peu le cas pour *La Clef du cabinet des princes,* il déménagea à Luxembourg pour y fonder un journal destiné à Trèves et la Rhénanie. Dès le début, il était prévu de déplacer le siège du journal en Prusse dès que celui-ci en aurait reçu l'autorisation.[26]

Ernest Grégoire de Charleville avait été en 1824 candidat républicain et anticlérical aux élections parlementaires françaises et s'était enfui, pour échapper à une peine de prison, en Belgique, où il fut médecin, commerçant et officier pendant la révolution de 1830, puis

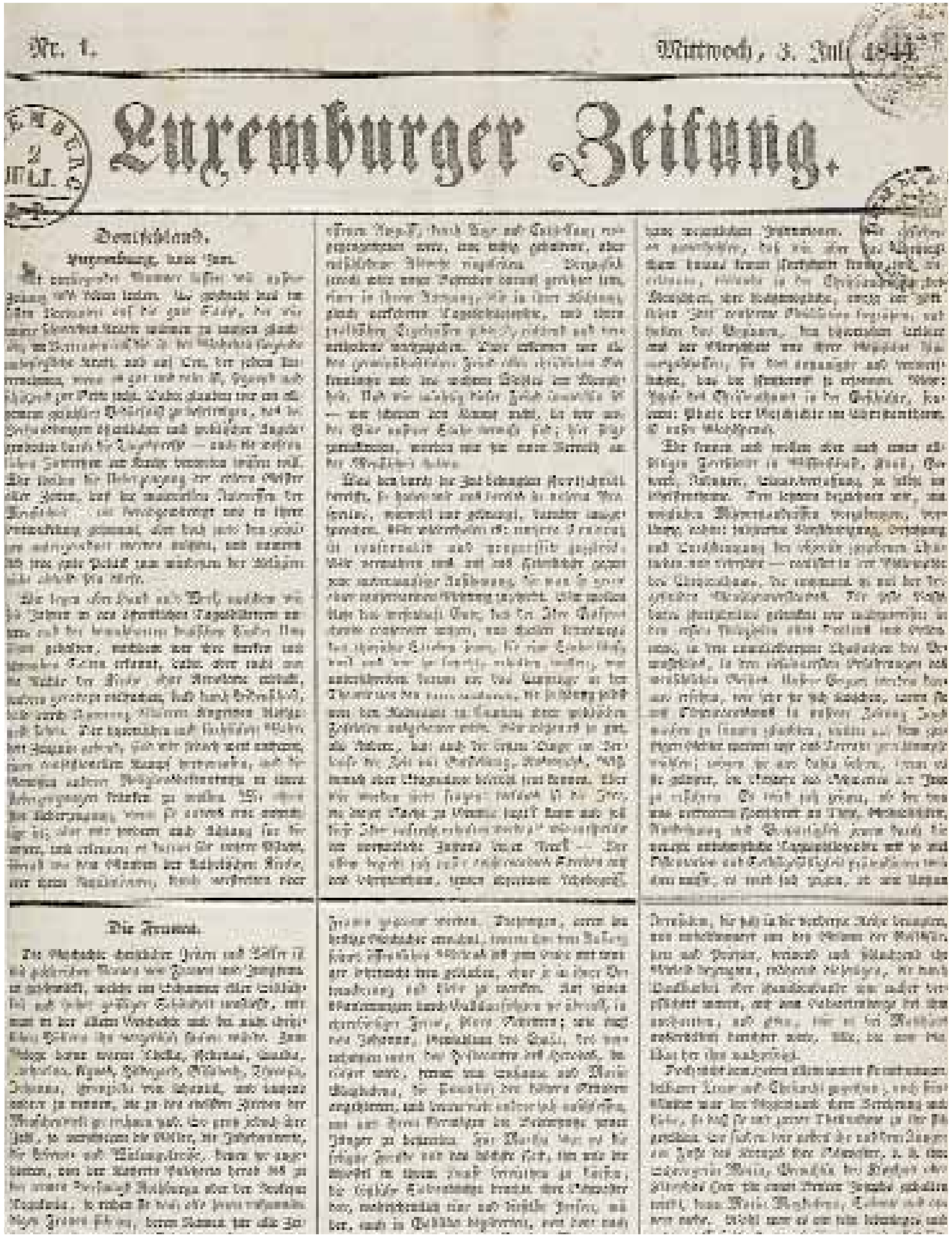
Mathieu Lambert Schrobilgen, secrétaire de la régence, juge et journaliste libéral (1789-1883)

changea peu après de camp et devint agent orangiste. Dans les trois premiers mois de son existence, le *Luxemburger Zeitung* cita comme rédacteur responsable F. Zucker (1820-?), qui jusqu'à l'année précédente était sous-lieutenant de la garnison prussienne et qui quitta précipitamment le pays le 27 décembre 1844.[27] Le gouverneur de la Fontaine[28] et plus tard le *Luxemburger Wort* [29] mentionnèrent en outre le Berlinois Gustav Rintel (1810-1854), juif converti et protestant, comme l'un des rédacteurs du journal. Il avait réussi, en tant qu'avocat catholique, à devenir le conseiller secret des princes évêques.[30]

Après une courte campagne promotionnelle – comprenant des annonces dans le *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg,* son concurrent aussi bien au niveau politique qu'économique, mais produit par le même imprimeur –, le premier numéro du *Luxemburger Zeitung* parut mercredi 3 juillet 1844. Dans une introduction, il justifiait sa parution par le fait qu'il trouvait que les droits de l'Église étaient non seulement sans tutelle, mais également tournés en ridicule par des attaques on ne peut plus fréquentes, dictées tantôt par la passion, tantôt par l'ignorance. C'est pourquoi il déclarait avant tout la guerre à une philosophie du jour dont la finalité et l'orientation étaient mauvaises. Il se décrivait lui-même comme conservateur et progressiste à la fois, car il admettait ouvertement qu'il ne connaissait ni ne reconnaissait aucun progrès au-delà du christianisme. Rejetant tout reproche d'obscurantisme, il brandissait la menace de l'idée tranchante comme une épée.

Le *Luxemburger Zeitung* commençait toujours, sous le titre *« Deutschland »* (Allemagne) et le sous-titre

Premier numéro du journal catholique *Luxemburger Zeitung* du 3 juillet 1844



Nr. 1. Mittwoch, 3. Juli 1844.

Luxemburger Zeitung.

Deutschland.

« Luxemburg » (Luxembourg), par un long commentaire ou une nouvelle du Luxembourg, suivis par des articles généralement détaillés de Trèves, de la Moselle et de la Rhénanie, puis par quelques rares actualités tirées d'autres journaux sur le reste du monde.

De temps en temps, il y avait des poésies lyriques religieuses, des articles sur les reliques de la patrie, sur la Sainte Tunique à Trèves (article paru également sous forme de brochure[31]) et des poèmes de circonstance à l'occasion de l'arrivée de Sa Majesté le roi grand-duc (12.7.1844) ou de l'évêque Arnoldi à Aix-la-Chapelle (31.1.1845). À la dernière page, dans des annonces sur une ou deux colonnes, on faisait avant tout de la publicité pour des livres religieux, on annonçait des ventes aux enchères et on mettait en vente des arbres dont l'écorce moulue servait à la préparation du cuir, de la poudre dentifrice, des hosties d'église, de l'huile pour l'ouïe et des lampes à huile sans mèche. Sept ans après l'invention du daguerréotype, L. W. Moses de la rue Philippe se présenta comme photographe portraitiste le 29 septembre 1844.

Dès les premiers numéros, le *Luxemburger Zeitung* souleva une violente polémique contre le journal social-démocrate *Trier'sche Zeitung.* Peu de temps après commença également la confrontation avec le *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg,* après que le *Luxemburger Zeitung,* déjà dans son quatrième numéro, ait commencé une série sur le rapport avec l'Église et les intérêts de l'école. Le 24 août 1844, il livra une satire intitulée *Sum-Tin-sching, oder der Courrier des Fürstenthums Klauseneich* (Sum-Tin-sching, ou le courrier de la principauté de Klauseneich). Une autre série d'articles sur la situation au Luxembourg s'engagea, à partir du 11 mars 1845, en faveur de l'allemand « langue nationale », qui devait remplacer au Luxembourg la langue administrative qu'était le français.

Le *Luxemburger Zeitung* était un journal de combat ultramontain, qui perpétuait la tradition du *Journal historique et littéraire* de François-Xavier de Feller. Il était soutenu par le président de la cour de justice, Philippe-Charles Munchen, appuyé par le vicaire apostolique Laurent et, au moins au début, également par le roi.[32] Le fils de Munchen, l'avocat Charles Munchen, y était collaborateur.

Le *Luxemburger Zeitung* paraissait trois fois par semaine, le mercredi, le vendredi et le dimanche, au format de 36 x 24 cm et sur trois colonnes. L'abonnement coûtait 3 florins au Luxembourg et 3,50 florins en dehors, le tarif des annonces était de 10 centimes la ligne. La vente au Luxembourg était assurée par l'imprimerie Lamort, à Trèves et en Prusse par la librairie F. A. Gall de Trèves. Selon un rapport manquant de clarté du gouverneur Théodore de la Fontaine, le journal parut en 360 exemplaires ; dont 200 étaient destinés aux prêtres au Luxembourg qui étaient tenus de s'y abonner et la plus grande partie du tirage était envoyée à l'étranger.[33]

Conformément à ce qui était prévu depuis le début d'après les annonces, mais avec quelques difficultés dues aux taux d'imposition élevés au Luxembourg et en Prusse, le journal devint, à un prix d'abonnement inchangé, le premier quotidien de l'histoire luxembourgeoise le 1er janvier 1845 – toutefois, cela ne dura que six mois. Manifestement, la société en commandite du *Luxemburger Zeitung* disposait de plus de capitaux que les différents propriétaires des autres journaux luxembourgeois.

Le 7 août 1844, la première page du *Luxemburger Zeitung* montrait sa première coupe de censure. Au lieu de s'arranger avec la censure comme le faisaient les autres journaux, le *Luxemburger Zeitung* la défia – peut-être aussi parce qu'il pouvait financièrement se le permettre – et après une période de tolérance, l'administration prit des mesures de plus en plus dures contre le journal catholique.[34]

Luxemburger Zeitung

Le 1er janvier 1845, le *Luxemburger Zeitung* devint le premier quotidien du Luxembourg

À cause de son opportunisme politique, Grégoire s'était fait accuser par deux fois de « trahison » par Norbert Metz dans le *Courrier.* Après cela, il gagna un procès de presse contre Metz, mais fut lui-même accusé d'outrage à la cour. Lorsqu'il fut en plus accusé d'avoir mis sous presse un texte qui ne correspondait pas à la forme approuvée par le censeur et d'avoir ainsi enfreint la loi sur la presse de la Confédération germanique, il se réfugia à Thionville le 3 mai.

Dans un écrit polémique rédigé au cours du même mois de mai et paru à Nancy sous le titre *Impuissance d'une constitution pour protéger le droit contre une administration Disposant de la Censure et des Tribunaux ; Par Ernest Grégoire, Directeur de la Gazette de Luxembourg (Luxemburger Zeitung)* et dans des pétitions adressées au roi grand-duc, il tenta de se justifier et régla ses comptes avec l'administration luxembourgeoise, car, selon lui, c'étaient les hommes de la loge qui gouvernaient le Grand-Duché.[35]

Comme son éditeur responsable avait quitté le pays, on retira au *Luxemburger Zeitung* son autorisation de paraître le 14 juin 1845. La dernière édition parut le 15 juin 1845. Grégoire fut condamné par contumace à trois jours de prison et à une amende. Pour de nombreuses personnes, c'était simplement un aventurier politique vénal, mais avec son audacieux combat contre la censure, il avait peut-être contribué à entraîner trois ans plus tard la chute de cette dernière. Un siècle et demi plus tard, la tentative de publier un journal de combat allemand au Luxembourg, le *Wochenzeitung für Europäer,* devait à nouveau échouer.

COURRIER

Premier numéro du journal démocratique *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg* du 3 juillet 1844

COURRIER DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dans son acte d'accusation *Impuissance d'une constitution pour protéger le droit contre une administration Disposant de la Censure et des Tribunaux* [36], Ernest Grégoire raconte qu'il avait conclu un marché avec l'imprimeur Lamort. Il avait obligé le franc-maçon Lamort à suspendre l'impression du libéral *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg* afin de pouvoir imprimer le journal catholique *Luxemburger Zeitung.* Dans le cas contraire, Grégoire menaçait de confier l'impression à une jeune imprimerie concurrente. Lamort aurait accepté et arrêta d'imprimer son *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg* samedi 29 juin 1844. Cependant, mercredi 3 juillet 1844, jour de la parution du premier numéro du *Luxemburger Zeitung,* le journal fut publié sous le nouveau nom de *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg.* Il n'avait même pas changé la police du bandeau.

L'orientation politique du *Courrier* devait toutefois changer. Le *Prospectus* [37] souligne que l'autonomie de l'État, de l'administration et des usages différenciait le Luxembourg des pays voisins et que le pays avait par conséquent besoin d'un organe pour défendre ses intérêts. Ainsi, le journal se distanciait également de la position orangiste impopulaire de son prédécesseur. Si le *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg* représentait avant tout les intérêts de la bureaucratie gouvernementale libérale et orangiste, le *Courrier* devint l'organe du capital industriel en plein essor. Il devint ainsi un important journal démocratique de la révolution de 1848, et un journal qui, du point de vue des propriétaires bourgeois, était également le premier à se préoccuper de la « question sociale », c'est-à-dire de la situation des premiers ouvriers industriels.

Avant que le *Courrier* puisse annoncer le 18 mars 1848 la suppression de la censure, contre laquelle l'éditeur Hoffmann s'était rebellé ouvertement les mois précédents[38], il avait à plusieurs reprises critiqué les états généraux pour leur indifférence (25.9.1846) et le gouvernement pour son inaction à l'égard de la misère sociale. Il publia de façon répétée des articles sur l'augmentation effroyable de la misère (19.12.1846), qui aurait rappelé la situation irlandaise (12.1.1848), la mendicité (2.10.1847, 13.1.1847) et le coût élevé des denrées alimentaires. Il consacra à la révolution à Paris un supplément spécial (26.2.1848) et ensuite des documentations détaillées. Pendant la révolution, il publia des comptes rendus des séances des états généraux plus détaillés que le rapport officiel de la Chambre, et pendant la campagne électorale qui suivit la réforme de la Constitution, Charles Metz devint le premier dans l'histoire de la presse luxembourgeoise à signer régulièrement ses articles. Sous le gouvernement de la Restauration, instauré en 1853 et dirigé par Simon, et finalement après le coup d'État de 1856, qui réintroduisit entre autres la censure dans la presse, le *Courrier* devint un journal d'opposition se sentant persécuté aussi bien par le clergé que par les « barons » du gouvernement. Il critiquait violemment la politique du vicaire apostolique Laurent.

Le *Courrier* appartenait au propriétaire d'usine et homme politique Norbert Metz (1811-1885), qui rédigeait le journal avec son frère, l'avocat et propriétaire d'usine Charles Metz (1799-1853). Le 10 janvier 1846, le *Courrier* annonça que depuis le début de l'année, Schrobilgen, le rédacteur du *Journal* ne participait plus à la rédaction du *Courrier.* L'éditeur était le libraire Victor Hoffman. Avec l'imprimerie Lamort, l'imprimerie Victor Bück reprit également en charge l'impression du *Courrier,* jusqu'à ce que les frères Metz ouvrent leur propre imprimerie pour le *Courrier.*

En règle générale, chaque édition commençait par un bulletin politique, un genre de résumé de la situation internationale. Dans la rubrique suivante concernant le Grand-Duché paraissaient des commentaires, des correspondances et des nouvelles qui concernaient aussi bien des décisions gouvernementales que l'histoire d'une

Norbert Metz (1811-1885) fut le porte-parole politique de la bourgeoisie industrielle naissante ainsi que de sa presse ivrogne qui avait été emmenée de force au commissariat de police. Le tiers inférieur de la première page était souvent réservé à des articles de type feuilleton, qui traitaient de choses diverses, allant de récits en plusieurs parties à des souvenirs de voyage en passant par des articles sur l'histoire locale jusqu'à de rares poèmes. Les actualités internationales étaient copiées de journaux étrangers. La quatrième page se composait surtout d'annonces, parmi lesquelles figuraient les premières annonces illustrées pour des produits industriels (7 et 17.10.1846).

Le *Courrier* paraissait le mercredi et le samedi sur quatre pages divisées en trois colonnes et, dans les périodes d'intense activité politique, s'accompagnait de deux ou quatre pages de *Supplément*. L'abonnement avec distribution postale coûtait 5 florins par semestre et, après la révolution de 1848, à partir du mois de juillet, le prix fut indiqué en francs luxembourgeois. Selon le gouverneur de la Fontaine[39], le tirage comptait, fin 1844, 248 exemplaires. Le journal parut le jeudi et le dimanche à partir de janvier 1856, et le mercredi, le vendredi et le dimanche à partir de janvier 1857. Le 1er janvier 1860, il devint le seul quotidien de l'époque et adopta en juillet de la même année un format grand folio avec des feuilles divisées en quatre colonnes. Il se qualifiait de journal du soir et coûtait dès lors 5,50 francs pour l'abonnement au trimestre et 7 francs pour la distribution postale en dehors de la forteresse. Le tarif des petites annonces était de 10 centimes la ligne. Le dernier numéro conservé est daté du 20 décembre 1868, après que ses éditeurs eurent fondé un quotidien rédigé en allemand, le *Luxemburger Zeitung.*

Le *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg* annonça
le 18 mars 1848 l'abolition de la censure de la presse

---

1 Mannes, Weber 1998, p. 18 2 Mannes, Weber 1998, p. 19 3 Calmes 1971, p. 446 4 *Das Leben in der Festung Luxemburg,* 1993, p. 275 5 *Le Grand-Duché de Luxembourg en 1816 et 1896*, p. 9 6 Grégoire 1965, vol. III, p. 32 7 *Biographie nationale,* vol. I, p. 23 8 *Biographie nationale,* vol. I, p. 30 9 Blum 1896, p. 22 10 Calmes 1939, p. 244 11 Calmes, vol. II, p. 28 12 Calmes 1954, p. 393 13 Calmes 1954, p. 393 14 Calmes 1939, p. 285 15 Mottequin 1978, p. 9 16 Blum 1896, p. 134 17 Blum 1896, p. 137 18 Calmes 1939, p. 144 19 *Biographie nationale,* vol. XVI, p. 426 20 Olinger 1937 21 D'Hoffschmidt 1891, p. 55 22 Mannes, Weber 1998, p. 43 23 Olinger 1937 24 Calmes 1954, p. 398 25 Grégoire 1845, p. 35 26 Grégoire 1845, p. 22 27 Calmes 1954, p. 402 28 Mannes, Weber 1998, p. 45 29 N° 17, 1854 30 Calmes, p. 402 31 Ernest Grégoire: *Bericht über die wunderbaren Heilungen, welche sich, zur Zeit der öffentlichen Ausstellung des heiligen Rockes unseres Herrn und Heilandes Jesu Christi in dem hohen Dom zu Trier vom 18. August bis 6. October 1844 an elf frommen Pilgern ereignet.* Luxemburg, Verlag der Expedition der Luxemburger Zeitung 1844, 24 p. 32 Mannes, Weber 1998, p. 45 33 Mannes, Weber 1998, p. 45 34 Mannes, Weber 1998, p. 45 35 Grégoire 1845, p. V 36 Grégoire 1845, p. 22 37 Blum 1897, p. 28 38 Mannes, Weber 1998, p. 70 39 Mannes, Weber 1998, S. 65

LA VICTOIRE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

1848

1848

Suivant l'exemple de Paris, la population luxembourgeoise se révolta en mars 1848 contre la monarchie absolue et exigea une extension du droit de vote, des institutions démocratiques, une réforme de l'administration gouvernementale et de la justice, la réduction de la liste civile du roi grand-duc, une imposition plus équitable, un soutien pour les chômeurs et d'autres mesures sociales. En tête de la plupart des listes de revendications figurait également une presse libre. Ainsi, la révolution de mars devint une révolution politique et économique de la presse : avant même la fin de la période de troubles, le roi grand-duc et le gouvernement décidèrent de supprimer la censure dans la presse et proclamèrent le 20 mars 1848, pour la première fois dans l'histoire, la liberté de la presse. Dans le cadre de la nouvelle Constitution, les journaux nationaux furent exemptés du droit de timbre le 1^er^ août 1848 et devinrent ainsi meilleur marché ; ils purent de ce fait gagner de nouveaux groupes de lecteurs et les risques économiques liés à la création de nouveaux titres diminuèrent.

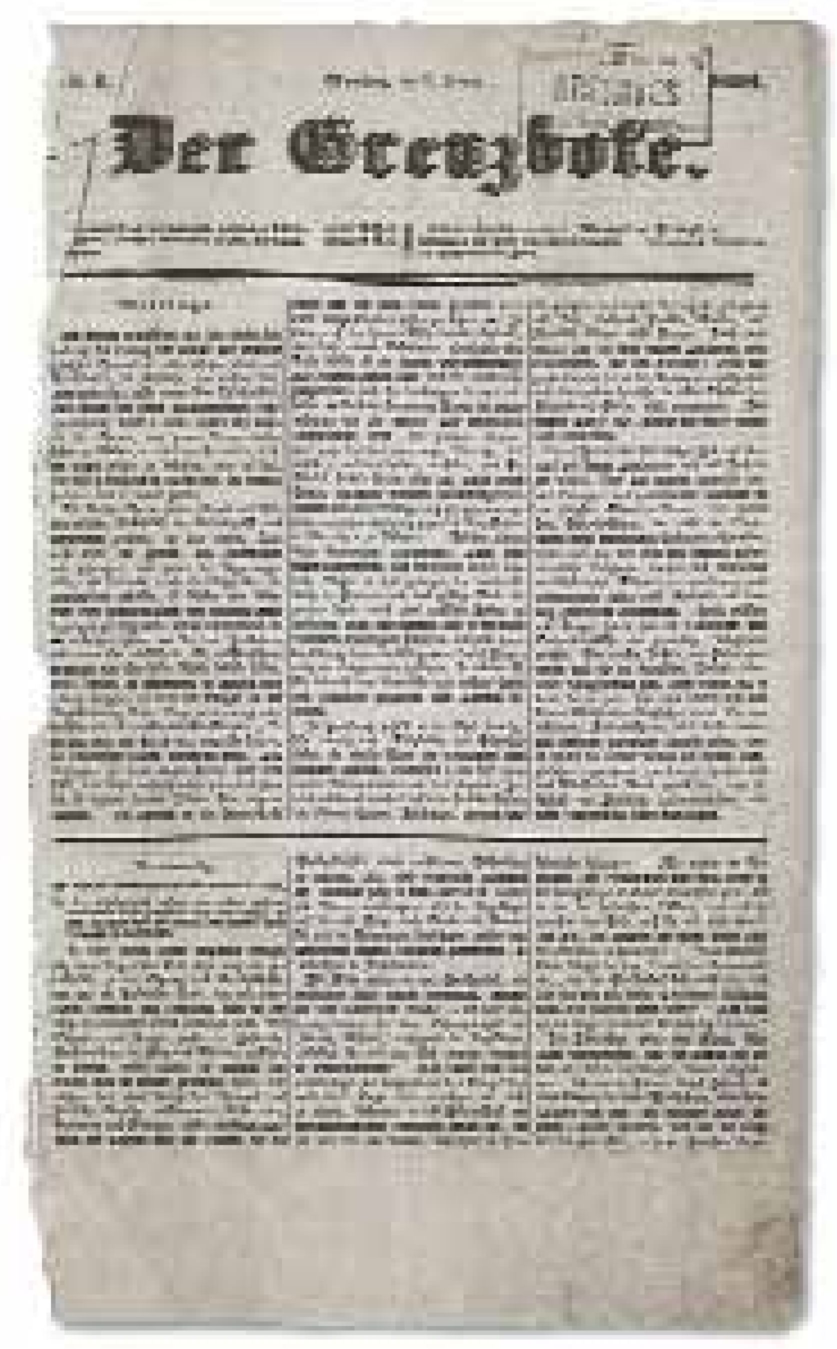
La révolution démocratique déclencha un débat politique dans l'opinion publique, débat jusqu'alors inédit et qui n'a plus faibli depuis lors. En quelques mois parurent, outre l'organe démocratique existant, le premier journal socialiste, un nouveau journal catholique, la première feuille satirique et un journal qui devait défendre le gouvernement contre les journaux d'opposition. Parallèlement, le nombre de lecteurs augmenta, même s'il s'agissait majoritairement d'une presse politique conçue pour une minorité d'électeurs censitaires.

DER GRENZBOTE

Un nouveau journal paraissant à Echternach, *Der Grenzbote* (Le messager de la frontière), pressentit la révolution qui s'annonçait en Europe en écrivant le 7 janvier 1848 qu'un air lourd et orageux pesait sur la société humaine et que quelque chose d'inquiétant s'insinuait dans les esprits. Le premier numéro était sorti le 3 janvier 1848. Le journal avait rappelé que sa parution était prévue depuis des années et que la concession lui avait déjà été accordée le 23 novembre 1846. Cependant, le roi grand-duc avait retiré l'autorisation de son gouverneur, datée du 7 décembre 1846, car il ne pouvait en aucun cas approuver la publication d'un nouveau journal et surtout pas à Echternach, où il y avait une garnison.[1] Le 6 décembre, les éditeurs avaient distribué un prospectus publicitaire dans lequel ils exposaient la ligne politique de leur journal.

Son programme fit apparaître le *Grenzbote* comme le premier journal socialiste de l'histoire du Luxembourg. Il se déclara un ennemi de l'ordre établi et voyait des choses graves dans cet ordre, à la place desquelles il souhaitait quelque chose de meilleur. Le *Grenzbote* disait ne pas craindre le nom de socialiste, contrairement aux conservateurs, qui, selon lui, avaient accaparé l'expression de « bien intentionnés » et craignaient les théories sociales qu'ils avaient accoutrées, dans leur idiotie, en un horrible épouvantail. Il croyait à la nécessité d'une réorganisation sociale, car le quart état revendiquait ses droits et, comme le Tiers État autrefois, il les obtiendrait également. La question que le journal se posa alors était de savoir qui faisait partie du quart état, du prolétariat. Le 31 janvier 1848, alors que le *Manifeste du parti communiste* était imprimé à Londres, le *Grenzbote* qualifia ironiquement le socialiste utopique Charles Fourier d'interné psychiatrique qui serait toutefois capable de tirer quelque chose de sensé des nombreux petits messieurs prétentieux. Cependant le *Grenzbote* était un

Premier numéro du protosocialiste *Der Grenzbote* du 3 janvier 1848



Der Grenzbote.

élève qui en était au b.a.-ba de sa théorie. Il s'intéressait particulièrement à l'appauvrissement du prolétariat, la lutte contre la famine, l'éducation du peuple et le suffrage universel.

En tant que journal socialiste, le *Grenzbote* était certes rédigé en allemand, mais la France était la patrie de la Révolution et de la République. Le 10 février 1848, il dut constater que l'Allemagne n'avait pas porté chance aux Luxembourgeois. Avec la presse libérale, il réclamait la révocation du vicaire apostolique Laurent. Le 25 février, il reprocha à Laurent de violer la Constitution, parce qu'il se refusait à prêter serment. Le 3 avril, il annonça que les combattants pour « *Wahrheit und Recht* » (Vérité et Justice) avaient porté plainte contre lui pour avoir offensé monsieur le vicaire.

Mais au lieu de se solidariser avec les troubles révolutionnaires à Ettelbrück, le *Grenzbote* déclara le 19 mars 1848 qu'ils les déploraient et les condamnaient comme éruptions nuisibles et inutiles d'une violence crue, quel qu'en fût le motif. Pour lui, le calme et l'ordre étaient les fondements de tout bonheur des citoyens. La mutinerie dans la caserne d'Echternach eut seulement droit, le 8 mai, à quelques lignes sur les grandes agitations parmi les militaires.

Le journal indiqua comme rédacteur responsable et imprimeur Franz Schömann, imprimeur, relieur et libraire originaire de Trèves, tout comme l'imprimeur du *Diekircher Wochen-Blatt*. Le bailleur de fonds et garant était, ce qui était quelque peu étonnant pour le journal de gauche, le rentier Karl Christian Andreas Müller issu de la riche famille de propriétaires d'abbayes Müller-Dondelinger, qui décéda toutefois seulement six mois plus tard, le 19 juin 1848.[2] Le *Grenzbote* était le premier journal à Echternach, deuxième plus grande ville du Grand-Duché à l'époque.

Mathias Hardt (1809-1877), enseignant, homme politique et journaliste

Le rédacteur du journal était Mathias Hardt (1809-1877), fils d'un serrurier d'Echternach, qui, au prix de grands efforts, était devenu professeur au collège tout en devenant l'un des premiers socialistes. En avril 1848, il fut élu à l'Assemblée constituante et resta député jusqu'en 1858. En tant que fonctionnaire gouvernemental et journaliste, il devint de plus en plus conservateur au cours des années 1850 et contribua finalement à préparer politiquement le coup d'État dans la *Revue*.

Pierre Lech constata que le journal connut fin mars un net bouleversement qui transforma cette gazette de lecteurs aux sujets divers en un journal de campagne électorale de plus en plus partial, soutenant la candidature de son rédacteur en chef.[3] Étant donné qu'il n'y avait pas encore de suffrage universel direct, Hardt dépendait des voix des membres du collège électoral, surtout des notables de la ville et grands agriculteurs de droite, qui l'élirent à la surprise générale au Parlement constituant, sans doute non pas pour, mais plutôt malgré ses opinions socialistes.

Le journal paraissait le lundi et le vendredi sur quatre pages divisées en trois colonnes. Jusqu'à la révolution de mars, un roman-feuilleton sur le tiers inférieur de la première page fidélisait le lectorat au journal, puis il semble avoir été remplacé par l'actualité politique. Les nouvelles locales et l'état civil se mettaient au service du patriotisme local prononcé de la bourgeoisie d'Echternach, et sur la dernière page, après les actualités internationales reprises d'autres journaux, des « avis » faisaient la promotion, la plupart du temps, de ventes aux enchères de biens immobiliers et de vin.

À Echternach, l'abonnement coûtait 4 francs par trimestre, 4,55 francs ailleurs. Les annonces coûtaient 15 centimes la ligne. Lors de sa dissolution fin juillet 1848, le *Grenzbote* indiqua qu'il comptait 225 abonnés, ce qu'il qualifia de fort convenable comparé aux autres journaux, de manière, paraît-il, à réaliser encore un bénéfice satisfaisant.

Depuis que Hardt faisait partie du Parlement, le *Grenzbote* imprimait de longs articles sur ses discours. Comme il jouait un rôle important à la Chambre et plus particulièrement dans l'élaboration de la nouvelle Constitution démocratique, Hardt sembla se consacrer de moins en moins au *Grenzbote.*

Le *Grenzbote* eut une durée de vie de sept mois seulement. Puis, le 28 juillet 1848, il annonça qu'à compter de ce jour-là, la rédaction du *Grenzbote* allait fusionner avec celle du *Volksfreund* et que pour le trimestre en cours, le *Volksfreund* serait par conséquent envoyé aux lecteurs à l'ancien prix d'abonnement du *Grenzbote.* L'imprimeur Schömann justifia cette mesure par le fait qu'une imprimerie à Echternach n'était pas promise à un brillant avenir, ce pourquoi il l'installa à Luxembourg. Cependant, le mois précédent, le bailleur de fonds et garant Müller était en plus décédé, l'auteur Mathias Hardt s'était consacré à sa carrière politique, et l'ardeur révolutionnaire s'était de nouveau apaisée dans le pays.

DER VOLKSFREUND

Pendant la révolution de mars et après la proclamation de la liberté de la presse, le 30 mars 1848, le gouvernement se plaignit dans un courrier adressé au chancelier d'État, le baron de Blochausen, à La Haye, qu'il était confronté à une hostilité générale de la presse. Sans vouloir créer un organe officiel, il préféra encourager une « bonne » publication.[4] Une semaine plus tard, le 7 avril 1848, parut un nouveau journal, le *Volksfreund* (L'ami du peuple), dont la devise était « Liberté, légalité, ordre public ». Lors de la séance parlementaire du 28 juillet 1848, le gouverneur dut avouer que plusieurs membres du gouvernement étaient actionnaires du journal et différents fonctionnaires gouvernementaux y étaient rédacteurs.

Dans l'esprit de la révolution de mars, le journal se disait patriote et défendait des revendications démocratiques pour l'orientation à venir de la politique du pays. L'avocat des ouvriers Charles Théodore André était l'un des actionnaires du journal, mais il s'en distança par la suite.

Le *Volksfreund* combattait avant tout les hommes politiques de l'opposition libérale les plus influents, comme Metz et leur journal le *Courrier* ainsi qu'un autre journal d'opposition, le journal catholique *Luxemburger Wort.* Après l'un des premiers chants patriotiques, *Onst Lidchen* (Notre petite chanson) du 9 mai 1848, il entra cependant dans l'histoire de la littérature, avec son édition du 5 novembre 1848, dans laquelle il publia la satire *D'Vulleparlament am Gréngewald* (Le parlement des oiseaux au Grünewald), écrite par le fils du chef du gouvernement Gaspard-Théodore-Ignace de la Fontaine, au sujet du nouveau Parlement, plus démocratique.[5] Nik Welter attribue également un texte en prose assez long en luxembourgeois, *Un den „Écho" vun Arel* (À l'*Écho* d'Arlon) du 16 mai 1848, à Dicks.

À la fin d'un trimestre, les journaux faisaient volontiers courir des rumeurs sur la ruine qui menaçait apparemment leurs concurrents pour décourager les lecteurs de ces derniers de prolonger leur abonnement. Dès lors, le *Volksfreund* alla même jusqu'à écrire, le 23 juillet 1848, sur la dangereuse crise du journalisme survenue d'un trimestre à l'autre et se défendit contre des insultes antisémites, mais également contre l'accusation selon laquelle il serait communiste.

Le jour où la nouvelle Constitution démocratique entra en vigueur, le 1er août 1848, Constitution malgré laquelle les membres du gouvernement de l'ancien régime autoritaire réussirent à rester en fonction, le *Grenzbote* d'Echternach fusionna avec le *Volksfreund.* Ce fut également ce jour-là que le droit de timbre fut supprimé.

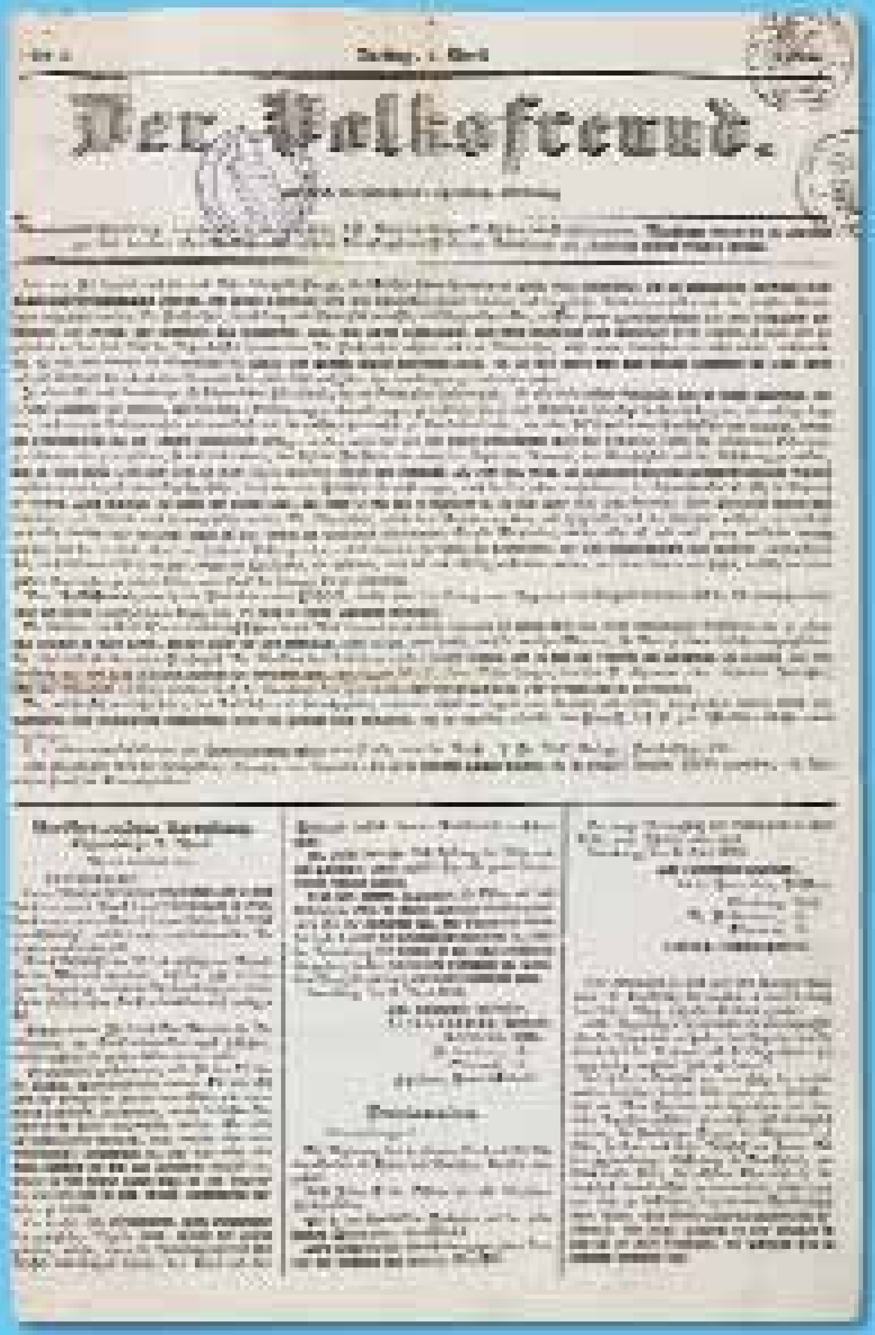
Les fondateurs du *Volksfreund* étaient le rabbin originaire de Trèves, Samuel Hirsch (1815-1889), le professeur de collège Nicolas Martha (1820-1898), le négociant en vins originaire de Trèves, Joseph Seelhof (1824-?), le fonctionnaire du gouvernement

Pierre-Antoine Schou et Mathieu-Lambert Schrobilgen, greffier municipal et greffier à la Cour suprême ainsi qu'ancien rédacteur du *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg.* L'éditeur J. Ph. Bück puis, à partir du numéro 3, Seelhof et l'imprimeur Schömann furent cités successivement comme rédacteurs responsables, pourtant le véritable rédacteur semble avoir été Samuel Hirsch. L'organe qui lui succéda, *Der Patriot,* mentionna le 10 août 1850 comme rédacteur en chef du *Volksfreund* l'avocat, puis député et bourgmestre Mathias-Charles-Edouard Simonis (1818-1875).

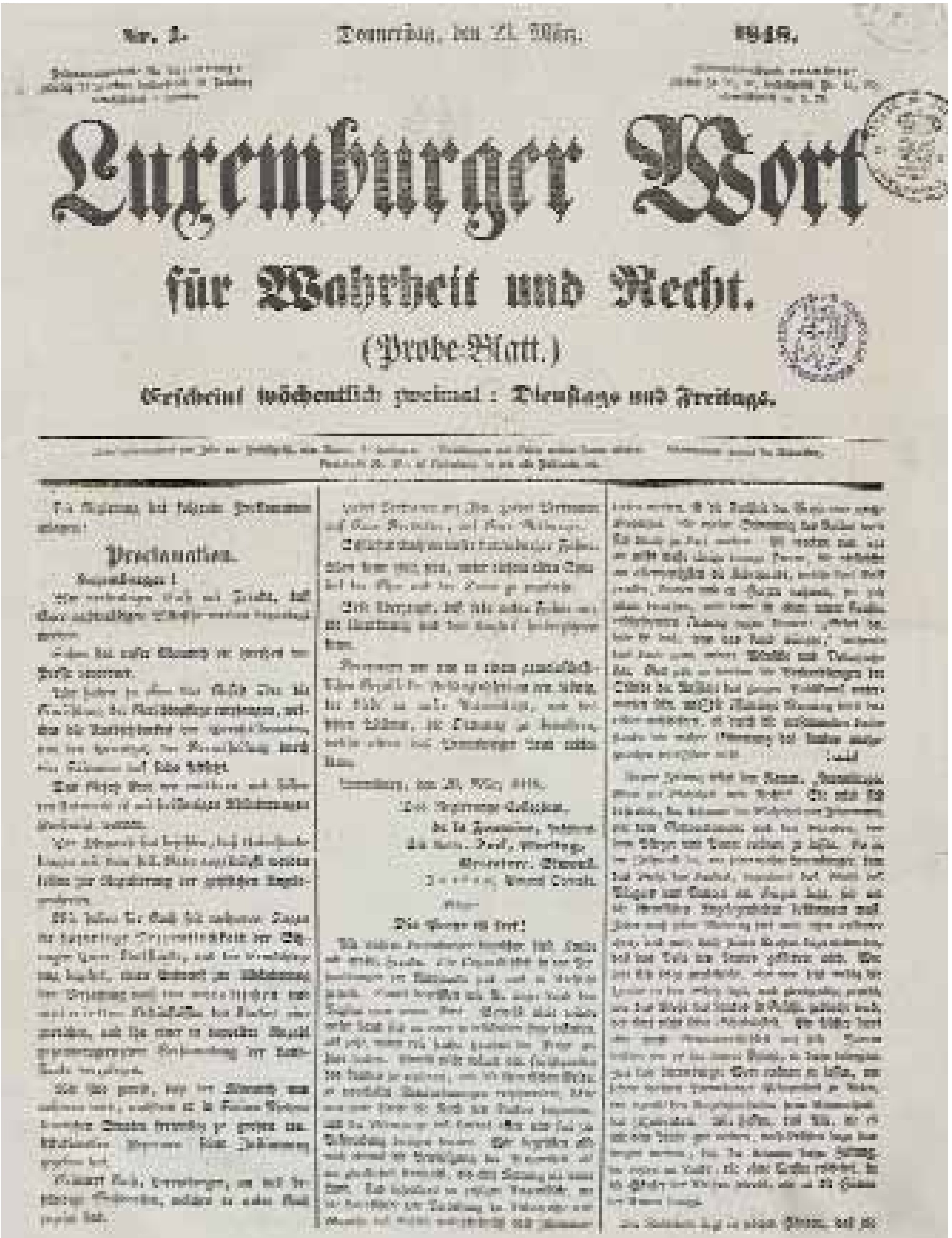
D'abord, le *Volksfreund* fut imprimé chez Lamort, puis chez Schömann, qui avait déplacé son imprimerie d'Echternach à Luxembourg, ce qui lui valut d'imprimer le *Grenzbote.* Le *Volksfreund* paraissait deux fois par semaine, le mardi et le vendredi. Après la fusion avec le *Grenzbote* et la suppression du droit de timbre, il parut, à partir de juillet 1848, trois fois par semaine, comme cela avait déjà été promis dans la première édition. À ce moment-là, il indiqua un nombre de 300 abonnés. Le prix de l'abonnement était de 5 francs par trimestre dans la capitale et de 5,50 francs en dehors, le tarif des petites annonces s'élevant à 20 centimes la ligne.

À l'automne 1848, le *Volksfreund* eut besoin de nouveaux capitaux afin de pouvoir continuer à paraître. En effet, le 28 septembre, les premières élections décisives sous la nouvelle Constitution démocratique eurent lieu, et le gouvernement de la Fontaine tomba moins de deux mois plus tard. En mai 1849, le *Volksfreund* s'efforça d'urgence de recouvrer les sommes d'argent dues par ses clients. Mais le 27 juin, l'imprimeur Schömann dut déclarer que la rédaction lui avait annoncé la cessation de la publication. C'est pourquoi, à partir du 1er juillet, il publierait un nouveau journal au même prix et les mêmes jours de la semaine. La dernière édition du *Volksfreund* parut le 29 juin 1849.

Premier numéro du journal pro-gouvernemental
Der Volksfreund du 7 avril 1848



Der Volksfreund.



Nr. 1. Donnerstag, den 23. März. 1848.

Luxemburger Wort
für Wahrheit und Recht.
(Probe-Blatt.)
Erscheint wöchentlich zweimal: Dienstags und Freitags.

Le premier numéro du journal catholique *Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht* du 23 mars 1848 qui allait devenir le plus grand succès de l'histoire de la presse luxembourgeoise

LUXEMBURGER WORT

Trois jours après la proclamation de la liberté de la presse, jeudi 23 mars 1848, parut le premier numéro du *Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht* (La voix du Luxembourg pour la Vérité et la Justice) portant le sous-titre *Probe-Blatt* (Journal d'essai). Après l'échec du *Luxemburger Zeitung,* il était à nouveau le seul journal catholique du pays.

On ignore concrètement comment le vicaire apostolique Laurent, à qui le gouvernement avait entre-temps reproché d'avoir aiguillonné la révolution et qui dut quitter le pays six semaines plus tard, avait mis en route la création du journal. Dans l'ouvrage en trois volumes de Karl Möller intitulé *Leben und Briefe von Johannes Theodor Laurent* (Vie et correspondance de Jean-Théodore Laurent), la création du journal est seulement évoquée en passant (vol. II, p. 482).

Toutefois Laurent écrivit à son frère qu'ils utilisaient la liberté de la presse.[6] En 1948, l'évêque J. Philippe qualifia la création du *Luxemburger Wort* de dernière grande action de l'évêque Laurent, le directeur du Grand Séminaire Georges Hellinghausen qualifia, quant à lui, la participation de Laurent de décisive.[7] Le nouveau journal était, tout à l'image de Laurent, un journal d'opposition catholique offensif et en partie agressif contre l'État libéral. Sa création marqua la véritable naissance du catholicisme politique au Luxembourg, dont il fut l'organe pendant la seconde moitié du XIX^{e} siècle. Par conséquent, il contribua considérablement à la fondation du parti de droite au début du XX^{e} siècle, avant de devenir, dans la seconde moitié du XX^{e} siècle, la « presse amie » statutaire du Parti chrétien-social. Il devait ainsi devenir le journal de loin le plus influent et ayant le tirage le plus important au Luxembourg, jusqu'à ce qu'il se fasse reprocher, de son côté, un monopole d'opinion.

Dans sa première édition, le *Luxemburger Wort* expliqua son orientation en huit points : il ne voulait pas être un journal de parti, mais dire la vérité à tous, au gouvernement, au clergé, au citoyen, à l'artisan et à l'agriculteur. Il promit de ne jamais parler de la religion autrement qu'avec un grand respect, mais il laisserait vivre en paix à ses côtés les protestants, les juifs et les francs-maçons. Parallèlement, il menaçait de ne tolérer ni attaques ni offenses contre la sainte religion et ses serviteurs.

Le 30 mars 1848, le *Luxemburger Wort* défia les bourgeois propriétaires libéraux, qui se fiaient au droit de vote censitaire, avec une revendication radicale et démocratique pour son époque, en exigeant le droit de vote général pour les hommes ainsi qu'un parlement pour lequel chaque Luxembourgeois pourrait voter, et auquel chaque électeur pourrait également être élu. En outre, il se consacrait amplement au départ de l'évêque (30.4.1848) et, dans presque chaque numéro, réclamait son retour.

Pendant les premières années, le conflit entre l'État et le *Luxemburger Wort* fut rude et le journal fut impliqué dans de nombreux procès de presse. Étant donné que dans le cadre des troubles révolutionnaires, il avait écrit le 1er juin 1848 que Laurent avait été accusé à tort devant le roi par le collège gouvernemental, une perquisition fut effectuée le lendemain. Le rédacteur en chef Michelis, qui refusa de comparaître devant la cour, fut condamné à six mois d'emprisonnement, mais tomba trois semaines plus tard, après un début de mobilisation du clergé, sous le coup de l'amnistie générale accordée par la nouvelle Constitution. Pour avoir publié le 30 janvier 1852 un article intitulé *« Kann ein katholisches Volk durch einen protestantischen Fürsten gut regiert werden? »* (Un peuple catholique peut-il être bien régi par un prince protestant?), l'imprimeur Rehm fut condamné pour crime de lèse-majesté.

Le journal comprenait habituellement quatre pages au format de 39,5 x 27 cm, divisées en trois colonnes. La première page était consacrée à des avis officiels, mais surtout à des commentaires qui se poursuivaient souvent en page 2. Les actualités internationales commençaient au plus tard à la page 3 et continuaient jusqu'à la dernière page, où les annonces étaient initialement peu nombreuses.

Eduard Michelis (1813-1855), de Munster, fut le premier rédacteur du *Luxemburger Wort*

Nicolas Breisdorff (1826-1892) marqua en tant que rédacteur en chef le *Luxemburger Wort* au XIXe siècle

Les actionnaires du nouveau journal étaient des hommes politiques catholiques aisés ainsi qu'un ecclésiastique : le conseiller de la Cour suprême et député orangiste Charles-Gérard Eyschen (1800-1859), l'homme d'affaires et échevin de la capitale Jean-Philippe-Christophe Würth (1787-1871), le médecin et député de Wiltz Jean-Mathias Neumann-Würth (1802-1861), l'avocat et député Michel Jonas (1822-1884) et le doyen de St-Michel, Bernard Ambrosy.[8] Lors du changement d'imprimerie en 1856, Ph. Christoph Würth signa comme propriétaire du journal.[9]

La rédaction à l'origine anonyme se composait par contre exclusivement d'ecclésiastiques, bien qu'on ait affirmé dans le premier numéro que tous les hommes à la tête de l'entreprise du journal étaient laïques. Le rédacteur en chef était le professeur au Grand Séminaire Eduard Michelis (1813-1855) de Münster. Il avait été vicaire et secrétaire secret de l'archevêque de Cologne et avait passé avec ce dernier quatre ans en prison lors du conflit sur les mariages mixtes opposant l'État prussien à l'archevêque.

Cet emprisonnement fit des deux hommes des martyrs du catholicisme politique en Allemagne et marqua certainement la position intransigeante de Michelis et par là-même celle du *Luxemburger Wort.* En 1841, Michelis avait pu retourner dans sa ville natale où, avec le *Münsterschen Sonntagsblatt,* il avait acquis une première expérience dans la création d'un journal. En 1844, contre la volonté du gouvernement et de celle d'une partie de l'opinion publique, Laurent le désigna professeur de théologie dogmatique au nouveau Grand Séminaire de Luxembourg. Pour Möller, il fut dès le début le défenseur principal de la nationalité allemande des Luxembourgeois et un adversaire redouté et victorieux du parti de fonctionnaires fortement francisant.[10]

Les quatre ecclésiastiques N. Wies, professeur à l'Athénée, B. Weber, professeur au Grand Séminaire, J. Weirens, professeur à l'École normale, H. Weber, intendant paroissial à l'U.L.F.[11] reconnurent au cours d'un procès de presse en 1852 faire partie de la rédaction. Ils furent ensuite appelés les « quatre W ».

Après la mort de Michelis en 1855, l'abbé Jean Nicolas Breisdorff (1826-1892) devint rédacteur en chef. Breisdorff, un élève de Michelis, était né dans une famille d'artisans de la capitale. En 1851, il fut ordonné prêtre et devint vicaire à Steinsel. De 1881 à 1887, Breisdorff fut le premier d'une série de rédacteurs en chefs ecclésiastiques du *Luxemburger Wort* qui étaient également députés. Pendant les 30 ans de son mandat jusqu'en 1885, il fut la personnalité marquante du *Luxemburger Wort* au XIXe siècle, mais, à cause de sa rigidité, il fut aussi la cible de moqueries de diverses publications, du *Renert* à la *Wäschfra.* Il était soutenu par des vicaires plus jeunes que l'évêché mettait à la disposition de la rédaction du *Luxemburger Wort* à titre de « prêt » et qui étaient pour la plupart des prêtres au physique fragile qui étaient incapables de supporter l'activité continuelle dans la paroisse.[12]

Le premier éditeur responsable fut Gaspard Rodenborn (?-1855). Il avait fondé un comptoir d'annonces ou Bureau d'affaires, de placement et de correspondances au numéro 105 de la Grand-Rue, bureau qui, le 25 janvier 1848, commença également à publier un journal d'annonces intitulé *Öffentlicher Anzeiger* avec des annonces concernant des affaires commerciales et privées.[13] Il était produit dans la même imprimerie typographique et lithographique de M. Behrens fils (Cercle-Littéraire) au Luxembourg que le *Luxemburger Wort* par la suite. Dans son premier numéro, le *Luxemburger Wort* annonça que Rodenborn supprimerait son journal d'annonces le 1er avril et que le *Luxemburger Wort* publierait dès lors à sa place des annonces de toutes sortes en allemand et en français.

Comme les imprimeurs et éditeurs devaient porter le chapeau lors de procès de presse et que les propriétaires, éditeurs et imprimeurs se disputaient souvent au sujet des revenus initialement modestes, le journal changea plusieurs fois d'éditeur et d'imprimeur dans les premières décennies de son existence : après le premier procès de presse en 1848, l'éditeur Rodenborn et l'imprimeur Behrens se retirèrent l'un après l'autre et passèrent au service du journal hostile au *Wort, Der Patriot,* organe succédant au *Grenzbote* et au *Volksfreund.*

Le 1er janvier 1850, le libraire François Rehm reprit l'impression et l'édition du *Luxemburger Wort.* À cause de l'article sur le peuple catholique et son prince protestant, Rehm fut condamné à deux ans de prison et au paiement de tous les frais le 1er avril 1852 ; il put transformer la peine d'emprisonnement en une amende[14] et fit de son contremaître F. Schömann, l'ancien imprimeur indépendant du *Grenzbote,* du *Volksfreund* et du *Patriot,* hostiles au *Wort,* son éditeur responsable.

Après la mort de Rehm, à partir du 1er janvier 1854, c'est le relieur et imprimeur Hugo Florian qui imprimait le journal, dont il devint également l'éditeur en 1855. Mais Florian abandonna au bout de deux ans et sortit sans succès à partir du 2 mars 1856 son propre journal, le *Luxemburger Nationalzeitung.* Le 1er avril 1856, Pierre Brück (1834-1893) devint pour presque quarante ans l'imprimeur du *Luxemburger Wort.*

Dans un premier temps, le *Luxemburger Wort* parut deux fois par semaine, le mercredi et le samedi soir, avec la date du jeudi et du dimanche, les mêmes jours que le *Courrier.* Moins de quatre mois après sa création, le droit de timbre sur les journaux locaux fut supprimé par la nouvelle Constitution du 9 juillet 1848. Selon la loi du 23 septembre 1841, ce droit coûtait, suivant le format, 1,5 à 2,5 centimes par feuille imprimée et augmentait ainsi le prix trimestriel de journaux comme le *Courrier* et le *Luxemburger Wort* de 0,36 francs. Après la suppression du droit de timbre, le *Luxemburger Wort* parut le mercredi, le vendredi et le dimanche. Mais il fallut attendre 16 ans, non sans revers, comme en 1858, pour que, à partir du 3 janvier 1864, sa fréquence de publication augmente à tel point qu'il se mit à paraître tous les jours ouvrables, quatre ans après son concurrent libéral le *Courrier.*

Le prix de l'abonnement ou *« Pränumerationspreis »* (paiement d'avance), comme on l'appelait, était de 5 francs par trimestre si le journal était distribué dans la forteresse et de 5,75 francs s'il était distribué par courrier à l'extérieur. Ainsi, le nouveau journal coûtait à peine plus de la moitié du prix de son concurrent le *Courrier,* qui était de 9 francs. Les annonces coûtaient 15 centimes la ligne, contre 10 dans le *Courrier.*

L'imprimeur de longue date, Pierre Brück, publia en 1884[15] des détails inhabituels, pour un journal luxembourgeois, sur la fabrication et le coût du *Luxemburger Wort.* Il comptait 1 400 francs pour le rédacteur en chef, 2 500 francs pour deux autres rédacteurs, 1 000 francs pour les télégrammes, 300 francs pour les feuilletons, 50 francs pour le compte rendu de la séance du conseil communal, 250 francs pour le rapport de la salle d'audience, 50 francs pour le rapport de la cour d'assises, 500 francs pour les abonnements à des journaux étrangers, 200 francs pour les faits divers et 100 francs pour les frais de bureau. Comme recette annuelle moyenne pour les annonces, il indiquait le chiffre de 8 000 francs pour les années 1880.

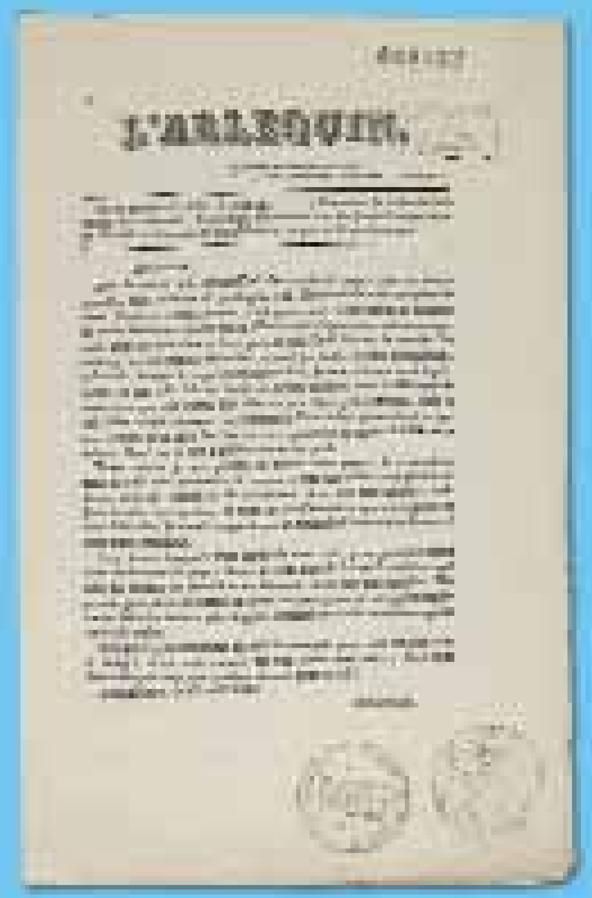
Le *Wort* comptait en 1856 une moyenne de 173 abonnés. En 1863, le nombre d'abonnements était passé à 800, en 1868 à 1 500 et en 1870, année de guerre, à 2 500, voire même à 3 000. De 1871 à 1880, le nombre d'abonnements oscilla entre 1 900 et 2 200 à 2 500. Pendant les années 1881, 1882, 1883 et 1884, le nombre d'abonnements ne cessa de diminuer, surtout en 1883 et 1884, de telle façon qu'en un trimestre, ils avaient perdu jusqu'à 600 abonnés.[16]

L'Arlequin

Selon Pierre Grégoire[17], le 15 avril 1848, l'avocat Charles Munchen (1813-1882), qui avait déjà écrit dans le *Luxemburger Zeitung*, sortit le premier journal satirique : *L'Arlequin*. La devise du journal était une citation de Béranger : « Des pauvres rois veut-on régler le sort, Priez pour moi, je suis mort, je suis mort. »

L'Arlequin promettait d'ajouter « un petit grain de sel » aux publications « patriotiques, légitimistes et ultramontaines », mais ne se montrait pas moins opportuniste : « Le matin je suis un peu St-Simonien ; quand j'ai faim, je suis républicain, et le soir, lorsque le repos m'est nécessaire, je suis exclusivement légitimiste. » Il s'occupait avant tout des nouveaux états généraux et du reste de la presse, mais insista à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'était pas méchant, mais plutôt disposé à distraire. Pour cette raison, il refusait également, comme il l'expliqua, de reproduire maints envois qu'il recevait.

La première des éditions de huit pages numérotées en continu, était marquée d'un A et précisait que *L'Arlequin* ne paraîtrait que de façon irrégulière. Le numéro B était daté du 20 avril 1848 et le numéro C du 10 mai 1848.[18] Le journal était imprimé chez Jacques Lamort sous la forme d'une circulaire et distribué par la librairie Elter. Il coûtait 3 sols, la recette était versée au bureau des pauvres.



Premier numéro du journal satirique *L'Arlequin* du 15 avril 1848

---

[1] Grégoire 1965, vol. III, p. 206 [2] Lech 1999, p. 16 [3] Lech 1999, p. 32 [4] Calmes 1957, p. 50 [5] Calmes 1972, p. 317-338 [6] Möller 1888, vol. II, p. 482 [7] Hellinghausen 1998, p. 26 [8] *Luxemburger Wort* 23.3.1978, p. 28 [9] Brück 1888, p. 3 [10] Möller 1888, vol. II, p. 356 [11] Grégoire 1936, p. 49 [12] Grégoire 1973, p. 39 [13] Blum 1899, p. 64 et 183 [14] Blum 1899, p. 572 [15] Brück 1884, p. 14 [16] Brück 1884, p. 6 [17] Grégoire 1966, vol. V, p. 119 [18] Mannes 1998

1848-1865

Après la révolution de mars 1848, on tenta de rétablir l'ordre ancien partout en Europe. Avec la fin du gouvernement Willmar en 1853, la réaction reprit le dessus également au Luxembourg. Lorsque le Parlement refusa d'abolir la Constitution démocratique de 1848, le roi grand-duc l'invalida lors d'un coup d'État le 27 novembre 1856 en publiant une déclaration dans le *Mémorial,* et la remplaça par de nouvelles dispositions autoritaires.

En raison de la subordination des lois luxembourgeoises à celles de la Confédération germanique, la liberté de la presse aussi fut à nouveau supprimée. La loi fédérale sur la presse de 1854 exigeait des journaux, comme depuis 1819 en France, qu'ils paient de fortes cautions pour garantir l'acquittement d'éventuels amendes et frais judiciaires. De ce fait, seuls de riches bourgeois ou sociétés par actions avaient encore les moyens de créer un journal, et les journaux des classes démunies, dangereux pour l'ordre établi, furent ainsi étouffés dans l'œuf. En outre, les journaux autorisés tendaient à s'autocensurer de peur de perdre leurs cautions en cas de plaintes, tandis que le gouvernement pouvait rapidement mettre en faillite des journaux indésirables par de ruineuses actions en justice.

La justice se fit transmettre le 24 janvier 1857 une liste des cautions que Pierre Grégoire résuma. Le commerçant P. C. Würth avait versé 500 thalers pour le *Luxemburger Wort,* Théophile Schroell, rédacteur, 500 thalers pour le *Wächter an der Sauer,* Gontier-Grigy, directeur d'une compagnie d'assurances, 500 thalers pour *Le Gratis luxembourgeois,* Léon Würth, avocat, avait déposé neuf obligations à 500 francs chacune pour *La Revue* et Jules Metz, avocat et rédacteur, des obligations pour une valeur totale de 2 531,25 francs pour le *Courrier.*[1]

Le 18 juillet 1849, le libéral *Courrier du Grand-Duché* s'était fait reprocher par le *Patriot* d'avoir détenu jusqu'alors un quasi-monopole des annonces de la presse luxembourgeoise et d'en avoir bien vécu. Mais après la perte de la charge ministérielle de Norbert Metz en septembre 1853, le *Courrier* redevint lui aussi une feuille d'opposition.

C'est pourquoi le gouvernement s'efforça de créer une presse qui lui soit loyale, afin de briser le monopole de la presse détenu par l'opposition libérale et catholique. En dernier ressort, elle devait lutter contre l'idée de la séparation des pouvoirs qui impliquait le contrôle du gouvernement par le Parlement. C'est ainsi que furent créés toute une série de journaux réactionnaires et loyaux envers le gouvernement, qualifiés de « journaux ministériels » par leurs concurrents. Cela allait de journaux sympathisants en passant par des journaux subventionnés plus ou moins secrètement, jusqu'au *Luxemburger Zeitung,* journal officiel du gouvernement, avec abonnement obligatoire pour le service public. Mais leur succès resta en général limité, car l'opportunisme forcé de ces journaux et la politique réactionnaire du gouvernement semblaient rencontrer peu de sympathie quelques années après la révolution de mars.

Au même moment, après le putsch de 1856, le gouvernement tenta à plusieurs reprises d'empêcher la parution du *Courrier* en supprimant la concession des imprimeurs. En peu de temps, le journal dut changer d'imprimerie plusieurs fois. En septembre 1864, Norbert Metz vendit finalement son *Courrier* à l'imprimeur Théophile Schroell.

Cependant, les difficultés de la concurrence libérale servirent peu le *Luxemburger Wort.* Le 4 avril 1858, il dut réduire son rythme de parution. Au lieu de paraître comme auparavant trois fois par semaine, pendant deux ans, il ne put paraître que le jeudi et le dimanche.

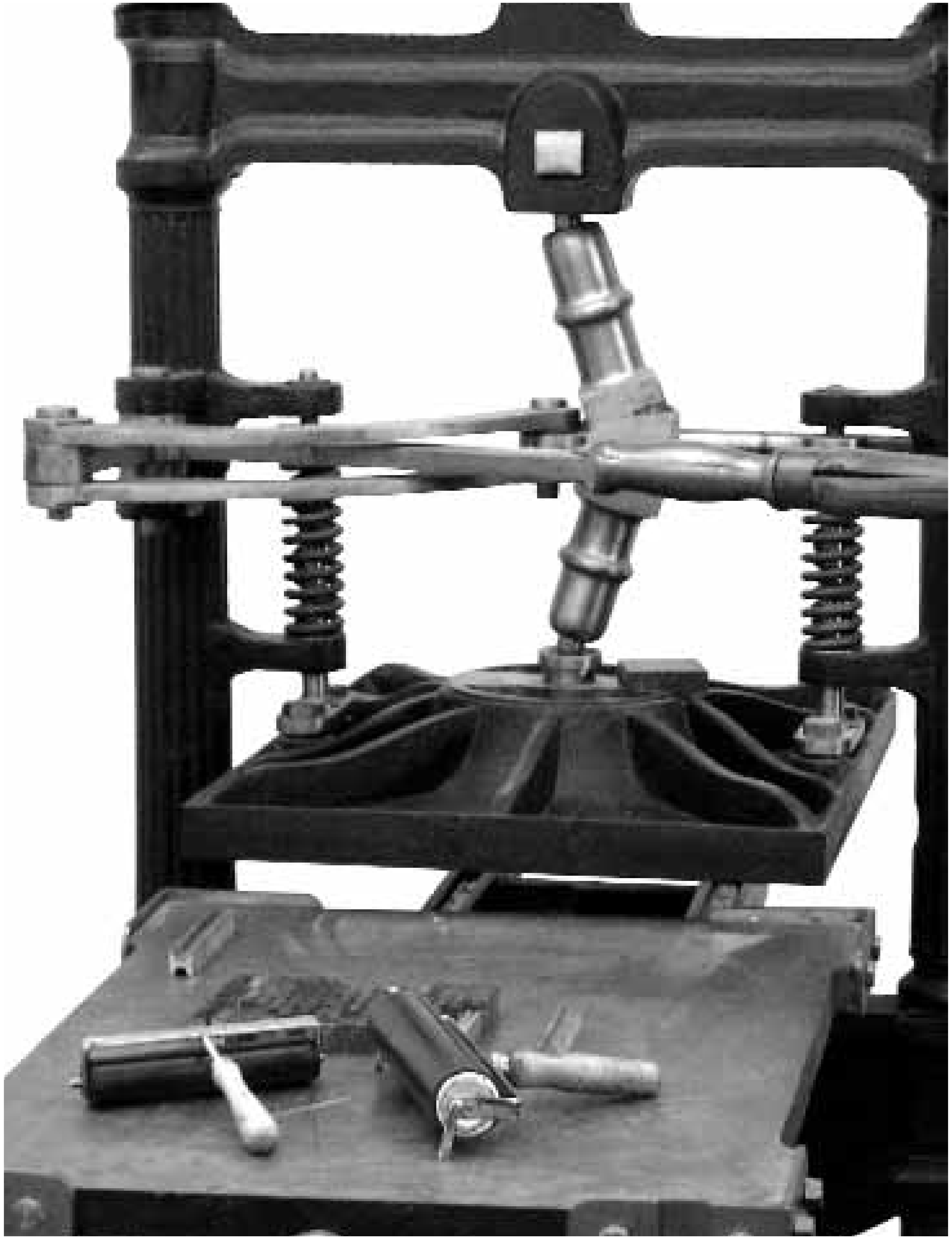
Après ce revers, il essaya ensuite, dans les années 1860, de rattraper son retard face à la concurrence. À partir du 1er avril 1860, le *Luxemburger Wort* put à nouveau paraître trois fois par semaine. Parallèlement, il modernisa son cartouche-titre en abandonnant temporairement l'écriture dite « gothique », qui devint plus tard son emblème de marque traditionaliste. À partir du 8 août 1860, il écrivit son nom en lettres majuscules avec empattement, en 1863 sans empattement, en 1867 à nouveau avec empattement… Le 3 avril 1861, il commença à paraître quatre fois par semaine, le mardi, le jeudi, le vendredi et le dimanche. La même année, il se mit également à afficher son prix pour la vente au numéro : 15 centimes.

Le 2 décembre 1862, l'évêque Adames prononça de nouveau un anathème contre le *Courrier,* auquel il reprochait de vouloir détruire la foi catholique. C'est pourquoi il décréta que ceux, parmi les chrétiens catholiques, qui soutenaient le *Courrier* ou contribuaient à le soutenir par un abonnement ou de toute autre manière, ne pourraient pas être valablement absous lors du sacrement de la pénitence. Le 30 décembre 1862, le *Luxemburger Wort* annonça qu'en raison de l'élimination d'une partie des coûts d'expédition, il pourrait paraître cinq fois par semaine à partir du 1er janvier 1863, et ce sans modifier le prix de l'abonnement. Il prétendait également être le journal le plus diffusé du pays, avec plus de 600 abonnés. Comme il soupçonnait l'Église de bannir des journaux concurrents pour renforcer la position de son propre *Luxemburger Wort,* Jules Metz porta plainte contre son concurrent Adames pour préjudice commercial le 7 mars 1863. Dans un premier mémorandum, il avait indiqué que le *Courrier* avait perdu 150 de ses 600 abonnés. Cependant, la plainte de Metz fut rejetée en dernière instance le 3 juin 1864.

En 1852, Jacques Lamort introduisit la première presse à levier coudé au Luxembourg, une presse Dingler que l'entreprise utilisa jusqu'en 1910. Comparée aux presses Stanhope usuelles jusque-là, la Dingler permettait une meilleure transmission de force et par conséquent une impression plus précise sur des formats de papier allant jusqu'à 82 x 62 cm. Les imprimeries de grands journaux à l'étranger utilisaient cependant à l'époque depuis déjà presqu'un demi-siècle des presses rapides à cylindres, dont certaines fonctionnaient même à la vapeur. La même année, Lamort vendit son entreprise à Victor Bück.

En 1855, la première ligne télégraphique électrique fut installée au Luxembourg pour les besoins de la garnison prussienne dans la forteresse. Par un arrêté du 22 juillet 1860, il fut décidé de construire un réseau télégraphique civil national, grâce auquel le Luxembourg fut, avec un peu de retard, connecté au reste du monde fin 1862.

Le travail avec les livres et les journaux ainsi que les longs voyages pendant les années d'apprentissage faisaient des typographes des artisans instruits et politisés. Ils fondèrent ainsi le 17 juillet 1864 à Dommeldange l'Association typographique de la ville de Luxembourg, le premier syndicat du pays. Malgré des licenciements et des procédures judiciaires, l'Association typographique put obtenir en 1872, et ce fut son premier succès, une diminution du temps de travail quotidien, qui passa de onze à dix heures, ainsi qu'une augmentation du salaire horaire qui passa de 3 à 3,75 francs. Des grèves au cours des décennies suivantes empêchèrent plusieurs fois la parution de journaux.



En 1852, Jacques Lamort introduisit au Luxembourg la première presse à levier coudé, qui grâce à une meilleure transmission de force permettait d'imprimer les journaux à des formats plus grands

DER WÄCHTER AN DER SAUER

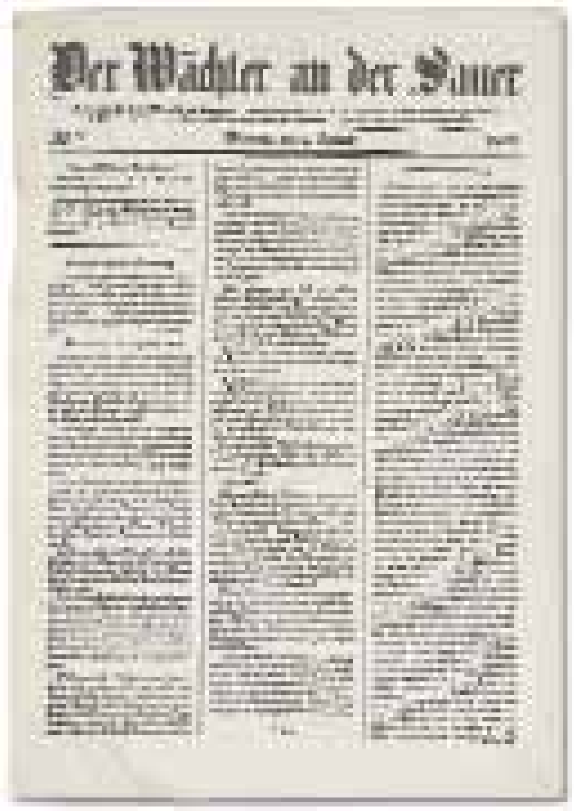
Le 3 janvier 1849, le *Diekircher Wochen-Blatt* parut lui aussi sous un nouveau titre : *Der Wächter an der Sauer* (Le gardien près de la Sûre). La révolution étant finie, le journal de Diekirch abandonna son titre malsonnant aux oreilles de nombreuses personnes[2].

Ce journal entièrement rédigé en allemand, qui se voulait encore libéral, avait au début, sur la première page, pour propres articles tout au plus un genre d'éditorial daté de Diekirch ou de la Sûre. Cet éditorial pouvait toutefois aussi être remplacé par une lettre de lecteur ou un article du *Courrier* tout comme par l'état civil de la ville de Diekirch. Les autres nouvelles étaient reprises de journaux nationaux et internationaux avec indication de leur source. Il en allait en grande partie de même pour le feuilleton au bas de la première page, qui se composait avant tout de récits à épisodes à caractère historique. Ainsi, le *Wächter an der Sauer* semblait être pour son éditeur Johann Schroell moins un moyen de propager une vision du monde qu'un moyen d'utiliser pleinement la capacité de ses presses, en prenant deux fois par semaine quelques heures de son temps pour compiler un journal, ciseaux et pot de colle en main. Les tentatives de se présenter comme l'organe officieux de l'association des agriculteurs et de reproduire en détail ses invitations et règlements répondaient sans doute elles aussi à des considérations commerciales.

Le 1er janvier 1851, Schroell confia la rédaction à son fils Théophile, âgé de 22 ans. Théophile Schroell (1829-1893) fit du journal, qui paraissait le samedi et le mercredi, l'un des journaux les plus intéressants des années 1850 à 1855. Tous les numéros ou presque commençaient par un assez long article sur la politique intérieure, article suivi ensuite d'une revue de presse commentée de tous les journaux locaux. Même les lecteurs qui ne lisaient que le journal de Diekirch pouvaient ainsi se faire une idée des derniers débats de politique intérieure. Le feuilleton sur le tiers inférieur de la première page présentait des récits et des poésies lyriques, parmi celles-ci une série de poèmes de Michel Rodange en juillet 1854. À cela s'ajoutaient des nouvelles provenant du reste du monde tirées de la presse étrangère.

Sous la direction de Théophile Schroell, le *Wächter an der Sauer* se considérait de nouveau comme un journal libéral de gauche qui combattait, en collaboration avec le *Courrier* de la capitale, la Restauration et le *Luxemburger Wort* catholique. Les journaux conservateurs commencèrent à reprocher au *Wächter an der Sauer* de parfois exprimer des points de vue libéraux que le *Courrier* n'osait pas exprimer lui-même en cette période de réaction et de censure et qu'il pouvait ensuite reprendre comme citations. Peu après que le *Wächter an der Sauer* eut été accusé d'avoir tenu des propos injurieux et blessants envers les administrateurs généraux, il admit après les élections du 14 juin 1854 avoir en vain pris parti pour les partisans de la Constitution démocratique de 1848. Il écrivit que le pays avait parlé, que les démocrates avaient été vaincus, puisque les électeurs, à qui on avait demandé leur avis, avaient donné leur préférence à leurs adversaires.

Théophile Schroell (1829-1893) fit du *Wächter an der Sauer* un hebdomadaire libéral de gauche



Der Wächter an der Sauer

Premier numéro du *Wächter an der Sauer*, journal libéral de gauche qui remplaça le *Diekircher Wochen-Blatt* le 3 janvier 1849

Le journal de quatre pages, au format de 38 x 27 cm, paraissait le mercredi et le samedi. L'abonnement au journal qui se vendait le mieux au Luxembourg[3] coûtait 3 francs par trimestre à Diekirch et 3,60 ailleurs. Le tarif des annonces était de 0,20 francs la ligne. Le revenu brut de 100 abonnements s'élevait donc à 300 francs par trimestre, et une colonne et demie en moyenne de petites annonces par numéro rapportait par contre 702 francs par trimestre.

Après le coup d'État de fin novembre, la publication d'un journal libéral ne fut plus possible. Le *Wächter an der Sauer* parut tout de même jusqu'au 30 décembre 1857. Ensuite, l'imprimerie Schroell interrompit sa publication pour se consacrer, du 2 janvier 1858 au 6 octobre 1860, à celle d'un journal dévoué au gouvernement qui le subventionnait, intitulé *Der Telegraph*. Après le changement de gouvernement et la disparition du *Telegraph* en 1860, l'imprimerie se remit à publier à partir du 6 octobre 1860 le modérément libéral *Wächter an der Sauer* jusqu'au 31 décembre 1867, avant de le rebaptiser *Landwirt*.

DER PATRIOT

Der Patriot.

Premier numéro du journal en faveur de la Restauration, *Der Patriot* du 1er juillet 1849

Après que le *Volksfreund* eut suspendu sa parution le 29 juin 1849, ses abonnés reçurent à partir de dimanche 1er juillet 1849 un nouveau journal de l'imprimerie Schömann, le *Patriot. Organ zur gesetzlichen Vertheidigung und Fortbildung unserer Institutionen* (Le patriote. Organe pour la défense législative et le développement de nos institutions), le premier journal qui se référait dans son titre au sentiment national naissant. Les autres journaux reprochèrent régulièrement au *Patriot* de s'inscrire dans la tradition du *Volksfreund* gouvernemental, ce qu'il parut plutôt prendre comme un compliment.

Dans son programme ouvertement favorable à la Restauration, il constata que l'ivresse de la liberté, suscitée par les révolutions de février et de mars, avait depuis longtemps été remplacée par son contraire, car les partisans de la démocratie avaient un retard de quelques centaines d'années et les masses n'étaient pas encore prêtes. En tant qu'organe du gouvernement, il essayait de mobiliser ses lecteurs contre la Constitution démocratique de 1848 et ce qu'il appelait l'omnipotence parlementaire (28.12.1849), qui, pour la première fois dans l'histoire, menaçait de contrôler l'exécutif. Dans la bataille contre les deux feuilles d'opposition, il chercha constamment querelle au *Courrier* libéral ; le *Luxemburger Wort,* qui était de temps à autre la cible de piques anticléricales, semblait représenter une menace moins importante pour le gouvernement.

Après que l'ingénieur Mersch eut envoyé au courrier des lecteurs une lettre datée du 29 mai 1850 pour protester contre la route qui menait à Neudorf, celui-ci fut suspendu de ses fonctions pendant huit jours. Lorsque le *Patriot* commenta cette affaire, Jean Ulveling, membre du gouvernement, porta plainte contre lui sans succès.

Le 7 septembre 1853, le journal ne cacha pas sa satisfaction quant au fait que le ministère de Willmar, Metz, Ulrich et Ulveling n'existait plus. D'après lui, la « situation » d'après 1848, éphéméride révolutionnaire du Grand-Duché, faisait définitivement partie de l'histoire.

Déjà dans son premier numéro, le *Patriot* avait annoncé, comme le firent aussi les autres journaux, que, comme ils devraient sans doute renoncer à des contributions originales pour leur modeste journal, ils essaieraient de combler ce manque par la consultation de journaux aux couleurs les plus diverses. Ces nouvelles de l'étranger se trouvaient souvent sur les pages intérieures, tandis que la première page commençait par des avis et des commentaires. Il y avait également des articles sur les séances du conseil communal de la capitale et des arrêts de la cour d'assises avec mention du nom et de l'adresse des condamnés. Sur la dernière page se trouvaient, outre les cours du marché pour les denrées alimentaires et l'état civil de la capitale, quelques annonces pour des ventes aux enchères et des offres de location. Pour fidéliser ses abonnés une fois la fin du trimestre venue, le *Patriot* publiait assez souvent des nouvelles et des études sur l'histoire locale en plusieurs épisodes. Malgré cela, le journal s'irrita du fait que le *Courrier* tentait de décourager les lecteurs du *Patriot* de renouveler leur abonnement en faisant courir, avant la fin du trimestre, des rumeurs sur la proche disparition de ce dernier (25.11.1849).

Le *Patriot* fut, après le *Journal du département des forêts,* l'un des premiers journaux à nouveau nettement bilingues. Des poèmes, annonces et courrier des lecteurs en luxembourgeois parurent à plusieurs reprises. Samedi 1er janvier 1853, il abandonna sans explication son nom allemand *Der Patriot* pour son équivalent français *Le Patriote.*

Au début, l'imprimeur Fr. Schömann faisait également fonction de directeur de la publication et d'éditeur. Cependant, six mois après sa création, le *Patriot* traversa une crise. Le 21 décembre 1849, il dut admettre qu'il y avait parfois des désaccords au sein de sa rédaction, et à partir du 1er janvier 1850, l'ancien éditeur du *Luxemburger Wort,* Gaspard Rodenborn, devint éditeur responsable du *Patriot,* hostile au *Wort.* Au même moment, le *Patriot,* affichant un nouveau bandeau, changea pour Behrens fils, l'imprimerie qui fut autrefois celle du *Wort,* tandis que son ancien imprimeur Franz Schömann devint deux ans plus tard contremaître imprimeur et éditeur responsable du *Luxemburger Wort.* Mais le *Patriot* fut avant tout contraint de ralentir son rythme de parution.

Alors que Pierre Pescatore avait participé au *Luxemburger Zeitung,* le prédécesseur du *Luxemburger Wort,* Guillaume Pescatore (1798-1875), maître de forges et banquier, fut l'un des plus importants bailleurs de fonds et auteurs du *Patriot,* journal gouvernemental. Le 7 décembre 1853, alors que le nouveau journal *La Quotidienne* devait paraître, le *Patriot* le mentionna aussi officiellement comme propriétaire et rédacteur du journal. En tant que détracteur de la Constitution démocratique, cet « absolutiste »[4] et concurrent du maître de forges Norbert Metz, qui était entre-temps devenu membre du gouvernement, combattait le *Courrier* de ce dernier et, en tant que franc-maçon, le catholique *Luxemburger Wort.*

Le *Patriot* paraissait à ses débuts trois fois par semaine, le dimanche, le mercredi et le vendredi, sur quatre pages au format de 38 x 27 cm environ, divisées en trois colonnes. Le prix de l'abonnement était de 7,50 francs par trimestre à l'intérieur de la forteresse et de 8,05 francs à l'extérieur. Le tarif des annonces s'élevait à 10 centimes la ligne. À partir du 1^er^ janvier 1850, il ne parut cependant plus que le mercredi et le samedi, le prix de l'abonnement baissa respectivement à 4 francs et 4,55 francs et le tarif des annonces fut quant à lui doublé pour atteindre 20 centimes la ligne. À partir du 1^er^ janvier 1853, le prix de l'abonnement connut une nouvelle hausse : il passa dès lors respectivement à 4,50 francs et 5 francs par trimestre. En compensation, on promettait aux lecteurs qu'ils continueraient à recevoir en supplément le compte rendu officiel des séances du Parlement.

Depuis fin 1853, il existait, outre *Le Patriote,* un deuxième journal réactionnaire, *La Quotidienne. Le Patriote* tenta encore de tenir tête à la concurrence, agrandit son format le 28 juin 1854 et annonça le 16 septembre 1854 qu'à l'avenir il ne paraîtrait plus seulement le mercredi et le dimanche, mais également de nouveau le vendredi. Le 20 septembre 1854, il remania son bandeau, mais il ne parvint pas à s'imposer face au quotidien. Le 11 décembre 1854, Guillaume Pescatore annonça dans *La Quotidienne luxembourgeoise* que ce dernier serait envoyé en dédommagement aux abonnés du *Patriot,* dont la parution cesserait à la fin de l'année. La dernière édition parut dimanche 31 décembre 1854. Le libéral *Wächter an der Sauer* se moqua de la joie du *Patriot.* Il écrivit que, comme le vieux Simon à la vue de l'enfant Jésus, il s'adresserait au Seigneur pour qu'il le laisse mourir puisque ses yeux avaient vu le ministère du mois de septembre et que Dieu avait exaucé ses prières.

LA QUOTIDIENNE LUXEMBOURGEOISE

Samedi 10 décembre 1853 parut le premier numéro de *La Quotidienne luxembourgeoise,* deuxième quotidien de l'histoire du Luxembourg depuis la disparition du *Luxemburger Zeitung* en 1845. Et le journal eut l'audace non pas de paraître d'abord deux fois par semaine puis d'accélérer son rythme de parution comme l'avaient fait les autres journaux, mais d'être un quotidien dès le départ.

En outre, *La Quotidienne* n'était pas l'organe d'un mouvement ou d'une famille politique, au contraire : son rédacteur en chef était le comte de Piessac, en grande partie inconnu. Les autres journaux se mirent à chercher sans relâche qui était ce mystérieux étranger qui, contrairement aux propriétaires du *Courrier* libéral et du *Wort* catholique, devait disposer d'un capital considérable pour financer le lancement d'un quotidien.

Le quotidien était imprimé sur quatre pages au format de 38 x 27 cm, divisées en trois colonnes. Dans son programme, il se distança, comme presque tous les nouveaux journaux, des journaux de parti, du népotisme, des intérêts particuliers et de l'opportunisme. Dans l'édition du 20 décembre, le comte promit d'être libre comme l'air, sans passion, de ne s'exprimer qu'en homme d'affaires sans intérêts politiques ni familiaux.

Selon Pierre Grégoire[5], *La Quotidienne luxembourgeoise* prit position, en se référant à des principes chrétiens, contre la cause du paupérisme, contre les tendances du socialisme, contre les excès du libéralisme, pour l'amélioration de l'enseignement, des conditions de circulation et de la situation économique. Après le coup d'État et la suppression de la liberté de la presse, le 2 décembre 1856, *La Quotidienne* était d'avis que de tous les journaux, c'était lui qui devait sans doute craindre le moins l'avenir, puis, le 4 décembre, il affirma que de toute façon, il n'avait jamais aimé les constitutions.

Malgré son titre français, *La Quotidienne luxembourgeoise* était en grande partie bilingue. Il s'était même fixé pour règle de publier dans chaque numéro, sous forme de feuilleton, une histoire à épisodes en français et une autre en allemand, et imprimait également des contributions de Nicolas Steffen, Victor Klein, Eduard Furthmann, Dicks et Ernst Koch.

Comme d'autres journaux de son époque, *La Quotidienne luxembourgeoise* changeait fréquemment de structure. Son éditeur était Gaspard Rodenborn, son imprimeur Behrens fils. Tous deux avaient en ces mêmes qualités créé le *Luxemburger Wort,* puis le *Patriot.* Mais au bout de deux mois seulement, le 8 février 1854, l'éditeur Rodenborn décéda. Deux mois plus tard, le journal fut imprimé par A. P. Jullien. Le 2 décembre 1854, il mentionna le comte Piessac comme propriétaire et rédacteur. Au milieu de l'année 1855, son directeur s'appelait Pr. Hourt, et en mai 1856, le comte Piessac se fit passer pour rédacteur et directeur, jusqu'à ce que le journal annonce le 2 juillet 1856, sans autre explication, que de Piessac avait totalement renoncé à la rédaction et à la direction de *La Quotidienne luxembourgeoise.*

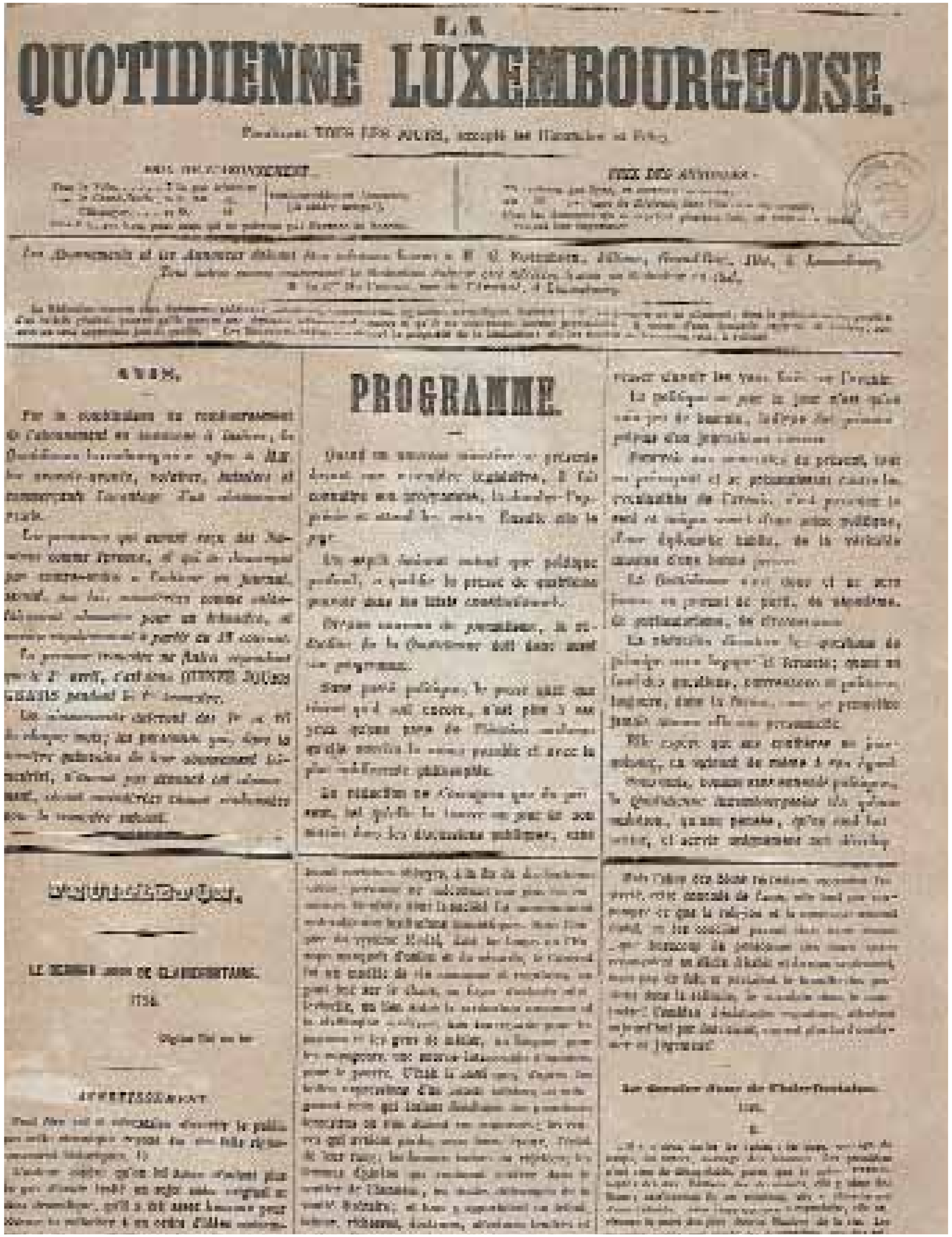
Remplir quotidiennement un nouveau journal était un défi que le rédacteur relevait par la publication d'une revue de presse nationale et internationale détaillée, qui pouvait s'étendre de la première à la troisième page, tandis que le tiers inférieur de ces pages était réservé au feuilleton. Sur les deux pages intérieures se trouvaient également des commentaires politiques, des débats avec d'autres journaux ou de brefs comptes rendus des séances parlementaires. Sur la dernière page, on pouvait non seulement trouver les cours actuels du marché pour les denrées alimentaires et la liste des voyageurs descendus en ville, mais aussi quotidiennement les paradigmes financiers, c'est-à-dire les cours des emprunts publics affichés aux grandes bourses européennes. Bien que le public visé soit aisé, le journal publiait relativement peu d'annonces. Très tôt, bien que rarement, *La Quotidienne* alla jusqu'à offrir à ses lecteurs des illustrations, comme, le 7 janvier 1854, une carte des liaisons ferroviaires des environs de Luxembourg ou, le 18 septembre 1854, une vue, sur toute une page, du port de Sébastopol, enjeu important durant la guerre de Crimée.

L'abonnement trimestriel coûtait 7 francs en ville et 8,50 francs pour une distribution postale en dehors. Le tarif des petites annonces s'élevait à 25 centimes la ligne.

Après le départ du comte de Piessac, l'imprimeur A. P. Jullien devint également éditeur. À partir du 12 décembre 1856, deux semaines après le coup d'État qui avait invalidé la Constitution et la liberté de la presse, l'avocat J. F. Reuter était encore rédacteur responsable, mais moins de quinze jours plus tard, le 24 décembre 1856, *La Quotidienne luxembourgeoise* cessa sa parution. C'était, paraît-il, parce qu'il ne pouvait pas remplir l'obligation d'avoir un rédacteur responsable possédant les pleins droits de citoyen au Luxembourg. Sur la dernière page, sans autre explication, il imprima sur toute sa largeur la manchette du nouveau journal du comte de Piessac, *Le Gratis.* Le deuxième quotidien de l'histoire du Luxembourg avait vécu trois ans.

Luxemburger Journal

À partir du 1^er^ janvier 1855, le *Luxemburger Journal* sortit des presses de l'imprimerie Behrens. Il paraissait le mercredi et le samedi et était composé de quatre pages au format de 38 x 27 cm. Grégoire[6] estime que Behrens aurait à nouveau arrêté son projet aussitôt après réception de la commande d'impression de la *Revue,* qui parut à partir du 1^er^ février 1855. Si l'on en croit la revue de presse du *Wächter an der Sauer,* le dernier numéro parut mercredi 31 janvier. Il semblerait que le *Luxemburger Journal* ait sorti tout au plus dix numéros en l'espace d'un mois.



LA

QUOTIDIENNE LUXEMBOURGEOISE.

AVIS.

PROGRAMME.

Premier numéro du journal conservateur
La Quotidienne luxembourgeoise du 10 décembre 1853

Premier numéro du journal pro-gouvernemental
La Revue, journal du Grand-Duché de Luxembourg
du 1er février 1855

LA REVUE

Jeudi 1er février 1855 parut un nouveau journal dont la mise en pages rappelait clairement celle de *La Quotidienne luxembourgeoise : La Revue.*

Dans son programme daté du 28 janvier 1855, *La Revue* admit sans détours qu'elle avait été fondée sous les auspices des députés de la majorité. Car « la majorité à la Chambre, qui est l'expression légale et constitutionnelle de la volonté nationale, n'a pas d'organe dans la presse périodique du Grand-Duché ».

Le 26 avril 1857, *La Revue* citait comme rédacteur en chef Mathias Hardt, professeur à l'Athénée. Il avait commencé sa carrière journalistique moins de dix ans plus tôt, lors de la révolution de mars, en tant qu'auteur du *Grenzbote,* un des premiers journaux socialistes. D'après Lech, quand, après la séparation avec Schömann et l'effondrement du *Patriot,* son talent journalistique resta inexploité, le nouveau collège ministériel, sous la direction de Simons et Servais, le persuada de rejoindre la rédaction de leur journal *La Revue,* grâce auquel les mêmes Simons et Servais préparèrent le putsch constitutionnel de 1856.[7]

En tant que journal gouvernemental, *La Revue* critiquait la Constitution démocratique de 1848, qui, d'après lui, violait les engagements de la Confédération germanique, limitait les droits du monarque et empêchait une bonne gestion des affaires du pays (21.9.1856). Il contribua ainsi à préparer le terrain pour le putsch de 1856, qu'il commenta le 4 décembre 1856 en faisant remarquer que la crise était finie, qu'il s'inclinait devant le monarque et que désormais l'ordre et la stabilité pouvaient à nouveau régner.

La Revue se fit accuser d'opportunisme par le *Courrier* et le *Luxemburger Wort.* À cela, il rétorqua en affirmant que lui-même se considérait uniquement comme modéré et qualifia, à son tour, la concurrence d'opportuniste. Elle reprocha aux éditeurs du *Courrier* d'avoir adopté des positions contradictoires lors de la révolution et au *Wort* de ne s'être exprimé quant à la nécessité d'une révision de la Constitution que lorsqu'ils avaient découvert dans quelle direction le vent soufflait (16.10.1856).

Sur la première page étaient publiés des articles politiques et sur son tiers inférieur un feuilleton, par exemple, le 28 septembre 1856, des textes tirés de l'œuvre de Fresez, *Album pittoresque du Grand-Duché de Luxembourg.* Les deux pages intérieures étaient composées de commentaires, de courrier des lecteurs et de nouvelles locales, et sur la dernière page se trouvaient des actualités internationales tirées d'autres journaux et annonces. Les annonces remplissaient en moyenne une demi-page, cependant l'imprimerie en insérait souvent elle-même pour proposer des articles de papeterie et des imprimés.

La Revue était en grande partie bilingue. Elle paraissait deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, sur quatre pages d'un format d'environ de 38 x 27 cm, divisées en trois colonnes. Le 1er janvier 1857, elle agrandit son format et changea sa manchette. Pendant un moment, les annonces occupèrent jusqu'à une page sur les quatre. Behrens fils était imprimeur, propriétaire et éditeur responsable du journal.

Le 31 décembre 1857, la rédaction fit savoir à ses lecteurs en deux phrases et sans autre explication que *La Revue* cessait sa parution le jour même et qu'elle remerciait ses lecteurs pour l'accueil que le pays lui avait réservé. Lorsque, deux jours plus tard, le premier numéro du *Telegraph,* un journal gouvernemental, parut à Diekirch, celui-ci se recommanda également aux anciens abonnés de *La Revue.*

Luxemburger Nationalzeitung

Après avoir imprimé le *Luxemburger Wort* pendant deux ans et l'avoir finalement aussi édité, le relieur et imprimeur Hugo Florian tourna le dos au journal catholique et tenta de fonder un nouveau journal, le *Luxemburger Nationalzeitung* (Journal national luxembourgeois).

Le numéro pilote du 2 mars 1856 promettait de se différencier des autres journaux qui obéissaient à un esprit de parti et consacraient en grande partie leurs colonnes à des personnalités. Le *Luxemburger Nationalzeitung* disait par contre s'être donné pour règle de ne jamais s'intéresser à des personnalités et de s'abstenir de toute critique, aussi bien sur les événements passés que sur ceux à venir.[8] L'abonnement trimestriel coûtait 12 francs dans la capitale, 16 francs dans le reste du pays. Les annonces coûtaient 10 centimes la ligne et seulement 5 centimes pour les abonnés.

Le journal au format folio paraissait le mercredi, le vendredi et le dimanche, puis à partir du sixième numéro plus que le jeudi et le dimanche. Le douzième numéro du 4 mai ne se composait plus que d'une demi-feuille – ce fut le dernier.

LE GRATIS LUXEMBOURGEOIS

Le 1er janvier 1857, une semaine après la fin de *La Quotidienne,* parut le premier numéro du *Gratis luxembourgeois,* un journal politique et industriel qui paraissait au moins le samedi. C'était le premier journal nouvellement créé après l'abolition de la liberté de la presse par le putsch du 27 novembre 1856. Tout à fait dans l'esprit du temps, il ne jura, dans son programme, que par le travail, la famille, le roi et le gouvernement.

Mais *Le Gratis luxembourgeois* était avant tout le premier journal gratuit du Luxembourg. Son idée commerciale consistait à en faire un journal gratuit, les abonnés devant seulement payer l'expédition. À l'étranger, au cours des années précédentes, une nouvelle presse populaire se distinguant des journaux de parti s'était développée pour de nouveaux profils de lecteurs depuis 1845, par exemple : *le General-Anzeiger für Deutschland* (Journal d'annonces pour l'Allemagne), le moins cher de tous les journaux d'annonces allemands.

Pierre Grégoire[9] suppose toutefois que l'homme d'affaires Gontier-Grigy finançait secrètement le journal après qu'il eut chassé le comte de Piessac de *La Quotidienne.* Si l'on en croit un courrier de lecteur paru dans *Le Patriote,* Gontier-Grigy possédait des parts de l'imprimerie A. P. Jullien. *Le Gratis luxembourgeois* était imprimé par A. P. Jullien, qui avait également été imprimeur et pour finir, éditeur de *La Quotidienne.*

Denis Antoine Gontier-Grigy (1811-1886), originaire de France, était directeur adjoint de la compagnie d'assurances contre les incendies La Paternelle, pour laquelle on faisait beaucoup de publicité dans *Le Gratis luxembourgeois.* Mais il était également sténographe des états généraux et auteur de diverses publications sur la Constitution et sur des moteurs récemment inventés.

L'avocat J. F. Reuter, dernier rédacteur de *La Quotidienne,* apparaissait également comme rédacteur responsable dans l'ours du *Gratis luxembourgeois,* jusqu'à ce que son nom soit remplacé le 24 janvier par « A. Textor ». En avril 1858, l'avocat Jean Pierre Ferron (1824-1864) devint rédacteur responsable pour quelques mois.

Le Gratis luxembourgeois publiait son tirage dans chaque numéro. Il s'élevait au début à 340 exemplaires, dont 160 étaient destinés à la distribution en dehors de la capitale, et grimpa à un peu plus de 600 exemplaires ; ainsi il semble que *Le Gratis* aurait été l'un des journaux au tirage le plus important de son époque.

Le dernier numéro du *Gratis luxembourgeois* parut le 4 septembre 1858. Dans un bref communiqué de l'éditeur, on évoqua sans plus de précisions des divergences d'opinion insurmontables au sein de la rédaction rendues responsables de la disparition du journal.

LUXEMBURGER ZEITUNG. JOURNAL DE LUXEMBOURG

Un an après le putsch, le gouvernement ordonna par un arrêté royal et grand-ducal du 28 novembre 1857 concernant la parution d’un journal sous la surveillance du gouvernement que la deuxième partie du Journal officiel, le *Mémorial,* divisé en un espace législatif et en un espace administratif, serait remplacée par un journal officiel, le *Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg,* qui devait paraître à partir de samedi 2 janvier 1858 tous les jours ouvrables. Deux jours auparavant, *La Revue* avait cessé sa parution.

Le troisième quotidien de l’histoire reprit le titre du journal catholique de 1844-45, titre ayant une lourde hérédité politique. Il était considéré par la partie libérale de la population comme l’organe de combat de Laurent. Le gouvernement déclara l’abonnement au *Luxemburger Zeitung* obligatoire pour les administrations communales et les autorités, mais également pour tous les fonctionnaires.

Le *Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg* était bilingue. Il paraissait sur quatre pages divisées en deux ou trois colonnes. Il se composait d’une partie officielle et d’une partie non officielle. Après les avis officiels, la partie non officielle comprenait une revue politique, un feuilleton, des actualités internationales et une rubrique « divers ». Cette dernière regroupait des nouvelles locales, de brefs comptes rendus sur les séances des états généraux et un bulletin boursier. Souvent, quelques rubriques n’étaient cependant pas reprises. À partir de mercredi 24 août 1859, le journal inséra également l’horaire du premier réseau ferré luxembourgeois.

Le gouvernement nomma rédacteur l’ancien rédacteur de *La Revue,* Mathias Hardt, qui, en tant qu’auteur de l’un des premiers journaux socialistes, le *Grenzbote,* avait favorablement accueilli la révolution de 1848.

Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg
du 3 janvier 1858, journal officiel du gouvernement

Dans une circulaire du 26 décembre 1857, toutes les administrations avaient été invitées à fournir au *Luxemburger Zeitung* des informations au sujet de leur ressort. En outre, toutes les annonces officielles devaient d’abord paraître dans le *Luxemburger Zeitung* avant de pouvoir être insérées dans d’autres journaux.

Contrairement aux attentes et aux craintes sans doute nombreuses, le *Luxemburger Zeitung* ne devint pas un organe de combat au service du gouvernement et ne servit pas non plus à justifier le régime autoritaire issu du coup d’État. Le journal ne traitait presque pas du tout de politique intérieure. De même, il ne polémiqua presque jamais contre d’autres journaux. Sa tentative de réfuter les déclarations apparemment erronées du *Courrier,* comme le 12 décembre 1858, fut l’une des grandes exceptions.

Au lieu d’être un organe de combat qui utilisait les actualités à des fins de propagande, le *Luxemburger Zeitung* donnait l’apaisante impression que, grâce à un gouvernement sage et vigilant, il n’y avait aucune actualité.

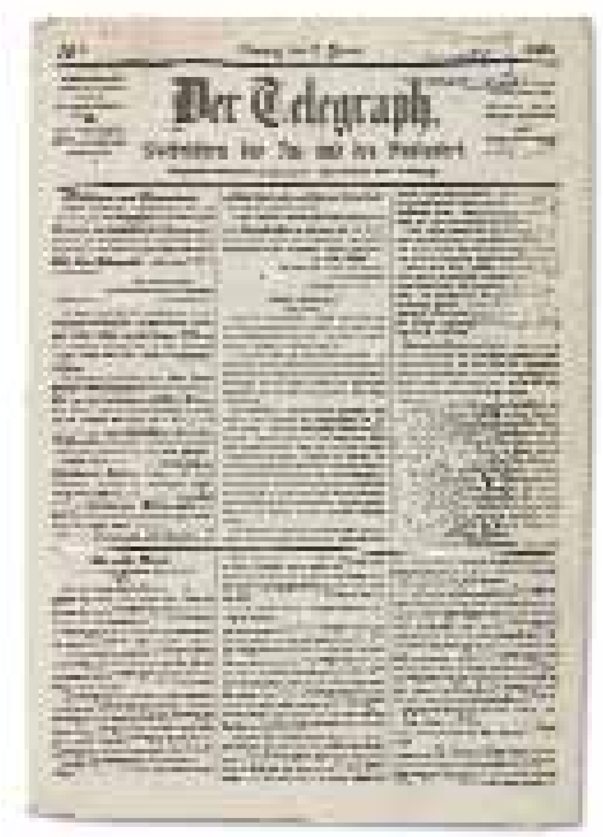
Le journal, au format assez grand de 41 x 27,5 cm, était imprimé sur quatre pages divisées en deux ou trois colonnes. L’imprimeur et rédacteur responsable était Victor Bück, qui avait repris l’imprimerie Lamort en 1852. Il avait soumis ses offres de prix allant de 28 à 30,50 francs par feuille pour un tirage de 300 à 500 exemplaires.[10]

Le prix de l’abonnement fut fixé à 20 francs, le prix à l’unité à 15 centimes. Le tarif des petites annonces était de 20 centimes la ligne, et de 10 seulement pour les abonnés.

À la fin du premier trimestre, en mars 1858, le *Luxemburger Zeitung* comptait 637 abonnements, dont 393 pris par des clients privés et 244 abonnements obligatoires officiels. Cependant, lors du renouvellement trimestriel, un tiers des abonnés n’y donna plus suite et le nombre total d’abonnements ne s’élevait dès lors plus qu’à 442 en date du 29 avril.[11]

Par la loi budgétaire du 15 juillet 1859, la publication du *Luxemburger Zeitung* cessa, après 538 numéros, sans qu’on indique de raison. Le dernier numéro parut vendredi 30 septembre 1859. La liquidation fut effectuée avec un tel soin administratif qu’un index des avis publiés jusque-là fut même fourni par la suite.

Suite à un décompte de l’imprimerie, l’entreprise avait engendré des revenus totaux de 31 408,03 francs pour des dépenses totales de 29 507,73 francs, parmi lesquelles les honoraires n’étaient pas recensés. Le bénéfice, qui représentait 6 % du chiffre d’affaires, fut versé aux caisses de l’État. Le *Mémorial* reparut à partir du 1er octobre 1859 en deux parties, le journal législatif et le journal administratif.


Der Telegraph.

Premier numéro du journal pro-gouvernemental
Der Telegraph du 2 janvier 1858

DER TELEGRAPH

Samedi 29 novembre 1856, dans un entrefilet sur sa première page, le *Wächter an der Sauer* de Diekirch se demanda s'il y aurait un coup d'État. Le numéro suivant commença par une déclaration du rédacteur Théophile Schroell. Il écrivit que, suite aux événements dont était témoin le Grand-Duché à l'époque, il se voyait dans l'obligation de se retirer de la rédaction du *Wächter an der Sauer.* Ceci aussi par égard envers sa famille, le journal étant la principale source de revenus de cette dernière.[12] Pendant des semaines, le *Wächter an der Sauer* attendit ensuite fébrilement de savoir s'il obtiendrait la concession désormais prescrite par la loi prussienne sur la presse.

Mais au cours de l'année 1857, Théophile Schroell changea de journal et rejoignit le *Courrier* libéral dans la capitale. Quant à son père, l'imprimeur Johann Anton Schroell, il proposa au ministère de la Justice, le 29 décembre 1857, de publier un nouveau journal gouvernemental qui ne serait pas rédigé par son fils libéral de gauche, mais par un conservateur, une personne de confiance du gouvernement. En contrepartie, l'imprimeur de Diekirch réclamait un traitement préférentiel pour l'insertion d'annonces officielles et un dédommagement tiré des bénéfices du *Luxemburger Zeitung* disparu. Deux jours plus tard seulement, il reçut une réponse positive dans laquelle le gouvernement se réjouissait que le critique *Wächter an der Sauer* soit remplacé par un journal qui pourrait exercer une influence utile sur l'opinion publique.[13]

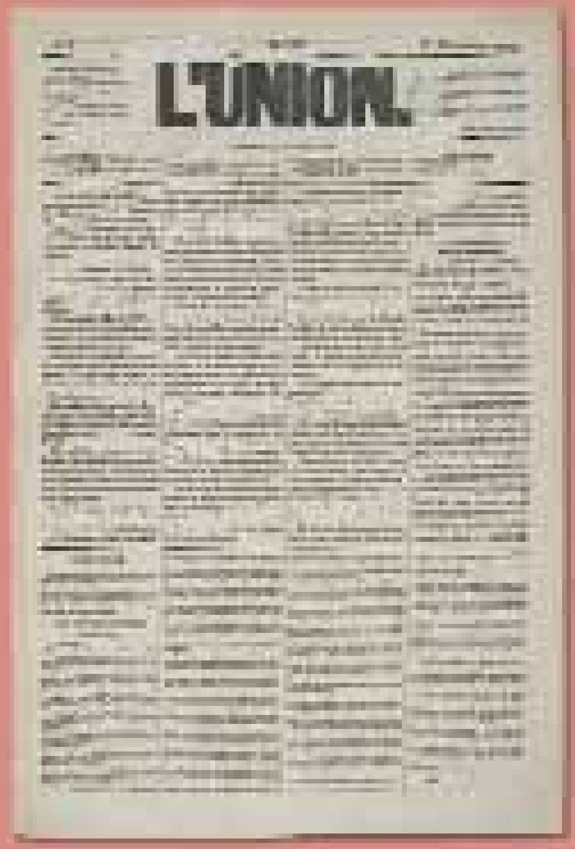
Le premier numéro du *Telegraph. Nachrichten des In- und des Auslandes* (Le télégraphe. Nouvelles nationales et internationales) parut samedi 2 janvier 1858. Dans une invitation à l'abonnement, il en appelait non seulement aux anciens abonnés du *Wächter an der Sauer,* mais également à ceux de la *Revue,* journal favorable à la Restauration, dont la parution avait cessé deux jours plus tôt. Pour payer la caution, l'avocat L. Würth vivant dans la capitale avait fait transférer celle qu'il avait versée pour *La Revue.*[14]

Johann Anton Schroell signa aussi bien en tant qu'imprimeur que rédacteur responsable une courte déclaration sur la première page dans laquelle il expliquait la parution du *Telegraph* par des changements au sein de la rédaction du *Wächter an der Sauer.* Il annonça que le *Telegraph* serait partisan d'un libéralisme modéré. Tout en se distançant de toute tendance politique agitée, il défendrait les principes de la liberté en association avec le calme et l'ordre, pour autant que leur développement ultérieur soit compatible avec les accords engageant le Grand-Duché et ses institutions. Il paraissait le mercredi et le samedi, comme avant lui le *Wächter an der Sauer,* sur quatre pages divisées en trois colonnes. Le prix de l'abonnement était le même que celui du *Wächter an der Sauer* auparavant, à savoir 3 francs par trimestre à Diekirch et 60 centimes de plus pour les abonnés à l'extérieur. Le tarif des annonces était de 20 centimes la ligne.

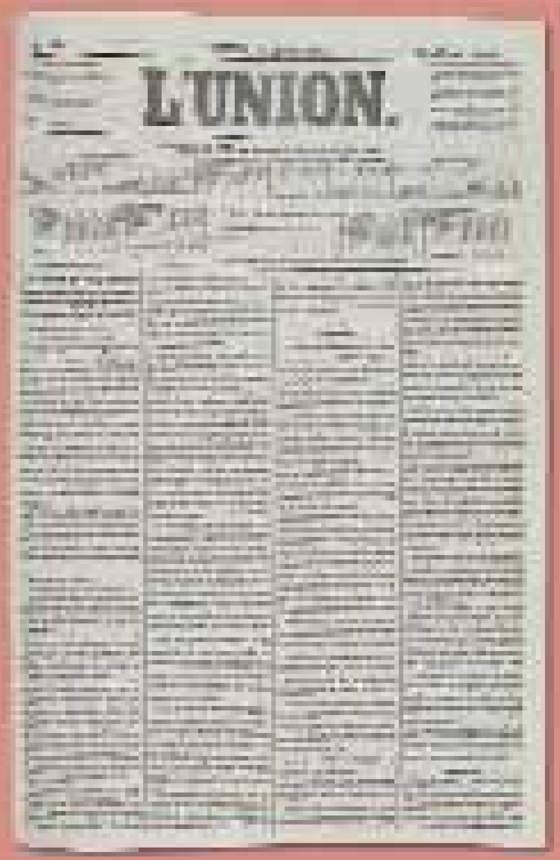
Le nouveau journal ne répondait pas aux attentes que Johann Anton Schroell avait placées en lui. Fin 1859, le nombre d'abonnements chuta à 175, et Schroell dut intervenir plusieurs fois jusqu'à ce que le gouvernement lui accorde un unique dédommagement de 750 francs. Déjà vers la moitié de l'année 1858, le gouvernement lui avait notifié qu'il devait cesser la réimpression des annonces officielles et, en retour, il lui accorderait un dédommagement de 93,20 francs.

En 1860, le gouvernement sous Simons, coresponsable du coup d'État, perdit les élections et l'homme politique libéral de l'opposition, Victor Baron de Tornaco, forma un nouveau gouvernement le 26 septembre 1860. Une semaine plus tard, le 6 octobre 1860, la parution du *Telegraph* cessa après presque trois années d'existence. Le même jour, Schroell redonna au journal son ancien nom libéral de *Wächter an der Sauer.*

En réaction à la parution du journal conservateur *Ardenner Zeitung,* le *Wächter an der Sauer* augmenta à partir de novembre 1862 sa fréquence de parution à trois numéros par semaine. En 1866, il passa un accord avec le journal libéral de la capitale, le *Courrier,* selon lequel toutes les annonces paraîtraient simultanément dans les deux journaux, ce qui devait les rendre, aux yeux des annonceurs, plus intéressants que leurs concurrents conservateurs.[15]



Premier numéro du journal antidémocrate *L'Union*
du 12 novembre 1860



Le 4 avril 1867, *L'Union* annonça l'annexion du
Grand-Duché par la France

L'UNION

Un mois après la disparition du *Telegraph,* au début de la nouvelle session parlementaire de 1860/61, lundi 12 novembre 1860, parut le premier numéro d'un nouveau quotidien, *L'Union.* Dans son programme publié sur la première page, il était question d'« épreuves pénibles » que le pays avait traversées depuis les années 1840. *L'Union* promettait par conséquent de « soutenir le pouvoir dans la mission que ses convictions lui tracent », car contrairement aux autres journaux querelleurs, *L'Union* n'aspirait qu'à la paix et à l'harmonie.

L'Union justifia à plusieurs reprises le coup d'État, qui avait renforcé à nouveau l'exécutif aux dépens du législatif, et déconseilla une libéralisation de la Constitution lorsque le traité de Londres rendit nécessaire une révision de celle-ci en 1868. Il considérait également comme superflu l'appel du *Courrier* à la suppression de la censure de la presse.

Le *Courrier* identifia rapidement Mathias Ulrich comme étant l'auteur de *L'Union,* ce que ce dernier finit par reconnaître (20.5.1863). Dans une lettre du 1er avril 1861, Ulrich déclara qu'il s'était séparé du *Courrier* et de Jules Metz quand ce dernier était devenu, en juillet 1860, un libéral exalté.

En 1865, l'enseignant d'école primaire Jean Joris (1828-1893) reprit la rédaction de *L'Union.* Il devait devenir l'un des journalistes les plus importants du XIXe siècle et créer de nombreux autres titres, dont certains eurent un succès considérable.

Le 24 août 1868, le *Luxemburger Zeitung* classa *L'Union* dans la catégorie des journaux annexionnistes pro-français. Le 30 septembre 1868, Pierre Heintzé, qui avait été condamné pour avoir diffusé des affiches annexionnistes, donna sa démission en tant que rédacteur responsable. Il fut remplacé par son frère Jacques Heintzé jusqu'en mars 1869, puis prit de nouveau la responsabilité à la place de son frère malade lors du retour à la parution quotidienne.

Outre les articles habituels que l'on pouvait aussi trouver dans les autres journaux, *L'Union* semblait avant tout conçue pour répondre à la presse de l'opposition libérale, c'est-à-dire le *Courrier,* et de ce fait pour prendre la défense du gouvernement. C'est pourquoi le *Courrier* surnomma rapidement *L'Union* « journal ministériel ». Au bout de quelques mois, le ton de *L'Union* envers le *Courrier* se fit de plus en plus agressif et offensant.

À l'instar d'un journal gouvernemental, *L'Union* évoqua d'abord avec une grande retenue la crise de 1867, rejetant les nouvelles fâcheuses, en les qualifiant de rumeurs, et les démentant. Ensuite, et surtout lors de la guerre franco-allemande, les nouvelles internationales remplacèrent souvent celles de la politique intérieure.

En dessous du bandeau, le journal publiait un encadré avec les horaires du réseau ferré encore récent. La première page était réservée, outre au feuilleton relativement irrégulier, à une revue politique contenant des nouvelles nationales ou internationales, des commentaires, du courrier des lecteurs, des textes de loi ou des revues de presse qui se poursuivaient sur la deuxième page. Sur une partie de la deuxième ainsi que la troisième page se trouvaient en général des extraits de journaux étrangers, dont on citait les sources. À partir du 20 avril 1861, les dépêches télégraphiques en provenance des capitales étrangères se détachaient fièrement, sur la première page, de ces extraits. Sur la dernière page se trouvaient une à quatre colonnes d'annonces concernant des commerces de la capitale, des biens immobiliers, du vin, des concerts, des assurances et autres. Le feuilleton se composait en général d'un récit historique, et les articles luxembourgeois trouvèrent difficilement leur place avant la vague patriotique de 1867.

L'Union parut d'abord quotidiennement sauf le dimanche. Étant donné qu'il s'agissait, comme chez ses concurrents, d'un journal du soir qui portait la date du lendemain, il n'y avait pas d'édition du lundi. À partir du 1er octobre 1868, le journal dut provisoirement se limiter à ne paraître plus que le mardi, le jeudi et le samedi, étant donné qu'au même moment, *L'Avenir,* également imprimé chez Heintzé, était en train d'évoluer vers un journal paraissant les jours ouvrables. Le prix de l'abonnement fut réduit respectivement à 3 et 3,6 francs. Outre le prix au numéro pour la vente au détail, *L'Union* mentionnait également les tarifs d'abonnement pour la Belgique, la Prusse, la France et la Hollande. Lors du retour à une parution quotidienne, le prix de l'abonnement ne fut plus augmenté respectivement à 5 et 6,50 francs, mais seulement respectivement à 3,75 et 4,50 francs. Le tarif des annonces s'élevait à 20 centimes la ligne.

L'Union était imprimé par les frères Heintzé sur quatre pages au format de 48 x 33 cm, divisées en quatre colonnes. En octobre 1869, elle ne parut que sur deux pages, en raison d'une grève des imprimeurs.

La dernière édition, le numéro 129 de la douzième année, parut jeudi 1er juin 1871. On annonçait sur la première page que c'était le dernier numéro, car le journal rédigé en français allait être remplacé par un journal en langue allemande. Cela devait permettre d'agrandir le cercle des abonnés, étant donné que, surtout dans le reste du pays, on lisait presque exclusivement l'allemand.

Ardenner Zeitung

Premier numéro du journal antilibéral *Ardenner Zeitung*
du 5 octobre 1862

ARDENNER ZEITUNG

Un an après la création de leur *Union* dans la capitale, les imprimeurs-éditeurs Heintzé publièrent, à partir du 5 octobre 1862, l'*Ardenner Zeitung* (Journal des Ardennes)[16], le deuxième journal de Diekirch après le *Wächter an der Sauer.* Dans son premier numéro, l'Ardenner Zeitung se présenta comme le représentant des intérêts de l'Oesling, non pas en contradiction, mais en harmonie avec le reste du pays. Le rédacteur responsable était l'imprimeur Jacques Heintzé.

Tout comme *L'Union* était la réponse gouvernementale au *Courrier* libéral dans la capitale, l'*Ardenner Zeitung* devait être la réponse de l'Oesling au libéral *Wächter an der Sauer* et défendre la politique du gouvernement dans le nord rural du pays.

L'*Ardenner Zeitung* paraissait deux fois par semaine. Il était imprimé à Diekirch, dans la succursale de l'imprimerie Heintzé, où était imprimé *L'Union.* Cependant, il ne réussit pas à s'imposer face au *Wächter an der Sauer,* qui paraissait dès lors trois fois par semaine. Le dernier numéro de l'*Ardenner Zeitung* parut le 15 novembre 1863, après un an d'existence. Un autre journal parut sous le même nom en 1885.

ECHTERNACHER ANZEIGER

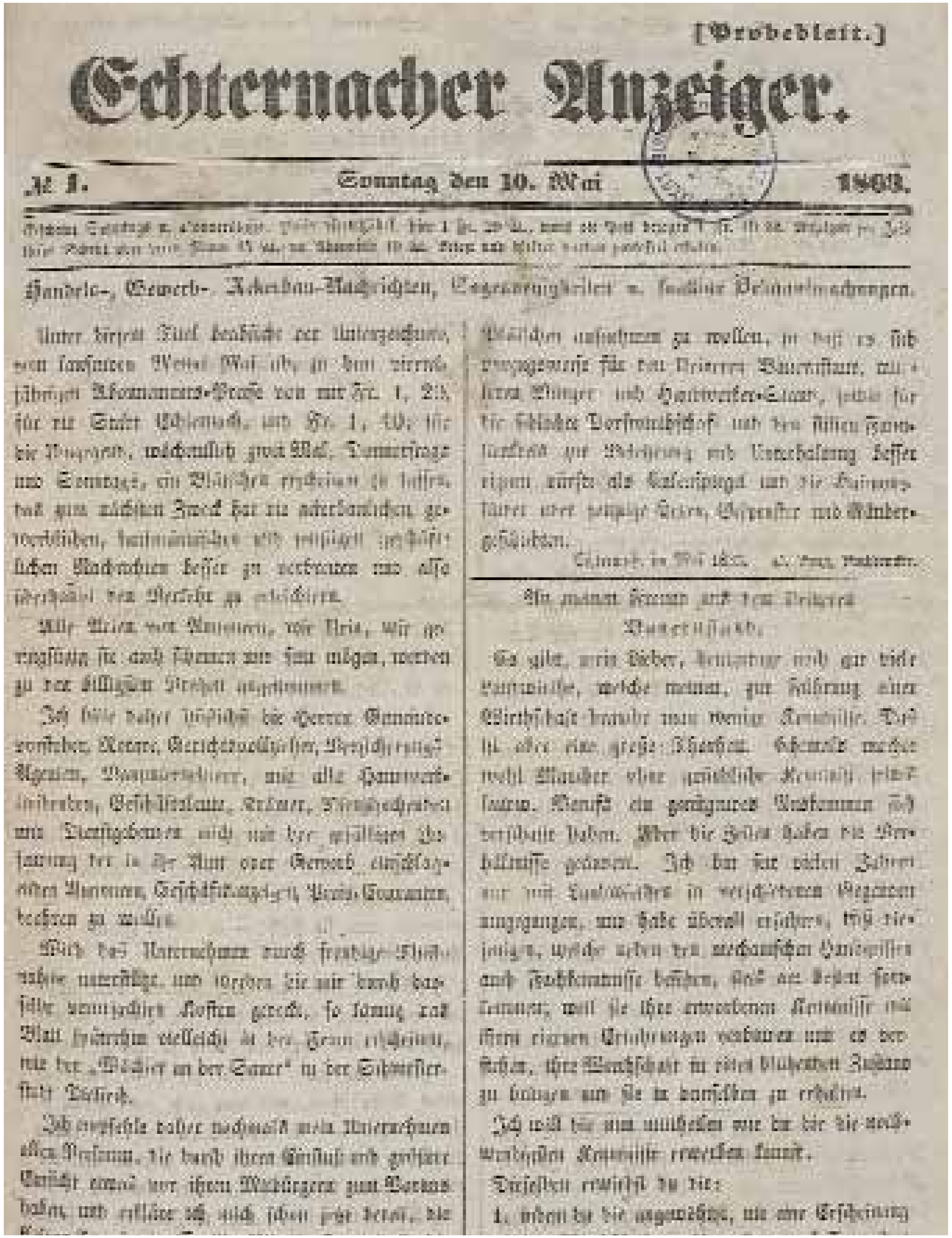
Après la disparition en 1848 du *Grenzbote,* l'un des premiers journaux socialistes, l'*Echternacher Anzeiger* devint le deuxième journal d'Echternach. Il promettait des nouvelles relatives au commerce, à l'artisanat, à l'agriculture, des actualités de la journée et autres communiqués. Il allait connaître l'une des durées de vie les plus longues de l'histoire de la presse luxembourgeoise et parut pendant 78 ans, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Le premier numéro parut le 10 mai 1863.

Lorsque le journal imprima, le 13 octobre 1865, un article sur de prétendues dettes de jeu du roi grand-duc à Spa, le parquet renonça à une poursuite pénale et se consola entre autres par le fait que le tirage s'élevait tout juste à 160 exemplaires.

Une grande partie du journal était compilée, ciseaux et pot de colle en main, à partir d'autres journaux. Malgré tout, il s'efforça au cours du temps de se détacher de son caractère local et se présenta comme journal national et même transfrontalier en ajoutant à son titre *« Echternacher Anzeiger zugleich Landeszeitung. Organ für das Großherzogtum Luxemburg und die Grenzortschaften »* (Journal d'annonces d'Echternach, également journal national. Organe pour le Grand-Duché de Luxembourg et les localités frontalières).

L'*Echternacher Anzeiger* paraissait deux fois par semaine. L'imprimeur était Dominik Burg, originaire de Prusse, dont le fils Joseph Burg en 1869 et par la suite le petit-fils Franz Joseph Burg reprirent la direction de l'entreprise. La dernière édition conservée est datée du 31 décembre 1940.

Premier numéro du journal purement commercial
Echternacher Anzeiger du 10 mai 1863

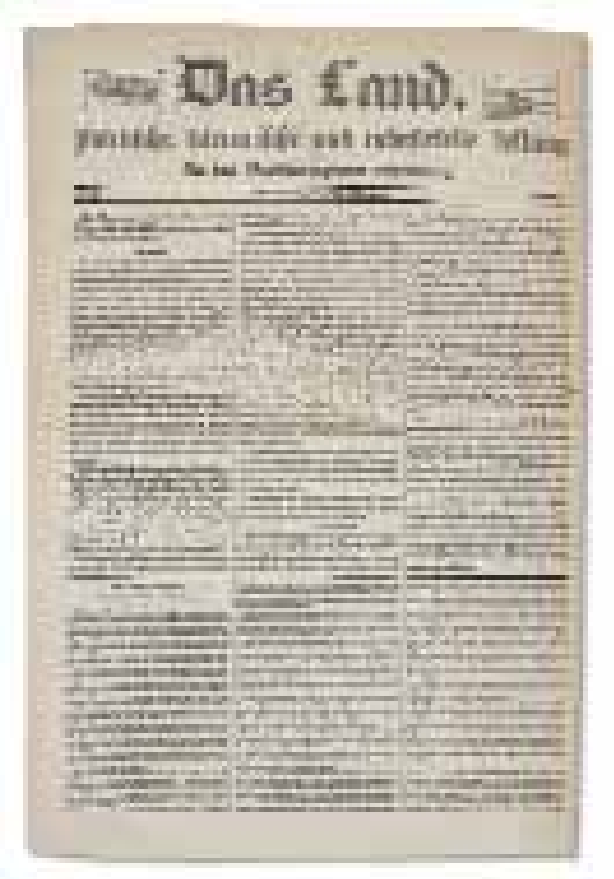


[Probeblatt.]

Echternacher Anzeiger.

№ 1. Sonntag den 10. Mai 1863.

DAS LAND


Das Land.

Premier numéro du *Land* du 31 octobre 1866

En 1866, l'imprimerie Worré racheta l'imprimerie Jullien, qui publiait le *Wochenzeitung für das Großherzogtum Luxemburg* (Hebdomadaire pour le Grand-Duché de Luxembourg). Cependant le journal cessa ses activités la même année, et Worré sortit à partir du 31 octobre 1866 son propre journal, *Das Land. Politische, literarische und industrielle Zeitung für das Großherzogthum Luxemburg* (Le pays. Journal politique, littéraire et industriel pour le Grand-Duché de Luxembourg).[17]

Le 22 octobre, l'hôtelier de la capitale, Theophil Anderes, se porta garant pour le journal. On fit passer l'imprimeur pour le chef responsable, mais l'ancien directeur général, Ern. Ch. Simons, semble avoir été un auteur important. Le jeune Nicolas Thoma rédigea lui aussi des articles pour le *Land.*

À ses débuts, *Das Land* paraissait deux fois par semaine, mais déjà en janvier 1867, il passa à une parution quotidienne. Pour ce faire, l'ingénieur et propriétaire Joseph Simons se porta également garant.

Au bout d'un an et demi, le 30 avril 1868, le *Luxemburger Zeitung* fit état d'un accord selon lequel les abonnés de l'ancien *Land* recevraient le *Luxemburger Zeitung* jusqu'à la fin du trimestre.

1 Grégoire 1966, vol. IV, p. 271 2 Grégoire 1965, vol. III, p. 57 3 Grégoire 1965, vol. III, p. 58 4 *Biographie nationale*, vol. II, p. 498 5 Grégoire 1966, vol. V, p. 38 6 Grégoire 1966, vol. V, p. 42 7 Lech 1999, p. 60 8 Grégoire 1966, vol. V, p. 56 9 Grégoire 1966, vol. V, p. 50 10 Grégoire 1966, vol. V, p. 17 11 Grégoire 1966, vol. V, p. 19 12 Olinger 1937 13 Grégoire 1966, vol. V, p. 24 14 Grégoire 1966, vol. V, p. 24 15 Olinger 1937 16 Grégoire 1966, vol. V, p. 95 17 Grégoire 1966, vol. V, p. 152

1866-
1888

En 1867, la querelle au sujet de la forteresse de Luxembourg entraîna une crise européenne, lorsque la Prusse fit objection à la volonté du roi grand-duc néerlandais de vendre le Grand-Duché à la France. À l'étranger, mais également dans le pays même, la récente indépendance nationale du Luxembourg fut remise en cause. Cependant, le 12 mai 1867, le *Luxemburger Wort* annonça que la conférence de Londres s'était terminée par un résultat satisfaisant, exception faite de la perte de la garnison de la forteresse, perte non négligeable pour l'économie de la capitale. Le Luxembourg resta indépendant, devint neutre et s'engagea à démanteler sa forteresse.

Suite au traité de Londres, la Constitution dut être modifiée et redevint plus démocratique. L'article 24 de la Constitution du 17 octobre 1868 interdit la censure, le droit de timbre et l'obligation pour les éditeurs de journaux de verser des cautions. Les éditeurs, imprimeurs et distributeurs restaient impunis quand l'auteur d'un article violant le droit de la presse était un Luxembourgeois vivant au Luxembourg, surtout s'il s'agissait d'un Luxembourgeois connu nommément. Ce principe de la responsabilité en cascade avait pour conséquence l'embauche de rédacteurs fictifs, de pauvres, de sans-emploi ou d'invalides qui purgeaient des peines de prison à la place des auteurs. L'année suivante, la loi sur la presse du 20 juillet 1869 entra en vigueur. Elle organisa ces principes constitutionnels et est restée en vigueur sous une forme quasiment inchangée jusqu'en 2004.

Peu après la fin de la crise au sujet de la forteresse de Luxembourg, la France et les États allemands menèrent une guerre jusqu'aux frontières luxembourgeoises en 1870 et 1871. Cette guerre s'acheva par la défaite de la France ; à Paris, la république et la Commune révolutionnaire, noyée dans le sang, furent proclamées.

La crise, la guerre et la Commune parisienne entraînèrent une relance du marché de la presse luxembourgeois. Face à un avenir incertain, les gens étaient avides de nouvelles, et non seulement de nouveaux journaux apparurent, mais les journaux existants purent également augmenter leur tirage, même si les informations décisives sur l'avenir du pays se trouvaient d'ordinaire dans la presse étrangère. L'avenir incertain de la souveraineté luxembourgeoise entraîna la création de plusieurs journaux annexionnistes qui promouvaient l'annexion du Luxembourg à l'un de ses pays voisins. L'atmosphère de *Kulturkampf* et les divergences d'opinion qui en découlaient au sein du clergé plongèrent la presse catholique dans sa plus grave crise.

Après la stabilisation de la situation politique à l'étranger, la récente découverte du minerai de fer dans le Bassin minier accéléra la révolution industrielle au Luxembourg. L'essor économique mit petit à petit un terme à l'émigration des Luxembourgeois et attira dans le pays des mineurs et des ouvriers métallurgistes étrangers.

Le nouvel esprit d'entreprise et la réforme de la législation sur la presse conduisirent à un âge d'or de la presse luxembourgeoise dans le dernier quart du XIX^{e} siècle. Le nombre de lecteurs augmenta : dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle, l'analphabétisme recula grâce aux lois sur l'école primaire de 1843 et 1881, ce qui permit de créer de nouveaux cercles de lecteurs. Si en 1856, 7,51 % des jeunes miliciens étaient encore analphabètes, ils n'étaient plus que 3,87 % en 1862, 2,28 % en 1871 et seulement 0,50 % en 1880. De nouveaux lecteurs devaient être touchés par de nouveaux journaux conçus sur le modèle du quotidien publié à Paris depuis 1863, *Le*

Petit Journal, **le premier journal de masse populaire. Au début des années 1870, le nombre d'habitants du pays dépassa pour la première fois la barre des 200 000, et vers la fin de cette décennie, le nombre des étrangers avait doublé. En 1875, Esch-sur-Alzette était la deuxième plus grande ville du pays, juste devant Echternach. Dudelange vit sa population multipliée par cinq entre 1875 et 1900. Ainsi furent créés les premiers journaux régionaux du sud industriel en plein essor. Après les journaux destinés aux bourgeois puis ceux destinés aux agriculteurs, on vit apparaître les premiers journaux pour ouvriers.**

Le rail et le télégraphe accélérèrent l'approvisionnement des journaux en nouvelles et la distribution de ceux-ci. À partir de 1880, les premiers téléphones furent installés dans les bureaux de poste luxembourgeois. Le premier réseau téléphonique s'étendait à la capitale et ses communes limitrophes. Le téléphone accéléra en outre la transmission des nouvelles.

Pendant le dernier tiers du XIXe siècle, le papier industriel fabriqué à partir de pâte de bois s'imposa également, ce qui fit chuter le prix du papier. Comme les journaux luxembourgeois étaient tirés à peu d'exemplaires, comportaient peu de pages et qu'il y avait à peine plus d'une édition par jour, il fallut beaucoup de temps avant que les presses à imprimer mécaniques, les rotatives, les machines automatiques à plier et rogner et les composeuses mécaniques se fraient un chemin jusqu'aux imprimeries luxembourgeoises.

L'OMNIBUS

Grâce au traité de Londres, qui garantissait l'indépendance et la neutralité du pays, les Luxembourgeois formaient une nation qui s'appartenait à elle-même, lisait-on dans la déclaration de principe de *L'Omnibus, Chronique de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg.* Il fallait tirer de nouveaux enseignements de cet état de choses. Ainsi se présentait en novembre 1867 *L'Omnibus,* qui se décrivait lui-même comme un journal lilliputien coûtant seulement 1 sou et 5 centimes et qui voulait combler le fossé entre la grande presse et les masses. Sur un ton feuilletonesque inhabituel à l'époque, le journal se prétendait politique, fantaisiste, économique, bon marché, littéraire, industriel, commercial, etc.

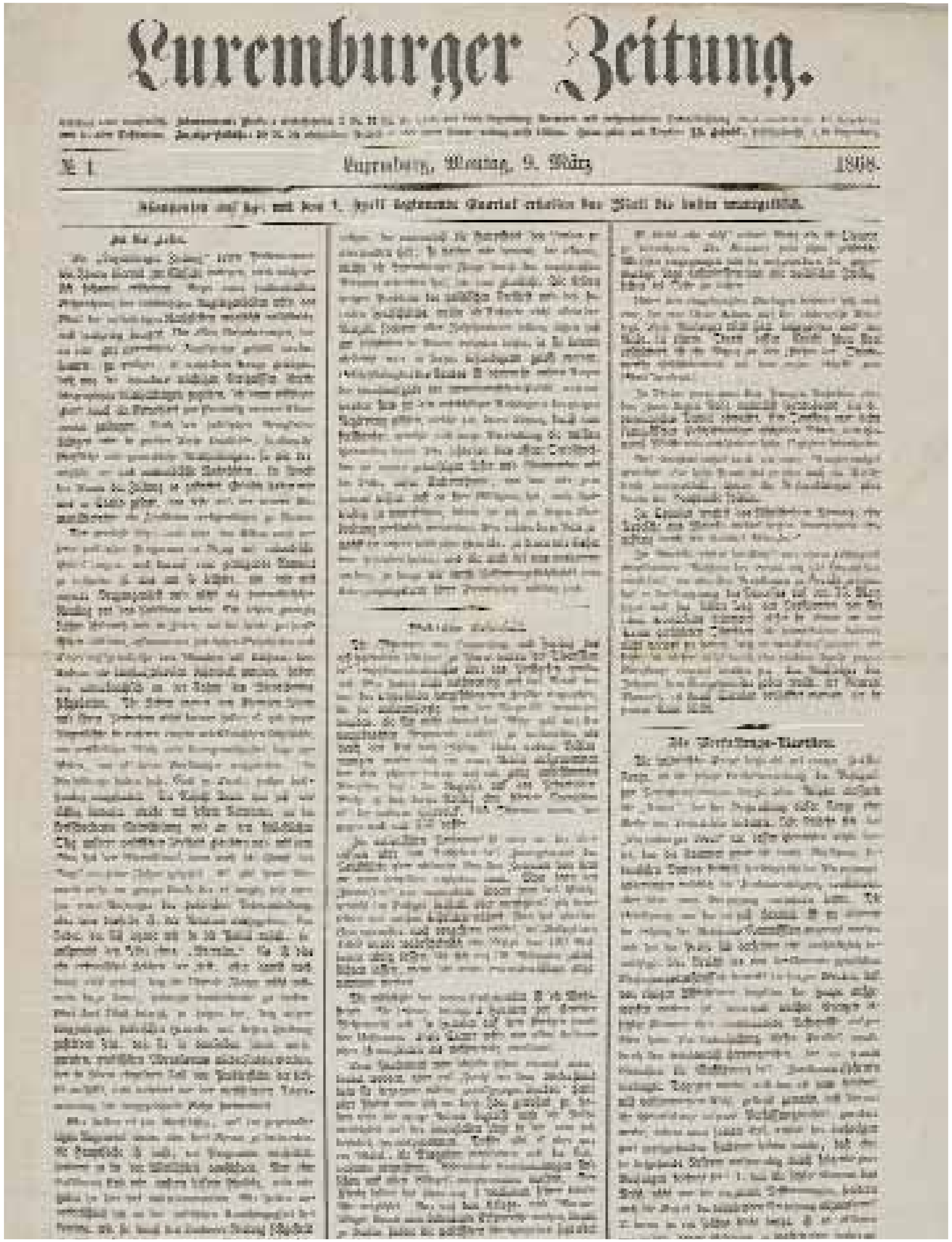
L'Omnibus avait été fondé par Jules de Pouilly, un écrivain âgé de 65 ans originaire de Sandweiler. Il avait été correspondant pour plusieurs journaux français et avait été soupçonné, peu de temps avant, d'avoir rédigé un article annexionniste pour le journal parisien *L'Étendard.*[1] Étant donné que, d'après les lois sur la presse, le directeur de Pouilly ne pouvait pas être rédacteur responsable à cause de sa nationalité française, ce fut Jean Schneider qui endossa ce rôle. Le 24 août 1868, le *Luxemburger Zeitung* décrivit *L'Omnibus,* contrairement à *L'Union* et à *L'Avenir,* comme un journal certes français, mais non annexionniste et défendant l'indépendance nationale.

Le fait que *L'Omnibus* mette en avant son prix bas au numéro laisse à penser qu'il ne visait pas seulement, comme d'habitude, la vente à l'abonnement, mais également la vente au numéro. Il parut d'abord le samedi, puis le mardi, le jeudi et le samedi. *L'Omnibus* était imprimé par Michel Bourger dans un format in-quarto sur quatre pages. À partir de février 1868, c'est Nicolas Worré qui imprimait le journal, tandis que Bourger sortit quelques mois plus tard un journal satirique, le *Wäschfra. L'Omnibus* publiait un supplément contenant une chronique et des annonces, intitulé *Le Gratis* comme le quotidien disparu en 1858.

L'OMNIBUS

Premier numéro de *L'Omnibus* du 17 novembre 1867

En raison d'une série d'articles sur le vice-consul français Eugène Mahon de Monaghan, de Pouilly fut condamné pour diffamation et expulsé du pays en 1870.[2] Le dernier numéro conservé de *L'Omnibus* date du 31 décembre 1870.



Luxemburger Zeitung.

№ 1 Luxemburg, Montag, 9. März 1868.

Premier numéro du *Luxemburger Zeitung* du 9 mars 1868, avec lequel la presse libérale passa du français à l'allemand

LUXEMBURGER ZEITUNG

Le 7 mars 1868, le journal libéral en français, le *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg,* parut pour la dernière fois, parce que l'Église, sans ménagement, fit preuve d'autorité et par conséquent l'avait anéanti et avait ruiné son éditeur.[3] Deux jours plus tard, lundi 9 mars, sortit le *Luxemburger Zeitung* (Journal du Luxembourg), l'organe en langue allemande qui lui succéda. En page 2 se trouvait la suite de la série *« Briefe über die Militär-Organisation »* (Lettres sur l'organisation militaire) commencée au numéro 65 du *Courrier.*

Dans une déclaration adressée aux lecteurs dans la première édition, le *Luxemburger Zeitung* prit parti pour le libéralisme en avouant qu'entre-temps, tout le monde en politique se disait libéral, pour la liberté politique et le progrès social, qu'il crut plus faciles à garantir dans de petits États. D'après lui, c'était la raison pour laquelle le traité de Londres et l'indépendance du pays étaient une bonne solution.

L'organe successeur du *Courrier* n'expliquait cependant pas pourquoi il avait changé de langue. Bien sûr, les libéraux s'efforçaient de s'adresser à de nouveaux lecteurs moins cultivés. Cependant, ses détracteurs soupçonnaient également le « journal des forges » de viser une annexion par la Prusse par intérêt pour son marché, ce dont le journal se plaignit déjà le 28 mars 1868. Le 2 avril 1868, le *Luxemburger Zeitung* dut admettre qu'il y avait eu dans différentes localités des résiliations massives par d'anciens abonnés du *Courrier,* qui lui reprochaient de « germaniser » le pays dans l'intérêt de l'union douanière. Le journal se justifia en avançant que le peuple devait comprendre la langue s'il voulait se gouverner lui-même, ce pourquoi le *Luxemburger Zeitung* luttait contre l'usage exclusif du français.

La mise en pages était restée la même : éditorial, lettres et feuilleton à la première page, aperçu politique avec comptes rendus de la Chambre et nouvelles locales à la page 2, actualités internationales à la page 3 et annonces, cours de la Bourse, horaires des trains et des diligences postales à la dernière page.

Le *Luxemburger Zeitung* paraissait six fois par semaine. L'éditeur et imprimeur était Théophile Schroell, sis au 7 de la rue Philippe à Luxembourg. Le prix trimestriel était de 3,75 francs en ville et dans le reste du pays, le tarif des annonces s'élevait à 20 centimes la ligne.

Le *Luxemburger Zeitung* devait devenir l'un des journaux les plus importants de l'histoire de la presse luxembourgeoise et l'un des rares à sortir jusqu'à deux éditions par jour. Après neuf numéros seulement, le *Luxemburger Zeitung* adopta un format supérieur de 49,5 x 32,5 cm, et passa de trois à quatre colonnes par page. En 1893, le journal engagea Batty Weber, alors âgé de 33 ans : en tant que rédacteur en chef et auteur du feuilleton, il marqua comme personne d'autre le journal et ce jusqu'à leur disparition presque simultanée. De 1913 à 1940, il écrivit entre autres 7 055 gloses quotidiennes baptisées *Abreiß-Kalender* (éphéméride). Le dernier numéro parut le 29 septembre 1941 et la tentative de relancer le journal après la Seconde Guerre mondiale échoua.

Premier numéro du journal annexionniste *L'Avenir* du 21 avril 1868

L'AVENIR

Le 21 avril 1868, c'est-à-dire un mois après la parution du journal libéral en allemand, le *Luxemburger Zeitung,* l'ancien rédacteur de *L'Union,* Jean Joris, publia le premier numéro de *L'Avenir. Organe des intérêts politiques, commerciaux, industriels et agricoles du Grand-Duché.* On cita d'abord l'ouvrier d'imprimerie N. Schneider comme rédacteur responsable et à partir du 2 mai son collègue Jos Beffort. Joris reprit ensuite ce rôle à partir du 14 juillet 1868 et imprima également le journal lui-même.

Dans le programme paru dans la première édition, *L'Avenir* apparaît comme le produit d'une époque où l'indépendance nationale du pays était contestée. D'après cette déclaration, le Luxembourg était isolé en tant que petit État et avait par conséquent besoin de se rapprocher d'une nation plus grande. *L'Avenir,* qui se qualifiait résolument de journal conservateur et catholique, favorisait un rapprochement à la France.

Le journal polémiquait contre les autres titres, et le *Luxemburger Zeitung* le classa le 24 août 1868 dans la catégorie « pro-français annexionniste ». Sans doute pour parer à cela, il avait déjà annoncé le 28 avril 1868 qu'il publierait uniquement des articles d'auteur dont les parents étaient déjà Luxembourgeois. Cependant, *L'Avenir* avait la réputation d'avoir été inspiré par le vice-consul français E. Mahon.

La disposition des pages au format de 54 x 37,5 cm, divisées en quatre colonnes, correspondait aux habitudes de l'époque : éditorial et commentaires au-dessus du feuilleton sur la première et deuxième pages, actualités internationales en troisième page, annonces, cours de la Bourse et horaire des trains en dernière page.

En ville, l'abonnement trimestriel coûtait 3,75 francs, dans le reste du pays 4,25 francs. Le prix au numéro était de 15 centimes, le tarif des annonces était également de 15 centimes la ligne. *L'Avenir* parut d'abord trois fois par semaine et à partir du 1^{er} octobre 1868, il parut chaque jour de la semaine, alors que *L'Union,* également imprimée chez Heintzé, ne paraissait plus que trois fois par semaine. Le prix trimestriel augmenta à six francs, bien plus que chez les autres quotidiens.

L'Avenir fut d'abord produit à l'imprimerie Heintzé, qui avait également versé la caution requise le 15 avril. Mais il y eut rapidement des difficultés : le 11 mars 1869, le nom de l'imprimeur disparut de l'ours, le 16 mars, le prix de l'abonnement dut être à nouveau baissé à 3,75 francs, et le 19 mai, Joris se présenta lui-même comme imprimeur. Le dernier numéro parut en septembre 1871, et Joris publia à partir d'octobre 1871 *L'Indépendance luxembourgeoise.*

D'WÄSCHFRA

Après la révolution de mars 1848, qui avait fait naître l'éphémère journal satirique *L'Arlequin,* les années mouvementées entre la crise au Luxembourg et la guerre franco-allemande semblèrent exiger un nouveau journal satirique. Le 16 mai 1868 parut le premier numéro du *Wäschfra. Humoristisch-satyrisches Wochenblatt* (La lavandière. Hebdomadaire humoristique et satirique). Il allait devenir l'un des journaux satiriques les plus couronnés de succès de l'histoire du Luxembourg.

La lavandière qui donnait son nom au journal était représentée sur la première page rouant de coups les notables provinciaux avec sa palette, si bien que les accessoires des ministres, officiers, ecclésiastiques et petits-bourgeois volaient dans les airs. Dans de nombreuses éditions, sous le nom de Kètté, la lavandière commentait *« Om Bour »* (Au lavoir) l'actualité politique nationale et communale dans de longs dialogues en langue luxembourgeoise avec sa collègue Mum Sès, une voix du peuple. Les pages étaient également remplies de nombreux poèmes, aphorismes et lettres.

Sur un ton anticlérical, libéral et pro-allemand, l'hebdomadaire satirique critiquait membres du gouvernement et notables ainsi que corruption et manipulation électorale. Complémentaire au reste de la presse, il semblait avoir parlé par la bouche d'un lectorat composé entre autres de petits fonctionnaires, d'élèves de l'Athénée et de tous les ennemis jurés de l'Église. Le *Wäschfra* fut le premier journal à publier de temps en temps des caricatures sur la politique intérieure. Si l'on en juge par le style des dessins, elles étaient réalisées par différents artistes anonymes.

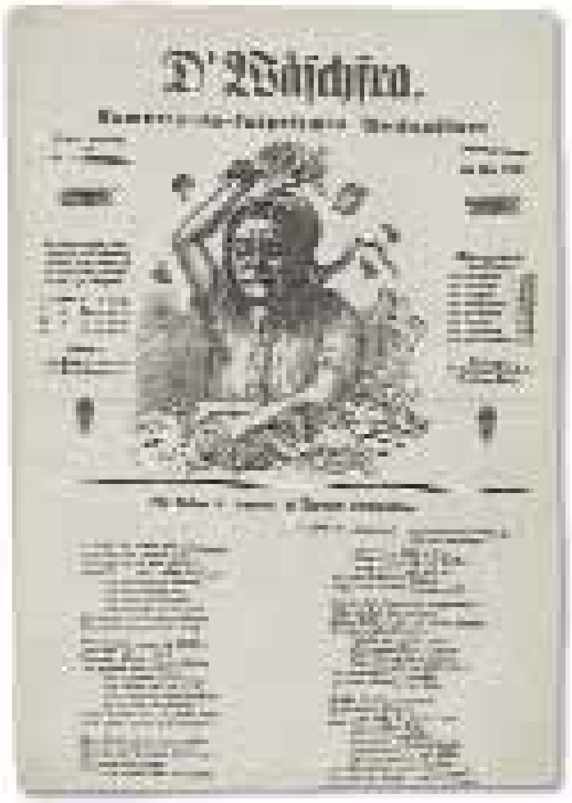
D'Wäschfra était édité par le comptable Charles Becker (1834-1884), un Allemand vivant au Luxembourg depuis son enfance, qui durant toute sa vie se vit refuser la nationalité luxembourgeoise par les autorités dont il se moquait. Dans les actes de procès de presse, Marc Thiel[4] trouva les noms de différents collaborateurs de Becker, dont une des premières collaboratrices connues d'un journal luxembourgeois, Aline Simons-Tapp, aubergiste de la capitale, qui écrivait assez souvent des articles sur des sujets de politique intérieure.

Quelques mois seulement après sa création, le *Wäschfra* était le deuxième journal comptant le plus d'abonnements postaux après le *Luxemburger Wort*.[5] Même si son nombre d'abonnés chuta à nouveau sensiblement dans les années qui suivirent, il parut pendant 16 ans, connaissant diverses interruptions et changements de nom. En 1869, le nombre d'abonnements dans tout le pays s'élevait à 420, il n'en restait plus que 194 en 1874. La vente dans les rues de la capitale et de quelques communes avoisinantes était un important mode de distribution. Le journal paraissait en quatre pages au format d'environ 33,5 x 25 cm, divisées en deux colonnes. L'abonnement trimestriel coûtait 1,60 francs en ville et 1,80 francs dans le reste du pays.

Le *Wäschfra* fut d'abord imprimé chez Michel Bourger, qui avait également déposé la caution pour le journal. Cependant, les nombreux procès de presse et la responsabilité en cascade introduite par la Constitution de 1868 en matière de législation de la presse pour les articles anonymes obligèrent le *Wäschfra* à chercher constamment une nouvelle imprimerie. Becker dut même se rabattre sur les imprimeries Poncin à Arlon et Frères Lang à Metz. Pour la même raison, le journal dut plusieurs fois changer de nom : *D'Wäschfra. Humoristisch-satirisches Wochenblatt* (La lavandière. Hebdomadaire humoristique et satirique), *Thill Eulenspiegel. Humoristisch-satirisches Wochenblatt* (Thill l'Espiègle. Hebdomadaire humoristique et satirique), *Eulenspiegel's Wort für Wahrheit und Recht* (La voix de Thill l'Espiègle pour la Vérité et la Justice), *Thill Eulenspiegel. Humoristisch-satirisches Wochenblatt. Der neutrale Pulcinell. Politisch-humoristisch-satirisches Wochenblatt* (Le pulcinelle neutre. Hebdomadaire politique humoristique et satirique), *D'Haräspel. Humoristisch-satirisches Wochenblatt* (La guêpe. Hebdomadaire humoristique et satirique), *D'Uoreg Zongen. Humoristisch-satirisches Wochenblatt* (Les mauvaises langues. Hebdomadaire humoristique et satirique) ; cependant il est à peine possible d'en retracer la suite exacte.[6] Le dernier numéro conservé est daté du 10 mai 1884.

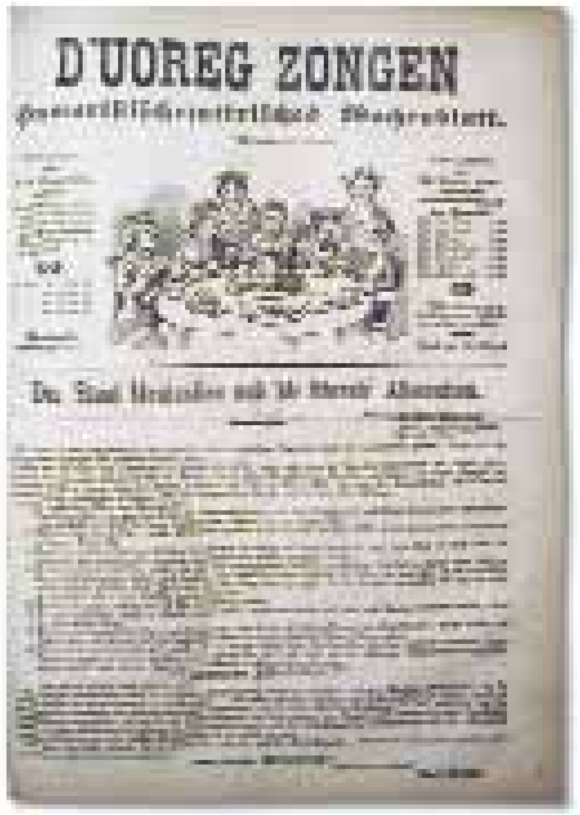
L'Inflexible

Le 29 août 1868, le libéral *Luxemburger Zeitung* annonça ironiquement une grande nouvelle, à savoir que Stamir s'était installé dans le pays avec son journal, *L'Inflexible*, et avait planté sa tente dans l'imprimerie de *L'Avenir* et de *L'Union.* Il ajouta que, comme chacun le savait, Stamir ne trouvait plus d'imprimeur à Paris, et qu'à Bruxelles, son imprimeur imprudent avait récemment été condamné à payer des dommages-intérêts de 10 000 francs. Tout comme d'autres titres avant lui, le journal antilibéral, qui défendait l'Empire, s'était retiré au Luxembourg, pour servir, de là où il était, ses lecteurs dans leur propre pays. Selon le *Vaterland* (La patrie) du 1er mai 1870, le fondateur était de Bussy, né Marchal. Et l'imprimeur qu'il avait trouvé s'appelait Heintzé. *L'Avenir* et le *Luxemburger Zeitung* annoncèrent ensuite, le 3 septembre 1868, que *L'Inflexible* paraissait au Luxembourg depuis la semaine précédente. Le rédacteur de l'hebdomadaire édité par des Français était, selon Pierre Grégoire, « Nicolas Thoma, candidat en philosophie et lettres ».[7] Le 19 septembre 1868, le *Luxemburger Zeitung* établit des affinités intellectuelles conservatrices entre Breisdorf (*Luxemburger Wort*), Thoma (*L'Inflexible)* et Joris (*L'Avenir*). Cependant, selon *L'Union* du 25 octobre 1868, la dernière édition du journal prétendument si inébranlable parut déjà vers le 7 octobre 1868.



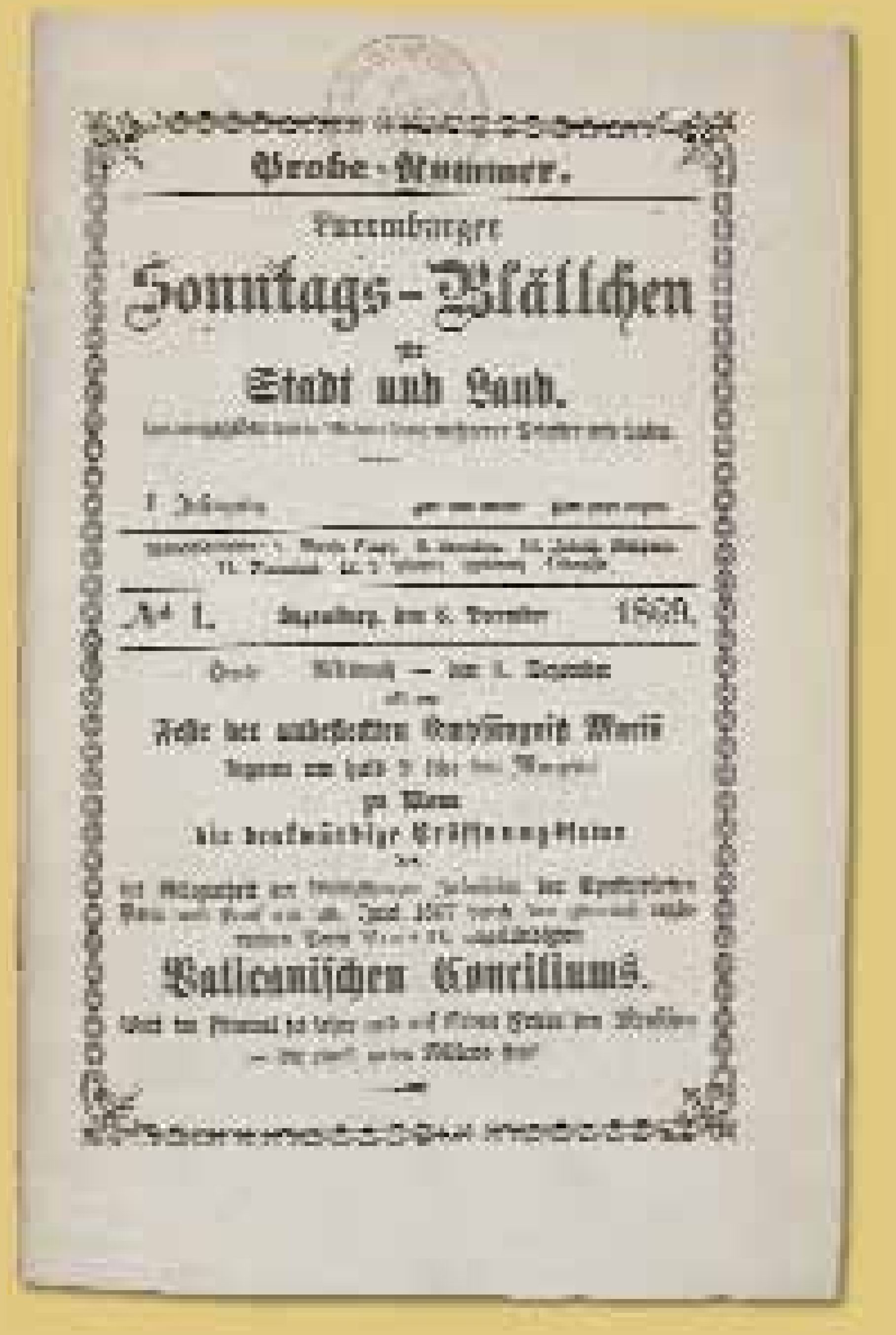
D'Wäschfra.

Premier numéro du journal satirique *D'Wäschfra* du 14 mai 1868



D'UOREG ZONGEN

Le *Wäschfra* parut provisoirement sous le nom *D'Uoreg Zongen*, édition du 19 août 1883



Probe-Nummer.

Luxemburger

Sonntags-Blättchen

für

Stadt und Land.

№ 1. 1869.

Vaticanischen Conciliums.

Premier numéro du journal catholique *Luxemburger Sonntags-Blättchen für Stadt und Land* du 8 décembre 1869

DER VOLKSFREUND

Le 10 février 1869, l'évêque publia une lettre pastorale pour condamner deux journaux : le *Wächter an der Sauer* (de Diekirch) et le *Wäschfra* (de Luxembourg). Il y interdisait en outre leur soutien par l'abonnement, la rédaction d'articles ou leur lecture et ceci sous la menace du châtiment de ne pas recevoir d'absolution valable. Le *Wächter an der Sauer* était comparé à un loup qui s'était furtivement introduit dans le troupeau qu'on avait confié à l'évêque, car le numéro 16 du 7 février aurait contenu les blasphèmes les plus effroyables contre la personne divine la plus digne d'être adorée, Jésus-Christ lui-même.[8]

Suite à cela, en l'espace de 14 jours, le *Wächter an der Sauer* cessa de paraître en raison d'un manque de lecteurs.[9] Cependant, dès le 23 février 1869, Schroell sortit son journal sous un nouveau titre, *Der Volksfreund* (L'ami du peuple). Il promettait de s'occuper en priorité de questions d'agriculture. Le rédacteur responsable était Servais Bettendorf.

Le *Volksfreund* paraissait le dimanche, le mardi et le jeudi, et à partir de juin 1872, il sortit le mardi, le mercredi et le vendredi dans un format plus grand en tant qu'organe pour les annonces notariées du district. La dernière édition parut le 31 décembre 1876, lorsque le journal riche en traditions changea à nouveau son titre et fut rebaptisé *Der Landwirth* (L'agriculteur).

Luxemburger Sonntags-Blättchen für Stadt und Land

La première édition du *Luxemburger Sonntags-Blättchen für Stadt und Land* (Petit journal dominical luxembourgeois pour la ville et le pays), inspiré par le président de l'Association des compagnons luxembourgeois, parut le 8 décembre 1869. Sous le bandeau, il était précisé que le journal était édité avec le concours de plusieurs prêtres et laïcs. Sa devise était *« Bet' und arbeit' – Gott hilft allzeit »* (Priez et travaillez – Dieu vous aide toujours). Le dessin sur la première page, représentant une consolatrice des affligés encadrée par une profusion de guirlandes, fut abandonné après seulement trois numéros, au début de l'année 1870. Dans un message adressé aux aimables lecteurs dans le premier numéro, il se présentait comme un édifiant journal familial conçu pour parents, enfants et domestiques. Il disait ne pas vouloir faire de politique, mais examiner celle-ci en relation avec la sainte religion. Le *Sonntags-Blättchen* était manifestement aussi une réponse de l'Église à l'émergence d'une presse commerciale de divertissement, qui était considérée comme une distraction séduisante et immorale. Au début, l'hebdomadaire paraissait en 16 pages au petit format de 21 x 14 cm, puis il agrandit son format et s'appela *Sonntags-Blatt* (Journal dominical). Le diminutif *« Sonndesbliedchen »* (Petit journal dominical) resta cependant plus d'un siècle dans l'usage. En date du 24 décembre 2001, après 132 ans, les Éditions Saint-Paul cessèrent de publier le deuxième plus vieux journal du Luxembourg qui comptait à la fin 4 390 abonnés dans les presbytères, les hôpitaux confessionnels et les très pieuses fermes.

L'INDÉPENDANCE

Journal conservateur *L'Indépendance luxembourgeoise* du 1er janvier 1872

L'INDÉPENDANCE LUXEMBOURGEOISE

Après que Jean Joris eut cessé de publier son *Avenir,* le premier numéro de *L'Indépendance luxembourgeoise politique et littéraire,* qu'il publia jusqu'à sa mort en 1893, parut le 1er octobre 1871. Là où d'autres avaient échoué à placer un autre quotidien sur le petit marché luxembourgeois et face à des titres vieux de plusieurs décennies, Joris connut un succès remarquable : son journal devait paraître pendant plus de 60 ans. Il avait découvert une niche pour un journal en langue française. C'était peut-être la création de journal la plus réussie dans les années après la guerre franco-allemande. *L'Indépendance* se voulait gouvernemental et pro-fonctionnaire, mais voulait également paraître plutôt neutre, sans doute pour ne choquer aucun groupe de lecteurs potentiels. Les commentaires étaient souvent affectés et moralisateurs. Malgré tout, le *Journal de Luxembourg* lui reprocha d'être hostile à la religion. Les quatre pages divisées en quatre colonnes s'ouvraient sur des actualités internationales et un feuilleton, suivis d'actualités nationales et du courrier des lecteurs en deuxième page. À la page 3 commençaient, outre une rubrique « divers », les annonces qui continuaient sur la dernière page. Des jugements de tribunal, des comptes rendus de la Chambre, de nombreuses actualités étrangères, des extraits du *Mémorial* et une ample revue de presse avaient pour but d'offrir un journal complet qui rendrait superflu l'achat d'autres titres. À en juger par le nombre de publicités aux visuels très variés, avec des encadrés ainsi que différentes polices et illustrations, pour à chaque fois de nouveaux articles de consommation – pour du chocolat, des billets de loterie, des vêtements, des jumelles, des perruques, du tabac – et des publicités pour des dentistes, des bals masqués et des joailliers, *L'Indépendance* était une entreprise rentable. Il faisait la différence entre les annonces qui coûtaient 20 centimes la ligne et les publicités à 50 centimes la ligne. Le dernier numéro conservé est daté du 31 décembre 1934.

LUXEMBURGER VOLKS-ZEITUNG

Le *Luxemburger Volks-Zeitung* (Journal du peuple luxembourgeois) et sa devise *« Freiheit – Unabhängigkeit »* (Liberté – indépendance) parut à partir de vendredi 2 juin 1871. Il semble avoir été une opération plus commerciale que politique, qui s'adressait avant tout à un lectorat de fonctionnaires de la capitale.

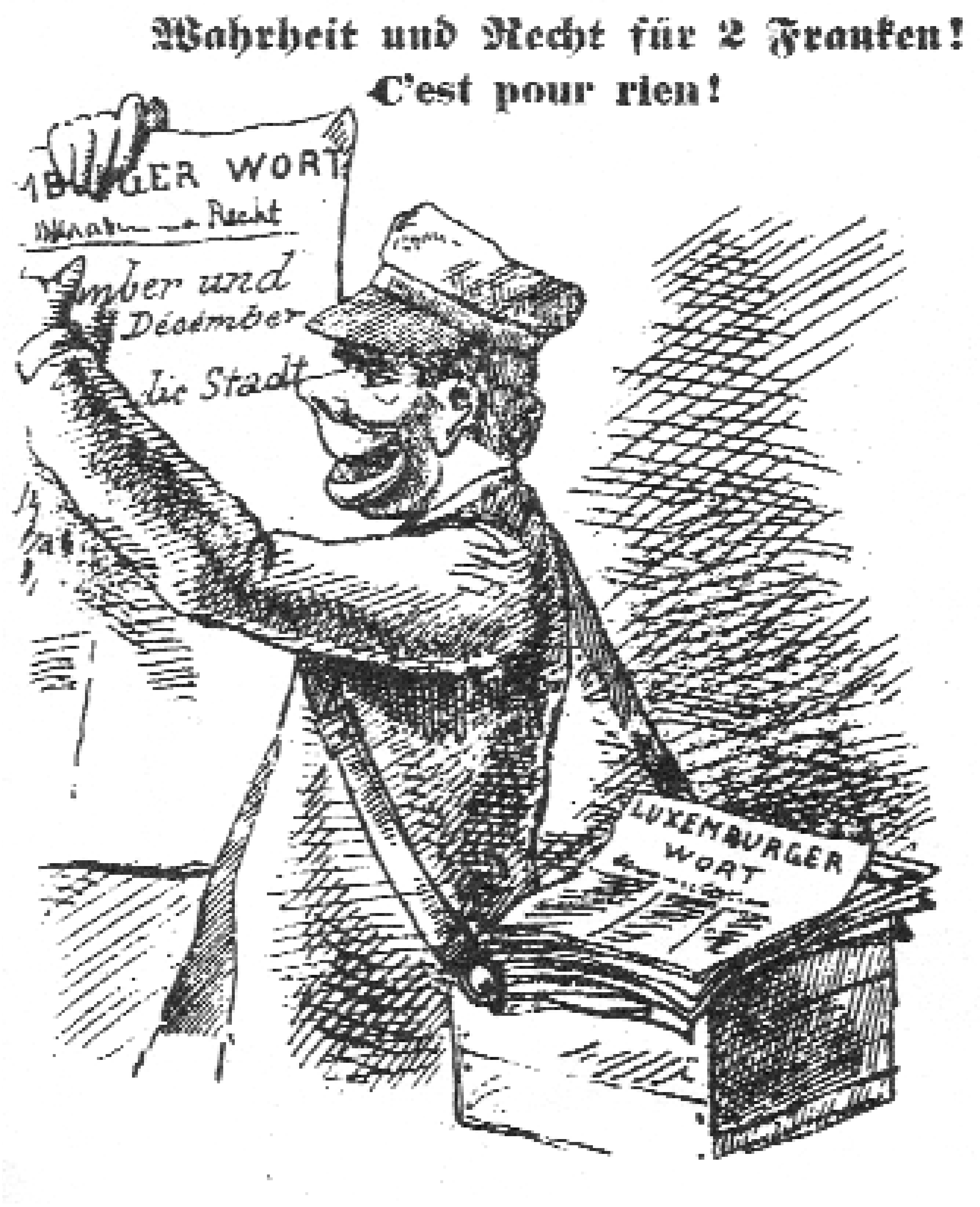
Dans leur programme, les éditeurs se décrivaient comme des commentateurs expérimentés de la politique intérieure, se présentaient désormais simplement au public sous une nouvelle forme et parlaient la langue du peuple. Leur principal désir était le bien-être de ce lopin de terre auquel ils avaient la chance d'appartenir. Malgré tout, le *Luxemburger Wort* lui reprocha un mois plus tard non seulement d'être hostile à la religion, mais également d'avoir des tendances annexionnistes. Nicolas Thoma, qui avait déjà collaboré à *L'Inflexible,* est cité comme rédacteur.

Dans son programme, le *Luxemburger Volks-Zeitung,* qui se qualifiait de journal politique, se prononça contre le fanatisme religieux. Il plaidait pour l'égalité des citoyens et une meilleure rémunération des fonctionnaires, mais passait sous silence par exemple la question naissante du sort des ouvriers. Dès la première édition, il annonça la fin de la Commune en déclarant que le drapeau rouge, qui menaçait le monde entier depuis Paris, était tombé.

Ce qui était frappant dans la mise en pages du journal d'un format de 49 x 33 cm, était que dans les premiers numéros, les annonces étaient publiées sur la première page et seulement à partir du huitième numéro à la page 4, comme dans tous les autres journaux. En outre, une vue d'ensemble de la situation internationale, le courrier des lecteurs, un feuilleton et des nouvelles nationales se suivaient sur les quatre pages dans l'ordre habituel. Le *Luxemburger Volks-Zeitung* était imprimé par les frères Heintzé. L'abonnement coûtait 3,75 francs en ville et 4,75 dans le reste du pays. Les annonces coûtaient 15 centimes la ligne.

Le *Luxemburger Volks-Zeitung* paraissait les jours ouvrables, c'est-à-dire du mardi au dimanche. Comme l'imprimerie était fermée le dimanche, il n'y avait pas d'édition le lundi. La dernière édition conservée est le numéro 116, paru dimanche 15 octobre 1871.

Premier numéro du journal favorable aux fonctionnaires, *Luxemburger Volks-Zeitung* du 2 juin 1871



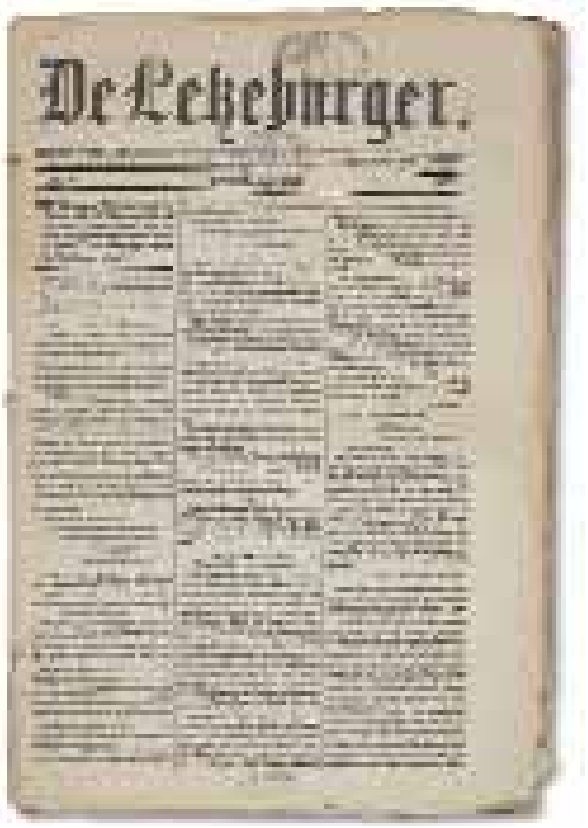
Caricature d'un livreur de journaux tirée du journal *D'Wäschfra*, d'après Tousch 1979

DE LETZEBURGER

Quarante-trois ans après le premier livre en langue luxembourgeoise d'Antoine Meyer, le premier journal portant un titre luxembourgeois, *De Letzeburger,* parut la même année que le *Renert* de Michel Rodange, vers le 5 mai 1872. Toutefois, mis à part quelques dialogues satiriques, les articles étaient rédigés en allemand. L'éditeur était N. Thoma, qui selon ses propres indications (21.7.1872) fut à partir de 1866 le rédacteur rémunéré de deux journaux et avait créé le 1er juin 1871 le *Luxemburger Volks-Zeitung* (Journal du peuple luxembourgeois), un journal qui n'avait pas connu de succès. Les élections du 11 juin 1872 semblent avoir déclenché la création du *Letzeburger.* Cependant, il ne voulait pas être un pamphlet, mais un journal aux rubriques diverses. C'est pourquoi il continua à paraître après les élections. Le 12 mai 1872, le rédacteur dut toutefois se défendre de n'être qu'un minable gratte-papier à la solde des Metz, Brasseur et Scherff, candidats libéraux et, par intérêt économique, pro-allemands. Toutefois, selon Grégoire, Thoma était rédacteur au très antilibéral *L'Inflexible.* Le catholique *Luxemburger Wort* le tenait également, sans preuves, pour un collaborateur du libéral *Luxemburger Zeitung* et du *Wäschfra* satirique.

Le journal accordait une place importante aux thèmes de la politique intérieure de l'époque, comme par exemple la Banque nationale, les concessions de minerai et les chemins de fer. Le 16 juin 1872, le *Letzeburger* déplora qu'ils aient subi une défaite lors des élections. Il promettait toutefois de maintenir sa position face à la pression cléricale et gouvernementale et face au « parti des Français ».

Composé de quatre pages au format de 40 x 26 cm, divisées en trois colonnes, le *Letzeburger* commençait par des communiqués officiels. Les commentaires se poursuivaient jusqu'en page 2 et étaient suivis des nouvelles locales. À la page 3 commençait le feuilleton qui continuait jusqu'à la dernière page quand il n'y avait pas suffisamment d'annonces.


De Letzeburger.

Journal libéral *De Letzeburger* du 12 mai 1872

LE COURRIER D'ESCH-SUR-ALZETTE

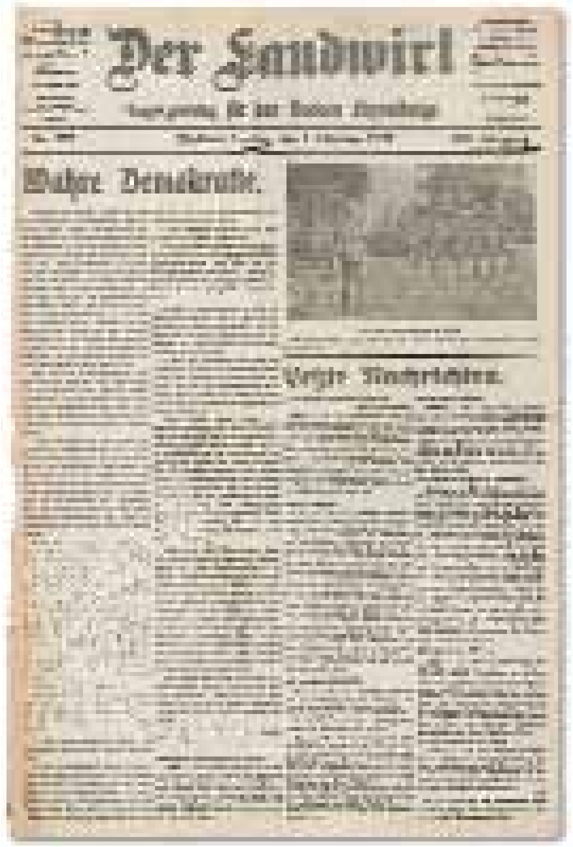
Les premiers journaux locaux étaient nés dans l'Oesling et à la Moselle. Avec la découverte et la concession du minerai de fer du Bassin minier, de nombreuses personnes quittèrent le nord et s'installèrent dans le sud du pays pour y trouver du travail. La création d'un premier journal local dans le Bassin minier n'était donc plus qu'une question de temps.

Le 2 janvier 1873 parut le premier numéro du *Courrier d'Esch-sur-Alzette.* Il déclarait que le travail procurait la liberté et promettait de défendre les intérêts du bassin minier d'Esch.

Le journal rédigé à Luxembourg était édité par l'imprimerie Fr. Beffort, par l'intermédiaire de l'entreprise Kremer d'Esch. Il paraissait avec la même mise en pages que l'ancien *Courrier du Grand-Duché* et était rédigé en allemand et en français. Les trois premiers numéros furent distribués gratuitement, toutefois on admit dès la première édition que l'abonnement était plus cher que celui de nombreux autres journaux. Le *Courrier d'Esch-sur-Alzette* paraissait deux fois par semaine, mais il semblait avoir été édité prématurément et cessa de paraître peu de temps après.

DER LANDWIRTH

Le 3 janvier 1877, l'imprimerie Schroell de Diekirch rebaptisa son *Volksfreund,* l'appelant cette fois *Der Landwirth. Organ des königlichen Ackerbauvereins des Großherzogthums zugleich Zeitung für die notariellen Anzeigen des Arrondissements Diekirch* (L'agriculteur. Organe de l'Association agricole royale du Grand-Duché et également journal pour les annonces notariées de l'arrondissement de Diekirch). Ainsi, le journal, qui était tantôt un journal d'opinion libéral, tantôt un journal d'annonces apolitique selon la conjoncture, l'auteur et les titres changeants, voulait mettre en avant sa spécialisation par rapport à d'autres journaux.



Der Landwirt

Wahre Demokratie.

Letzte Nachrichten.

À cause de la révolution industrielle et de la croissance démographique, la présentation des nouvelles techniques pour l'amélioration de la productivité agricole devint une question importante. Le *Landwirth* était avant tout un assemblage d'articles repris des journaux agricoles des pays voisins. Le compte rendu de la Chambre provenait du *Luxemburger Zeitung.* S'y ajoutaient des nouvelles d'associations, des annonces et un feuilleton. Jusqu'au 23 mai, J. N. Moes de Weiler-la-Tour faisait partie de la rédaction, comme on pouvait le lire le 20 juin 1887.

Le *Landwirth* essayait de paraître politiquement neutre, même s'il fut représenté comme anticlérical lors de la polémique sur l'école au début du nouveau siècle. Le 2 juillet 1926, il fusionna avec le *Nationalzeitung* du ministre d'État Pierre Prüm, qui s'était retiré de ses fonctions quelques jours auparavant.

Le *Landwirth* paraissait trois fois par semaine, le mercredi, le vendredi et le dimanche, sur quatre pages au format de 47 x 32 cm, divisées en quatre colonnes. Du 5 février 1913 à fin mars 1921, il parut quatre fois par semaine, dut cependant à nouveau renoncer à une parution hebdomadaire à partir du 1er avril 1921. Finalement, il réussit à paraître quotidiennement. Le prix de l'abonnement était de 2,50 francs à Diekirch et de 3 francs dans le reste du pays, le prix au numéro était de 15 centimes. Le *Landwirth,* qu'on écrivit *Landwirt* après la réforme orthographique allemande, parut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale avec différents sous-titres. Sa dernière parution date du 30 septembre 1940.

Le journal *Der Landwirt[h]* fêta en 1937 sa 100e année de parution. Il était l'un des successeurs du *Wochen-Blatt für Bürger und Landsleute,* fondé en 1837

DER ARBEITER

Le journal *Der Arbeiter. Organ der Arbeiterbevölkerung Luxemburgs* (L'ouvrier. Organe de la population ouvrière du Luxembourg) avait pour devise « *Thue Recht und scheue Niemand* » (Fais ce qui est juste et ne crains personne). Apparemment, il était exclusivement rédigé par des ouvriers. Le premier numéro parut à l'essai mercredi 3 janvier 1878. Le journal hebdomadaire parut par la suite le samedi.

Sous le titre « *Unser Programm* » (Notre programme), la première édition rappelait que cela faisait déjà longtemps que l'on réclamait un organe destiné spécialement aux ouvriers luxembourgeois. L'*Arbeiter* promettait toutefois de ne pas devenir un organe socialiste, mais simplement d'informer les ouvriers sur leurs droits et devoirs. Même par la suite, le journal, qui se battait pour une élévation morale de la classe ouvrière, nia les penchants sociaux-démocrates qu'on lui reprochait.

Contrairement à l'hebdomadaire du même nom de N. S. Steffen, l'*Arbeiter* essaya de façon plus intensive d'éclairer ses lecteurs à partir de 1880 en adoptant une attitude critique face à la religion. Le 7 août 1880, il dut donc faire état du terrible « orage » qu'était le procès où s'opposaient prêtres et ouvriers. Au fil des années, le journal, cofinancé par des propriétaires d'usine libéraux, se radicalisa, devenant de plus en plus anticlérical.

Sur quatre pages au format de 35 x 24 cm, divisées en trois colonnes, l'*Arbeiter* commençait par un commentaire et un feuilleton, comme « *Schloß und Hütte* » (Château et cabane), suivi d'une chronique à la page 2, de nouvelles nationales, du courrier des lecteurs, d'articles sur des innovations techniques et d'articles distrayants à la page 3. Il se terminait par des annonces à la page 4.

Der Arbeiter.

Premier numéro de l'*Arbeiter* du 3 janvier 1878

L'*Arbeiter* ne devait toutefois pas seulement être un journal d'information pour les ouvriers, terme par lequel on entendait plutôt des artisans salariés que des ouvriers industriels non qualifiés, mais également préparer la création de l'Association ouvrière générale du Luxembourg[11], survenue trois mois plus tard.

L'*Arbeiter* discutait de la formation des apprentis, de la législation des usines et des soumissions mais aussi du suffrage universel. En outre, il reproduisait des poèmes en luxembourgeois et en allemand de N. S. Pierret et de J. Molitor, mais faisait à peine état de la situation sociale des ouvriers au Luxembourg.

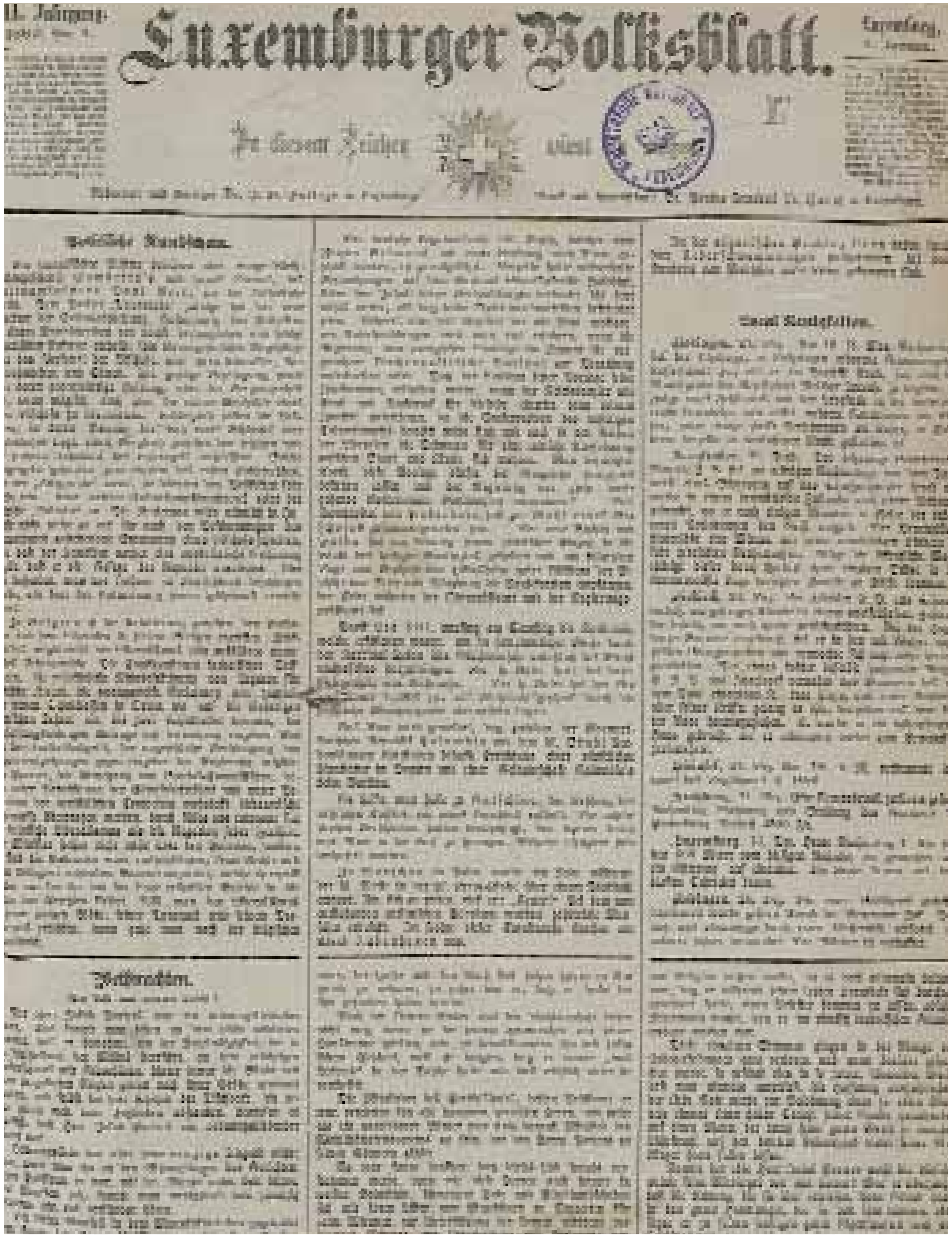
À partir de Noël 1881, selon ses propres indications, Charles-André Engel, qui avait déjà été responsable du *Volkswille,* en devint le rédacteur[12]. Engel citait également le président de l'Association ouvrière, F. Perny, et les entrepreneurs Godchaux comme bailleurs de fonds du journal. Selon Engel, le nombre d'abonnements grimpa jusqu'à 598. Exception faite de la deuxième année de parution, où environ 500 francs de bénéfice furent comptabilisés, le journal se soldait, malgré des dons, par un déficit annuel se situant entre 392 et 1 345,13 francs.

L'abonnement coûtait 1,25 francs dans la capitale et 1,6 francs dans le reste du pays. Le journal indiquait également ses prix à l'étranger : pour la Belgique (1,74 francs), l'Allemagne (1,60 francs) et la France (2,10 francs). Le tarif des petites annonces était de 10 centimes la ligne, les annonces d'offres d'emploi pour abonnés étaient un service gratuit proposé aux lecteurs sans travail.

L'*Arbeiter* fut d'abord imprimé chez L. Schamburger, puis à partir de janvier 1880 chez J. Joris et à partir de janvier 1882 chez la veuve Bourger. Le dernier numéro conservé est daté du 4 novembre 1882.

La Patrie

Le 14 avril 1878 parut le premier numéro de *La Patrie. La Gazette du Grand-Duché de Luxembourg,* un quotidien catholique au format folio imprimé et publié par l'imprimeur Louis Schamburger.[10] Dans son programme, le journal se distançait des trois autres quotidiens politiques qui étaient d'après lui trop clérical pour l'un, trop libéral pour l'autre et trop opportuniste pour le dernier. De sorte que même pour une population avant tout rurale de 200 000 âmes, il restait un créneau pour un autre journal. Cependant, la tentative d'établir un nouveau quotidien catholique échoua avant le mois d'octobre de la même année.



Luxemburger Volksblatt.

Journal catholique *Luxemburger Volksblatt*
du 1er janvier 1882

LUXEMBURGER VOLKSBLATT

En 1880 parut un complément politique du *Luxemburger Sonntagsblatt,* qui porta jusqu'en 1882, en référence à Constantin le Grand, le sous-titre militant, illustré par un crucifix, *In diesem Zeichen wirst du siegen* (Par ce signe tu vaincras).

Le curé de Pintsch, Jean Baptiste Fallize, avait repris en 1875 la rédaction du journal familial catholique *Luxemburger Sonntags-Blättchen für Stadt und Land.* Il l'avait rebaptisé *Luxemburger Sonntagsblatt für Erbauung, Unterhaltung und Belehrung* (Journal dominical luxembourgeois pour l'édification, le divertissement et l'instruction) et y avait également inséré des articles plus politiques. Il entreprit ensuite une séparation rédactionnelle et sortit le *Luxemburger Volksblatt. Politisches Beiblatt zum Luxemburger Sonntagsblatt* (Journal populaire luxembourgeois. Complément politique au Journal dominical luxembourgeois). Il accompagna ainsi également sa carrière politique, car Fallize devint député en 1881.

L'hebdomadaire querelleur exprimait l'ambiance du *Kulturkampf* de son époque et les divergences d'opinion au sein du clergé luxembourgeois. Avec un zèle religieux, il se plaignait encore, 100 ans après le *Journal historique et littéraire* de François-Xavier de Feller, de la décadence morale de l'époque. Il luttait en faveur des missions et d'une politique scolaire religieuse et combattait les juifs, les francs-maçons et les libéraux. Le *Freie Wort* du 29 décembre 1884 qualifia le journal militant de « Wäschfra catholique » en référence au journal satirique anticlérical.

Le journal, qui parut d'abord le dimanche, puis, à partir du 2 avril 1884, le dimanche et le mercredi, pouvait être abonné seul ou comme supplément au *Luxemburger Sonntagsblatt.* L'abonnement annuel coûtait 3 francs en ville et 3,85 francs dans le reste du pays, et en tant que supplément du *Sonntagsblatt,* le journal coûtait respectivement 1,60 et 1,75 francs. Lorsqu'il parut deux fois par semaine, le prix de la publication seule augmenta respectivement à 5 et 5,50 francs.Le journal dominical, qui était imprimé sur quatre pages au format de 40 x 27 cm, divisées en trois colonnes, fut produit chez J. Hary puis par l'Imprimerie Saint-Paul. La première page s'ouvrait sur une chronique politique le plus souvent consacrée à l'étranger, des nouvelles locales et un feuilleton, puis suivaient le compte rendu de la Chambre et des polémiques contre d'autres journaux à la page 2. Des commentaires sur l'actualité et le courrier des lecteurs étaient imprimés à la page 3. La dernière page était réservée aux annonces.

Lorsque Fallize fut nommé préfet apostolique en Norvège en 1887, il abandonna son mandat de député. Le *Luxemburger Volksblatt* cessa de paraître le 28 décembre 1887. Le comité de direction de l'Œuvre catholique luxembourgeoise publia le *Luxemburger Volksblättchen für Haus, Werkstatt und Fabrik* (Petit journal populaire luxembourgeois pour la maison, l'atelier et l'usine), qui fut également imprimé à l'Imprimerie Saint-Paul. En 1933, un nouveau journal allait reprendre le titre de *Luxemburger Volksblatt.*

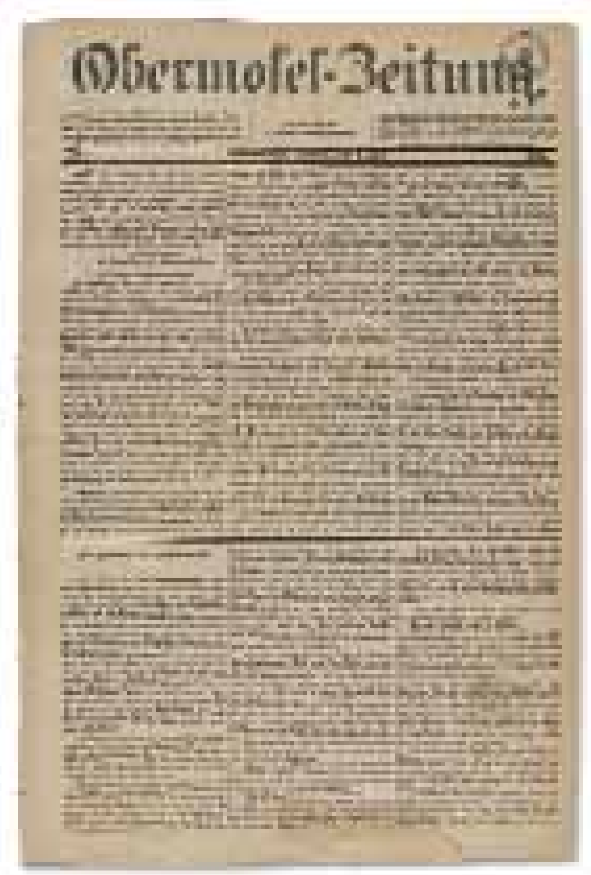
Jean Baptiste Fallize (1844-1933), l'un des protagonistes les plus radicaux du *Kulturkampf*

OBERMOSEL-ZEITUNG

Après avoir assez souvent lu les deux journaux de parti de la capitale, le *Luxemburger Wort* et le *Luxemburger Zeitung,* il s'était rendu compte qu'il existait un marché pour un autre journal. C'est ainsi que, 50 ans plus tard, l'imprimeur Josef Eßlen, venu de Trèves comme Schroell autrefois, se souvenait de la création de l'*Obermosel-Zeitung* (Journal de la Haute-Moselle).[13] En tant qu'étranger, il n'avait pas osé s'établir à Luxembourg-ville, et s'était de ce fait installé dans une localité frontalière voisine de la Prusse. Il avait d'abord pensé à Remich puis, après s'être mis d'accord avec le bourgmestre et doyen de cette localité, il avait choisi Grevenmacher, qui était du point de vue commercial presque un faubourg de Trèves. Après un numéro zéro, le premier numéro de l'*Obermosel-Zeitung,* imprimé et édité par J. Eßlen à Grevenmacher, parut samedi 2 juillet 1881.

N'étant pas impliqué dans les débats politiques au Luxembourg, Eßlen tenta de créer un journal de masse populaire apolitique. C'est pourquoi il misait sur les nouvelles locales et remplissait son journal de tous les commérages de village qui arrivaient à ses oreilles. C'était une recette payante qui, à cette époque, portait ses fruits aussi dans les pays voisins et que de nombreux lecteurs cultivés considéraient, avec condescendance, comme une décadence moderne de la presse.

Vu qu'Eßlen, en tant qu'étranger, manquait de contacts personnels, il construisit de façon systématique un réseau de correspondants locaux payés à la ligne, qui devaient lui fournir le plus rapidement possible des nouvelles, des plus importantes aux plus insignifiantes, provenant si possible de toutes les régions du pays et des villages frontaliers. Les journaux concurrents reprochèrent à l'*Obermosel-Zeitung* d'employer des « bourreurs de ligne ».



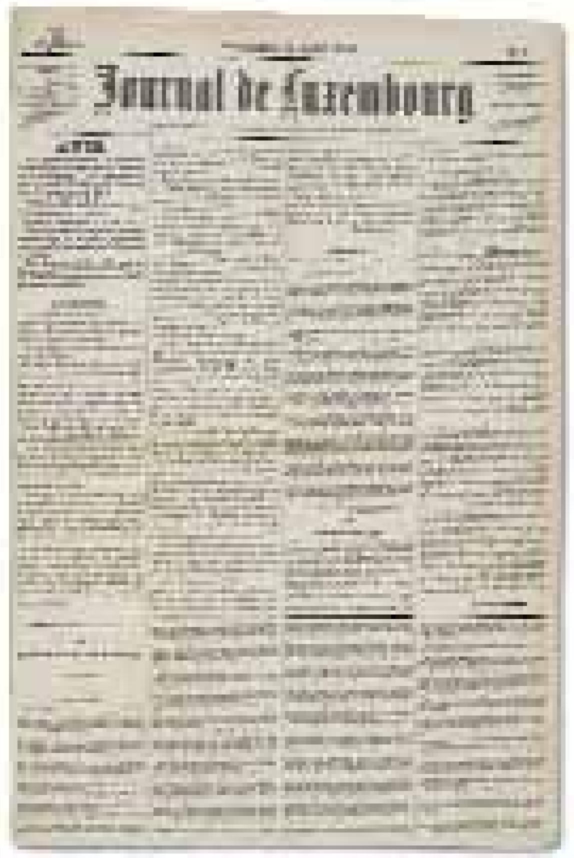
Obermoſel-Zeitung.

Premier numéro de l'*Obermosel-Zeitung*
du 2 juillet 1881

Au début, selon Eßlen, le nouveau journal comptait déjà 200 abonnés qui étaient prêts à payer 1,30 francs. Dès 1884, l'*Obermosel-Zeitung* se présentait comme le journal le plus diffusé au Grand-Duché de Luxembourg. En quelques années seulement, toujours d'après Eßlen, le tirage était passé à 10 000 exemplaires, et l'*Obermosel-Zeitung* était, peu avant le passage au siècle suivant, le journal le plus diffusé du pays. Lorsqu'il fut de nouveau dépassé par la concurrence, il se vanta de façon équivoque d'être le plus grand journal du pays, car avec son format de 64,5 x 49 cm, c'était l'un des plus grands journaux de l'histoire du Luxembourg.

L'*Obermosel-Zeitung* tenta de satisfaire aux nouveaux besoins de ses lecteurs. Il accorda de plus en plus de valeur aux feuilletons et aux articles divertissants, et proposa, en tant que quotidien, tout comme ses concurrents, un supplément dominical illustré et des romans-feuilletons d'un format deux fois inférieur à celui du journal, qui pouvaient être détachés, pliés et collectionnés. Cependant, ses tentatives d'expansion dans le sud en pleine croissance échouèrent avec le journal *Escher Nachrichten. Sonderausgabe der Obermosel-Zeitung für den Kanton Esch und nächste Umgebung* (Nouvelles d'Esch. Édition spéciale de l'*Obermosel-Zeitung* pour le canton d'Esch et environs proches). Au début, il paraissait une fois par semaine, le samedi, puis, au bout de six mois, le mercredi et le samedi, ensuite trois fois par semaine et enfin, à partir de 1923, de façon quotidienne. L'*Obermosel-Zeitung* parut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et, après la Libération, jusqu'au 3 avril 1948, date à laquelle il fusionna avec l'*Unio'n* pour former le *Letzeburger Journal* (Journal luxembourgeois).

JOURNAL DE LUXEMBOURG



Premier numéro du catholique *Journal de Luxembourg* du 16 juillet 1884

Le deuxième quotidien en français en vente dans les années 1880, le *Journal de Luxembourg,* parut à partir de mercredi 16 juillet 1884, tous les jours sauf le lundi, et était produit respectivement à l'imprimerie J. Hary et à l'Imprimerie Saint-Paul. C'était la première tentative des éditions ecclésiastiques de publier, en plus du *Luxemburger Wort,* un quotidien en français.

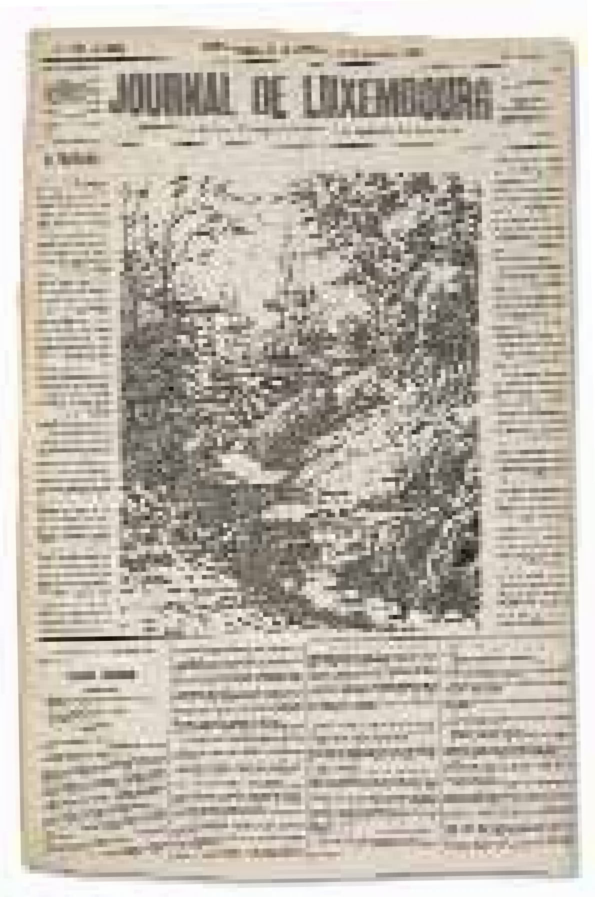
Le titre était la traduction de celui du libéral *Luxemburger Zeitung*. Dans sa première édition, le *Journal de Luxembourg* se présentait comme un journal conservateur en langue française et comme une mesure pour se défendre contre un journal en français qui s'attaquait à la religion. Il voulait sûrement parler de *L'Indépendance luxembourgeoise politique et littéraire,* qui paraissait depuis le 1^er^ octobre 1871. Mais pour le *Journal de Luxembourg,* la lutte des ennemis de la religion, partout dans le monde, était également devenue palpable au Luxembourg.

Les commentaires du *Journal de Luxembourg* étaient pour la plupart abstraits et moralisateurs, et la politique intérieure était au début un thème très rarement abordé. Parfois, il polémiquait également contre le libéral *Luxemburger Zeitung* et contre l'*Indépendance* « ministériel » et était traité par celui-ci de « journal sacristain ». Il s'intéressait à la loi scolaire et à la franc-maçonnerie. Après la démission du ministre d'État Felix de Blochhausen, renversé suite à des spéculations boursières, il cita le 9 janvier 1885 le journal *Indépendance belge* et se plaignit du fait que les Luxembourgeois avaient comme toujours appris par la presse étrangère ce qui les concernait en premier.

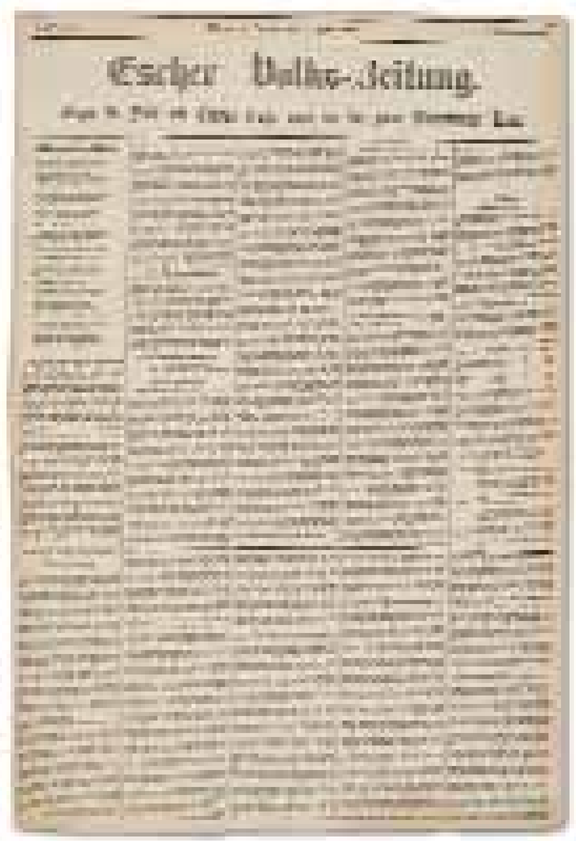
Les quatre pages au format de 48,5 x 33 cm, divisées en quatre colonnes, commençaient par des extraits du *Mémorial,* un bulletin de politique étrangère ou une revue de presse ainsi qu'un feuilleton. La deuxième page était réservée aux polémiques et aux nouvelles locales. À la page 3 se trouvaient une chronique avec des nouvelles de Lorraine, région frontalière, ainsi que les cours de la Bourse et des nouvelles artistiques et scientifiques. Des annonces remplissaient la dernière page.

Parfois, le *Journal de Luxembourg* illustrait sa première page avec une gravure, par exemple la statue équestre de Guillaume II le 5 novembre 1884 ou la région du Mullerthal le 19 septembre 1887. Jusqu'à fin 1885, un supplément dominical illustré de huit pages, au format de 30 x 21 cm, était encarté dans le *Journal de Luxembourg*. Il s'agissait en fait de *L'illustré pour tous,* imprimé à Paris par l'éditeur catholique français Victor Palmé, et dont seul le bandeau avait été remplacé.

Le rédacteur responsable était Joseph Moressée, né en 1859 à Louvain. Le vicaire Gregor Keiser et le journaliste Jean-Pierre Prosper Müllendorff collaboraient au *Journal de Luxembourg*. Le dernier numéro parut quatre ans après la création du journal, vendredi 30 septembre 1887, au moment où toute la presse catholique fut réorganisée.



Journal de Luxembourg du 19 septembre 1887 avec une vue de la région du Mullerthal en première page


Escher Volks-Zeitung.

Premier numéro du journal catholique *Escher Volks-Zeitung* du 17 mai 1884

ESCHER VOLKS-ZEITUNG

Le 17 mai 1884, dix ans après la tentative manquée du *Courrier d'Esch-sur-Alzette,* sortit le numéro pilote d'un deuxième journal pour Esch, l'*Escher Volks-Zeitung. Organ für Stadt und Canton Esch, sowie für das ganze Luxemburger Land* (Journal du peuple d'Esch. Organe pour la ville et canton d'Esch ainsi que pour tout le Luxembourg). Son titre semblait être une variante du *Luxemburger Volks-Zeitung* de 1871.

Le premier numéro commençait par un poème *« Maiengruß an Maria »* (Salut de mai à Marie). Le journal était catholique dans une région où le mouvement ouvrier naissant devait tôt ou tard afficher des tendances socialistes. Il promettait cependant de ne pas être uniquement un journal religieux ou ecclésiastique.

L'*Escher Volks-Zeitung* fut publié à Esch chez l'imprimeur et éditeur J. H. Willems. L'hebdomadaire paraissait le samedi, l'abonnement coûtait 1,25 francs et les annonces 15 centimes la ligne.

Le journal, qui comptait quatre pages au format de 53 x 35,5 cm, divisées en cinq colonnes, commençait par une chronique politique, des nouvelles nationales et un feuilleton qui continuait sur la deuxième page. Les actualités internationales qui suivaient et la rubrique « divers » en page 3 semblaient également reprises, pour la plupart, d'autres journaux luxembourgeois et étrangers. Le verso de la dernière page était réservé aux annonces, qui commençaient souvent déjà en page 3. La dernière édition conservée est datée du 27 juin 1891.

DAS FREIE WORT

L'accession du *Luxemburger Wort* au titre de plus grand journal luxembourgeois du XX^{e} siècle ne se fit pas sans revers. L'*Anzeige-Blatt* (Journal d'annonces) fut créé en 1871, et suite à cela, presque toutes les annonces notariées et de nombreuses autres vinrent à manquer, alors qu'elles constituaient jusque-là la source de revenus la plus importante et la plus sûre du *Wort,* ainsi que s'en souvenait son ancien imprimeur, Pierre Brück.[14]

À partir du 1er avril 1856, Pierre Brück imprima le *Luxemburger Wort* pendant presque quatre décennies. L'évêché, comme les éditeurs du journal concurrent, le *Luxemburger Zeitung,* voulait mettre fin à la dépendance par rapport à un éditeur et imprimeur étranger. Après un court intermède à l'imprimerie de Louis Schamburger en 1884, le journal fut produit par l'imprimeur Jean Hary (1884-87) [15].

D'après Brück [16], l'ancien évêque Adames céda ses droits éventuels sur le *Wort* à son successeur, l'évêque Koppes, par un acte de donation le 31 décembre 1883. L'évêque Koppes vendit, pour sa part, son prétendu droit de propriété du *Wort* à l'imprimeur Joh. Hary de Luxembourg le 25 avril 1884. Le 20 novembre 1886 et le 3 février 1887, Hary fonda en compagnie de son beau-fils, le chancelier épiscopal Louis Held, l'Imprimerie Saint-Paul qui devint par testament propriété de l'évêque.

Lorsqu'il perdit sa commande d'impression qui avait duré des décennies, Brück détourna le *Luxemburger Wort* le 17 novembre 1884 et polémiqua en gros titres contre les 34 mensonges prétendument diffusés dans un supplément du *Volksblatt* par l'ancienne rédaction. Le lendemain, le *Luxemburger Wort,* toujours imprimé par Brück, publia une grande annonce faisant de la publicité pour un nouveau journal, *Das Freie Wort* (La parole libre).

Brück avait tenté, en allant devant les tribunaux, de se faire attribuer la propriété du *Luxemburger Wort,* mais, en attente de son jugement, la cour avait ordonné que le *Luxemburger Wort* serait provisoirement imprimé chez L. Schamburger à partir du 19 novembre 1884.

La première édition du *Freie Wort* parut mercredi 19 novembre 1884. Le premier numéro parlait de la mesure désespérée prise par le célèbre parti arriviste pour priver les véritables lecteurs catholiques du pays de leur organe.

Trente-six ans après la création du *Luxemburger Wort,* il y eut soudain deux quotidiens catholiques concurrents en langue allemande. La cause en était sans aucun doute la querelle au sujet de la commande d'impression, mais cela cachait également des divergences d'opinion au sein du clergé sur le degré de collaboration avec l'État libéral, voire la résistance contre ce dernier.

Les comptes rendus du *Freie Wort* sur la Chambre et le conseil communal étaient sans grandes nouvelles, les polémiques contre la presse libérale étaient rares. Par contre, le journal luttait régulièrement contre les dominicains de l'évêché, qui interdisaient la lecture du *Freie Wort* sous peine de sanction de l'Église, comme il l'annonça le 30 mars 1885. Les allusions répétées à Clara Moes, la religieuse de Limpertsberg, communément appelée Klara Wupp, devaient avoir été accrocheuses. Cette religieuse avait intenté un procès au *Freie Wort* pour avoir publié des lettres en novembre 1885. Le 13 mars 1886, la rédaction proposa à ses lecteurs les plus prudents d'envoyer à ces derniers le journal dans une enveloppe sans marque distinctive, et elle rapporta le 28 avril 1886 que ses abonnés d'Ehnen s'étaient même vu refuser la communion.

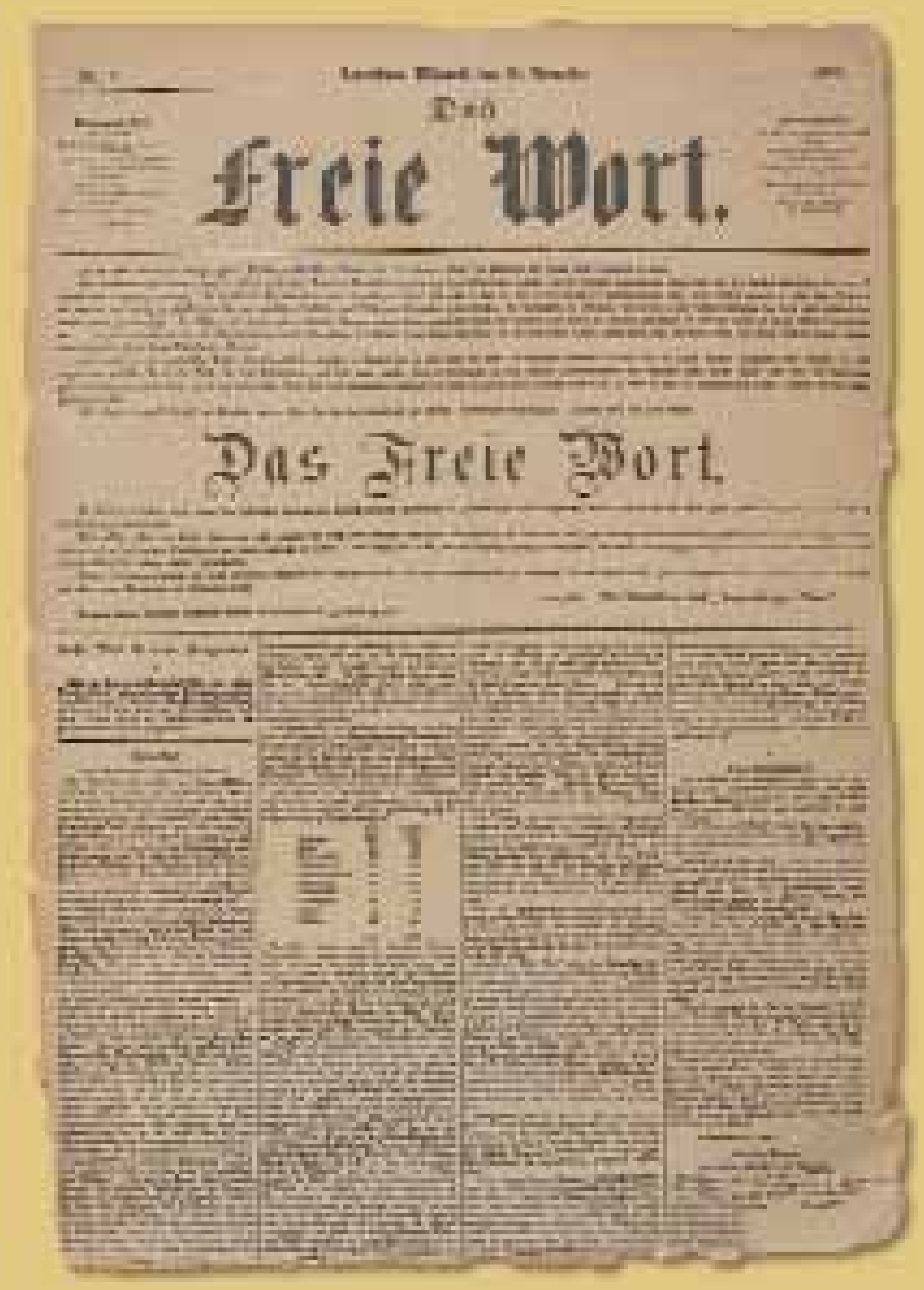
Grâce à ses connaissances d'ancien imprimeur, Brück publia pour se défendre *Die Lebensgeschichte des Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht 1848-1884* (La biographie du *Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht* 1848-1884). La querelle entre Brück et l'imprimerie épiscopale gagna même les almanachs. Le *Luxemburger Wort* se plaignit en 1886 que le *Luxemburger Hauskalender* (Calendrier domestique du Luxembourg), dans sa 24e année de parution, était tombé aux mains de Brück, hostile à l'Église, qui se vantait de publier le *Luxemburger Handkalender* (Manuel calendaire du Luxembourg) dans sa 120e année de parution et qui décrivait le *Luxemburger Marienkalender* (Calendrier marial du Luxembourg) comme livre jaune du Dr Fallize.

Le *Freie Wort,* au format de 52 x 36 cm et composé de quatre pages divisées en quatre colonnes, commençait par un tour d'horizon de la politique et un feuilleton, suivis du compte rendu de la Chambre, de polémiques et de nouvelles nationales sur la deuxième page. En page 3 se trouvaient les nouvelles internationales et la rubrique « divers », et en page 4 les annonces, au sujet desquelles le *Luxemburger Wort* et le *Freie Wort* se querellaient au début. À partir du 17 décembre 1884, des journaux familiaux illustrés parurent deux fois par mois en supplément, mais ils furent supprimés en 1886 à cause du manque d'intérêt qu'ils suscitaient.

Le *Freie Wort* était rédigé par Charles André Engel (1849-1900) et Jean-Nicolas Moes (1857-1907). L'abonnement coûtait 3 francs dans la capitale et 3,75 dans le reste du pays, le prix à l'unité était de 15 centimes et les annonces coûtaient 20 centimes la ligne. À partir de mars 1886, les lecteurs du *Freie Wort* purent acheter une sonnette de porte pneumatique au prix préférentiel de 15 francs au lieu de 24.

Le dernier numéro parut le 31 mars 1887. Le *Freie Wort* fut ensuite remplacé par le *Luxemburger freie Presse.* La veille, il avait annoncé qu'il n'y avait plus de raisons qui justifiaient à l'époque la parution du nouveau journal. Il écrivit aussi que le chef du groupe qu'il avait combattu jusque-là, le Dr Fallize s'était retiré de la vie politique et avait disparu du champ de bataille électorale. Fallize avait été nommé préfet apostolique en Norvège. Il abandonna son mandat de député ainsi que la direction de la rédaction du *Luxemburger Wort,* et l'évêché put mettre de l'ordre dans sa presse. August Koppes, le frère de l'évêque, reprit la direction de l'Imprimerie Saint-Paul, et ainsi cessa la parution des journaux de lutte de Fallize, le *Luxemburger Volksblatt* et le *Luxemburger Wochen-Zeitung.* André Welter, qui lui succéda, fut le premier laïc à la tête de la rédaction du journal catholique. Le 19 octobre 1882, faisant allusion au juif rebelle de l'Ancien Testament, le libéral *Luxemburger Zeitung* surnomma son ancien collaborateur Welter le Mardochée du *Wort* et se moqua de l'ancien enseignant et clerc de notaire devenu romancier ; il avait publié en 1878 la nouvelle *Eldorado und Golgatha* sous le pseudonyme d'Andreas Retlew.

Le titre du journal catholique *Das Freie Wort* fut utilisé plus de quarante ans plus tard par la Libre Pensée luxembourgeoise pour son organe officiel.

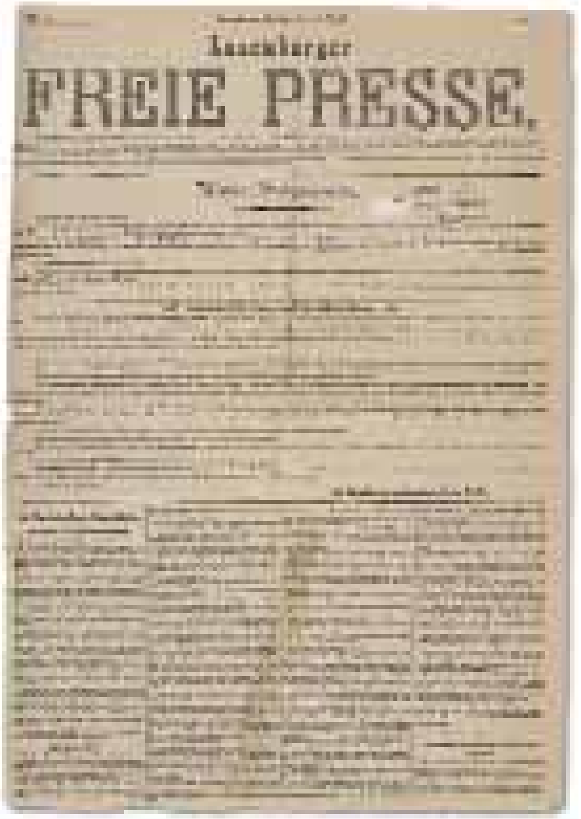


Das
Freie Wort.

Das Freie Wort.

Premier numéro du *Freie Wort,* journal opposé au *Luxemburger Wort,* du 19 novembre 1884

LUXEMBURGER FREIE PRESSE


Luxemburger
FREIE PRESSE.

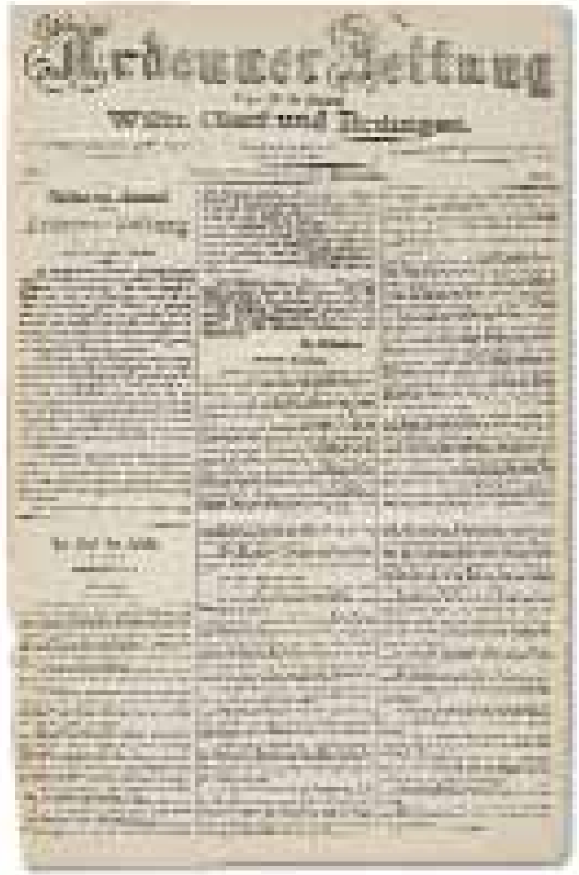
Premier numéro du *Luxemburger freie Presse,*
succédant au *Freie Wort,* du 1er avril 1887

Le premier numéro du *Luxemburger freie Presse* (Presse libre du Luxembourg), l'organe qui succéda à l'« anti-*Wort* » *Freie Wort,* parut le 1er avril 1887. Après que celui-ci eut perdu sa raison d'être en tant qu'organe d'un imprimeur déçu et d'une partie du clergé, le *Luxemburger freie Presse* tenta de se présenter comme le quotidien politique le moins cher du pays. Dans sa première édition, il déclara que la question politico-cléricale était obsolète et promettait de toujours penser, sentir, parler et agir luxembourgeois, mais également de publier comme feuilleton un roman à sensation. Sous la rubrique « divers », il publiait des articles raccoleurs sur la pègre parisienne. La mise en pages se distinguait peu de celle de son prédécesseur.

Comme ce dernier, il fut d'abord rédigé par Ch. A. Engel et Jean-Nicolas Moes, qui, dans le *Landwirth,* déclara sous le nom de Jack Reporter n'avoir qu'à moitié déserté le *Freie Presse,* puis par Jean Gusenburger, 22 ans, qui signait ses articles des pseudonymes Masque de Fer et Jean sans Terre.

Le quotidien, qui prit plus tard le sous-titre *Anzeiger für Luxemburger Stand und Land* (Annonceur pour les états et le pays luxembourgeois), paraissait les jours ouvrables et sa dernière édition date du 31 décembre 1895.

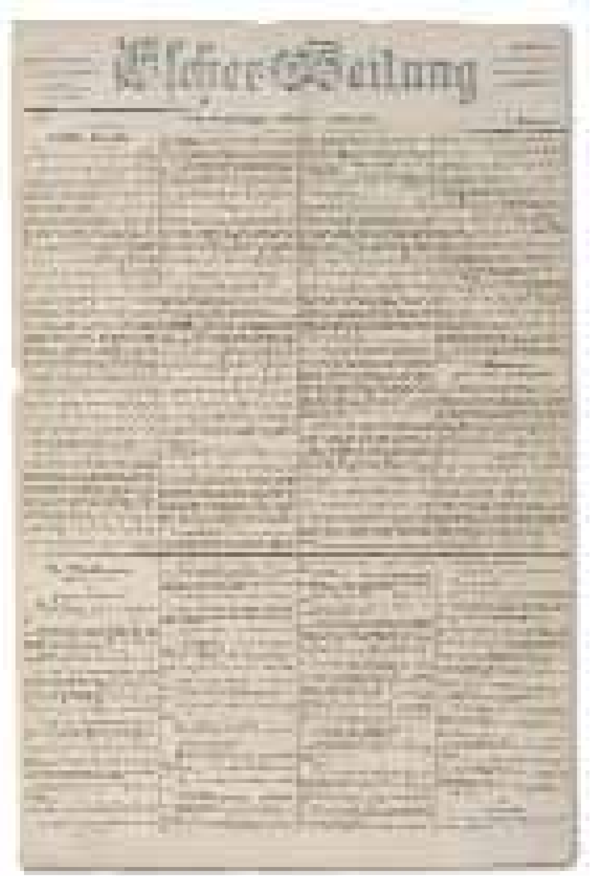
ARDENNER ZEITUNG


Ardenner Zeitung
Wiltz, Clerf und Redingen.

Premier numéro du journal antilibéral *Ardenner Zeitung*
du 23 septembre 1885

Alois A. Feld de Wiltz sortit à partir de 1885, en tant que rédacteur, imprimeur et éditeur, un journal qui reprenait le titre de l'*Ardenner Zeitung,* paru de 1862 à 1863 à Diekirch : l'*Ardenner Zeitung. Organ für die Kantone Wiltz, Clerf und Redingen* (Journal des Ardennes. Organe pour les cantons de Wiltz, Clervaux et Redange). Le premier numéro parut mercredi 23 septembre 1885. Il promettait de devenir un grand journal cantonal qui se recommandait à tous ceux qui manquaient de temps et de moyens pour lire un quotidien cher. L'*Ardenner Zeitung* se recommandait à ceux qui étaient déjà abonnés à un quotidien, car il disait s'intéresser aux nouvelles locales et proposer des articles divertissants. Les commentaires politiques paraissaient dans la rubrique *« Stimmen aus dem Publikum »* (Voix du public) et prenaient parti pour le gouvernement et contre l'opposition libérale, considérée comme favorable aux industriels et hostile aux agriculteurs. Après une courte chronique politique et un feuilleton en première page, on trouvait page 2 les nouvelles du jour ainsi que des articles sur les affaires agricoles, professionnelles et commerciales. Une place importante devait être réservée au divertissement sous la forme d'un feuilleton à la morale irréprochable. Dans les rubriques « divers » et « humour » en page 3 se trouvaient de nombreux articles sur l'histoire locale. La dernière page était réservée, comme d'habitude, aux annonceurs. L'*Ardenner Zeitung* paraissait deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. À Wiltz, l'abonnement trimestriel coûtait 1,5 francs, et 1,75 francs en cas d'expédition postale en dehors de Wiltz. L'exemplaire coûtait 10 centimes, ce qui était également le prix de la ligne d'annonces. Le journal, au format de 45 x 29 cm, se composait de pages divisées en trois colonnes avec le traditionnel roman-feuilleton en dessous du trait sur la première page. Le journal fut racheté par l'Imprimerie Saint-Paul et publié jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La dernière édition conservée date du 29 décembre 1939.

ESCHER ZEITUNG



Eſcher Zeitung

Journal libéral *Escher Zeitung* du 6 janvier 1889

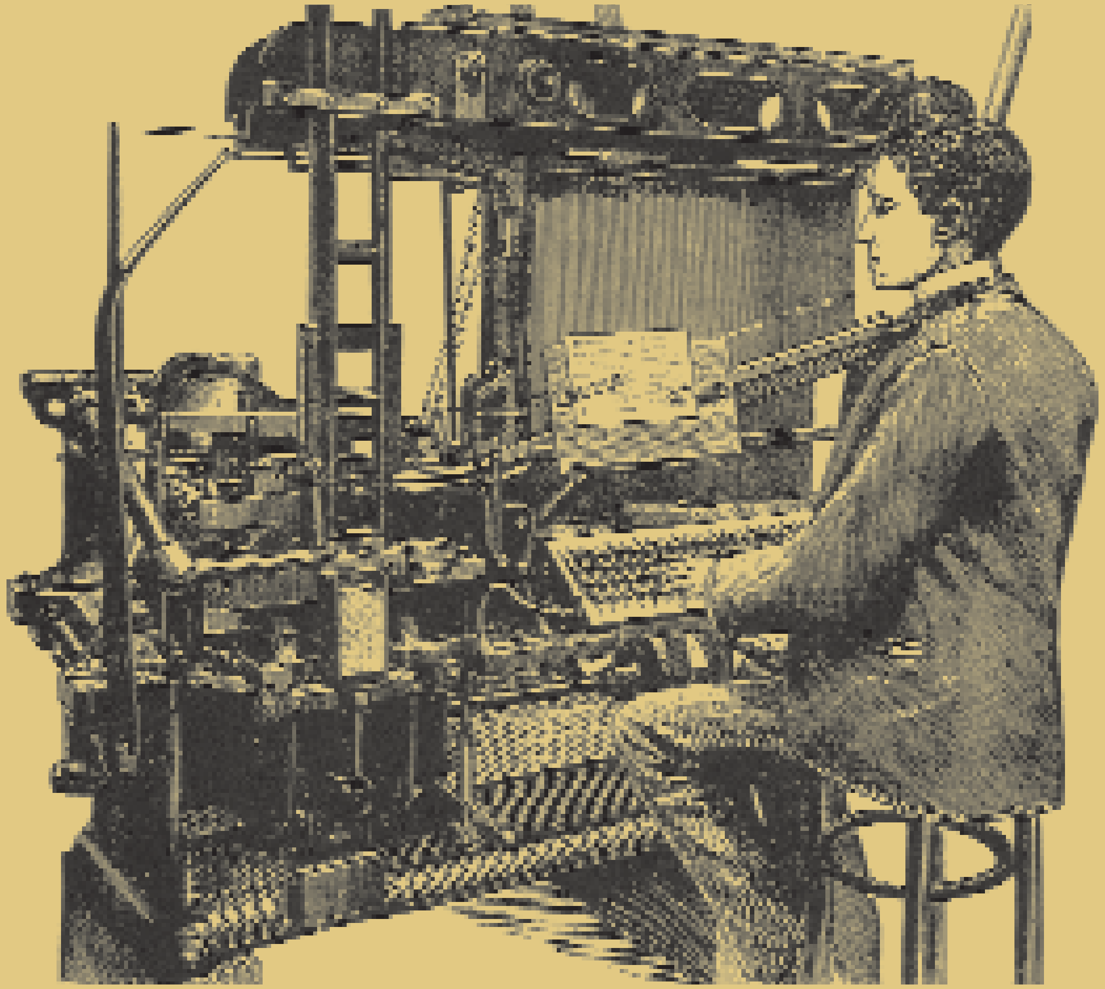
Trois ans après le lancement de l'hebdomadaire catholique *Escher Volks-Zeitung,* l'imprimeur d'Esch, Joseph Origer, publia en 1887 un hebdomadaire concurrent, l'*Escher Zeitung* (Journal d'Esch).

L'*Escher Zeitung* ne se voulait ni local ni régional, il était moins religieux que l'*Escher Volksblatt* et appela le 8 juin 1890, deux jours avant les élections, à voter en faveur de candidats libéraux.

La première page commençait par un tour d'horizon sur la politique et un feuilleton. Tandis que les journaux luxembourgeois publiaient tous comme feuilletons des romans-feuilletons achetés ou volés à d'autres journaux, l'*Escher Zeitung* imprima du 19 juillet au 15 novembre 1891, un « feuilleton original » mal écrit intitulé *« Verderberin »* (Dépravée) en 17 épisodes, avec des bribes de dialogue en luxembourgeois. Une chronique était intitulée *« Sonntagsplaudereien »* (Causeries du dimanche). En page 2 suivaient les actualités internationales et, en page 3 se trouvaient des nouvelles locales du sud et différents communiqués. La dernière page était comme toujours réservée aux annonces.

L'*Escher Zeitung* paraissait le dimanche et coûtait 1,20 francs par trimestre. Il se présenta à l'automne 1892 comme le seul organe du canton qui remplaçait aussi bien un quotidien qu'un divertissement dominical. Il parut jusqu'au 29 mars 1896.

La machine à composer Linotype commença à remplacer
la composition manuelle à la fin du XIXe siècle

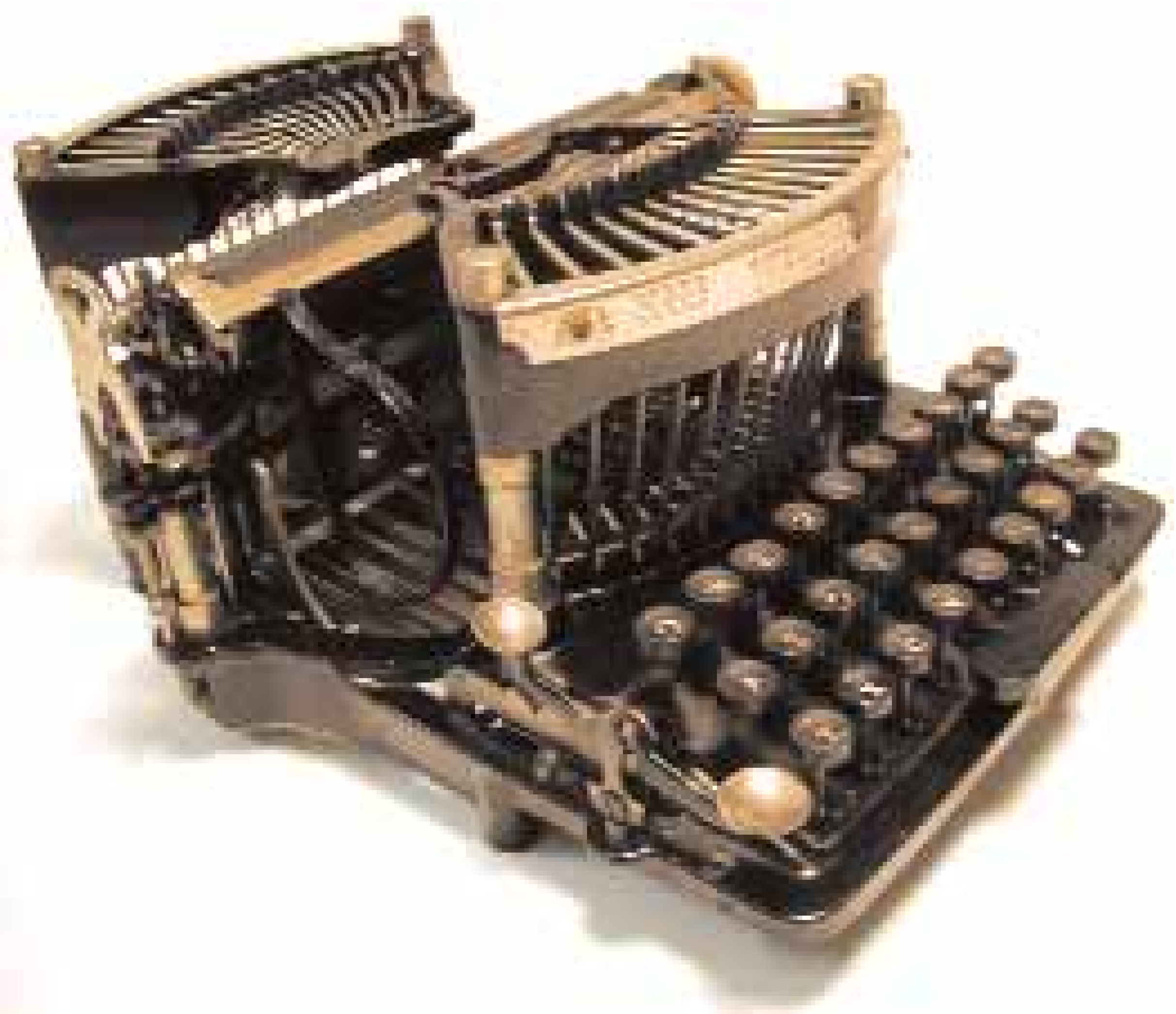


---

1 Grégoire 1966, vol. V, p. 70 2 Grégoire 1966, vol. V, p. 72 3 *Luxemburger Zeitung*, 25.10.1908 4 Thiel 1993, p. 44 5 Thiel 1993, p. 30 6 Les dates que Thiel cite en 1993 à la page 43, empruntées à Blum, sont en partie fausses. 7 Grégoire 1966, vol. V, p. 62 8 Blum 1910, p. 602 9 Olinger 1937 10 Grégoire 1966, vol. V, p. 74 11 Emmel 1985, p. 407 12 Emmel 1985, p. 415 13 *Obermosel-Zeitung,* 19 décembre 1931 14 Brück 1884, p. 11 15 Hellinghausen 1998, p. 29 16 Brück 1884, p. 37

1888-1914

Au cours des dernières années du XIXe siècle, les premières machines à écrire firent leur apparition au Luxembourg, comme la Williams avec son système à leviers hors du commun. Grâce à elles, les rédactions purent fournir plus rapidement aux typographes des textes plus lisibles



Le développement de l'industrie minière et sidérurgique dans le sud du pays favorisa la prospérité ; les fondements d'un État moderne ainsi que les premières lois sociales furent créés. La baisse du cens électoral en 1893 politisa de nouvelles couches de la population ainsi que de nouveaux lecteurs. Les élections de 1896 avaient garanti la suprématie incontestée de la droite catholique. L'essor économique et d'importants revenus douaniers avaient rempli les caisses de l'État jusqu'à les faire déborder, comme le constata le Dr Welter dans l'*Escher Journal.* Après les élections, il dressa un nouveau bilan le 14 juin 1902, en affirmant que la droite n'avait osé espérer un succès aussi éclatant. La législation antisyndicale fut, quant à elle, renforcée en 1898.

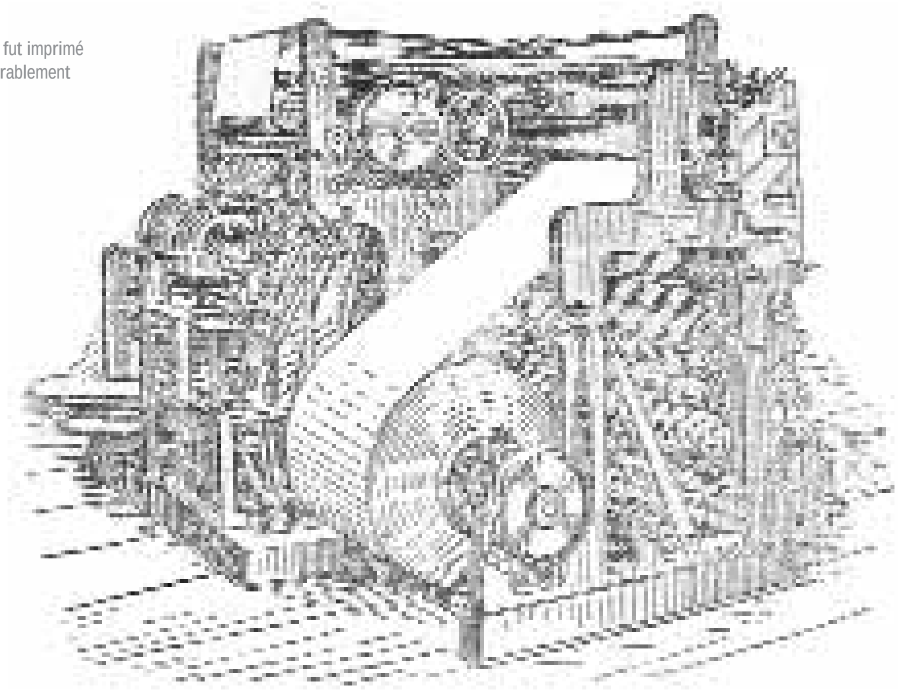
Lors de la campagne électorale de 1908, le pays fut définitivement divisé en deux blocs, l'un catholique, l'autre libéral. La polarisation engendrée par la polémique sur l'école motiva la presse existante. Elle entraîna également des essais de création de nouveaux journaux. Ces derniers tentaient de profiter de la lassitude des lecteurs pour leur proposer des titres prétendument neutres. Dans une lettre pastorale, l'évêque Jean-Joseph interdit aux croyants début 1913 de lire le libéral *Luxemburger Zeitung,* qui perdit un quart de ses abonnés. Le tirage du journal aurait ainsi chuté à moins de 8 000 exemplaires.[1]

En septembre 1893, le *Luxemburger freie Presse* écrivit que les dernières années, le journalisme avait fait d'énormes progrès dans le pays, et ce à tous les égards. D'après lui, la presse avait pénétré toutes les couches de la population, et il avait toutes les raisons de s'en réjouir. Effectivement, elle aurait eu un effet instructif et moralisateur et aurait surtout eu le grand avantage d'améliorer non seulement les mœurs mais également les lois et l'administration du pays. Le journal était également d'avis que dans des localités qui comptaient, il y a quelques décennies, 5 ou 6 lecteurs de journaux seulement, il y en avait entre 200 et 300. Il ajouta qu'à l'époque, le petit paysan Velten lisait presque autant que le grand agriculteur Kaspar. En effet, toujours d'après le *Luxemburger freie Presse,* la soif de lire était dès lors ancrée partout dans le Grand-Duché et, grâce aux journaux populaires et autres, les lecteurs auraient toujours de quoi l'étancher. Cependant, il était encore possible de censurer économiquement un journal en interdisant, par décision du tribunal, sa distribution postale pendant six mois ou plus, comme ce fut le cas pour le *Luxemburger kleine Presse* en 1898. Une telle mesure pouvait ruiner un journal.

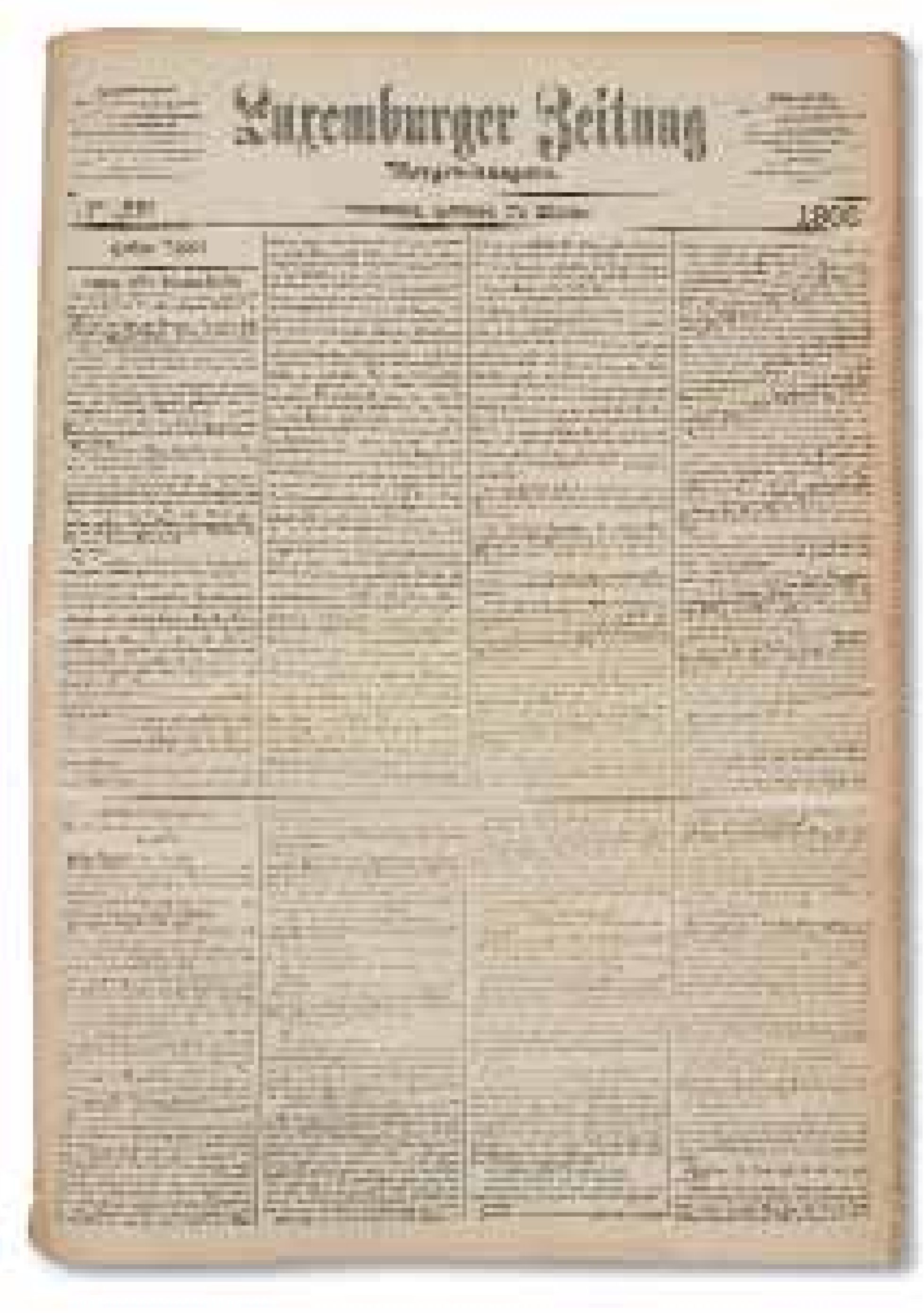
Selon le *Luxemburger,* il y avait déjà, lors de sa création en 1890, quatre journaux politiques en ville : le *Luxemburger Zeitung,* le *Luxemburger Wort,* le *Luxemburger freie Presse* et *L'Indépendance luxembourgeoise.* Cependant, avec l'augmentation du nombre des ouvriers industriels, la presse socialiste vint s'ajouter à la presse libérale et catholique, surtout au tournant du siècle.

La presse connut une spécialisation thématique : on vit paraître des journaux culturels, professionnels, des journaux pour enfants, des journaux de divertissement ainsi que d'innombrables journaux régionaux et locaux. Des journaux de masse furent créés. Ils étaient populaires, divertissants, touchaient et fidélisaient, par des techniques de marketing ciblées, de nouveaux cercles de lecteurs issus de la révolution industrielle. Les premiers journaux ouvriers virent également le jour. Dans les années 1890, les annonces pour les nouveaux articles de consommation, de fabrication industrielle, se firent plus nombreuses. Elles proposaient toutes sortes de produits, des vélos en passant par des lessives en poudre jusqu'aux cubes de bouillon. Grâce aux améliorations de la technique d'impression, les journaux commencèrent lentement à comporter des illustrations. Le *Luxemburger Wort* publia en 1889 les premiers dessins au trait.

Les quotidiens existants réagirent à la concurrence des nouveaux journaux en publiant chaque fois de nouveaux suppléments destinés à des groupes de lecteurs spécialisés et aux loisirs. On vit apparaître des pages destinées aux femmes, des suppléments du week-end illustrés, des pages humoristiques, des romans-feuilletons à collectionner, puis, plus tard, des pages de sport et de cinéma. En offrant à leurs abonnés des cadeaux qui changeaient régulièrement, comme des livres ou des articles ménagers, les journaux s'assuraient leur fidélité.


À partir de 1908, le *Luxemburger Zeitung* fut imprimé sur une rotative, ce qui accéléra considérablement sa vitesse d'impression

Le nombre des journaux locaux culmina avec l'apparition des *Limpertsberger, Rümelinger, Düdelinger* et *Hollericher Zeitungen* (Journaux de Limpertsberg, Rumelange, Dudelange et Hollerich), qui souvent étaient plus des journaux d'annonces que des journaux d'information. Ils paraissaient pour la plupart une ou deux fois par semaine et recherchaient un lectorat qui voulait être informé sans s'acheter de quotidien. Ces journaux offraient à leurs lecteurs des nouvelles de leur environnement proche et essayaient de défendre leurs intérêts locaux à une époque où la révolution industrielle avait aggravé les antagonismes entre la ville et la campagne, l'industrie et l'agriculture. Welter s'emportait également contre la presse à scandale du Luxembourg et contre les journaux populaires, car ils



Luxemburger Zeitung

avaient un caractère commercial et ne se mettaient pas au service d'une idée (5.7.1902).

La mécanisation des procédés d'impression permit de réaliser plus rapidement de plus grands tirages avec un nombre de pages plus important. Le pionnier en la matière était le plus souvent le journal libéral *Luxemburger Zeitung,* qui paraissait sept fois par semaine, suivi quelques années plus tard par le *Luxemburger Wort* catholique; l'aspect extérieur du *Luxemburger Zeitung* resta malgré tout démodé jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avec sa mise en pages verticale et ses rares photos de petit format. En 1898, le *Luxemburger Zeitung,* composé jusqu'alors à la main comme tous les autres journaux, mit en service les premières machines à composer du pays, parmi les premières sur le continent européen, comme il l'annonça fièrement. L'Imprimerie Saint-Paul acheta en 1905 ses deux premières machines à composer linotype. En 1901, le *Luxemburger Zeitung* remplaça sa presse à réaction par une presse à cylindre, ce qui lui permit d'être le premier journal du pays à paraître deux fois par jour, le matin et le soir, à partir du 1er janvier 1902 jusqu'au 14 mai 1940. Le journal fut ensuite imprimé sur une rotative à partir d'octobre 1908 et sur une rotative double pour huit pages à partir de 1913. Le *Luxemburger Wort,* produit depuis 1887 sur l'une des trois ou quatre presses à cylindre de l'Imprimerie Saint-Paul, mit en service sa première rotative Frankenthal en 1906, mais n'essaya de paraître deux fois par jour qu'en 1920. La transmission des nouvelles fut également accélérée. En 1898, le réseau téléphonique fut connecté à l'étranger, à savoir au réseau belge.

Les améliorations techniques augmentèrent le coût de fabrication des journaux. Il devint de plus en plus difficile pour un simple imprimeur de publier accessoirement un journal présentable dans le seul but de faire tourner régulièrement ses machines. Des sociétés anonymes fournissaient les journaux en capitaux. Les journaux ne pouvaient plus être financés uniquement par la vente et s'ouvraient donc de plus en plus à la publicité. Dans les imprimeries, les ouvriers purent peu à peu imposer la journée de travail de neuf heures.

En France et en Grande-Bretagne, les premiers magazines illustrés avec des zincogravures parurent après 1860, puis avec des gravures d'après photos à la fin des années 1870 et enfin avec des photos tramées dans les années 1880. Cependant, les photos devaient encore être envoyées par chemin de fer, si bien que les illustrations étaient imprimées des jours, voire des semaines, après les nouvelles correspondantes et ce jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Édition du matin du 25 octobre 1908 du *Luxemburger Zeitung* à l'occasion de son 40e anniversaire. Ce fut le premier journal paraissant deux fois par jour au Luxembourg, matin et soir.

Batty Weber (1860-1940) marqua le *Luxemburger Zeitung* au XXe siècle

DER MOSELBOTE

Der Moselbote. Anzeiger für Stadt & Kanton Remich (Le messager de la Moselle. Journal d'annonces pour la ville et le canton de Remich) fut le premier journal à Remich. Le premier numéro parut mercredi 1^{er} août 1888. C'était le journal typique d'une imprimerie de province qui voulait faire des affaires avec un journal d'annonces. La première édition tentait d'inculquer aux commerçants de la région mosellane qu'il n'y avait pas d'affaires sans publicité.

Le journal se composait d'annonces, de feuilletons, de devinettes, de nouvelles internationales et locales, sans doute tous assemblés au moyen de ciseaux et pot de colle. Le 27 octobre 1888, il annonça que son tirage s'élevait à 500 exemplaires.

Au début, le *Moselbote* était imprimé au format de 33 x 25 cm, puis son format s'agrandit à 44 x 29 cm le 23 décembre 1889. Au bout d'un certain temps, il adopta aussi une mise en pages conventionnelle, avec trois pages de texte et une quatrième page d'annonces.

Le *Moselbote* parut d'abord deux fois par mois puis, à partir du 8 juin 1889, une fois par semaine, le samedi, et se qualifia également de *Anzeiger für das Luxemburger Land* (Journal d'annonces pour le Luxembourg). Dans sa troisième année, il parut deux fois par semaine, le mardi et le vendredi. Son sous-titre fut changé en *Remicher Zeitung* (Journal de Remich). Ce journal se vanta lui aussi temporairement d'être le journal le moins cher du pays.

Le *Moselbote* était produit à l'imprimerie Scheid à Remich. Le journal changea son titre en *Neue Moselzeitung* (Nouveau journal mosellan) et fut repris par l'imprimerie Michel Braun. La dernière édition conservée est datée du 31 décembre 1907.

Der Moſelbote

Anzeiger

Premier numéro du journal purement commercial *Der Moselbote* du 1^{er} août 1888

Premier numéro du journal catholique *Luxemburger Volks-Blättchen* du 29 septembre 1888

Luxemburger Volks-Blättchen für Haus, Werkstatt und Fabrik

Le *Luxemburger Volks-Blättchen für Haus, Werkstatt und Fabrik* (Petit journal populaire luxembourgeois pour la maison, l'atelier et l'usine) était publié par le comité de direction de l'Association des compagnons luxembourgeois, et se vantait du concours de plusieurs amis de la classe artisanale et ouvrière. Sa devise était la même que celle du *Luxemburger Sonntags-Blättchen für Stadt und Land : « Bet' und arbeit' – Gott hilft allzeit »* (Priez et travaillez – Dieu vous aide toujours). La première édition sortie des presses de l'Imprimerie Saint-Paul parut le 29 septembre 1888 au format de 22 x 15 cm. S'inspirant d'Adolf Kolping, fondateur des associations des compagnons de Cologne, et avec une certaine nostalgie pour les corporations médiévales, le journal se mobilisait chaque semaine en faveur des artisans et peut-être de quelques ouvriers que l'Église ne voulait laisser aux mains ni des premiers socialistes ni des entrepreneurs libéraux. La première page était la plupart du temps réservée à un poème religieux, suivi de contemplations sur la question brûlante des artisans et des ouvriers, puis venaient le courrier des lecteurs, des conseils pratiques, des nouvelles d'associations et des actualités internationales et nationales. Cependant, au bout d'un an seulement, le *Volks-Blättchen* dut interrompre sa parution. Le numéro 53 du 29 septembre 1889 prit congé de ses lecteurs – temporairement, comme il prétendit.

DAS ECHO

Das Echo. Organ der Luxemburger national-demokratischen Partei (L'écho. Organe du Parti national-démocrate luxembourgeois) fut le premier journal à se déclarer ouvertement organe de parti. Il prenait la relève du *Luxemburger. Mir welle bleiwen, wat mer sin* (Le Luxembourgeois. Nous voulons rester ce que nous sommes), un journal de campagne électorale dont le premier numéro parut en juillet 1890. Le directeur du *Luxemburger,* imprimé chez Breithof, était l'ingénieur des mines Marie-Joseph Émile Servais, le rédacteur était Charles Engel.

Das Echo parut d'abord à partir de samedi 18 octobre 1890 en tant que journal de campagne électorale pour les élections communales du 28 octobre 1890. Il était distribué gratuitement et de façon quotidienne pendant la période électorale. Cependant, il continua de paraître après les élections. Il accorda la plus haute importance à la discussion des questions déterminantes pour les élections communales imminentes, mais aussi à la proposition d'organiser un parti. Face à quatre journaux politiques dans une ville de 20 000 habitants, l'*Echo* tentait de convaincre ses lecteurs de sa raison d'être en tant que réponse à la corruption de la presse, pour laquelle des considérations purement commerciales, sinon l'argent infâme étaient devenus sa principale ligne de conduite.

Charles Engel continuait à signer au nom du comité de rédaction, mais le *Freie Presse* désignait E. Servais comme celui qui tirait les ficelles de l'*Echo* et qui polémiquait contre Brasseur, le *Freie Presse* et l'imprimerie Schroell.

Après les élections, le quotidien *Das Echo* devint un journal dominical, mais il agrandit son format, qui passa de 29 x 23 cm sur deux colonnes à 44 x 29 cm sur quatre colonnes. Il était alors imprimé chez P. Breithof. Réclamant le suffrage universel, un impôt sur le revenu progressif, une réglementation du travail calquée sur celle des pays voisins et luttant contre la mise sous tutelle de la classe ouvrière, le journal se positionna clairement à gauche le 9 novembre 1890 et se distança des éléments aristocrates et pro-allemands, sous-entendu les notables libéraux.

La première page était toujours réservée à des commentaires et au feuilleton, en page 2 suivaient des actualités internationales, puis en page 3 une rubrique sur la politique communale et en dernière page, les nouvelles locales. Jusqu'à l'été 1891, l'*Echo* contenait peu d'annonces.

Le 2 août 1891, *Das Echo* parut trois fois par semaine, le mercredi, le vendredi et le dimanche. Le 25 septembre 1891, il changea son nom en *L'Écho* sans autre explication, mais resta bilingue. À partir de 1893, il dut cependant redevenir hebdomadaire. Le dernier numéro conservé parut le 26 décembre 1897.

Édition du journal national-démocrate *Das Echo* du 9 novembre 1890

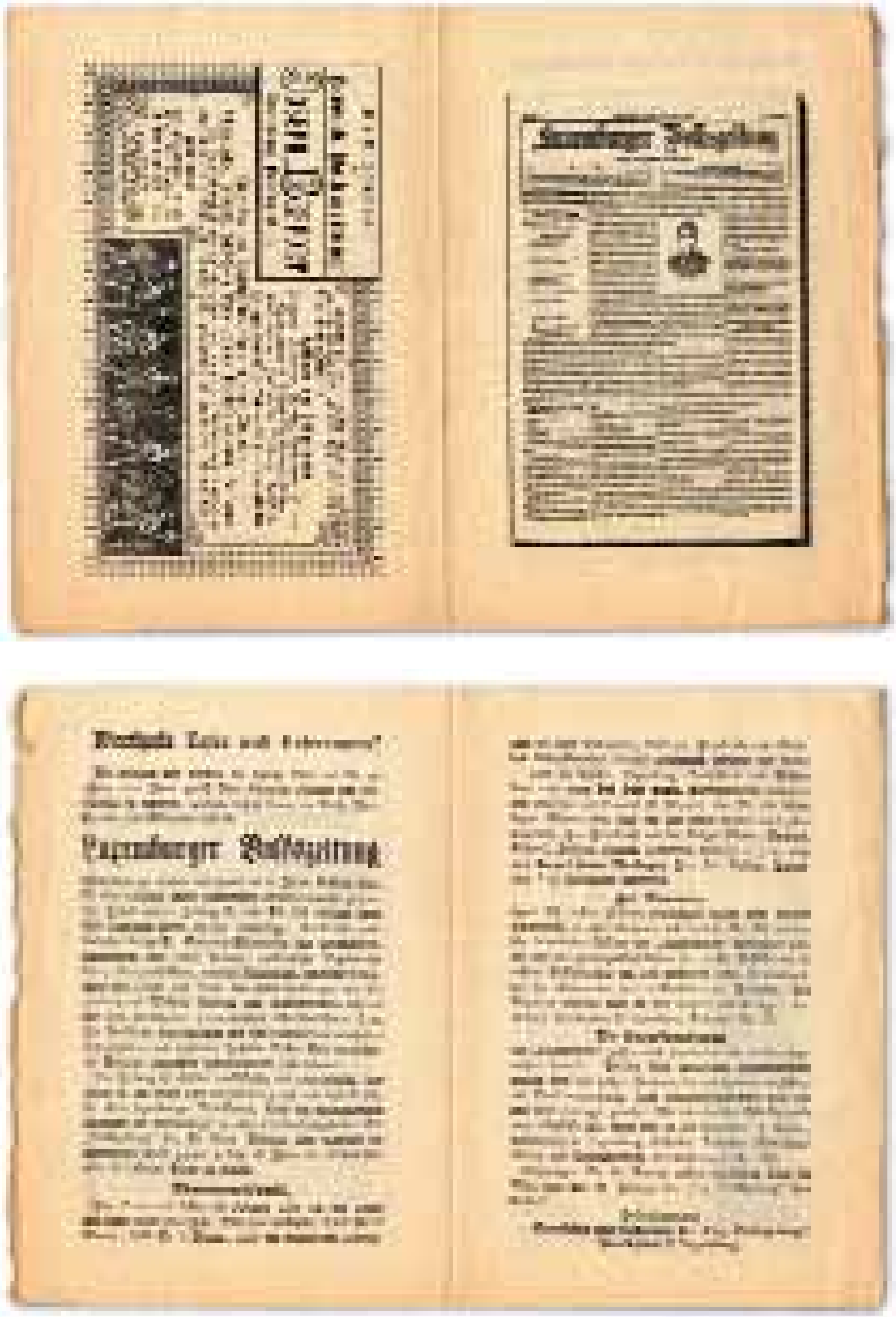
En 1891, le journal *Das Echo* changea son titre en *L'Écho.*

DER FORTSCHRITT

Après la disparition du premier *Ardenner Zeitung* en 1863, un seul journal parut à Diekirch pendant 30 ans. Il s'appela successivement : *Der Wächter an der Sauer, Der Volksfreund* et *Der Landwirth.* Ensuite, l'imprimeur J. B. Müller-Welter publia le 1er avril 1893 le premier numéro du journal *Der Fortschritt* (Le progrès).[2] Selon sa première édition, le *Fortschritt* avait été créé pour offrir aux citoyens de la Sûre et de l'Our un journal qui s'occuperait principalement des affaires locales, représenterait énergiquement les intérêts locaux et accorderait à leur condition particulière l'attention qu'elle méritait. Il voulait occuper une petite place modeste à côté du journal traditionnel de Diekirch, sans toutefois s'en distancer. Il voulait manifestement être plus catholique que la concurrence libérale et s'était donné pour devise : *« Mit Gott für Fürst und Vaterland »* (Avec Dieu pour le prince et la patrie). La deuxième année, il adopta le sous-titre *Luxemburger Nationalzeitung* (Journal national luxembourgeois).

Dans sa quatrième année, le *Fortschritt* se vanta d'être le journal le moins cher du pays et le plus diffusé de la région de la Sûre et de l'Our, comme s'il était plus répandu que le journal traditionnel de Diekirch. Le *Fortschritt* parut d'abord deux fois par semaine. Le samedi, un journal de divertissement y était encarté. Après plus de 20 ans, le journal se mit à paraître trois fois par semaine. L'imprimeur et éditeur fut d'abord Pierre Cariers, puis l'éditeur et imprimeur de Diekirch, Camille Fautsch.

Tout comme l'*Ardenner Zeitung* de Wiltz, le *Fortschritt* fut également racheté par l'Imprimerie Saint-Paul. La tentative de le ressusciter sous le nom de *Le Nord* après la Seconde Guerre mondiale fut cependant rapidement abandonnée.



LUXEMBURGER VOLKSZEITUNG

Le *Luxemburger Volkszeitung* (Journal populaire luxembourgeois) constitua l'une des tentatives les plus réussies d'un journal de masse populaire au Luxembourg qui, sur le modèle des *Generalanzeiger* allemands (journaux d'annonces généraux) et de la « petite presse » française, accordait beaucoup d'importance au divertissement. Les commérages locaux représentaient une grande partie de ce divertissement. Le deuxième journal à porter le nom de *Luxemburger Volkszeitung* parut pour la première fois le 18 mars 1893, et le journal d'annonces voulait, comme son nom l'indiquait, n'être rien qu'un journal complètement patriotique, se référant à la devise du prince Henri *« Ich halte fest »* (Je maintiendrai).[3]

D'après Pierre Grégoire[4], le *Luxemburger Volkszeitung* surpassa aussi bien le *Luxemburger Wort* que l'*Obermosel-Zeitung* en termes d'abonnés, si bien qu'au début du XX^{e} siècle, il était l'un des journaux les plus lus – et d'ailleurs assez bien rédigé – du pays. Il survécut certes à la première décennie du nouveau siècle, mais fut ensuite à nouveau éclipsé par le *Luxemburger Wort.*

Dans un article intitulé *«Die Luxemburger Klatschpresse»* (La presse à scandale au Luxembourg), le social-démocrate *Escher Journal* constata le 26 juillet 1902 que le *Luxemburger Volkszeitung* d'Andreas Welter pouvait être considéré comme l'exemple typique de ces insipides journaux à scandale. Toujours d'après cet article, André Welter, après avoir effectué des stages dans différents journaux comme le *Wort* et l'*Obermosel-Zeitung,* créa un journal à scandale ultraclérical paraissant deux fois par semaine. Il prospectait des annonceurs potentiels grâce à ses correspondants dans toutes les localités du pays, payés un sou la ligne, appelés bourreurs de ligne. L'*Escher Journal* écrivit également que le journal de Welter devint rapidement le plus lu du pays, grâce à des rumeurs, scandales et commérages.

Le rédacteur était André Welter, qui avait travaillé auparavant pour le *Luxemburger Wort* et l'*Obermosel-Zeitung,* et l'imprimeur était Joseph Beffort. Le *Luxemburger Volkszeitung* paraissait deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. Le dernier numéro conservé date du 28 septembre 1923.

Prospectus publicitaire du journal populaire
Luxemburger Volkszeitung de 1894

Journal populaire *Luxemburger Post* du 27 mars 1896, avec en première page des illustrations représentant une expédition au pôle Nord en montgolfière

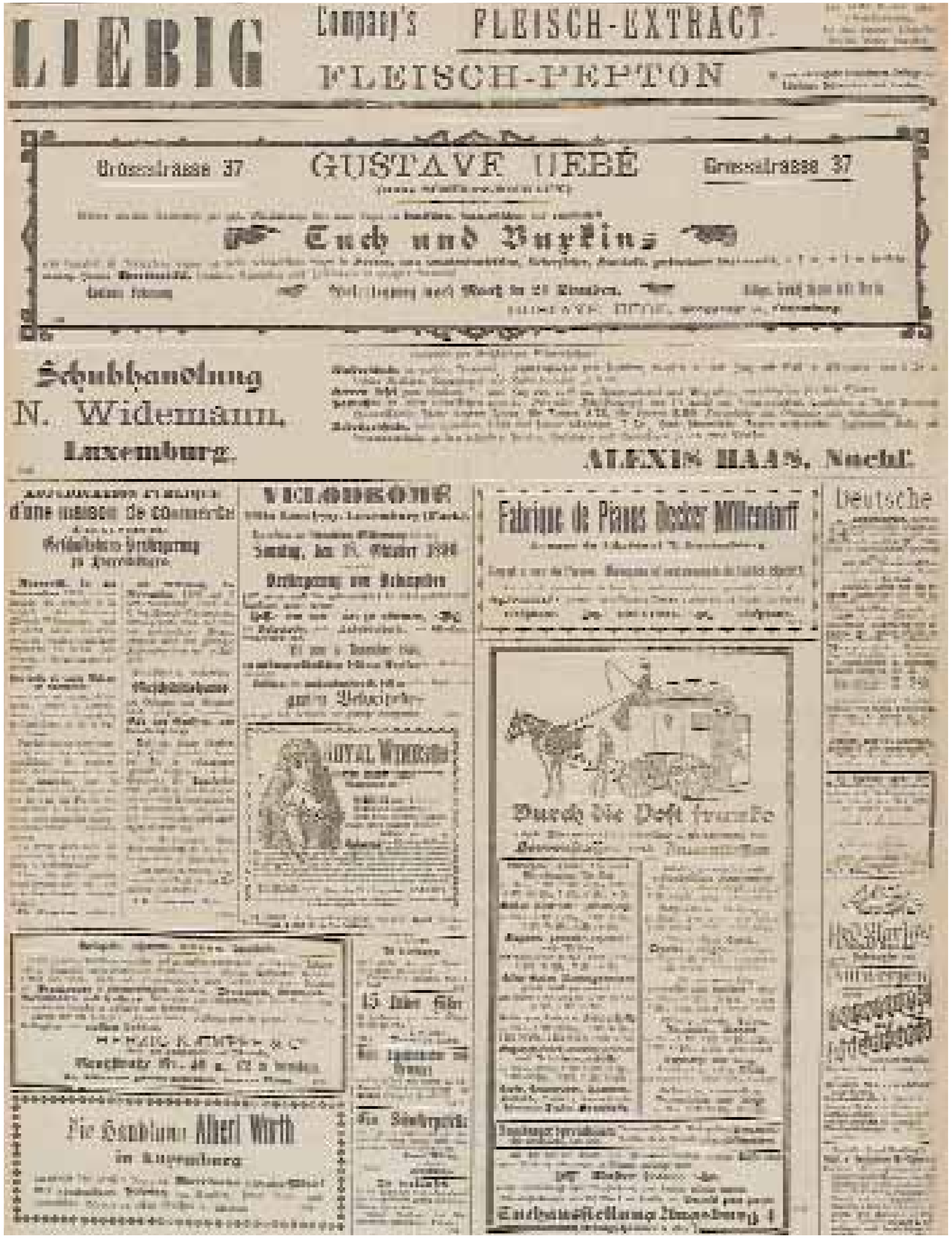
LUXEMBURGER POST

Tout comme le *Luxemburger Volkszeitung,* le *Luxemburger Post* (Courrier de Luxembourg) constituait une tentative luxembourgeoise de créer un journal de masse populaire et divertissant sur le modèle des *Generalanzeiger* allemands. La révolution industrielle créa également de nouvelles catégories de lecteurs dans la petite bourgeoisie, parmi les ouvriers et les femmes qui ne s'achetaient pas de journal auparavant. En conséquence, le *Luxemburger Post,* qui se disait neutre par rapport à la politique des partis, promit dans son programme de défendre leurs intérêts économiques, parce qu'ils souhaitaient ardemment une amélioration de leur situation, étant opprimés par la misère économique et les mesures de protection insuffisantes de l'État. En même temps, le journal se voulait patriotique et, à l'aube du XX^{e} siècle prometteur, voulait accorder une attention toute particulière aux progrès censés avoir des répercussions directes sur le bien-être du peuple. Mais il voulait toujours défendre une conception joyeuse de la vie et aussi contribuer au divertissement. Le premier numéro du *Luxemburger Post* parut le 20 décembre 1893. De janvier 1894 à fin mai 1896, le rédacteur fut Jean Gusenburger, venu du *Luxemburger freie Presse.* L'éditeur et imprimeur était Joseph Brück.

Le journal, d'un format de 53 x 39 cm, comprenait quatre pages divisées en quatre colonnes. La première page commençait par une partie sur la politique étrangère. La politique intérieure, comme par exemple les séances de la Chambre ou la campagne électorale, était abordée dans des gloses ironiques. Le feuilleton était un roman policier censé attirer les lecteurs. De temps en temps, les premières pages étaient illustrées, par exemple avec la gravure d'une expédition au pôle Nord en montgolfière (27.3.1896) ou avec la toute nouvelle photographie aux rayons X (14.2.1896). Les pages intérieures contenaient une foule de nouvelles locales – le journal allant même jusqu'à faire état d'une lanterne endommagée ou d'un cambriolage dans un poulailler – ainsi que des jugements de tribunaux. Les nouvelles étaient une forme de divertissement. La dernière page, visuellement surchargée, était réservée aux annonces, qui tentaient de se distinguer les unes des autres par des illustrations, différentes polices de caractères et des encadrés. Comme cadeau pour les abonnés, le journal offrit par exemple en 1896 le rasoir de sécurité breveté Mignon. Le *Luxemburger Post* devait notamment son succès à ses illustrations et ses suppléments de petit format, comme le *Luxemburger Romanzeitung* (Journal romanesque luxembourgeois) et le *Kleine Hausfrauenzeitung* (Petit journal pour femmes au foyer), avec lesquels il essayait surtout d'attirer de nouvelles lectrices. Le supplément *Der kleine Landwirth* (Le petit agriculteur) était conçu pour les régions agricoles tandis qu'une édition régionale spéciale paraissait pour les villes industrielles du sud, l'*Escher Post.*

À partir de sa troisième année de parution, le journal se vanta lui aussi, au-dessus de son titre, d'être le journal le plus diffusé du pays. Comme le *Luxemburger Volkszeitung,* le *Luxemburger Post* paraissait également le mercredi et le samedi. Le dernier numéro conservé est daté du 31 décembre 1909.

Vers la fin du XIX^{e} siècle, les pages d'annonces devinrent de plus en plus diversifiées du point de vue typographique, comme dans le *Luxemburger Post* de 1896



LIEBIG Company's FLEISCH-EXTRACT

FLEISCH-PEPTON

Grossstrasse 37 GUSTAVE UEBÉ Grossstrasse 37

Tuch und Buxkins

Schuhhandlung

N. Widemann.

Luxemburg.

ALEXIS HAAS, Nachf.

VELODROME

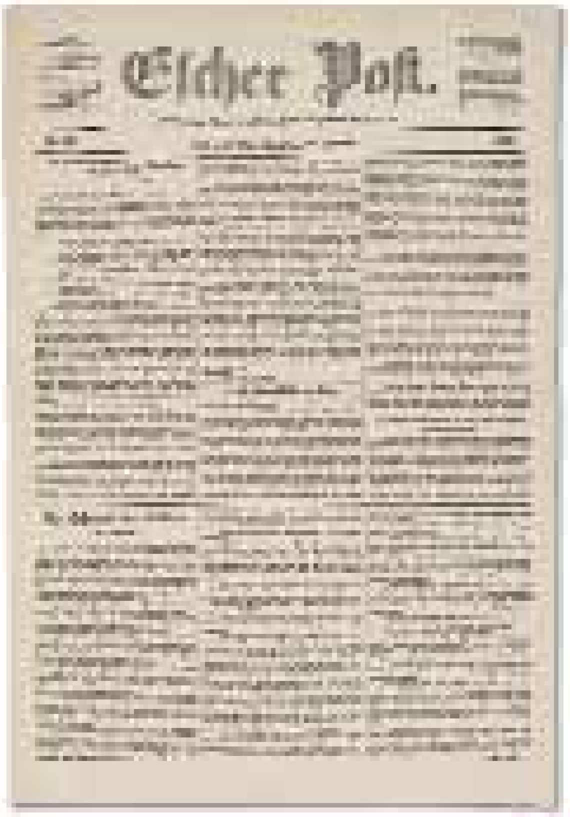
Fabrique de Pianos

Deutsche

Durch die Post franko

Die Handlung Albert Wirth

in Luxemburg

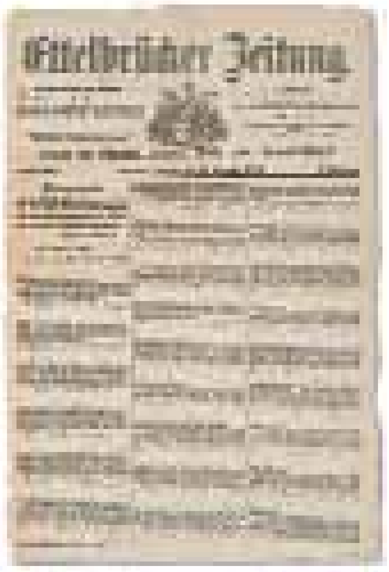


Escher Post.

Journal conservateur *Escher Post* du 20 octobre 1888

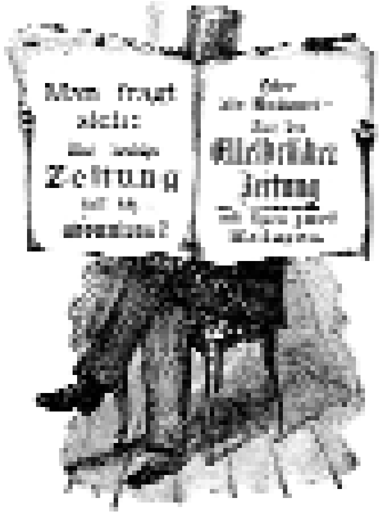
ESCHER POST

Étant donné que le sud du pays était la partie la plus peuplée et généralement considérée comme la plus avancée du Grand-Duché, une édition régionale du *Luxemburger Post,* l'*Escher Post. Unabhängiges Organ zunächst für Stadt und Kanton Esch a. d. Alz.* (Courrier d'Esch. Organe indépendant en premier lieu pour la ville et le canton d'Esch-sur-Alzette) parut dimanche 1er juillet 1888. Cependant, il promettait également d'être strictement conservateur du point de vue religieux, politique et social et affirmait ne rien avoir en commun avec l'*Escher Zeitung.* Le journal admit qu'Esch avait déjà deux hebdomadaires ; néanmoins, il considérait l'un comme une filiale d'un journal arlonais et l'autre comme étant rempli de nouvelles locales figurant déjà dans la presse quotidienne. Le rédacteur en chef était J. N. Moes, qui avait travaillé auparavant pour le *Landwirth,* le *Freie Wort* et le *Luxemburger freie Presse.* Il reprit le journal qui était au départ produit chez Willems, puis devint finalement aussi son imprimeur et éditeur. En 1908, le journal fut racheté par l'entreprise Huss et rédigé par Michel Huss sous le nom d'*Escher Post. Spezial-Organ für die Stadt Esch und die Minettsgegend* (Courrier d'Esch. Organe spécial pour la ville d'Esch et la région du Bassin minier). Michel Huss composait également l'*Echternacher Zeitung.* Ce journal de quatre pages, au format de 46,5 x 31 cm, divisées en trois colonnes, proposait sur sa première page un tour d'horizon politique et un feuilleton, puis sur les pages suivantes des nouvelles internationales et locales ainsi que parfois des articles sur l'histoire locale, des causeries du dimanche et des annonces. Souvent une feuille avec des annonces supplémentaires était ajoutée. La politique intérieure, quant à elle, était à peine évoquée. L'*Escher Post* parut d'abord le mercredi et le samedi, puis à partir de mai 1890 trois fois par semaine, le mercredi, le vendredi et le dimanche, et enfin, à partir de 1907, le mardi et le vendredi uniquement.



Ettelbrücker Zeitung

Premier numéro de l'*Ettelbrücker Zeitung,* journal des classes moyennes, du 24 décembre 1894



Autopromotion de l'*Ettelbrücker Zeitung*

ETTELBRÜCKER ZEITUNG

Après le *Luxemburger landwirtschaftlicher Generalanzeiger* (Journal d'annonces général agricole luxembourgeois), qui parut de 1889 à 1916 en tant qu'organe de l'Association générale des agriculteurs luxembourgeois, l'*Ettelbrücker Zeitung. Organ für Gewerbe, Handel, Volks- und Landwirtschaft* (Journal d'Ettelbruck. Organe pour l'artisanat, le commerce, l'économie et l'agriculture) fut le deuxième journal d'Ettelbruck. Le premier numéro parut la veille de Noël, le 24 décembre 1894. En mars 1895, l'*Ettelbrücker Zeitung* renonça à son sous-titre et se consacra plus à des questions politiques qu'à des questions professionnelles, sans doute à cause de la pression concurrentielle exercée par le *Luxemburger landwirtschaftlicher Generalanzeiger,* qui connaissait un beau succès.

L'*Ettelbrücker Zeitung* s'essaya à être le premier journal économique. Dans son programme publié dans le premier numéro, il s'intéressait à la nécessité d'un journal commercial et artisanal et voyait un mouvement en avant énergique dans le domaine des petites entreprises artisanales et commerciales et de l'enseignement professionnel. Les acquéreurs étaient par conséquent supposés avoir besoin d'une source d'informations concrètes, véridiques et fiables. Au début, l'*Ettelbrücker Zeitung* fournissait également des informations sur différents secteurs économiques, comme l'agriculture et la construction, assorties de conseils pratiques et de considérations sur le développement de l'enseignement professionnel. Mais au cours des mois, ces articles disparurent et il devint un journal local avec de nombreuses annonces. L'éditeur responsable était Wilhelm Schmidt d'Ettelbruck. Sur les huit pages au format de 45,5 x 30,5 cm, divisées en trois colonnes, cinq au moins étaient remplies d'annonces. Le journal paraissait le mercredi et le samedi. L'abonnement trimestriel coûtait 1,50 francs, le numéro à l'unité 10 centimes. Le dernier numéro conservé parut le 23 décembre 1896.

ESCHER COURRIER

Le numéro zéro de l'*Escher Courrier. Allgemeine Zeitung und Anzeige-Blatt für die Interessen aller Stände* (Courrier d'Esch. Journal général et d'annonces pour les intérêts de tous les états) parut samedi 30 mars 1895. Il paraissait chez G. Willems, qui avait déjà publié en 1884 le catholique *Escher Volks-Zeitung.* Dans la première édition, la rédaction se qualifiait de tolérante, chrétienne et catholique et promettait, peut-être après l'échec de l'*Escher Volks-Zeitung,* de ne tenir compte des affaires ecclésiastiques et hiérarchiques que si elles intervenaient dans la vie publique et profane. L'*Escher Courrier* abandonna sa neutralité à l'égard de la politique des partis lorsqu'il appela le 30 mai 1896 à l'élection du baron De Tornaco. Une semaine plus tard, il imprima aussi une annonce pour une réunion électorale des sociaux-démocrates Welter et Spoo. Le 6 juin 1896, il se réjouit de partager les idées principales du parti du *Wort,* en en déduisant que les contraires s'attirent d'une façon étrange. Le 27 juin, le journal se plaignit que ses adversaires politiques avaient tenté de couper ses vivres et l'avaient donc probablement privé d'annonces ou de commandes d'impression. En effet, il se mettait à la disposition des premiers (sociaux-) démocrates en tant que journal électoral.

Sur quatre pages d'un format de 52 x 34 cm, divisées en quatre colonnes, se suivaient un commentaire et une chronique de politique étrangère, des informations officielles et un feuilleton en première page, des nouvelles locales en deuxième, une rubrique « divers » en troisième et des annonces en dernière page. On y discutait des nouvelles usines sidérurgiques, de la question ouvrière et des concessions de minerai. Le journal paraissait deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. L'abonnement trimestriel coûtait 1,50 francs, le numéro à l'unité 10 pfennigs. Les annonces coûtaient 10 centimes et les publicités 50 centimes la ligne. Le dernier numéro conservé est daté du 25 novembre 1896.

Premier numéro de l'*Escher Courrier* du 30 mars 1895

Premier numéro du journal national-libéral
Luxemburger kleine Presse du 4 octobre 1896

LUXEMBURGER KLEINE PRESSE

Le premier numéro du *Luxemburger kleine Presse. Unabhängiges national-liberales Organ für die politischen, volks- und landwirtschaftlichen Interessen des Großherzogtums Luxemburgs* (Petite presse du Luxembourg. Organe national-libéral indépendant pour les intérêts politiques, économiques et agricoles du Grand-Duché de Luxembourg) parut le 4 octobre 1896.

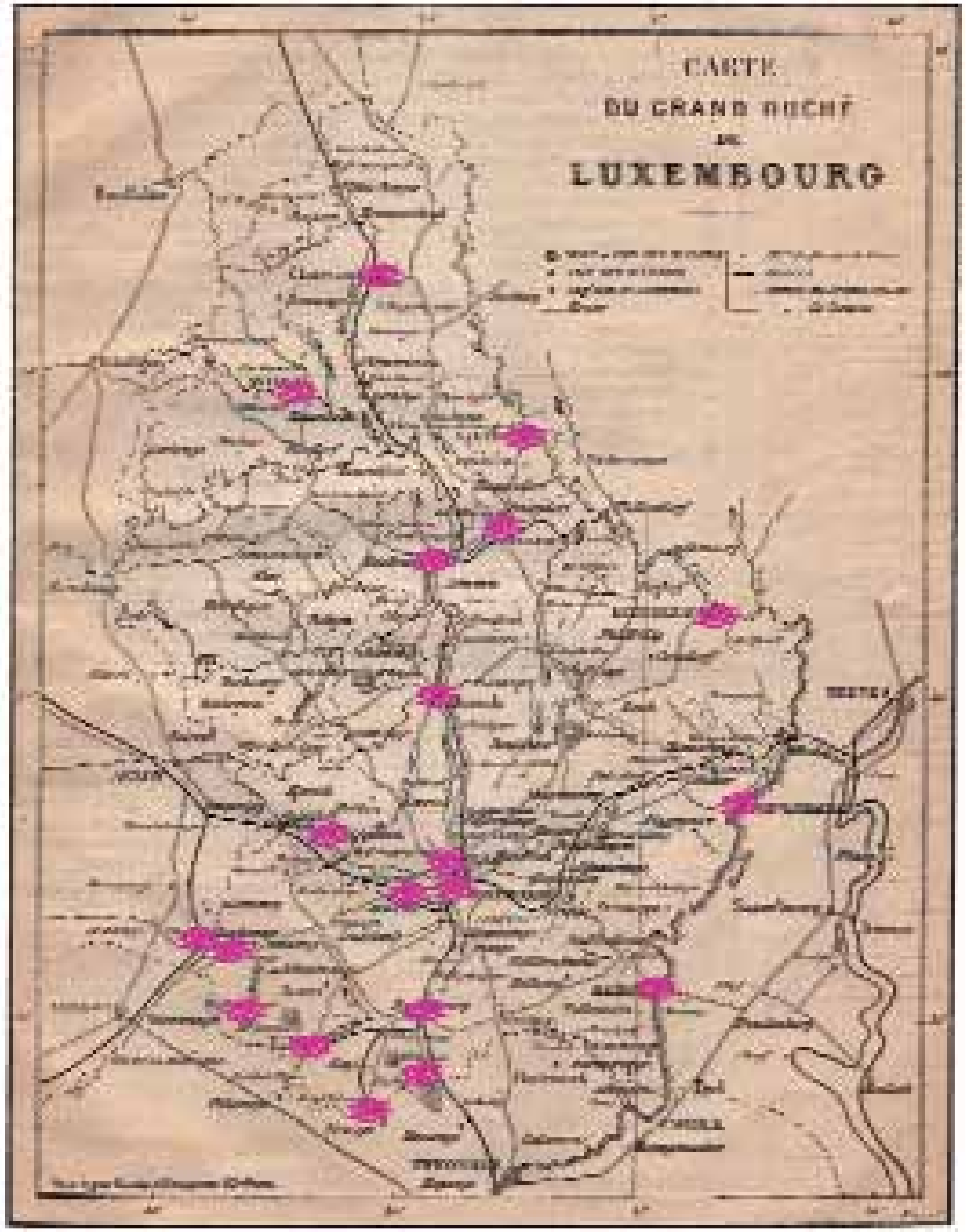
Sous le titre *« Unser Programm »* (Notre programme), il se qualifia lui-même d'indépendant, de véritablement national et sainement libéral, il promettait d'être ouvertement national-libéral et, dès que suffisamment d'abonnements auraient été souscrits, de devenir un quotidien politique. En attendant, il promettait un supplément dominical illustré de huit pages. Le *Luxemburger kleine Presse* justifiait sa parution en déclarant qu'au cours des années précédentes, la presse quotidienne avait dégénéré en une polémique sans caractère et fil conducteur – polémique conduite par des personnalités bornées et des arrivistes ambitieux – et en une intolérance intransigeante.

Le *Luxemburger kleine Presse* s'intéressait à la nécessité d'un domicile de secours, de logements pour ouvriers et d'une réforme de la justice, à des fonds communaux, à la construction d'une deuxième gare et d'un viaduc, à l'impôt sur la voirie et au rattachement de Hollerich et de Bonnevoie à la commune de Luxembourg. Il défendait le gouvernement Eyschen contre Servais, qui le qualifiait de son côté de journal de maquignons. Au sujet de la loi scolaire, il combattait les positions du clergé et du *Luxemburger Wort* et en matière de questions sociales, celles des sociaux-démocrates Spoo et Welter.

Le 7 janvier 1897, le journal désigna comme son candidat Xavier Brasseur, qui avait perdu à Esch contre les « opposants noirs et rouges ». Cependant, l'opinion politique n'était pas aussi évidente. En effet, le 9 février 1897, l'éditeur J. N. Moes annonça que, suite à une grave divergence d'opinions survenue au sujet de la position et de la tendance de leur journal, l'ancien comité de rédaction avait été dissous un samedi. Il ajouta qu'à partir de ce jour-là, personne d'autre que l'éditeur ne s'occuperait du journal.

Le journal, dont le titre rappelait le journal de masse parisien à succès, *Le Petit Journal,* semblait vouloir s'adresser aux nouvelles catégories de lecteurs de journaux et promettait par conséquent d'écrire des articles dans un langage populaire et à la portée de tous. Son rédacteur était J. N. Moes, qui avait travaillé à l'*Escher Post* jusque-là. Malgré son titre, le journal, dont les pages au format de 47,5 x 30,5 cm étaient divisées en quatre colonnes, n'était pas vraiment petit. En première page se trouvaient des commentaires et un feuilleton, sur les pages intérieures surtout des actualités locales et en dernière page des annonces.

Le *Luxemburger kleine Presse* fut tout d'abord produit à l'imprimerie de la capitale Fr. Bourg-Bourger, puis, à partir de juillet 1897, à l'imprimerie G. Willems d'Esch, où une édition locale paraissait également pour Esch. Ensuite, Ch. Praum imprima une édition à Luxembourg, avant que l'imprimerie G. Hollinger de Thionville ne reprenne l'impression en 1898. Le 13 janvier 1898, le *Luxemburger kleine Presse* dut annoncer qu'il n'avait pas été publié en raison d'une grève des typographes. Le journal était imprimé le mercredi et le samedi pour être distribué par voie postale à la première heure le jeudi et le dimanche. En raison d'un article sur la tolérance cléricale, le tribunal priva le journal de distribution postale pendant six mois en 1898. En même temps, l'évêque fit prononcer une interdiction ecclésiastique du journal depuis toutes les chaires. Sous la pression de poursuites judiciaires et du refus de l'imprimerie Willems d'Esch de produire le journal, les éditions de Luxembourg et d'Esch furent réunies en 1898 pour former le *Luxemburger und Escher kleine Presse* (Petite presse de Luxembourg et d'Esch). Peu de temps après, le journal cessa de paraître. J. N. Moes publia ensuite le *Ausstellungs-Zeitung. Journal de l'Exposition* et en 1899, le *Volksbote.*



Au cours de l'histoire, des journaux ont été publiés dans une vingtaine de localités luxembourgeoises différentes

DER PATRIOT

Le *Patriot* se qualifiait d'organe pour les intérêts du peuple luxembourgeois.[5] D'après son programme, il paraissait être la réponse catholique aux journaux de masse populaires et divertissants, apparus quelques années auparavant. En effet, de ces journaux paraissant deux fois par semaine dans le pays, il n'attendait qu'une corruption des mœurs et des esprits suite aux commérages locaux par trop répandus. Le journal luttait contre le ministre d'État Paul Eyschen, le traitant de bavard et de « Thersite ». Le premier numéro parut le 13 mars 1897. Il fut d'abord édité par Nikolaus Wies et Philippe Wagner, ensuite uniquement par Wies. Le *Patriot* paraissait un jour sur deux, le mardi, le jeudi et le samedi et était imprimé dans la capitale chez J. P. Nimax. La dernière édition parut le 31 décembre 1900. Trois jours plus tard, le *Patriot* changea son titre en *Luxemburger Volksblatt.*

LUXEMBURGER VOLKSBLATT

À partir du 3 janvier 1901, le *Patriot* parut sous le titre de *Luxemburger Volksblatt* (Journal populaire luxembourgeois), nom qu'avait déjà porté dans les années 1880 le supplément politique du catholique *Luxemburger Sonntagsblatt,* et avec le sous-titre *Der Patriot.* En même temps, le journal changea d'imprimerie pour celle des frères Hermann.[6]

Puis le format du journal devint plus petit et ce dernier fut produit à l'imprimerie Fr. Bourg-Bourger. Le 4 octobre 1902 parut la dernière édition sans indication de raisons. Dans un mot d'adieu, le rédacteur Wies conseilla d'acheter à l'avenir le *Bürger- und Beamten-Zeitung* en remplacement du *Luxemburger Volksblatt,* produit par la même imprimerie.

Premier numéro du journal démocrate *Bürger- und Beamten-Zeitung* du 28 décembre 1898

BÜRGER- UND BEAMTEN-ZEITUNG

Le premier numéro du *Bürger- und Beamten-Zeitung. Lokal-Anzeiger für Hollerich, Bahnhofsviertel und Umgegend* (Journal pour bourgeois et fonctionnaires. Journal d'annonces local pour Hollerich, le quartier de la gare et environs) parut mercredi 28 décembre 1898 à Hollerich. En 1899, son sous-titre fut modifié en *Organ für die Interessen aller Stände des Landes* (Organe pour les intérêts de tous les états du pays) puis en *Organ für Hollerich-Bonneweg, Bahnhof und Umgegend* (Organe pour Hollerich-Bonnevoie, la gare et environs).

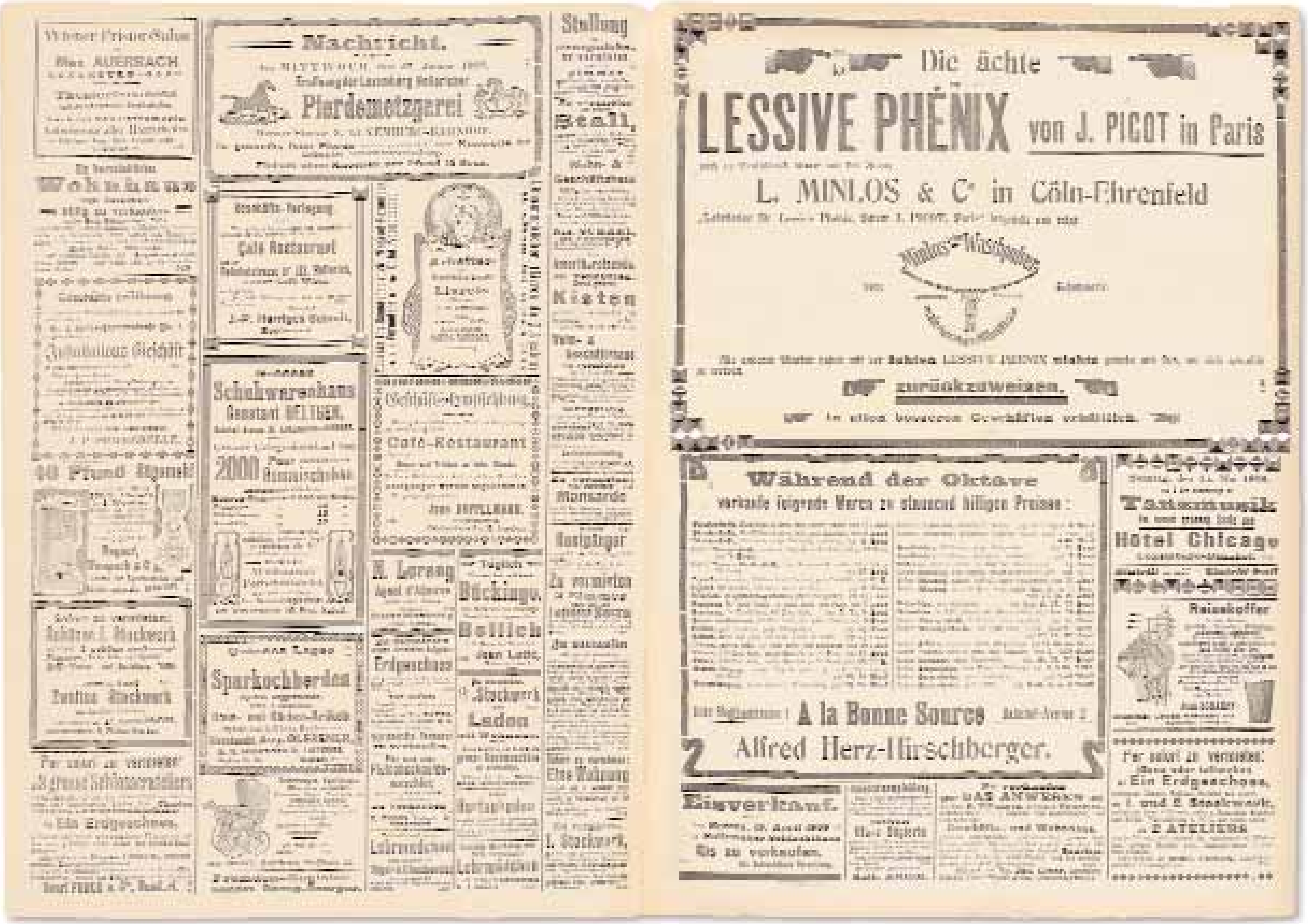
Le *Bürger- und Beamten-Zeitung* fut le premier journal local qui tenta de créer l'identité non pas d'une localité, mais celle d'un quartier, même si à l'époque il s'agissait encore de communes indépendantes. Dans sa première édition, le journal était d'avis que le quartier de la gare, Hollerich, Bonnevoie et les localités circonvoisines étaient devenus un carrefour du trafic en raison des réseaux ferroviaires qui s'y croisaient et par conséquent aussi un carrefour de l'économie de la capitale, comme le montraient les usines de vin mousseux, de tabac et de gaz ainsi que la fonderie et la fabrique de chaudières qui s'y trouvaient. Cette grande agglomération n'avait toutefois pas d'organe jusque-là.

Le *Bürger- und Beamten-Zeitung* se disait libéral et démocrate. Comme avant lui le *Luxemburger kleine Presse,* il s'opposait au rattachement de Hollerich et de Bonnevoie à la commune de Luxembourg. Les autres sujets qui lui tenaient à cœur étaient les logements pour ouvriers, les caisses de crédit, les réductions d'impôts, l'extension du droit de vote et l'amélioration des salaires et des pensions dans le service public. Avant la bataille électorale, le journal soutint le 10 juin 1899 les démocrates indépendants et combattit ceux qu'il qualifia de réactionnaires libéraux et ultramontains. Le 13 juin 1899, le *Bürger- und Beamten-Zeitung* constata que, comme chacun le savait, l'esprit politique s'était réveillé dans tout le pays grâce à la baisse du cens électoral de 30 à 15 francs à l'occasion des élections de la Chambre.

La première page était réservée au commentaire et au feuilleton, sur les pages intérieures suivaient des nouvelles de l'étranger et une chronique locale sur Hollerich. Les annonces, quant à elles, se trouvaient à la page 4. Le rédacteur était Gusenburger, qui avait travaillé pour le *Luxemburger freie Presse* et, par la suite, pour le *Luxemburger Post.* Une partie des articles étaient signés « Masque de Fer ».

Le *Bürger- und Beamten-Zeitung* paraissait trois fois par semaine, le mardi, le jeudi et le dimanche. Il était imprimé chez Bourg-Bourger sur quatre pages au format de 47 x 22 cm, divisées en quatre colonnes. L'abonnement trimestriel coûtait 1,50 francs, une annonce 10 centimes la ligne. À partir du 5 janvier 1909, il s'appela *Luxemburger Bürger-Zeitung. Organ für die Interessen aller Stände des Landes* (Journal pour les citoyens luxembourgeois. Organe pour les intérêts de tous les états du pays). Parallèlement, à partir de janvier 1909, le *Hollericher Zeitung* (Journal de Hollerich) parut en tant qu'édition locale. Le *Volkstribüne* lui succéda.

Double page d'annonces du *Bürger- und Beamten-Zeitung*



Wiener Frisier-Salon

Max AUERBACH

Wohnhaus

Nachricht.

Pferdemetzgerei

Café Restaurant

Schuhwarenhaus

2000 Paar

Sparkochherden

Café-Restaurant

Stellung

Stall,

Kisten

Mansarde

H. Lorang

Bücklinge.

Bollich

Jean Lutz

Erdgeschoss

Stockwerk

Laden

Zu vermieten

Eine Wohnung

1. Stockwerk,

Zweites Stockwerk

Per sofort zu vermieten

Ein Erdgeschoss.

Die ächte

LESSIVE PHÉNIX von J. PICOT in Paris

L. MINLOS & Cie in Cöln-Ehrenfeld

zurückzuweisen.

In allen besseren Geschäften erhältlich.

Während der Oktave

verkaufe folgende Waren zu staunend billigen Preisen:

A la Bonne Source

Alfred Herz-Hirschberger.

Tanzmusik

Hôtel Chicago

Reisekoffer

Per sofort zu vermieten:

Ein Erdgeschoss,

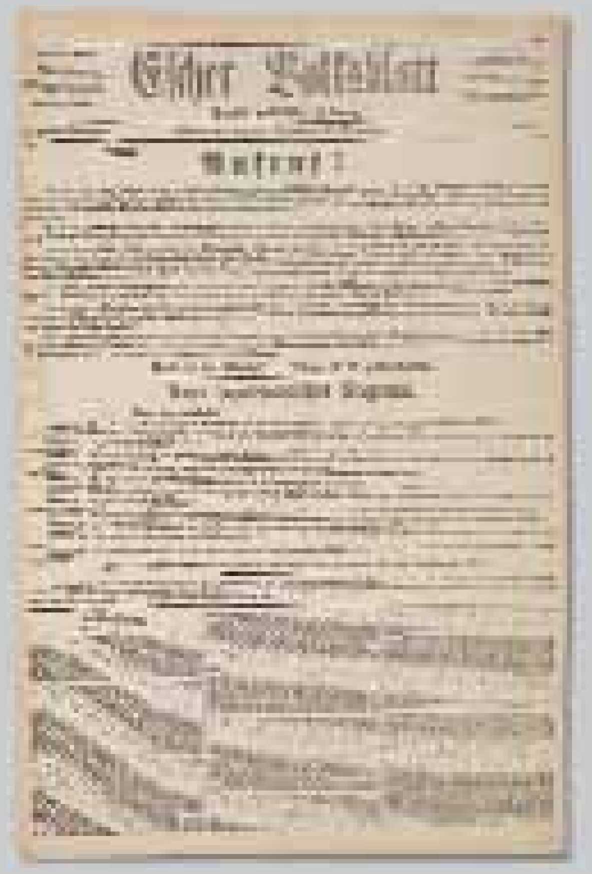
1. und 2. Stockwerk,

2 ATELIERS

Eisverkauf.

Eis zu verkaufen.

DAS ANWESEN



Premier numéro du journal social-démocrate *Escher Volksblatt* du 18 décembre 1898

Le 4 janvier 1900, l'*Escher Volksblatt* salua le nouveau siècle avec euphorie

ESCHER VOLKSBLATT

L'*Escher Volksblatt. Sozial politische Zeitung* (Journal populaire d'Esch. Journal sociopolitique) déclara dans son premier numéro du 18 décembre 1898 que plus de deux ans auparavant, une nouvelle vie politique avait commencé à s'animer dans le canton d'Esch. Il ajouta que lors des élections principales du mois de juin 1896, il était clairement apparu que le canton d'Esch n'était plus disposé à rester sous tutelle politique. En effet, d'après lui, le canton avait conquis la suprématie économique du Luxembourg déjà des décennies plus tôt, alors que sur le terrain politique, il était resté loin derrière d'autres régions. Cependant, les premiers (sociaux-) démocrates élus à l'époque, le médecin Michel Welter et l'entrepreneur Caspar Mathias Spoo, avaient certes bénéficié du soutien de l'*Escher Courrier,* entre-temps disparu, mais n'avaient pas de propre journal.

C'est la raison pour laquelle Welter créa l'*Escher Volksblatt.* Il imprima immédiatement un programme en 13 points, parmi lesquels figuraient le suffrage universel, une juridiction gratuite, des juges élus et uniquement des impôts directs progressifs. Le 8 janvier 1899, il publia le poème *« Proletarier »* (Prolétaires) du poète révolutionnaire allemand Ferdinand Freiligrath. Comme le montraient des invitations d'un comité d'agitation dirigé par le Dr Welter, l'*Escher Volksblatt* lui aussi n'était pas seulement un journal engagé politiquement, comme il le déclara le 4 juin 1899, mais également un journal de parti qui devait entraîner la création d'un parti. L'*Escher Volksblatt* discutait beaucoup des propositions de loi sur la création d'une assurance maladie et accident.

L'*Escher Volksblatt* était produit à l'imprimerie G. Willems. Il paraissait chaque dimanche sur quatre pages au format de 52 x 34 cm. Sur la première page se trouvaient un commentaire qui avait souvent pour objet les débats parlementaires, ainsi que le feuilleton. Les nouvelles internationales figuraient en page 2, suivies jusqu'en page 3 de nouvelles locales, une rubrique consacrée aux victimes du travail relatant des accidents de travail, et des extraits du *Mémorial.* En dernière page se trouvaient les annonces. L'abonnement trimestriel coûtait 1,25 francs, le numéro à l'unité 10 centimes. Le tarif des annonces s'élevait à 10 centimes la ligne.

Cependant, la création d'une presse sociale-démocrate ne se fit pas sans difficultés. Le 4 avril 1902, Michel Welter fit après coup une déclaration dans l'*Escher Journal.* D'après lui, les deux journaux *Luxemburger Volksblatt (Patriot)* et *Escher Volksblatt* étaient tombés, sous la rédaction de Monsieur Wies, dans une telle misère qu'il devenait chaque jour plus évident que la parution future des journaux était impossible. Toujours selon Welter, il fut décidé par conséquent de créer une société coopérative dans le but de financer l'entreprise. Il ajouta que Monsieur Wies devait recevoir 50 actions à 25 francs pour le *Luxemburger Volksblatt (Patriot)* et les propriétaires de l'*Escher Volksblatt* également 50 actions. L'entreprise échoua toutefois.

Le dernier numéro de l'*Escher Volksblatt* est daté du 28 décembre 1901. Le 4 janvier 1902 parut ensuite l'*Escher Journal.*

Premier numéro du journal social-démocrate *Escher Journal* du 4 janvier 1902

ESCHER JOURNAL

Le 4 janvier 1902, une semaine après la dernière édition de l'*Escher Volksblatt* et cinq mois avant les élections du 10 juin 1902, parut le premier numéro de l'*Escher Journal* avec pour devise *« Habt wohl acht, Wort ist Macht! »* (Prenez garde, la parole est pouvoir !). Sous le titre *« Unser Programm »* (Notre programme), la rédaction rappela que l'*Escher Volksblatt,* qui avait été créé trois ans auparavant et avait dû être cédé à une autre direction par la suite, considérait son programme sociopolitique comme une priorité, programme auquel il resta attaché de manière indéfectible.

L'*Escher Journal* appartint d'abord à Michel Welter et Jean Schaack-Wirth, puis il servit d'apport lors de la création de la société anonyme Maison du peuple.[7] Le 29 mars 1902, il imprima une invitation à une assemblée du Parti social-démocrate du Luxembourg au nom du comité de direction provisoire de celui-ci.

Sur la première page, au-dessus du feuilleton, se trouvait la plupart du temps un commentaire sur les débats parlementaires et sur les graves soucis des ouvriers de la région du Bassin minier, comme la crise du logement et la sécurité sociale. Il commentait aussi la querelle sur l'école et les polémiques avec le *Luxemburger Wort* et l'*Escher Presse,* qualifiant ce dernier de feuille de chou (24.5.1902). Page 2 suivaient d'autres commentaires et nouvelles locales qui se poursuivaient page 3. Sur cette même page commençaient les annonces qui remplissaient également la dernière page.

L'*Escher Journal* voulait être avant tout un journal pour la ville et le canton d'Esch. À Esch, l'abonnement trimestriel coûtait 1,05 francs, dans le reste du pays 1,25 francs. Le numéro à l'unité coûtait 10 centimes, les annonces 20 centimes la ligne et les petites annonces 5 centimes. Il était imprimé sur quatre pages au format de 51 x 36 cm, divisées en quatre colonnes. Le journal fut imprimé le 27 avril 1912 sur du papier rouge à l'occasion du 1^er^ mai. Pour se faire entendre, les hommes politiques sociaux-démocrates ne se fiaient pas seulement à leur propre journal. En effet, le 27 décembre 1902, l'*Escher Journal* appuya une pétition en protestation contre la suppression du compte rendu analytique de la Chambre, distribué gratuitement.

Samedi 28 juin 1913, l'*Escher Journal* publia un poème intitulé *« Abschied vom Leser »* (Adieu au lecteur) et écrivit quelque peu hâtivement que le programme qu'il avait élaboré une douzaine d'années auparavant était entièrement réalisé, ou du moins dans les grandes lignes. Selon lui, le droit de vote universel équitable, direct et à bulletin secret, le premier point de son programme, était prêt à être voté. Toujours d'après l'*Escher Journal,* un impôt sur le revenu progressif et une sécurité sociale avaient été décidés. En même temps, le journal informa ses abonnés qu'ils recevraient le nouvel *Escher Tageblatt* grâce à un accord passé avec l'éditeur Paul Schroell.

ESCHER TAGEBLATT

Le gouvernement de coalition anticlérical, formé par des libéraux et des démocrates ou sociaux-démocrates, considérait, peu de temps avant la Première Guerre mondiale, l'adoption de la loi scolaire comme le point d'orgue de sa politique. Cela encouragea Paul Schroell, l'imprimeur libéral du *Landwirth* de Diekirch, à fonder une imprimerie à Esch-sur-Alzette pour y publier, en tant qu'imprimerie et maison d'édition de journaux à Esch, un nouveau quotidien, l'*Escher Tageblatt. Demokratisches Organ für die Interessen des Kantons Esch* (Quotidien d'Esch. Organe démocratique pour les intérêts du canton d'Esch). Le premier numéro parut lundi 30 juin 1913, et le journal succéda à l'*Escher Journal* de Michel Welter, qui avait cessé de paraître samedi 28 juin 1913.

Le poème de Nik. Welter *« An das Land der roten Erde! »* (Au pays des Terres rouges !) ornait la première page du premier numéro. Dans la déclaration *« Unser Programm »* (Notre programme), le journal annonça que l'*Escher Tageblatt* devait être une tribune populaire libre, où le peuple exprimerait librement son avis et pourrait prendre la parole. Il se concentrait sur le canton d'Esch, ce canton étant le centre des efforts démocratiques du Luxembourg. Il disait vouloir s'engager entre autres pour l'amélioration de l'éducation populaire et pour le suffrage universel. À l'époque de l'escalade du *Kulturkampf,* l'*Escher Tageblatt* était, contrairement à l'*Escher Journal,* plus indépendant du Parti social-démocrate et voulait ainsi s'adresser à un lectorat plus large. Dans un éditorial du 3 juillet 1913, il promettait d'accorder plus d'importance aux intérêts généraux qu'aux intérêts personnels, aux intérêts du peuple entier plutôt qu'à ceux de certains groupes ou couches de la population, et donc de ne pas être un organe du mouvement ouvrier et syndical naissants. Selon Ben Fayot, il devait être plutôt le porte-parole de la gauche bourgeoise telle que représentée par les parlementaires autour de Welter. L'*Escher Tageblatt* était cependant aussi une réaction au refus essuyé par Paul Schroell en 1911, lorsqu'il voulut s'associer à son cousin Émile Schroell, l'éditeur du respectable et libéral *Luxemburger Zeitung.*[8]

Le premier rédacteur du journal fut Nic. Wolff, collaborateur du *Landwirth,* qui retourna cependant trois mois plus tard à son métier d'enseignant. Fin septembre 1913 et jusqu'en 1924, l'instituteur Frantz Clément lui succéda en tant que rédacteur en chef. Le rédacteur était Jean Gusenburger, qui avait auparavant écrit des articles pour le *Luxemburger freie Presse,* le *Luxemburger Post,* le *Bürger- und Beamten-Zeitung* et enfin le *Volksbote.*

L'*Escher Tageblatt* paraissait les jours ouvrables. Au début, son tirage s'élevait à 2 000 exemplaires.[9] L'abonnement trimestriel coûtait 2,50 francs et le prix au numéro était de 10 centimes. Les annonces coûtaient 0,25 francs et les publicités 0,50 francs la ligne. Sous son titre, il indiquait *« Wirksames Anzeigenblatt »* (Journal d'annonces efficace), à l'attention d'éventuels annonceurs. Après que l'*Escher Tageblatt* fut vendu aux syndicats libres par son éditeur en 1927, il prit la place, après la Seconde Guerre mondiale, de la presse libérale en tant que deuxième quotidien le plus important. Il était ainsi en concurrence constante avec le leader du marché et porte-parole du plus grand parti politique, le *Luxemburger Wort.*

Paru pour la première fois le 30 juin 1913, l'*Escher Tageblatt* s'imposa définitivement après la Seconde Guerre mondiale en tant que deuxième grand journal luxembourgeois

DIE VOLKSTRIBÜNE

Le journal *Die Volkstribüne. Demokratisch-fortschrittliches Organ, vormals Luxemburger Bürger-Zeitung* (La tribune du peuple. Organe démocratique et progressiste, jadis Journal des citoyens du Luxembourg) ou *Die Volkstribüne. Demokratisch-fortschrittliches Organ, vormals Hollericher Zeitung* (La tribune du peuple. Organe démocratique et progressiste, jadis Journal d'Hollerich) ne perpétuait pas seulement la tradition libérale-démocrate de ces journaux. Il continua également le comptage des années de parution. Il se radicalisa particulièrement pendant la Première Guerre mondiale, se qualifiant d'organe démocratique et progressiste et, à partir du 4 octobre 1919, après la tentative de proclamation de la République, d'organe démocratique et républicain. Le 16 septembre 1919, il avait nié être le journal de Monsieur Pescatore comme le prétendait le *Luxemburger Wort.* Devenu quotidien, le *Volkstribüne* parut jusqu'au 31 décembre 1919. Ensuite, il déclara avoir rejoint le Parti social-démocrate et fusionné avec le *Schmiede* (La forge). À partir du 1er janvier 1920, le journal eut pour titre *Soziale Republik* (République sociale).

Le journal démocrate *Die Volkstribüne* relata le 11 janvier 1919 les manœuvres révolutionnaires au Luxembourg

DER VOLKSBOTE

Le journal *Der Volksbote* (Le messager du peuple) se considérait comme un organe libéral et progressiste commentant et complétant le compte rendu analytique de la Chambre ainsi qu'un organe pour les élections parlementaires et communales respectives.[10] Il succédait au *Luxemburger kleine Presse* et à l'*Escher kleine Presse.* Puis, à partir de sa deuxième année de parution, son sous-titre se référa explicitement à la continuation de ces deux journaux. Son rédacteur était J. N. Moes. Après sa mort, Jean Gusenburger, qui avait auparavant rédigé des articles pour le *Luxemburger freie Presse,* le *Luxemburger Post,* puis le *Bürger- und Beamten-Zeitung* et enfin l'*Escher Tageblatt,* continua son travail. Il qualifia le journal d'organe libéral-démocrate qui tendait vers un journal satirique avec ses devises *« Castigat ridendo mores »* et *« Difficile est satiram non scribere ».* Le premier numéro parut le 2 avril 1899. En tant qu'hebdomadaire, le journal paraissait le samedi, et en 1912, il agrandit son format. Il était imprimé chez G. Hollinger à Thionville. La dernière édition conservée est datée du 5 juillet 1914.

Premier numéro du *Volksbote* du 2 avril 1899

ARDENNER BAUER

L'*Ardenner Bauer. Organ des Ardenner Ackerbau-Vereins* (Agriculteur ardennais. Organe de l'Association agricole ardennaise) fut publié à partir de décembre 1898. Le rédacteur de cette publication politique était le professeur N. P. Kunnen, son imprimeur et éditeur était Joseph Beffort à Luxembourg. Le journal paraissait le mercredi et le samedi. Bien que l'abonnement fût compris dans la cotisation de l'Association agricole ardennaise, l'*Ardenner Bauer* n'était pas un journal purement associatif, mais un journal d'intérêt général. Sur la première page, on abordait des questions agricoles, mais aussi des évènements internationaux, en page 2 suivaient les nouvelles locales, la suite du feuilleton de la première page et des extraits du *Mémorial,* tandis que la page 3 était réservée aux affaires locales et à la rubrique « divers » et la page 4 comportait des annonces. Les contributions originales étaient rares, mais ceci évitait aux membres de l'Association agricole ardennaise l'abonnement à un autre journal. La dernière édition conservée est datée du 28 décembre 1912.

Le 8 juin 1900, l'*Ardenner Bauer* reproduisit en première page une illustration du merveilleux cheval Linus II

SAUER-ZEITUNG

Henry Müller, imprimeur et éditeur d'Echternach, publia le 30 septembre 1899 le premier numéro du *Volksfreund. Organ und Anzeigenblatt für die Interessen aller Stände* (L'ami du peuple. Organe et journal d'annonces pour les intérêts de tous les états). Finalement, Müller procéda à la fusion du *Volksfreund* et de son *Sauer-Zeitung* (Journal de la Sûre). Le journal d'Echternach fut publié pour concurrencer l'*Echternacher Anzeiger.* Il imprimait de préférence des nouvelles anticléricales et accordait une grande place à l'humour et au divertissement. La première page était réservée à un tour d'horizon politique et au feuilleton, en page 2 suivaient les nouvelles locales, un compte rendu de la Chambre, une rubrique « divers » et la suite du feuilleton ; en page 3 la rubrique « divers » était suivie des annonces qui remplissaient également la dernière page. L'abonnement trimestriel coûtait 1 mark, une annonce 10 centimes la ligne. Le *Sauer-Zeitung,* imprimé sur quatre pages d'un format de 50 x 34 cm, divisées en quatre colonnes, paraissait le jeudi et le dimanche, mais seulement pendant un court laps de temps.

Le journal anticlérical *Sauer-Zeitung* du 28 janvier 1909 débattait en première page de la séparation de l'Église et de l'État

DER ARME TEUFEL

Journal socialiste *Der arme Teufel* du 7 janvier 1906

Le premier numéro du journal *Der arme Teufel. Sozialdemokratische Zeitung* (Le pauvre diable. Journal social-démocrate) parut dimanche 29 novembre 1903. Rien que son titre se distançait des médecins et des avocats qui donnaient le ton au sein du nouveau Parti social-démocrate. C'était l'organe des artisans et ouvriers radicaux du parti, pour qui la création de syndicats n'était pas moins importante que l'introduction du suffrage universel, et par là-même l'obtention de sièges au Parlement. Le secrétaire du comité de direction du parti, Jacques Thilmany, était responsable de la distribution. L'éditeur était Jean Schaack-Wirth, qui auparavant avait été copropriétaire de l'*Escher Journal* avec Welter. Georges Droessaert était l'autre grande figure du journal : il créa cependant, le 18 décembre 1910, avec l'éphémère *Freiheit* (Liberté), le premier journal anarchiste du Luxembourg.[11] Ils se retrouvèrent au sein du Parti ouvrier social-démocrate, séparé en 1905 du Parti social-démocrate.

La devise du journal était *« Der Wahrheit zur Ehr, / Den Armen zum Schutz, / Den Mächtigen zum Trutz »* (En honneur à la vérité, / En protection des pauvres, / En opposition aux puissants). Dans le premier éditorial, il était question de la scission du parti et par conséquent aussi de celle de la presse de parti : les « méchants » socialistes avaient été vaincus et étaient passés de l'*Escher Journal* à l'*Arme Teufel*. L'*Arme Teufel* dépensait une grande partie de son énergie à révéler l'opportunisme et l'autoritarisme de Welter et ce dans le langage du peuple pas toujours très châtié et parfois en luxembourgeois.

En 1908, l'opinion publique était divisée entre le bloc catholique et le bloc libéral, ce qui fit que l'*Arme Teufel* se limita de plus en plus à la polémique anticléricale et se rapprocha ainsi à nouveau du Parti social-démocrate, dans lequel le Parti ouvrier social-démocrate fut absorbé en 1912.

Après l'invasion allemande de 1914, l'*Arme Teufel* fut dans l'impossibilité de paraître pendant deux mois et demi et fut publié par la suite de façon plutôt irrégulière. La radicalisation de la société à la fin de la Première Guerre mondiale, le mouvement républicain et les revendications sociales des ouvriers semblaient enfin répondre aux attentes de longue date du journal. Après leur échec partiel, il devint un journal radical-libéral.

L'*Arme Teufel* paraissait le dimanche. À partir de 1916, il ne parut plus que tous les quinze jours, puis uniquement de façon mensuelle à partir de septembre 1926. Il était imprimé sur quatre pages au format de 53 x 37 cm, divisées en trois colonnes. L'abonnement trimestriel coûtait 1 mark, le numéro à l'unité 2 sous, la ligne d'annonce 10 centimes.

La dernière édition portait le numéro 907 et la date de septembre 1929. Le journal avait donc tout de même été publié pendant 26 ans. Dans ses dernières années de parution, l'*Arme Teufel* était devenu l'organe non-officiel de la Libre Pensée luxembourgeoise. Das *Freie Wort. Offizielles Organ des Luxemburger Freidenkerbundes* (La parole libre. Organe officiel de la Libre Pensée luxembourgeoise), dont le premier numéro parut le 1^er^ septembre 1929, porta temporairement le titre de *Vormals „Der Arme Teufel"* (Anciennement *Der Arme Teufel).*

DAS LUXEMBURGER VOLK

Le monde de la presse était peut-être déjà surdéveloppé au Luxembourg, car pratiquement toutes les localités de taille moyenne possédaient leur propre journal local. C'était en tout cas ce qu'estimait le *Luxemburger Volk. Christlich-soziales Blatt* (Le peuple luxembourgeois. Journal chrétien-social), dans son premier numéro du 10 décembre 1903, dans un article intitulé *« Unser Programm »* (Notre programme). Cependant, au début du nouveau siècle, non seulement les commerçants et les artisans, mais également les agriculteurs et les ouvriers industriels commencèrent à prendre conscience que le monde avait changé. C'est pourquoi le journal catholique se proposa de triompher du libéralisme du XIX^e^ siècle et de promouvoir, en évitant le socialisme, un nouvel ordre économique en influençant les mesures législatives y relatives et en appliquant une entraide coopérative.

Avec son titre et son sous-titre, le *Luxemburger Volk* anticipait, dans les années des premières lois sociales, les convictions du Parti chrétien-social, nom que devait prendre, seulement à partir de 1944, le parti de droite fondé en 1914. En 1906, dans sa troisième année de parution, le journal ne se qualifia plus de chrétien-social, mais d'organe associatif de l'Association populaire catholique luxembourgeoise.

Le journal faisait état des mouvements sociaux à l'étranger, polémiquait contre le libéralisme, le socialisme et la franc-maçonnerie et prenait part à la lutte scolaire. Le

19 novembre 1904, il publia un numéro spécial sur le danger que représentait d'après lui la franc-maçonnerie. Le 18 avril 1914, il réclama, outre l'Association populaire catholique, une deuxième organisation directement formée comme un parti politique, à savoir le parti de droite que ses détracteurs appelaient *« Volksvereinspartei »* (Parti de l'Association populaire catholique).

La première page comportait un commentaire, des réflexions inspirées par la théorie économique catholique, des nouvelles sur la situation sociale à l'étranger et un feuilleton. Pages 2 et 3 suivaient la politique nationale et sociale, la rubrique « divers », les nouvelles de l'association et en dernière page, des annonces.

Pendant la Première Guerre mondiale, le journal continua à paraître, lutta contre les partis de coalition et défendit ensuite la monarchie. Pendant la crise du régime en décembre 1918 et janvier 1919, il publia en supplément des tracts patriotiques pour la monarchie et l'indépendance nationale. Début 1921, il lutta contre les « socialistes du cartel » et ceux qui s'en étaient séparés, les « socialistes de Moscou », c'est-à-dire le Parti communiste nouvellement créé. Le 30 avril 1933, il lança un appel aux forces conservatrices pour les avertir des théories racistes exagérées et en particulier de l'antisémitisme effréné qui sévissaient surtout en Allemagne et qui avaient, d'après lui, leur origine dans le nationalisme radical. Dans les années 1930, il soutint pourtant le mouvement Christ-Roi militant. Le 5 mai 1940, dans sa série intitulée *« Vom Führertum »* (À propos du rôle du chef), il écrivit sur *« Vom Führertum im Volksverein »* (À propos du rôle du chef dans l'Association populaire catholique). Cinq jours plus tard, l'Allemagne nazie envahissait le pays.

Le journal, composé de huit pages au format de 36 x 28 cm et divisées en trois colonnes, paraissait chaque samedi sous la rédaction de Karl Lessel et était produit par l'Imprimerie Saint-Paul. Dès son troisième numéro, il s'agrandit pour passer à quatre pages au format de 53 x 37 cm, divisées en quatre colonnes, puis passa à un format plus petit en 1906 et de nouveau à un format plus grand en 1909. L'abonnement trimestriel coûtait 75 centimes, les annonces 20 centimes et les publicités 50 centimes la ligne d'impression.

Premier numéro du journal chrétien-social *Das Luxemburger Volk* du 10 décembre 1903

Le journal démocratique *Die neue Zeit. Les Temps nouveaux* du 28 septembre 1913, avec en première page une caricature du ministre d'État Paul Eyschen, nommé roi sans couronne du Luxembourg

DIE NEUE ZEIT. LES TEMPS NOUVEAUX

Die neue Zeit. Les Temps nouveaux déclara avec emphase dans son premier numéro du dimanche 16 mars 1911 qu'il représentait le nombre impressionnant et sans cesse croissant de ceux qui s'étaient émancipés. Dans un article intitulé *« Wer wir sind und was wir wollen »* (Qui nous sommes et ce que nous voulons), il promettait de s'engager pour l'émancipation de l'esprit, le principe démocratique et l'équilibre social.

L'idée de créer le *Neue Zeit* était née, selon le journal lui-même, du mouvement pour l'éducation populaire. Cependant, sa parution, un mois avant les élections du 16 avril 1911, apparaissait comme la justification intellectuelle des partis de la coalition. Au conseil d'administration de la société anonyme siégeaient des écrivains libéraux, des activistes sociaux-démocrates des associations pour l'éducation populaire et, sans doute comme bailleurs de fonds, des représentants de l'industrie lourde. Dans sa propre publicité, il devait plus tard se recommander aux ménages progressistes et cultivés. Dans le deuxième numéro parut un appel au vote pour les « candidats du cartel », mais deux semaines plus tard, le journal de gauche libéral et anticlérical dut admettre qu'il avait essuyé une défaite électorale.

Le 18 mars 1912, le journal annonça qu'il avait été condamné pour vol de propriété intellectuelle parce qu'il avait plagié un texte sur Klara Moes pour rappeler l'affaire « Klara Wupp ». Le 28 février 1913, il fut toutefois acquitté.

Le *Neue Zeit* se composait de quatre pages d'un format de 50 x 36 cm, divisées en quatre colonnes. La première page proposait des commentaires sur la politique, l'école, le Parlement ainsi que sur les nouvelles internationales. Page 2 se trouvaient des nouvelles locales et des articles sur la vie des associations d'éducation populaire. La page 3 était réservée aux sciences et à l'art. Les articles littéraires, quant à eux, étaient plutôt rares.

Le *Neue Zeit* était imprimé chez Nimax et les lettres devaient être adressées à Matthias Adam à Pétange. L'abonnement trimestriel au journal du dimanche coûtait 1,25 francs, les annonces 20 centimes la ligne. À partir du 1er octobre 1912, il parut deux fois par semaine, le mercredi et le samedi, et coûtait alors 1,50 francs par trimestre. La dernière édition parut le 9 août 1914. Trois décennies plus tard, à l'apogée d'une autre confrontation politique dans le pays, plusieurs intellectuels de gauche firent revivre le prestigieux titre.

LUXEMBURGER NACHRICHTEN

La première édition du *Luxemburger Nachrichten. Gemäßigtes Organ für alle Stände* (Nouvelles du Luxembourg. Organe modéré pour tous les états) parut le 5 décembre 1912. Étant donné que tous les journaux étaient impliqués dans une rude lutte de partis, de nombreux lecteurs désiraient un organe bon marché qui se limiterait à laisser parler d'eux-mêmes les événements. C'est ce que l'on pouvait lire dans un article de la première édition intitulé *« Unsere Daseinsberechtigung »* (Notre raison d'être). Le *Luxemburger Nachrichten* ne voulait participer à aucune politique extrême ou sévère orientée à gauche, mais voulait être un véritable journal populaire avec des opinions modérées, et être si bon marché qu'il serait à la portée de toutes les bourses, même les plus modestes.

En première page se trouvaient des nouvelles internationales et un feuilleton, et les pages intérieures renfermaient, outre un bref compte rendu de la Chambre, des nouvelles locales. La dernière page était réservée aux annonces. Le journal imprimait rarement des articles de son cru et essayait avant tout de s'adresser aux lecteurs par le biais de nouvelles locales. L'abonnement trimestriel coûtait 1 franc, les annonces 25 centimes la ligne. Il était édité et imprimé par Theo Schroell.

Luxemburger Nachrichten

Le journal conservateur *Luxemburger Nachrichten* du 18 décembre 1913, avec une photo vantée comme originale de la Caisse d'épargne en première page

---

[1] Mersch 1968, p. 506 [2] Grégoire 1966, vol. V, p. 96 [3] Grégoire 1966, vol. V, p. 87 [4] Grégoire 1966, vol. V, p. 88 [5] Grégoire 1966, vol. V, p. 90 [6] Grégoire 1966, vol. V, p. 91 [7] Wehenkel-Frisch 1978, p. 31 [8] Fayot 1983 [9] *Tageblatt*, 30 juin 1998 [10] Grégoire 1966, vol. V, p. 103 [11] Wehenkel-Frisch 1978, p. 178

LA RADICALISATION

1914-1940

1914 – 1940

La Première Guerre mondiale ébranla à la fois les traditions du XIX^{e} siècle et sa foi dans le progrès. Contrairement à la Seconde Guerre mondiale, elle ne provoqua cependant pas de coupure profonde dans l'évolution de la presse. En effet, sous l'occupation allemande, les institutions luxembourgeoises continuèrent à fonctionner et les journaux à paraître.

Après l'invasion allemande, l'*Escher Tageblatt* interrompit sa parution le 13 août 1914 pour la reprendre à partir du 1er janvier 1915, en se soumettant toutefois passagèrement à la censure de l'armée. L'éditeur Paul Schroell et le rédacteur Frantz Clément furent incarcérés à Coblence pendant un mois et demi.

La lutte entre les partis de la coalition et la droite catholique se poursuivit. À la même période apparurent les premiers syndicats de masse modernes et le mouvement ouvrier se radicalisa et se divisa. La fin de la guerre entraîna une crise profonde du régime politique. Le suffrage universel et la journée de travail de huit heures furent introduits et un référendum décida de l'avenir de la monarchie et de l'union économique.

La presse s'était déjà radicalisée auparavant lors du *Kulturkampf,* puis jusqu'à la Seconde Guerre mondiale avec la scission du mouvement ouvrier, la proclamation de la République et finalement le fascisme naissant et la polémique autour de la loi muselière. Avant même la fin de la Première Guerre mondiale, les premiers journaux syndicalistes furent créés, suivis des premiers magazines féminins.

Vingt ans après le *Luxemburger Zeitung,* le *Luxemburger Wort* tenta à son tour, à partir du 1er janvier 1920, de paraître deux fois par jour, avec une édition du matin et une du soir, et ce du mardi au samedi ; le lundi, il continuait à ne paraître qu'une seule fois. Cependant, le journal perdit rapidement cette habitude et réduisit sa deuxième édition à un numéro spécial paraissant les jours de séances parlementaires, tandis que le *Luxemburger Zeitung* continuait à publier deux éditions quotidiennes jusqu'au 14 mai 1940.

Malgré quelques gravures représentant des portraits, des bâtiments ou des cartes géographiques, de nombreux journaux conservèrent jusque dans les années 1920 leur apparence qui datait encore du XIX^{e} siècle, avant d'adopter une mise en pages horizontale, des titres sur plusieurs colonnes et les premières photos.

Luxemburger Wort

Le 3 août 1914, le *Luxemburger Wort* annonça l'invasion allemande

Fin 1927, Paul Schroell vendit son *Escher Tageblatt* et son imprimerie pour un million de francs à parts égales à l'Association luxembourgeoise des mineurs et ouvriers métallurgistes et à l'Association nationale des cheminots luxembourgeois, dont l'imprimerie coopérative publia l'*Escher Tageblatt* à partir du 14 décembre 1927. Le Parti socialiste renonça suite à cette transaction à un propre organe de parti. L'enseignant, député et bourgmestre d'Esch, Hubert Clément (1889-1953), fut directeur du journal jusqu'à sa mort. En avril 1933, l'Allemagne intenta deux procès à l'*Escher Tageblatt,* dont la parution fut interdite sur son territoire, pour crime de lèse-majesté envers la personne d'Hitler.

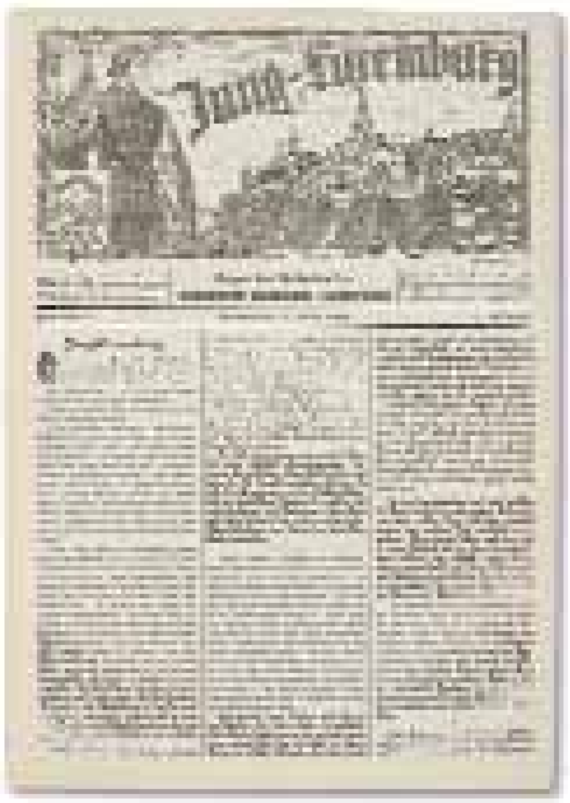
Déjà en 1913, le libéral *Luxemburger Zeitung* avait connu une baisse importante de sa diffusion après avoir été banni par l'évêque Jean-Joseph Koppes. L'introduction du suffrage universel en 1919 affaiblit davantage le parti libéral des notables et sa presse. L'éditeur Émile Schroell vendit par conséquent la majorité du journal, devenu non rentable, à un groupe d'actionnaires autour d'Émile Mayrisch, directeur général de l'Arbed.[1] Les scissions répétées du parti libéral et la dépendance, devenue indéniable, du *Luxemburger Zeitung* par rapport à l'industrie lourde, affaiblirent et discréditèrent davantage le journal. Avec un peu de retard sur d'autres pays européens, l'Association luxembourgeoise des journalistes (ALJ) fut créée le 7 novembre 1925. Son premier président fut Batty Weber du *Luxemburger Zeitung.*[2] L'ALJ ne devait cependant jamais réussir à créer une conscience syndicale chez les journalistes qui, en cas de doute, se rangeaient à chaque fois, par loyauté, du côté de leur maison d'édition ou de leur parti.

JUNG-LUXEMBURG

À partir du 5 avril 1914, le *Jung-Luxemburg. Organ des Verbandes der Luxemburger Katholischen Jugendvereine* (Jeune Luxembourg. Organe de la Fédération des associations des jeunes catholiques luxembourgeois) fut publié pour mobiliser la jeunesse catholique contre la sécularisation du nouveau siècle. Pendant un certain temps, le titre était orné d'une gravure de Jos Strock représentant un jeune cavalier à l'allure martiale portant un drapeau devant une vue de la ville de Luxembourg. La devise du journal était *« Tapfer im Kampf gegen das Böse, treu dem Altar und dem Thron! »* (Courageux dans la lutte contre le mal, fidèle à l'autel et au trône !). Le journal se proposait de renforcer la conviction religieuse et de promouvoir la formation professionnelle et l'éducation sociale ainsi que les ambitions sportives. Selon ses propres indications, la Fédération des jeunes catholiques comptait 42 associations rassemblant 3 300 membres.

En général, les deux premières pages étaient réservées à des réflexions contemplatives, et les deux autres au divertissement, à l'instruction et aux nouvelles associatives. Le 7 février 1915, le *Jung-Luxemburg* constata encore l'immense sens noble du sacrifice, le courage à toute épreuve et la discipline de fer des jeunes soldats pendant la Première Guerre mondiale. Mais le 24 septembre 1916, le journal appela au soutien des victimes de l'insatiable fureur de la guerre. Lors de la crise du régime, il reprocha à une ignoble bande de voyous qui aurait trahi la couronne et le pays d'être responsable de l'abdication de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde.

Le journal paraissait tous les 15 jours et était imprimé sur quatre pages au format de 38,5 x 27 cm chez M. Huss. En 1918, il adopta l'impression sur rotative, un procédé meilleur marché. Le 27 avril 1940, le *Jung-Luxemburg* énumérait encore les armes qui mèneraient à la victoire, à savoir la gymnastique, la prière, la confession et la communion. Ces dernières se révélèrent cependant inefficaces : deux semaines plus tard, le pays était occupé et le *Jung-Luxemburg* cessa de paraître.


Jung-Luxemburg

Premier numéro du journal catholique
Jung-Luxemburg du 5 avril 1914

DIE SCHMIEDE

Die Schmiede

Premier numéro du *Schmiede* du 2 décembre 1916

La première édition du journal *Die Schmiede* (La forge) parut samedi 2 décembre 1916. Contrairement aux organes qui le précédèrent et qui se qualifiaient dans leur titre de journaux locaux d'Esch, le nouveau journal prenait parti – bien qu'avec une idéalisation prométhéenne – pour une classe sociale. Un dessin maladroit représentait, sous le titre, deux forgerons autour d'une enclume.

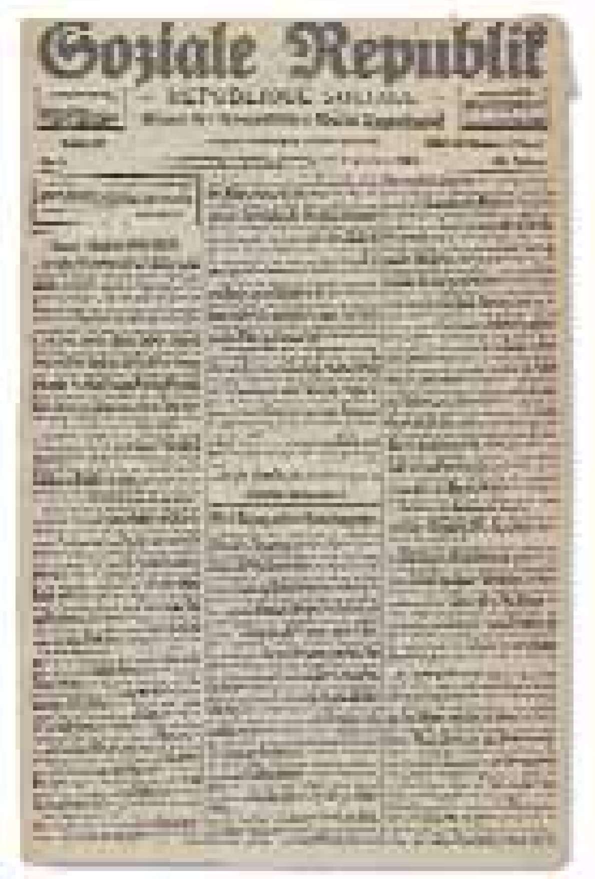
Sous le titre *« Was wir wollen »* (Ce que nous voulons), le *Schmiede* expliquait de manière résolue qu'il se situait à l'extrême gauche. Selon lui, les radicaux et sociaux-démocrates, parmi lesquels il se comptait, s'étaient unis pour lutter contre le plus grave danger que courait l'histoire luxembourgeoise depuis 1867 et pour lui échapper.

Les quatre pages au format de 33 x 22 cm, divisées en trois colonnes, étaient avant tout consacrées à des commentaires, y compris un éditorial intitulé *« Am Schmiedfeuer »* (Au feu de la forge), qui traitait des problèmes provoqués par la guerre, comme la pénurie de denrées alimentaires et les attaques aériennes, mais aussi des syndicats naissants et de la formation du parti. Le 11 janvier 1919, le *Schmiede* choisit le titre joyeux de : « Vive la République ! »

Le 6 octobre 1917, lorsque le journal adopta le sous-titre *Organ der sozialdemokratischen Partei Luxemburgs* (Organe du Parti social-démocrate luxembourgeois), il déclara dans un appel que le *Schmiede* était passé des mains du député social-démocrate d'Esch, Jos. Thorn, à celles du Parti social-démocrate, afin de mettre un organe de lutte à la disposition de la classe ouvrière organisée sur le plan politique. Le journal paraissait tous les samedis à la maison d'édition et imprimerie A. Kummer à Esch. L'abonnement trimestriel coûtait 1,25 francs. Finalement, le *Volkstribüne* fusionna avec le *Schmiede* pour former le *Soziale Republik.*

Die Schmiede

Le journal socialiste *Die Schmiede* du 11 janvier 1919
salua la proclamation de la République


Soziale Republik

Journal socialiste *Soziale Republik* du 2 janvier 1920

SOZIALE REPUBLIK

Dans l'atmosphère révolutionnaire de la fin de la Première Guerre mondiale, le Parti socialiste se radicalisa. Le 1er janvier 1920, il réunit son hebdomadaire *Die Schmiede* au quotidien *Die Volkstribüne.* C'est ainsi que fut créé un nouveau quotidien intitulé *Soziale Republik. République sociale. Organ der Sozialistischen Partei Luxemburgs* (Organe du Parti socialiste luxembourgeois). Le titre reprenait une idée révolutionnaire du XIXe siècle et avait, trois mois après le référendum sur la monarchie ou la république, une connotation particulière au Luxembourg.

Le *Soziale Republik* ne reprit pas seulement le numéro de téléphone du *Volkstribüne,* mais poursuivit également la numérotation de ses éditions ; il paraissait par conséquent déjà dans sa 22e année. Le journal était composé de quatre pages divisées en trois colonnes. Il proposait d'abord un éditorial et des nouvelles du monde entier qui se poursuivaient page 2, puis étaient relayées par de brefs commentaires, des lettres et quelques actualités sportives. Surtout à ses débuts, le *Soziale Republik* accordait une grande place à une éventuelle adhésion à la IIIe Internationale, au rôle joué par les syndicats dans ce contexte et enfin, à la mise à l'écart des communistes scindés du Parti socialiste. La page 3 était surtout réservée aux nouvelles locales ainsi qu'aux communiqués du parti et à des organisations proches de ce dernier. La dernière page était consacrée à des annonces et à un roman-feuilleton.

Le journal paraissant les jours ouvrables continua à être imprimé, comme le *Volkstribüne,* chez Bourg-Bourger. Le numéro à l'unité coûtait 3 sous, l'abonnement trimestriel 5 francs. Le journal cessa de paraître en 1927, lorsque les syndicats libres reprirent l'*Escher Tageblatt.* Le Parti socialiste mettait de grandes espérances en ce dernier pour toucher de plus larges couches de la population que ne l'aurait fait son propre journal de parti.

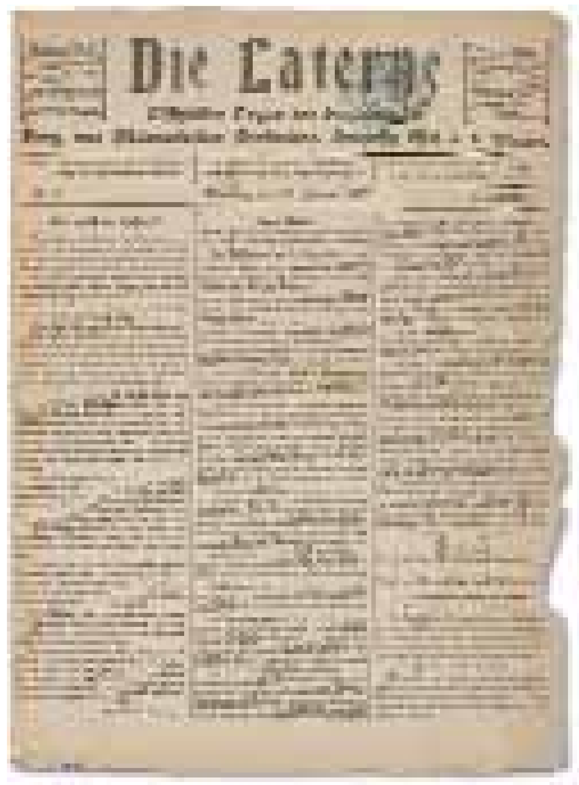
DIE LATERNE

Le 30 août 1916, en plein milieu de la Première Guerre mondiale, le premier syndicat de masse moderne fut créé à Esch-sur-Alzette, l'Association des mineurs et ouvriers métallurgistes (BHAV). Trois jours plus tard, l'Association des ouvriers métallurgistes luxembourgeois (LMAV) fut à son tour fondée à Luxembourg. L'Association des mineurs et ouvriers métallurgistes eut un succès foudroyant : à la fin de l'année, elle comptait 3 500 membres et sept sections locales, ce qui poussa le comité central à créer un hebdomadaire : *Die Laterne. Offizielles Organ des Luxemburger Berg- und Hüttenarbeiter-Verbandes, Hauptsitz Esch a. d. Alzette* (La lanterne. Organe officiel de l'Association des mineurs et ouvriers métallurgistes, siège principal à Esch-sur-Alzette). La première édition parut samedi 13 janvier 1917. Lors d'un appel, le journal s'adressa – au nom des ouvriers affamés – aux barons du Bassin minier et aux seigneurs de la sidérurgie, mais aussi aux agriculteurs et aux commerçants, aux membres du gouvernement, aux ecclésiastiques et à la souveraine pour exiger une augmentation de salaire et une diminution du prix des denrées alimentaires.

Le premier journal syndical continua dans ses éditions suivantes de traiter des questions sociopolitiques de l'époque, en particulier de la pénurie de denrées alimentaires pendant la guerre. En outre, il annonçait les différentes réunions syndicales. Le 3 mars 1917, il soutint la candidature de son secrétaire général, le député Pierre Kappweiler, qui fut élu au Parlement trois jours plus tard.

Le *Laterne* paraissait tous les samedis. Il était envoyé gratuitement aux membres alors que les non-membres pouvaient s'y abonner pour 1,25 francs par trimestre. Il était imprimé sur quatre pages divisées en trois colonnes chez Beicht à Differdange. Les points de vue syndicaux du *Laterne,* si l'on en croit la direction de l'association dix ans plus tard[3], valurent certes à la rédaction divers procès de presse, mais cela n'ébranla pas sa position résolue. Cependant, en mai 1917, la rédaction entra en conflit avec les autorités d'occupation allemandes qui, malgré toutes les protestations, interdirent la publication du journal. Leur premier organe associatif demeura proscrit. Le *Laterne* parut du 13 janvier 1917 au 5 mai 1917 et, en 17 numéros, contribua sensiblement à développer la toute nouvelle association et à éclairer ses membres.

Affaiblie par la répression contre la grève du 29 mai, l'association réussit quatre mois plus tard à publier un nouveau journal, *Die Volksstimme.*


Die Laterne

Premier numéro du premier journal syndical,
Die Laterne du 13 janvier 1917

DIE VOLKSSTIMME

La première édition du *Volksstimme* parut le 8 septembre 1917. Le nouvel organe de l'Association des mineurs et ouvriers métallurgistes s'intéressait principalement au monde du travail, à la pénurie de denrées alimentaires pendant la guerre, à l'introduction du suffrage universel et au développement des syndicats. Il se battait pour la révolution sociale en tentant de le faire surtout au moyen d'articles didactiques pour informer la classe ouvrière sur l'économie, la théorie politique et l'histoire.

Le journal paraissait le samedi à la maison d'édition Nik Neuens à Esch-sur-Alzette. Il y était également imprimé sur quatre pages au format de 38 x 24 cm, divisées en trois colonnes. Le numéro coûtait 10 pfennigs, l'abonnement trimestriel 1,50 francs.

Dans l'intérêt de l'unité des syndicats et de la presse syndicale, le *Volksstimme* cessa de paraître le 5 juillet 1919 afin de faire place à l'organe officiel de la commission syndicale, *Der Proletarier.* De nouveau renforcé, le Parti communiste allait reprendre le nom de *Volksstimme* pour son nouvel hebdomadaire en 1935.

Journal syndical *Die Volksstimme* du 15 septembre 1917

Le *Gewerkschaftler* du 14 septembre 1919

DER GEWERKSCHAFTLER

C'est sans doute à l'automne 1917 que fut fondé le journal *Der Gewerkschaftler. Offizielles Organ der Luxemburger freien Gewerkschaften* (Le syndicaliste. Organe officiel des syndicats libres du Luxembourg). Le premier numéro de sa deuxième année de parution, qui a été conservé, est en tout cas daté du 14 septembre 1918. Le journal, qui paraissait le samedi, traitait des questions sociopolitiques de son époque, comme par exemple la lutte pour la journée de travail de huit heures.

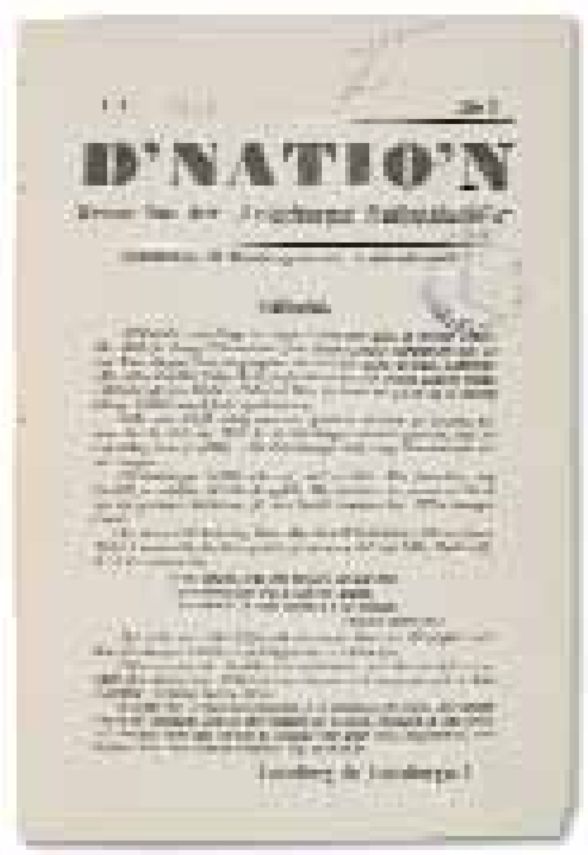
Le journal était imprimé chez Bourg-Bourger, et son rédacteur et éditeur était Nic Schoos de Luxembourg. Le journal paraissait sur quatre pages au format de 41 x 28 cm, divisées en trois colonnes. Il fut, tout comme le *Volksstimme,* remplacé par le journal *Der Proletarier* le 5 juillet 1919.

Le journal syndical *Der Proletarier* du 12 mars 1921 appela à une lutte sainte lors des grèves de mars

DER PROLETARIER

Le journal *Der Proletarier. Offizielles Organ der freien Gewerkschaften* (Le prolétaire. Organe officiel des syndicats libres) lança un appel à ses frères à la une de sa première édition de samedi 5 juillet 1919. Il annonça que les exploités et ceux qui ne possédaient rien formaient la classe ouvrière et la classe prolétaire, à laquelle il estimait appartenir. Le nouveau journal remplaçait le *Laterne* et le *Gewerkschaftler* et préparait donc la fusion, effectuée le 29 février 1920, de l'Association des mineurs et ouvriers métallurgistes (BHAV) et de l'Association des ouvriers métallurgistes luxembourgeois (LMAV) pour former l'Association des mineurs et métallurgistes industriels (BMIAV).

Le journal, imprimé chez Bourg-Bourger, paraissait tous les samedis. Sur quatre pages au format de 50 x 38 cm, divisées en quatre colonnes, il faisait état de la situation sociale, d'aspects organisationnels du syndicat, et était parfois agrémenté par des poèmes engagés du mouvement ouvrier allemand. La première page était réservée à un éditorial et aux nouvelles internationales. En page 2 figuraient des articles sur la situation dans les entreprises, la page 3 était à nouveau réservée à l'actualité internationale et en dernière page suivaient un feuilleton et des annonces. Le *Proletarier* devint finalement l'*Arbecht* (Le travail) de la LAV, puis l'*OGB-L aktuell* (L'OGB-L actualités).



D'NATIO'N

Premier numéro du journal nationaliste *D'Natio'n* de 1915

D'NATIO'N

L'organe *D'Natio'n. Revue fun der „Letzeburger National-unio'n"* (La nation. Revue de l'Union nationale luxembourgeoise), qui parut à partir de 1915, succéda au *Jongletzeburg* (Jeune Luxembourg). Ce dernier paraissait depuis novembre 1911 et était le journal de l'Union nationale luxembourgeoise, organisme créé en 1910 sur le modèle de l'Action française d'extrême droite. Pendant et après la Première Guerre mondiale, lorsque l'indépendance nationale du Grand-Duché fut de nouveau remise en question, le *Natio'n* ne cessa de se battre pour le sol natal, la langue maternelle, la tradition des ancêtres et le rétablissement du *« Gro'ssletzeburg »* (Le Grand Luxembourg), mais également contre les étrangers, la décadence, les juifs, le parlementarisme et le bolchévisme. Tous les 15 jours, le journal appelait à l'éveil national et s'écriait *« Ausländer 'raus! »* (Dehors les étrangers !). L'instigateur du journal était Lucien Koenig, professeur dans l'enseignement secondaire, alias Siggy vu Lëtzebuerg (1888-1961). Les poèmes, les pièces de théâtre et les récits, écrits en luxembourgeois par des auteurs conservateurs, occupaient une place importante dans le journal.

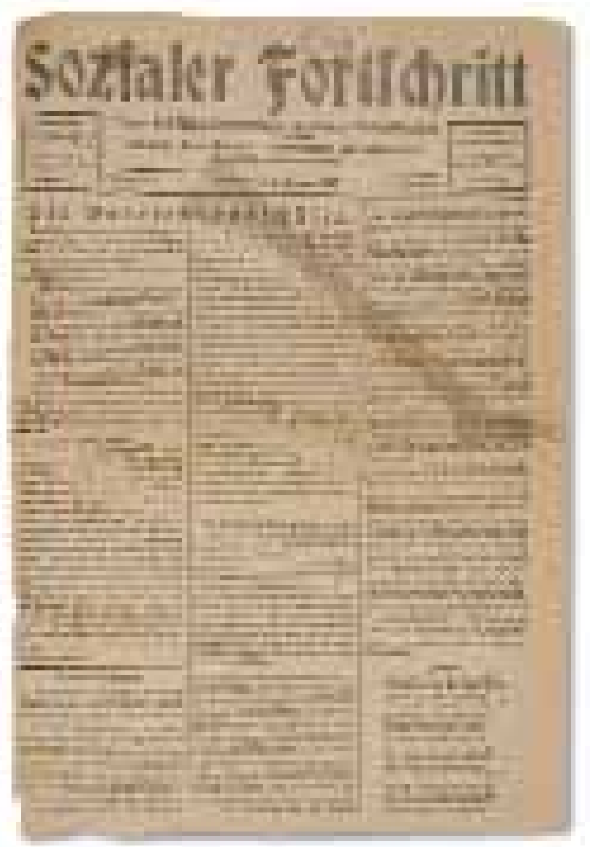
Le *Natio'n* paraissait toutes les deux semaines sur huit ou seize pages au format de 23 x 16 cm. Il était imprimé chez Worré-Mertens. Après l'effondrement de l'organisation en 1922[4] et à partir de janvier 1923, le *Natio'n* ne parut plus qu'une fois par mois, pour disparaître ensuite totalement.

SOZIALER FORTSCHRITT

Quelques mois après la fondation de l'Internationale syndicale chrétienne à Utrecht, le journal *Der Soziale Forschritt. Organ des Allgemeinen Luxemburger Christlichen Arbeiterbundes (Christliche Gewerkschaften, Coopération „La Prévoyance", Katholischer Arbeiterverein, Syndicat professionnel des cheminots luxembourgeois)* (Le progrès social. Organe de l'Association ouvrière chrétienne générale luxembourgeoise – Syndicats chrétiens, Coopération « La Prévoyance », Assocation ouvrière catholique, Syndicat professionnel des cheminots luxembourgeois) parut pour la première fois en novembre 1920. Les associations ouvrières catholiques devaient, en particulier sur l'initiative d'hommes politiques du parti de droite et de prêtres, se développer en syndicats de masse modernes et ainsi faire contrepoids au mouvement des syndicats libres créé pendant la guerre.

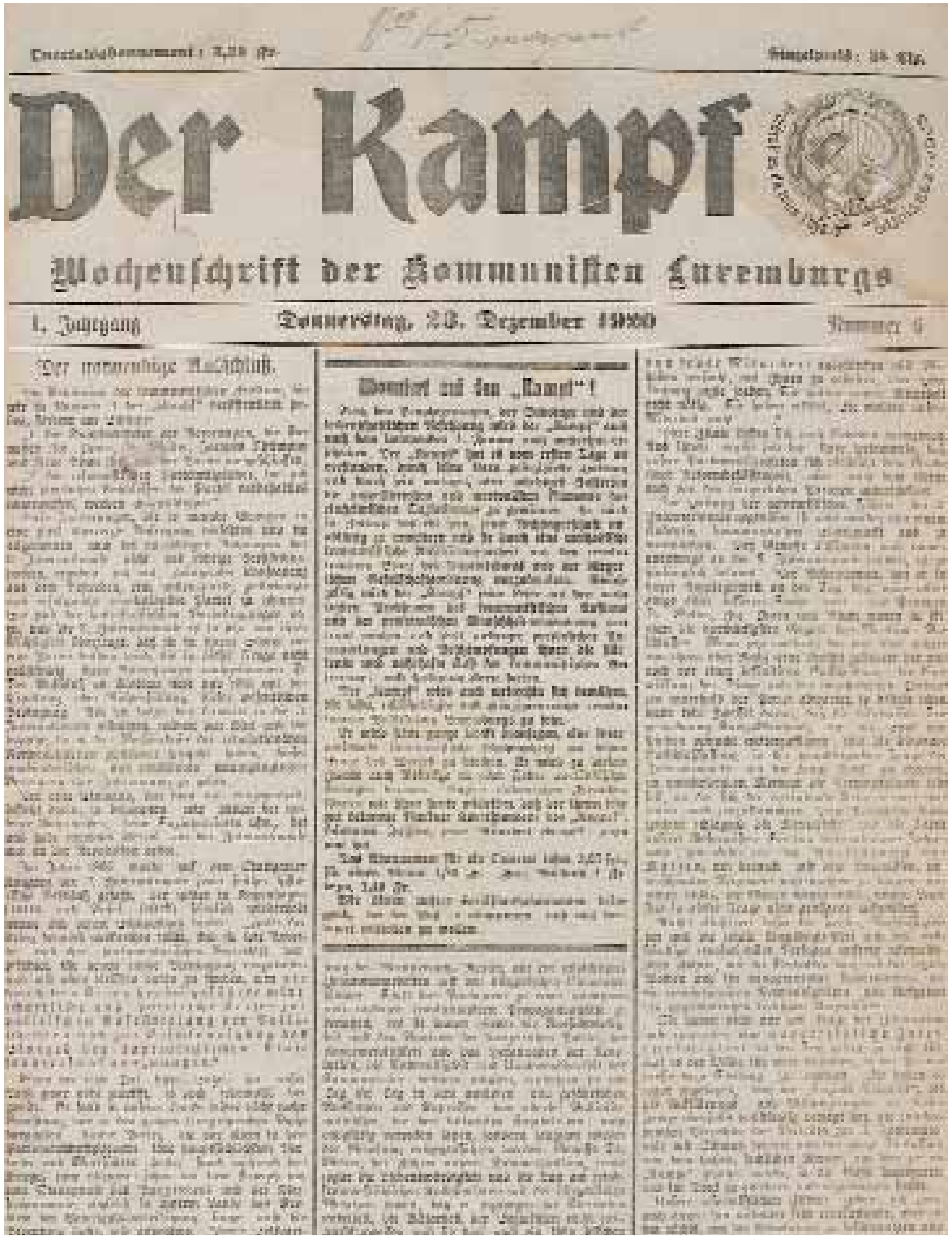
Le *Sozialer Fortschritt* constata dans sa première édition que l'Association des syndicats libres avait abandonné sa neutralité et était devenue étrier et refuge du parti socialiste bolchévique. Voilà pourquoi les syndicats chrétiens du Luxembourg devaient être créés immédiatement et être rattachés à l'Internationale chrétienne. Une semaine plus tard, le journal menaça le système capitaliste qui, d'après lui, ne respectait pas les intérêts de la société. Il écrivit que les syndicalistes chrétiens, parmi lesquels il se comptait, déclaraient une guerre sans merci au système économique en vigueur. Le 23 janvier 1921, le congrès fondateur de la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens se tint à la Maison du peuple. Lors des élections du comité central, Jean-Baptiste Rock fut élu par acclamation rédacteur de l'organe de l'association.

Le *Sozialer Fortschritt* prit la relève de l'hebdomadaire *Der Arbeiter, Verbandsorgan der Luxemburger katholischen Arbeitervereine* (L'ouvrier. Organe de la Fédération des associations ouvrières catholiques du Luxembourg) fondé en 1907. Il était imprimé une fois par semaine à l'Imprimerie Saint-Paul. En 1971, dans sa 52e année de parution, il passa à une parution bimensuelle et traduisit son titre en luxembourgeois : *Soziale Fortschrëtt.*



Sozialer Fortschritt

Journal syndical *Sozialer Fortschritt* du 8 janvier 1921



Der Kampf

Wochenſchrift der Kommuniſten Luxemburgs

1. Jahrgang — Donnerstag, 23. Dezember 1920 — Nummer 6

Der notwendige Anſchluß.

Abonniert auf den „Kampf"!

Premier journal communiste au Luxembourg,
Der Kampf du 23 décembre 1920

DER KAMPF

À la fin de la Première Guerre mondiale et sous le coup de la Révolution d'octobre, le Parti socialiste luxembourgeois se posa, comme tous ses homologues étrangers, la question de l'adhésion à la III^e^ Internationale. Pour défendre son point de vue, l'aile gauche du parti publia d'abord, au printemps 1920, quelques numéros du journal *Die neue Jugend* (La nouvelle jeunesse) puis, à partir du 18 novembre 1920, le premier journal communiste du pays, à savoir *Der Kampf. Wochenschrift der Kommunisten Luxemburgs* (La lutte. Hebdomadaire des communistes du Luxembourg).

Le congrès décisif des 1^er^ et 2 janvier 1921 se termina ensuite par une scission du Parti socialiste. Les partisans de la III^e^ Internationale fondèrent leur propre parti. Dans le huitième numéro du *Kampf,* qui portait le sous-titre *Organ der Kommunistischen Partei Luxemburgs* (Sektion der 3. Internationale) (Organe du Parti communiste du Luxembourg – section de la III^e^ Internationale) était publié un manifeste du Parti communiste du Luxembourg (PCL).

Pour promouvoir la nécessité du Parti communiste, le *Kampf* – journal en allemand et en français – se préoccupait moins de la situation sociale au Luxembourg que des débats en partie théoriques au sein du mouvement communiste international, des avantages de la III^e^ Internationale et de l'évolution de la Révolution d'octobre. Dès la première édition parut un feuilleton en plusieurs épisodes, intitulé *« Was ich in Russland sah. Von Jempi Krier »* (Ce que j'ai vu en Russie. Par Jempi Krier).

Le *Kampf* paraissait le samedi et était imprimé sur quatre pages divisées en trois colonnes par l'imprimerie Éd. Nimax. Devant les tribunaux civils, le responsable de la direction était Ed. Reiland. Le numéro à l'unité coûtait 25 centimes.

Après l'échec de la grève de mars 1921, le jeune mouvement ouvrier était très affaibli. Le *Kampf* annonça le 13 juillet que deux numéros ne pouvaient pas être publiés, et en janvier 1923, le journal très endetté dut cesser de paraître. C'était peut-être la tentative la plus radicale jamais faite pour créer une opinion publique alternative. Cependant, si le *Kampf* trouvait rarement la réalité sociale au Grand-Duché digne d'être mentionnée, il était aussi très peu lu. Jusqu'en 1924, le *Volkstribüne* de Metz mit régulièrement deux colonnes à la disposition de ses camarades luxembourgeois. Le 1^er^ mai 1925, ceux-ci essayèrent de lancer un nouveau journal mensuel encore plus férocement opposé au système, *Die Proletenfaust. Organ der Kommunistischen Partei Luxemburgs* (Le poing prolétarien. Organe du Parti communiste luxembourgeois). Cependant, il fut lui aussi à court d'argent au bout de cinq numéros. Jusqu'à la parution de l'*Arbeiter-Stimme* (La voix ouvrière), le jeune Parti communiste n'eut pas d'organe de presse.

L'ÉCHO DE L'INDUSTRIE

Après la création, pendant la Première Guerre mondiale, des premiers syndicats de masse modernes, et après la naissance d'une presse syndicale, les entrepreneurs s'organisèrent eux aussi et fondèrent en 1918 la fédération des industriels, FEDIL. Le 14 août 1920, la FEDIL publia le premier numéro de son hebdomadaire, *L'Écho de l'industrie.*

Dans une déclaration aux lecteurs, *L'Écho de l'industrie* se qualifiait de premier journal industriel entièrement autonome du Grand-Duché. La FEDIL avait décidé de fonder un organe pour diffuser ses opinions et répondre aux attaques de ses adversaires, car elle estimait que les intérêts vitaux de l'industrie étaient systématiquement négligés.

Du moins dans sa première phase, *L'Écho de l'industrie,* qui paraissait de façon hebdomadaire, était bien plus qu'un organe associatif et traitait de manière générale de l'évolution économique et politique du pays. *L'Écho de l'industrie* paraissait le samedi. Le numéro à l'unité coûtait 15 centimes, l'abonnement annuel 5 francs. À partir de septembre 1968, le journal devint un magazine mensuel, encore publié de nos jours.

Journal patronal *L'Écho de l'industrie* du 7 janvier 1922

Diverses éditions du journal satirique *De Gukuk* avec différents bandeaux

Luxemburger Illustrierte du 28 octobre 1924

DE GUKUK

La période de troubles politiques qui suivit la Première Guerre mondiale sembla créer un nouveau besoin pour un journal satirique. Eugène Forman, qui avait déjà collaboré au magazine littéraire *Floréal,* fonda le journal *De Gukuk* (Le coucou), dont le premier numéro parut le 12 août 1922.

Toutefois, le *Gukuk* oscillait constamment entre journal humoristique et journal satirique. Ceci explique peut-être que le journal parvenait même à remplir régulièrement la moitié de sa dernière page d'annonces, pour lesquelles même la régie publicitaire Publicitas était sous contrat.

En règle générale, le journal paraissant en allemand et en luxembourgeois regorgeait des blagues habituelles sur les belles-mères, de poèmes sur la politique nationale et internationale, de chants avec partitions, de lettres et de rédactions d'élèves fictives. Le caricaturiste Albert Simon (1901-1956), qui illustrait à partir de février 1923 le *Gukuk* de dessins humoristiques et de portraits, contribua considérablement à créer l'identité du journal.

Le journal, qui changeait assez souvent son bandeau illustré, était imprimé et édité à Luxembourg chez Linden et Hansen, sur quatre pages au format de 56 x 28 cm, divisées en trois colonnes. Le prix du numéro à l'unité augmenta au cours des années de 12 à 18 sous, celui de l'abonnement trimestriel de 7,05 à 10,80 francs. Jusque fin 1927, l'hebdomadaire fut numéroté en continu. La dernière édition conservée est datée du 31 mars 1934. Le *Gukuk* eut tout de même une durée de vie de douze ans et son nom survécut encore longtemps dans l'usage comme synonyme de journal humoristique. Il inspira également d'autres titres de journaux humoristiques aux noms d'oiseau, comme *De Mitock* (La huppe fasciée) (1937-1940) et *De Kiebitz* (Le vanneau huppé) en 1932.

LUXEMBURGER ILLUSTRIERTE

À une époque où les quotidiens luxembourgeois contenaient, pour des raisons techniques et économiques, encore peu de photos, où la télévision n'existait pas encore et où même des projections d'actualités nationales dans les cinémas n'étaient pas rentables, Jules Klensch, qui dirigeait l'agence Publicitas et avait publié divers annuaires et répertoires d'adresses, fonda en 1924 *L'Illustré luxembourgeois. Luxemburger Illustrierte.*

Le journal illustré parut d'abord tous les vendredis sur huit pages puis, à partir de 1928, tous les 15 jours sur seize pages au format de 30,5 x 23 cm. Il misait sur ses illustrations : portraits de notables locaux, photos de fêtes populaires, gravures représentant des vues anciennes de la ville et images d'évènements internationaux survenus au cours des semaines précédentes. De banales histoires locales alternaient avec des photos osées de Miss Luxembourg en maillot de bain et les portraits de tous les députés fraîchement élus. Pour remplir les espaces entre les photos, le texte se limitait souvent à de brèves introductions, des légendes et un récit qui s'étendait sur plusieurs pages. C'étaient manifestement les photos disponibles qui déterminaient le choix des sujets. Du point de vue d'un patriotisme conservateur, l'illustré se disait apolitique. L'abonnement trimestriel coûtait 8,25 francs. L'imprimerie M. Huss de Luxembourg essayait constamment d'améliorer sa technique d'impression et partant, la reproduction des photos. Le magazine fut publié au moins jusqu'en 1930.

A-Z. LUXEMBURGER ILLUSTRIERTE WOCHENSCHRIFT

Premier numéro de l'*A-Z. Luxemburger Illustrierte* du 24 décembre 1933

Hubert Clément (1889-1953), homme politique socialiste et directeur du *Tageblatt*

Après la fin du *Luxemburger Illustrierte,* le magazine *A-Z. Luxemburger Illustrierte Wochenschrift* (A-Z. Hebdomadaire illustré luxembourgeois) tenta d'occuper ce créneau. Il parut à partir du 24 décembre 1933 avec Franz Stoltz pour éditeur. Toutefois, dès l'été 1934, le directeur du *Tageblatt,* Hubert Clément, reprit le journal illustré, produit selon l'exigeante technique de rotogravure de l'imprimerie coopérative, et en fit l'une des plus belles performances de la presse d'avant-guerre. L'*A-Z,* dont le nom rappelait l'*A-I-Z* allemand, se considérait (5.1.1936) comme un magazine illustré aux ornements inhabituels pour le Luxembourg, mais qui avait pour objectif de devenir spécifiquement luxembourgeois. Chaque semaine, il voulait relater les évènements en les illustrant de photos, sans pour autant coûter cher. D'après lui, un illustré devait avant tout divertir, car il voulait devenir la lecture dominicale de tous les ménages qui ne se contentaient pas des journaux familiaux catholiques. Avec une mise en pages variée, une impression en bichromie et une typographie Art déco, l'illustré proposait chaque semaine, sur 32 pages d'un format de 30 x 24 cm environ, des caricatures d'Albert Simon et, sur toute la couverture, des portraits de stars. Sur les pages intérieures se trouvaient les photos ainsi que les décès de la semaine, des reportages photographiques sur des évènements sportifs, des rencontres de scouts, des concerts de fanfares, des fêtes et des photoreportages touristiques. Il y avait également des articles sur la politique intérieure et extérieure ainsi que des sujets sociaux, mais aussi des interviews, des reproductions de peintures, une rubrique avec des photos envoyées par les lecteurs, les programmes radiophoniques, des grilles de mots croisés, une rubrique mode, des conseils de couture, des romans à épisodes et relativement peu d'annonces. Chaque numéro coûtait 2 francs, l'abonnement annuel 70 francs. Tous les six mois, l'illustré proposait des reliures originales pour assembler les numéros. La parution du magazine cessa lorsque l'armée allemande envahit le Luxembourg.

L'ACTION FÉMININE

En 1919, avec l'introduction du suffrage universel, les femmes purent elles aussi, pour la première fois, voter et être élues. L'ancienne enseignante Catherine Schleimer-Kill (1884-1973) était l'une des quatre candidates en 1919. Elle représentait le parti de droite. Cependant, le droit de vote ne répondait pas aux attentes de nombreuses femmes, qui voulaient mettre fin à la discrimination sociale et juridique dont elles étaient victimes. C'est pourquoi Schleimer-Kill, qui avait écrit des articles pour le supplément de l'Union catholique des femmes dans le *Luxemburger Wort* et qui s'était ensuite portée candidate à l'Association nationale indépendante libérale, fut la cofondatrice dynamique de L'Action féminine en 1925.

Quelques mois avant les élections parlementaires et communales de 1928, l'Union des femmes publia le 15 octobre 1927 la première édition de son magazine, *L'Action féminine. Monatsschrift für die Interessen der Frau* (Mensuel pour les intérêts de la femme). Le premier journal féminin promettait d'aspirer à un féminisme qui ne soit ni réactionnaire ni utopique. En effet, d'après le magazine, les intérêts des femmes qu'il représentait touchaient aussi bien au domaine de la famille qu'au domaine social. Le bandeau montrait le dessin d'une femme et d'un homme qui, encadrés par des putti et les devises *« Rechte, Pflichten, Gerechtigkeit, Zusammenarbeit, Friede »* (droits, devoirs, justice, coopération, paix) se serraient la main en signe de réconciliation. Lors des élections parlementaires de 1928, Schleimer-Kill se porta de nouveau candidate au Groupe indépendant, et lors des élections communales, le 14 octobre de la même année, L'Action féminine mit sur pied sa propre liste à Esch-sur-Alzette, la première liste de femmes lors d'élections au Luxembourg ; Schleimer-Kill fut élue au conseil communal.

Le magazine *L'Action féminine* parut d'abord de façon mensuelle, puis, à partir de 1933, de façon bimensuelle.[5] Au début, un comité d'honneur soutenait le magazine, comité dont faisaient partie Andrée Viénot-Mayrisch, Suzanne Grinberg de l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes, Madame von Velsen de l'Association des citoyennes allemandes et Madame Barry de la St. Joan's Social and Political Alliance. Le magazine affichait un tirage de 2 000 exemplaires et un nombre d'abonnements qui s'élevait à 1 945.[6] Après les élections parlementaires et communales de 1934, lors desquelles aucune candidate ne fut élue, la déception fut grande. Le magazine ne fut plus du tout publié jusque fin 1935. Dans les années 1930, les sujets politiques perdirent de leur importance par rapport aux conseils d'ordre ménager et familial alors qu'à la fin de la décennie, le nationalisme et le culte de la dynastie firent leur apparition.[7] La dernière édition parut le 8 janvier 1940. Elle annonça que le magazine interrompait sa publication pour cause de guerre.

Premier numéro du magazine féminin *L'Action féminine* du 15 octobre 1927

ARBEITER-STIMME

Dans les années 1930, le Parti communiste du Luxembourg, disparu à la fin des années 1920, avait recruté des partisans sous l'influence de la crise économique mondiale et du débat intensif sur la réalité sociale au Grand-Duché. Il put à nouveau publier un hebdomadaire, l'*Arbeiter-Stimme* (Voix ouvrière), à partir de l'été 1930.

Dans les années 1930, le Komintern et le Parti communiste du Luxembourg se distancèrent de la théorie du social-fascisme et commencèrent, sur le modèle de la France, à promouvoir un large front populaire qui devait aussi servir de défense contre le fascisme naissant. Le 5 octobre 1935, l'*Arbeiter-Stimme* communiste changea par conséquent son titre en *Die Volksstimme. Wochenblatt für die Interessen des schaffenden Volkes* (La voix du peuple. Hebdomadaire pour les intérêts du peuple travailleur). Son nom, mais également son programme *« Was wir wollen! »* (Ce que nous voulons !) montraient que le journal ne voulait plus s'adresser à la classe ouvrière, mais s'engager en faveur d'un front populaire et d'un gouvernement populaire. Il disait se consacrer au peuple luxembourgeois, un peuple qui travaille, souffre et lutte. Ainsi, il se vouait aussi bien au mineur et à l'ouvrier métallurgiste du sud qu'à l'agriculteur de l'Oesling et au citadin de la classe moyenne.

Zénon Bernard, président du parti, avait été désigné comme personne de contact responsable de la gestion du journal. Élu député communiste, il avait été privé de son mandat en 1934. Le *Volksstimme* était toujours imprimé chez Éd. Nimax. Selon un rapport du service public de sécurité de la gendarmerie, requis par le ministre de la Justice et daté du 10 mars 1940, le tirage hebdomadaire du *Volksstimme* s'élevait, fin 1939, à 1 500 exemplaires et son coût d'impression était de 611,25 francs par numéro. Le gouvernement interdit sa distribution postale à partir de l'édition du 9 mars 1940.

LUXEMBURGER VOLKSBLATT

Le *Luxemburger Volksblatt. Unabhängige Tageszeitung* (Journal populaire luxembourgeois. Quotidien indépendant) fut le premier et – jusqu'à présent – le seul quotidien luxembourgeois d'extrême droite. Sa première édition parut samedi 27 mai 1933, quatre mois après qu'Hitler eut été nommé chancelier du *Reich.* Il avait pour devise *« Arbeit, Autorität, Heimattreue »* (travail, autorité, fidélité à la patrie). Dans son programme intitulé *« An unsere Leser! »* (À nos lecteurs !), il critiquait le parlementarisme et les partis politiques, se disait fidèle à la patrie et exigeait l'élimination impitoyable de certains éléments étrangers qui corrompaient le peuple. Comme rédacteur en chef, il citait : « ⁎*⁎ ».

Le *Tageblatt* socialiste et le *Luxemburger Zeitung* libéral reprochèrent au *Luxemburger Volksblatt* de défendre des points de vue fascistes et demandèrent à savoir qui étaient ses auteurs et ses bailleurs de fonds. D'abord le journal tergiversa, puis nia succéder au *Freie Presse* libéral. Ensuite il mentionna, à partir du 3 juillet 1933, Leo Müller comme rédacteur en chef, tout en ne le qualifiant que de fondateur, ensemble avec son imprimeur Bourg-Bourger.

Leo Müller avait travaillé à la rédaction du *Luxemburger Wort*[8] de 1919 à 1933 avant de fonder son propre quotidien. Il tenta d'utiliser ce dernier afin de créer pour les élections parlementaires de 1934 et 1937 un mouvement patriotique national-démocrate, voire un mouvement national-démocrate, qui fut finalement élu au Parlement en tant que Liste démocratique avec Leo Müller et Eugène Schaus.

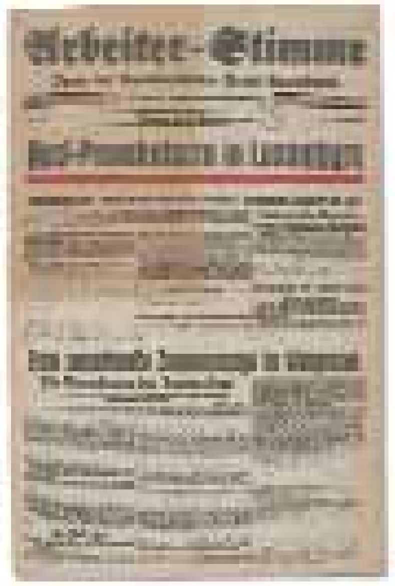
Le journal, qui remplissait sa page d'annonces d'appels tels que *« Letzeburger, kâft bei Letzeburger! »* (Luxembourgeois, achetez chez les Luxembourgeois !), se défendait d'être national-socialiste en affirmant que le Luxembourgeois ne pensait ni en termes nationaux ni en termes socialistes et qu'il n'était donc pas non plus national-socialiste (18.12.1933). Ses sympathies pour le rexisme belge n'en devinrent que plus vives.

La première page du journal présentait un éditorial ainsi que des nouvelles politiques et économiques. En page 2 suivaient les nouvelles de l'étranger, en page 3 la rubrique « divers » et en pages 4 et 5 les nouvelles locales, un feuilleton et une rubrique sportive. En dernière page se trouvaient une autre rubrique « divers » ainsi que des annonces. Le feuilleton offrit à diverses reprises des contributions de poètes du terroir conservateurs.

Le *Luxemburger Volksblatt* paraissait les jours ouvrables sur six à huit pages au format de 50 x 38 cm, divisées en quatre colonnes. L'abonnement trimestriel coûtait 20 francs, les annonces 1,25 francs et les publicités 6 francs la ligne.

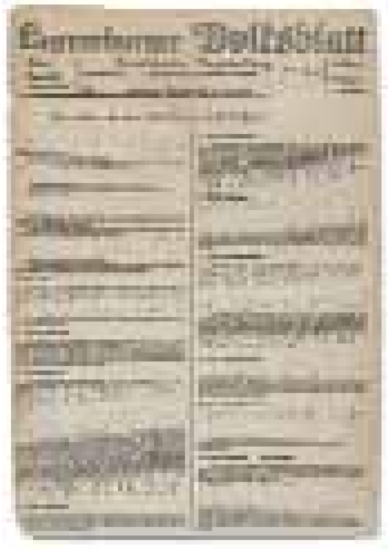
Après l'invasion allemande, le *Luxemburger Volksblatt* fut publié jusqu'au 30 octobre 1941 et soutint l'annexion au cri de *« Heim ins Reich »* (De retour au *Reich).* Il fut ensuite repris par le *Nationalblatt.* Müller travaillait dans l'administration civile et, après la Libération, en 1946, il fut condamné à deux ans de prison et à une amende pour collaboration.[9]

Le journal communiste *Arbeiter-Stimme*
du 16 septembre 1933 mettait en garde contre
les provocateurs nazis au Luxembourg



Arbeiter-Stimme

Premier numéro de l'unique quotidien luxembourgeois
d'extrême droite, le *Luxemburger Volksblatt*
du 27 mai 1933



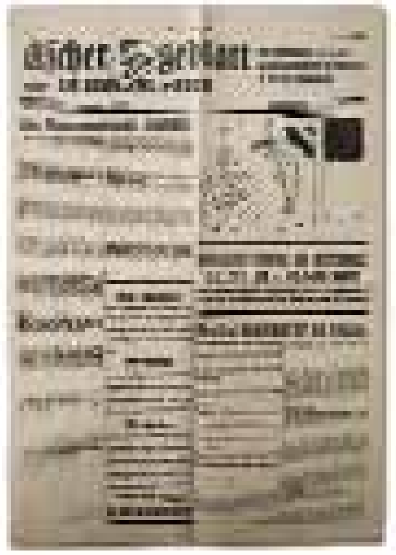
Luxemburger Volksblatt

DAS FREIE WORT

Le premier numéro du journal *Das freie Wort. Offizielles Organ des Luxemburger Freidenkerbundes* (La parole libre. Organe officiel de la Libre Pensée luxembourgeoise) était daté du 1er septembre 1929 mais également du 15 fructidor de l'an CXXXVII du calendrier républicain de la Révolution française. Cette double indication de date devait remettre en question le calcul du temps à partir de la naissance du Christ. Le premier numéro portait le titre, supprimé dès le numéro suivant, de *Vormals „Der Arme Teufel“* (Anciennement *Der Arme Teufel),* en souvenir du journal dont la parution cessa au même moment. Ce dernier avait été radical-socialiste autrefois, puis était devenu libéral et anticlérical vers la fin. Le titre *Das freie Wort* avait été, quant à lui, repris du journal catholique opposé au *Wort,* que l'imprimeur désappointé de ce même *Wort,* Pierre Brück, avait publié de 1884 à 1887.

La première page de la première édition montrait un portrait du fondateur de la Libre Pensée luxembourgeoise, Al. Kayser, décédé trois ans plus tôt. Le journal s'efforçait surtout de polémiquer sur un ton ironique contre l'Église catholique, le *Luxemburger Wort,* les jésuites et la superstition. En outre, il faisait état des activités de la Libre Pensée et d'associations de la même famille dans le monde entier. Suite à la montée du national-socialisme en Allemagne, il commença cependant aussi à accorder une place de plus en plus importante à l'antifascisme.

Le journal imprimé sur quatre pages au format de 42 x 27 cm, divisées en trois colonnes, paraissait mensuellement. Pour les membres de la Libre Pensée, l'abonnement était compris dans la cotisation, les non-membres, quant à eux, pouvaient s'y abonner pour 10 francs par an. Le numéro à l'unité coûtait 60 centimes. À partir du dixième numéro, le journal annonça qu'il était imprimé chez Nimax à Luxembourg.



Le 7 juin 1937, l'*Escher Tageblatt* annonça l'échec de la loi muselière

DIE NEUE ZEIT

À un moment où le débat politique s'enflammait, le *Freie Wort* dut cesser de paraître en tant qu'organe de la Libre Pensée et dut être remplacé par un journal qui s'adressait à un public plus large. Son titre, *Die neue Zeit* (Les temps nouveaux), était dans la lignée du prestigieux journal libéral de gauche publié avant la Première Guerre mondiale. La première édition parut le 1er octobre 1936.

Cette fois-ci, le *Neue Zeit* se consacrait avant tout à la défense de la démocratie face au fascisme. Le *Neue Zeit* était un organe antifasciste de gauche, qui mettait inlassablement en garde contre l'antisémitisme. Il combattait la loi muselière et critiquait la politique extérieure du gouvernement. Un article intitulé *« N.S.D.A.P. in Luxemburg »* (le parti nazi allemand au Luxembourg) lui valut un procès de presse en août 1938. Le journal accordait une importance toute particulière à sa rubrique culturelle.

Le journaliste responsable était Nicolas Molling, qui publia également à partir de 1937 le journal satirique antifasciste *De Mitock.* Plus tard, le journal indiqua que l'adresse de la rédaction était celle de la librairie Marx. Le *Neue Zeit* était imprimé, comme de nombreux journaux de gauche, chez Nimax à Luxembourg.

Au début, le format du *Neue Zeit* était de 52 x 34 cm, puis à partir de 1939, il passa à un format de 43 x 27 cm, sur huit pages divisées en quatre colonnes. Le numéro à l'unité coûtait 1 franc, l'abonnement annuel 10 francs. À partir du 1er janvier 1939, le journal parut tous les quinze jours, mais dut revenir, le 1er novembre, à une publication mensuelle.

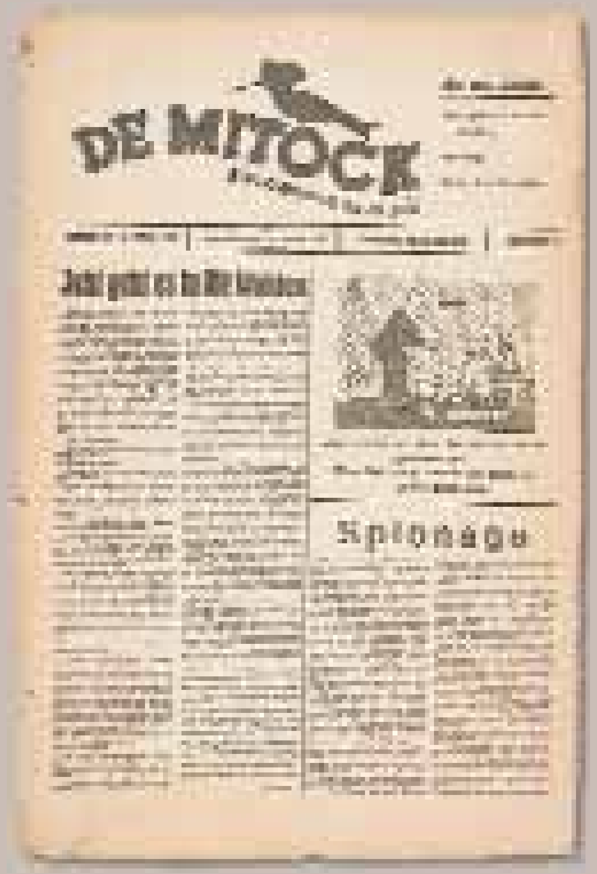
La dernière édition portait le numéro 50 et était datée du 1er mai 1940. Dix jours plus tard, le pays était occupé.

DE MITOCK

Peu après la fondation du journal antifasciste *Die neue Zeit,* son rédacteur Nicolas Molling tenta le 15 octobre 1937, également par le biais d'un journal satirique, d'intervenir dans les débats politiques de plus en plus vifs, aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Il créa le journal *De Mitock. E Wocheblat fir Jux an Zodi* (La huppe fasciée. Un hebdomadaire pour la rigolade et la pitrerie). Ce journal satirique aussi avait pour titre un nom d'oiseau, *Mitock* signifiant huppe fasciée.

Le journal se composait principalement de commentaires satiriques et de persiflages. Il comportait une rubrique régulière intitulée *« Briefe der Mreikätt Schlampig »* (Lettres de Marie-Catherine Salope), cette dernière étant une petite-fille de la lavandière du journal *D'Wäschfra.* Le *Mitock* était illustré de dessins humoristiques et de caricatures représentant pour la plupart des hommes politiques étrangers. En tant que journal ouvertement antifasciste, le *Mitock* était, dans bien des articles, plus politique et radical que ses prédécesseurs. Les sympathies du journal envers le Parti communiste devinrent manifestes au plus tard le 18 septembre 1939, lorsqu'il fit preuve de compréhension à l'égard du pacte de non-agression germano-russe, pacte qui plongea les communistes dans l'isolement peu avant le début de la guerre.

Le *Mitock* paraissait sur quatre pages au format d'environ 45 x 32 cm, divisées en quatre colonnes. Le numéro à l'unité coûtait 1 franc, l'abonnement trimestriel 10 francs. Le journal était produit à l'imprimerie Nimax, qui était également l'imprimerie de la presse communiste. La dernière édition, parue dans sa quatrième année de publication, porte le numéro 134 et fut publiée le 10 mai 1940, le même jour de l'arrivée de la *Wehrmacht,* l'armée allemande.


DE MITOCK
Spionage

Journal satirique *De Mitock* du 10 mai 1940, jour de l'invasion allemande

---

1 Mersch 1968, p. 510 2 Association luxembourgeoise des journalistes 1975, p. 22 3 LBMIAV 1926, p. 10 4 Blau 1998, p. 260 5 Wagener 1997, p. 119 6 Wagener 1997, p. 130 7 Wagener 1997, p. 125 8 Cerf 1980, p. 122 9 Blau 1998, p. 339

1940-
1944

1940-1944

Édition spéciale de l'*Escher Tageblatt* du 10 mai 1940 à l'occasion de l'invasion allemande du Luxembourg

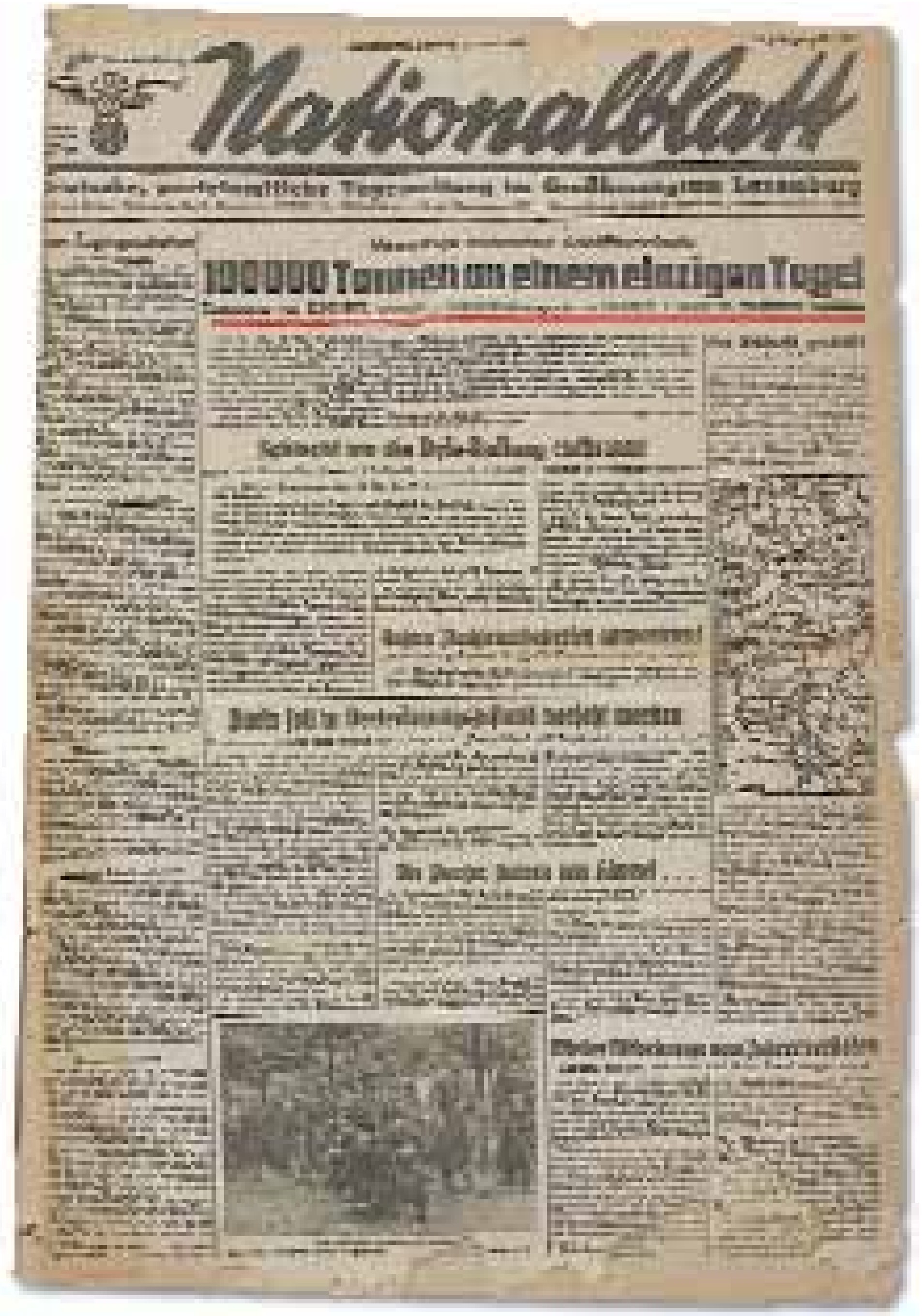
Le *Luxemburger Wort* daté du 10 mai 1940 comportait une coupe de censure sur la première page. En page 6 seulement se trouvait le titre suivant, réparti sur deux colonnes, *« Luxemburg von den Deutschen besetzt. Luxemburg ist in dieser Nacht von Deutschland besetzt worden »* (Le Luxembourg occupé par les Allemands. Le Luxembourg a été envahi cette nuit par l'Allemagne). À la place de l'article prévu sous le titre se trouvait un espace vide. Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie avait occupé le Luxembourg.

Suite à une coupure de courant, l'*Escher Tageblatt* imprima sur une presse manuelle une édition de fortune pour Esch datée du 10 mai. À la une, on pouvait lire une chronique de l'invasion et un appel du bourgmestre et directeur du *Tageblatt,* Hubert Clément, aux habitants d'Esch. Le journal dut ensuite cesser provisoirement sa parution.

Le 3 mars 1940, le gouvernement luxembourgeois avait déjà interdit la vente par distribution postale du journal communiste *Volksstimme* (Voix du peuple), qui parut dès lors pour la dernière fois le 9 mars. Le journal en français, *Luxembourg,* dut quant à lui arrêter ses activités trois semaines après l'invasion, le 30 mai 1940.

Début août 1940, l'administration militaire allemande fut relayée par une administration civile, dont le but était d'intégrer le Luxembourg au *Reich* aussi sur le plan politique, économique et culturel. Elle réorganisa la presse. Les journaux locaux *Der Landwirth* et *Obermosel-Zeitung* cessèrent de paraître respectivement les 30 septembre et 1er octobre 1940. Le dernier numéro conservé de l'*Echternacher Anzeiger* est daté du 31 décembre 1940. L'*Escher Tageblatt* et le *Luxemburger Wort,* qui étaient interdits en Allemagne respectivement depuis 1933 et 1936, furent repris par la maison d'édition du *Gau* (district

Édition pour le Luxembourg du quotidien national-socialiste *Nationalblatt* du 17 mai 1940



Nationalblatt

nazi) en octobre 1940 et continuèrent à paraître, en tant que journaux nazis, avec l'aide de collaborateurs luxembourgeois et de journalistes allemands.

Le directeur du *Wort,* Jean Origer, et deux rédacteurs, Jean-Baptiste Esch et Pierre Grégoire, furent arrêtés au début du mois de septembre 1940 ; seul Grégoire survécut au camp de concentration. Le directeur du *Tageblatt,* Hubert Clément, échappa à la mort en s'exilant.

Le *Tageblatt* fut repris par les occupants, qui le publièrent à partir du 19 octobre 1940 comme quotidien pour la région industrielle luxembourgeoise, un journal destiné à la région administrative du *Kreis* qui, avec un tirage de 10 000 exemplaires, devait rallier les ouvriers socialistes et communistes à la cause du national-socialisme.[1] Au début de l'année 1941, le *Luxemburger Wort* devint le journal officiel de toutes les autorités, et fut publié à partir du 1er octobre 1942 par la maison d'édition Moselland.[2]

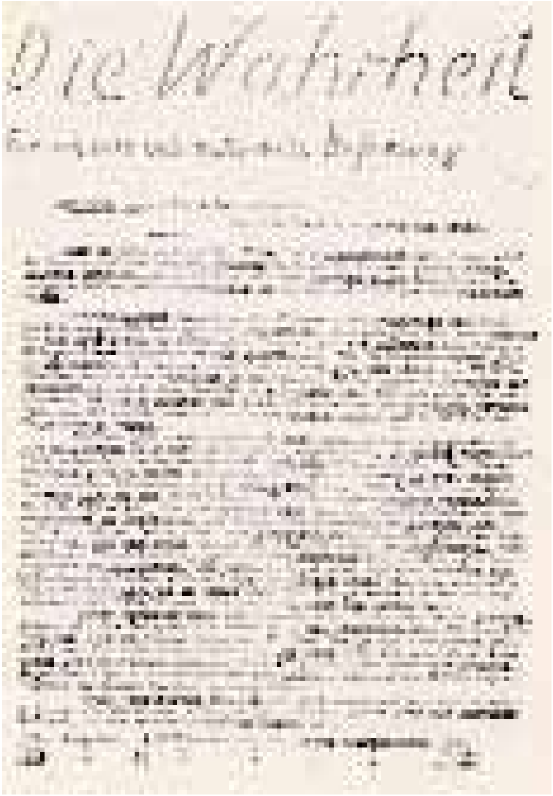
Le libéral *Luxemburger Zeitung* continua à paraître même après l'invasion allemande. Cependant, à partir du 15 mai, il ne parut plus qu'une fois par jour, certainement à cause de la guerre. Ce n'est que le 30 septembre 1941 qu'il annonça dans sa dernière édition sa fusion avec le *Luxemburger Wort* et son intégration dans ce dernier.

Le journal d'extrême droite, *Luxemburger Volksblatt,* put lui aussi paraître jusqu'au 30 septembre 1941. La presse quotidienne fut ensuite réduite à trois titres auxquels on avait attribué des fonctions spécifiques dans le cadre d'une répartition du travail : il y avait un journal de parti, le *Nationalblatt* (Journal national); un journal officiel, le *Luxemburger Wort;* et un journal ouvrier, l'*Escher Tageblatt.*

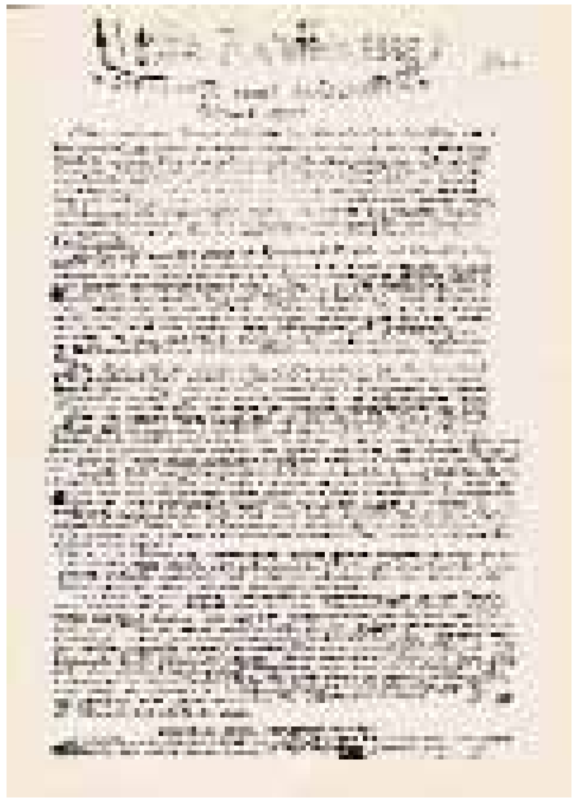
Le *Nationalblatt,* qui était publié à Coblence et à Trèves, sortit à partir de l'invasion une édition pour le Luxembourg qui contenait une page intitulée *« Aus Stadt und Land Luxemburg »* (De la ville et du pays de Luxembourg) avec des nouvelles et des annonces locales. Il se différenciait des premiers journaux luxembourgeois par le fait qu'il était le seul quotidien allemand au Grand-Duché de Luxembourg *(« einzige deutsche Tageszeitung im Großherzogtum Luxemburg »)*. La dernière édition conservée est datée du 31 août 1944. Le 1er septembre 1944, les nazis s'enfuirent devant les troupes alliées qui approchaient.

Pendant l'occupation allemande, quelques groupes de résistance réussirent, en 1941 et 1942, à publier non seulement des tracts, mais aussi, au péril de leur vie, des journaux qui combattaient la propagande fasciste et appelaient à la libération nationale. Étant donné qu'ils n'avaient pas accès aux imprimeries professionnelles, ils devaient taper les textes à la machine et graver les titres à la main sur des stencils. Ces derniers étaient tantôt fixés sur des copieurs à cadres plats bricolés par les résistants, tantôt sur des ronéos. Certains numéros comportaient plusieurs pages. Les tirages élevés laissent supposer que, pour une même page, plusieurs stencils identiques devaient être réalisés, car ils s'usaient rapidement.

Le groupe de résistance dirigé par le Parti communiste publia le journal *Die Wahrheit. Für soziale und nationale Befreiung* (La vérité. Pour la libération sociale et nationale), puis, plus tard, *Die Wahrheit. Kampforgan für die nationale Befreiung Luxemburgs* (La vérité. Organe de combat pour la libération nationale du Luxembourg) à partir de fin 1940 ou février 1941.[3] Le journal réussit à paraître jusqu'à une fois par mois. Le *Wahrheit* consacrait une place importante à des articles démasquant les profiteurs politiques et économiques du fascisme ainsi qu'à des articles sur l'Union soviétique qui devait servir de modèle. Certaines éditions comportaient jusqu'à 13 pages. La dernière édition parut en août 1942. Le 5 août 1942, la *Gestapo* emprisonna de nombreux communistes au cours d'une grande razzia. Au total parurent 15 numéros vendus au prix de 2 francs.



Journal clandestin de la résistance communiste,
Die Wahrheit de 1942



Eis Zeitung d'août 1941, journal du groupe de résistance
Alweraje produit dans la clandestinité

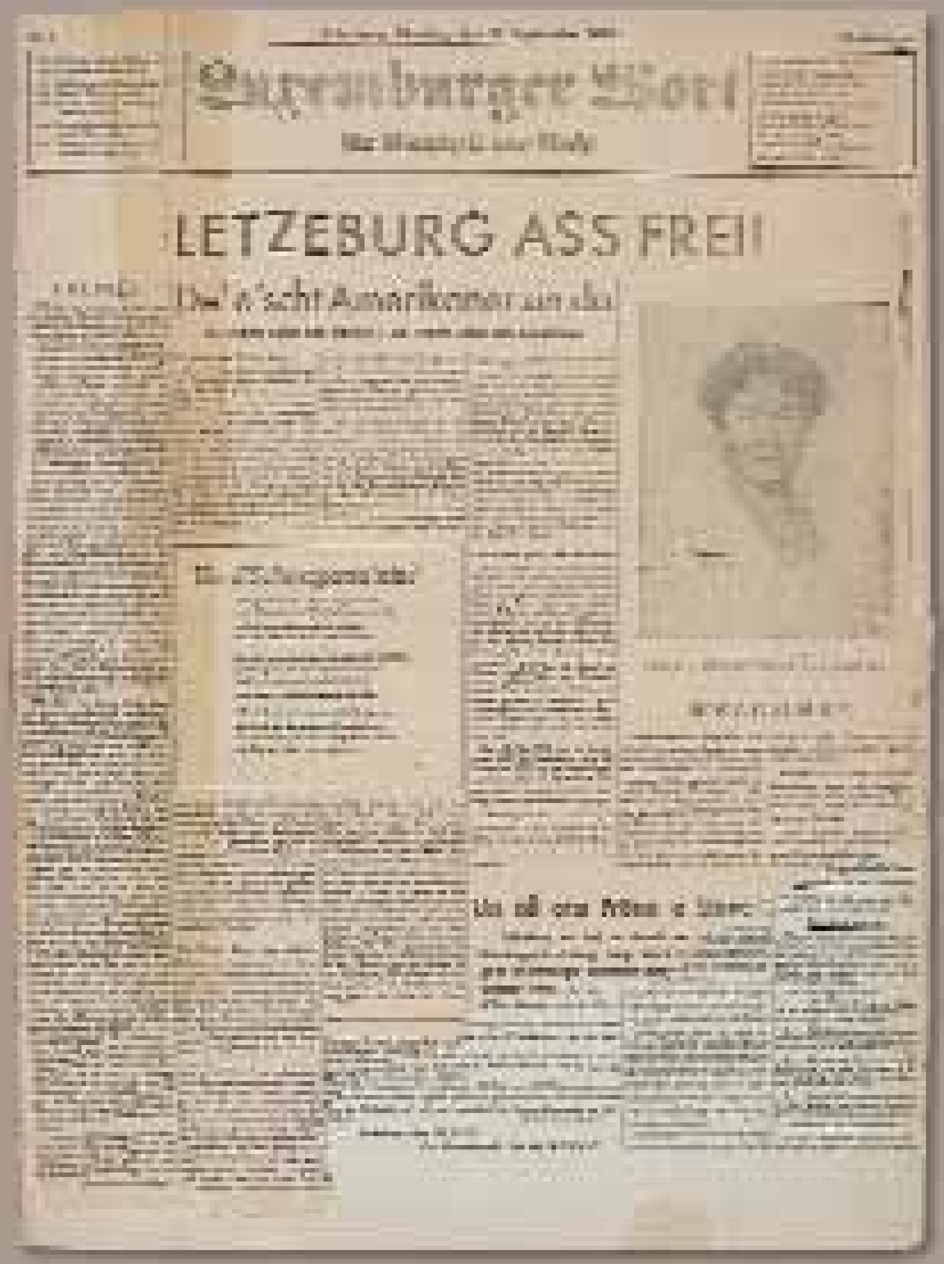
Six mois après la création du *Wahrheit* parut l'*Eis Zeitung. Zeitung ohne Maulkorb* (Notre journal. Journal sans muselière), qui devint plus tard l'*Ons Zeidonk* (Notre journal) et *« oni Maulkuerf »* (sans muselière) du groupe de résistants de gauche Alweraje (Al-bert [Wingert], We-nzel [Profant], Ra-ymond [Arensdorf], Je-an [Doffing]). Il faisait état de la Résistance dans le pays et à l'étranger, dénonçait les actes de collaboration et publiait des mots d'ordre de soutien patriotiques. D'août 1941 à juillet 1942, le *Zeidong* publia 19 numéros de 2 à 6 pages, puis le groupe Alweraje fut réduit à néant. Un dernier numéro, intitulé *« Sonderausgabe »* (Édition spéciale) fut produit en septembre 1942 par le Lëtzebuerger Fräiheetsbewegong (LFB) (Mouvement de libération luxembourgeois), dans son imprimerie clandestine installée dans une chambre funéraire du cimetière de Rumelange. Le tirage se serait élevé jusqu'à 2 500 ou 3 000 exemplaires.[4]

D'octobre 1941 à août 1942, des résistants patriotiques publièrent à Bruxelles le journal *De freie Lötzeburger. Nationalistescht Oppositiounsblad* (Le Luxembourgeois libre. Journal d'opposition nationaliste), rédigé par Charles Carmes et imprimé chez Roggemann. En juillet 1942, au 18e numéro, il changea son titre en *Ons Hemecht. Officiellt Organ vun der LPL* (Notre patrie. Organe officiel de la LPL). Le tirage du journal, qui était à chaque fois introduit clandestinement au Grand-Duché, atteignit jusqu'à 600 exemplaires.[5]

Les publications clandestines d'autres groupes de résistance avaient certes des titres comme des périodiques, mais il s'agissait dans la plupart des cas de tracts.

---

1 Dostert 1985, p. 127   2 Dostert 1985, p. 126   3 Kill 1947, p. 52   4 Wehenkel 1985, p. 86   5 Dostert 2002, p. 108



Luxemburger Wort

LETZEBURG ASS FREI

Premier numéro du *Luxemburger Wort* après la Libération et daté du 11 septembre 1944

LA STABILITÉ DE LA PRESSE DE PARTI

1945-1974

1945-
1974

Le 10 septembre 1944, les troupes américaines libéraient la capitale. *« Letzeburg ass frei! »* (Le Luxembourg est libre !), tel était, au-dessus d'un portrait de la Grande-Duchesse Charlotte, le titre à la une du *Luxemburger Wort* daté du 11 septembre 1944, le premier numéro après la libération. Le 13 septembre 1944, la première édition du *Tageblatt* comportait deux pages en luxembourgeois, français et anglais, avec le portrait de la Grande-Duchesse et le titre *« Merci Eisenhower ! »*.

La Seconde Guerre mondiale causa l'une des plus profondes coupures dans l'histoire tout de même tricentenaire de la presse luxembourgeoise, coupure comparable tout au plus aux conséquences de la révolution de 1848. Les troupes de l'occupation allemande avaient repris les journaux d'avant-guerre, en avaient fait disparaître certains et mis d'autres au pas. Après la Libération, il fut impossible à bon nombre d'entre eux de paraître à nouveau.

Les victimes de cette évolution furent les journaux locaux, les journaux indépendants des partis et la presse libérale. Au XIX^{e} siècle, une presse locale riche du moins du point de vue quantitatif avait vu le jour, allant du *Diekircher Wochenblatt* au *Neue Rümelinger Zeitung* (Nouveau journal de Rumelange). Au début du XX^{e} siècle, ces journaux eurent bien du mal à rester dans la course par rapport aux exigences techniques accrues requises pour la production de journaux et aux nouvelles attentes des lecteurs. Ils ne survécurent pas à la Seconde Guerre mondiale.

Étant plus ancienne que la presse catholique, la presse libérale était le plus souvent celle qui donnait le ton au XIX^{e} siècle. Après la disparition du *Luxemburger Zeitung,* des hommes politiques libéraux procédèrent en 1948 à la fusion du journal commercial de Grevenmacher, *Obermosel-Zeitung,* et du journal patriotique lié à la Résistance, *D'Unio'n,* pour former le *Letzeburger Journal.* Cependant, on n'atteignit plus jamais l'influence exercée par la presse libérale d'avant-guerre ou même du XIX^{e} siècle.

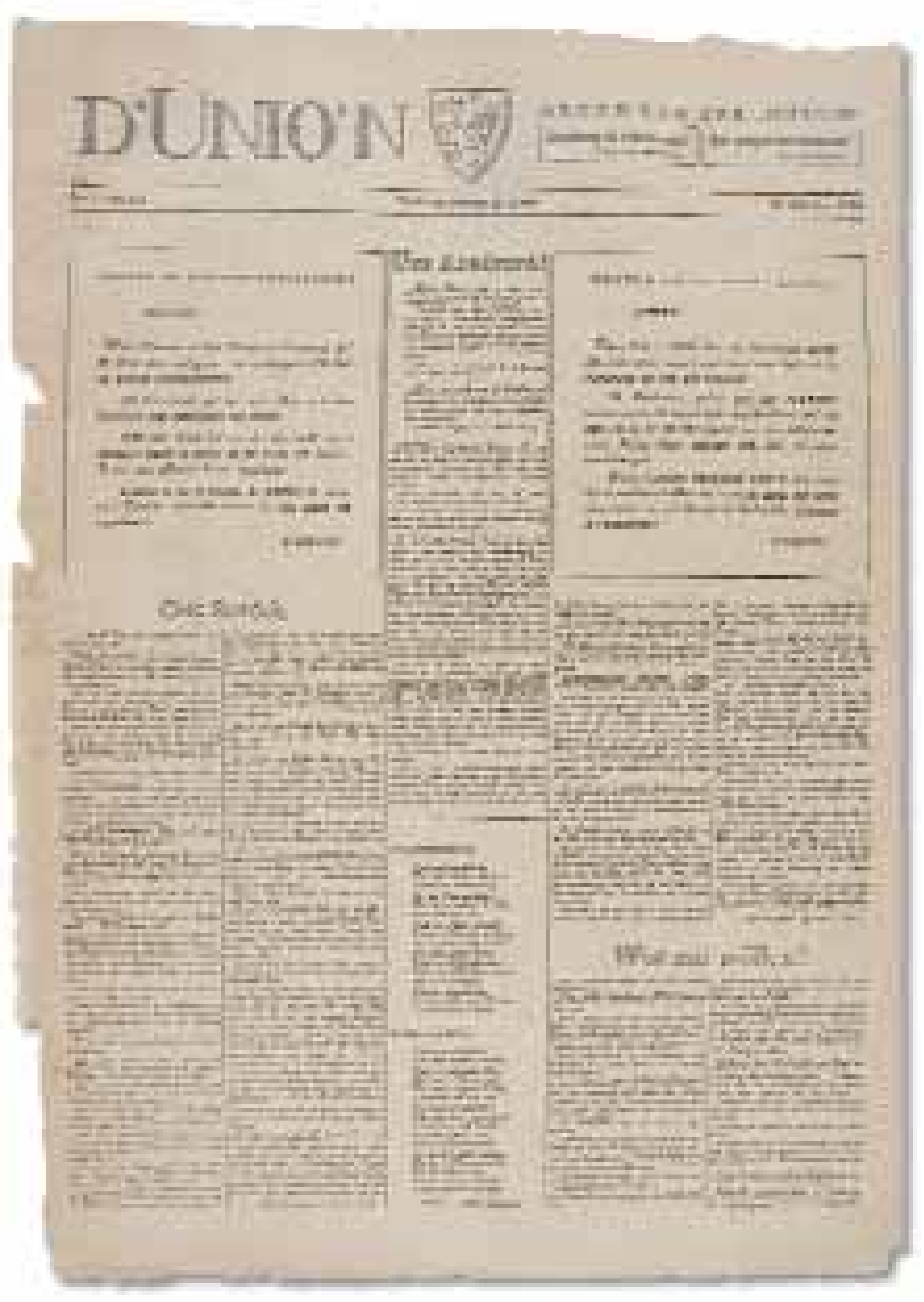
Ainsi, dès les premières années d'après-guerre, la presse luxembourgeoise connut une concentration technique, économique et politique. En comparaison au développement international de la presse, cela ressemblait presque à une régression. En effet, peu de temps après, cette concentration eut pour effet que seuls les journaux de parti paraissaient quotidiennement. Ces mêmes journaux s'unirent en 1948 au sein de l'Association luxembourgeoise des éditeurs de journaux. Chacun des quatre partis politiques avait sa propre imprimerie et son propre quotidien ou était intimement lié à l'un d'entre eux : le Parti chrétien-social et le *Luxemburger Wort,* le Parti socialiste ouvrier luxembourgeois et le *Tageblatt,* le Parti démocratique et le *Lëtzebuerger Journal,* le Parti communiste luxembourgeois et le *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.* Les seuls quotidiens moins liés à un parti politique étaient les éditions locales du journal liégeois *La Meuse* et du journal messin *Le Républicain lorrain* ou encore le *France Journal* qui contenaient quelques pages pour le Luxembourg. La presse hebdomadaire se limitait à la *Revue. Letzeburger Illustre'ert,* un magazine plutôt conçu comme un journal familial en 1945, et au journal économique et libéral *d'Letzeburger Land* fondé en 1954.

En comparaison à la période d'avant-guerre – sans parler de la fin du XIX^{e} siècle – la presse luxembourgeoise semblait figée pendant les trente glorieuses et la guerre froide : il n'y eut aucun nouveau titre et aucun autre ne disparut. Même du point de vue de la rédaction, de l'aspect visuel et du style avec ses polémiques pesantes rappelant celles du XIX^{e} siècle,

les journaux connurent peu d'évolution. Comme il s'agissait de journaux de parti, on s'y abonnait par loyauté politique. Ils n'étaient pas soumis à une concurrence quotidienne dans les kiosques et ainsi la pression pour innover resta limitée. Le monopole d'information en matière de politique intérieure, largement détenu par les plus grands journaux de parti, fut cependant battu en brèche en 1959 par la création par RTL d'un programme de radio en langue luxembourgeoise. Il fut suivi de journaux télévisés en luxembourgeois, d'abord hebdomadaires en 1969, puis quotidiens en 1991, qui renforcèrent davantage ce phénomène.

Le *Luxemburger Wort* créa le 2 octobre 1948 le supplément culturel *Die Warte* (Le point de vue) et le 8 janvier 1972, il lança le supplément en langue française *La Voix du Luxembourg,* qui disparut cependant le 16 septembre 1978. Le *Tageblatt,* quant à lui, se modernisa le 5 décembre 1964, entre autres en imprimant sa première page en bichromie ; il souligna en outre son caractère de presse d'opinion en déplaçant son éditorial sur la première page. En 1962, il lança un supplément culturel intitulé *Le Phare.* Celui-ci devait être le pendant de gauche du supplément *Die Warte* du *Luxemburger Wort* de droite. *Le Phare* avait également pour but de fidéliser les intellectuels critiques qui n'adhéraient à aucun parti. Sa parution cessa en avril 1976 sous la coalition LSAP/DP et fut reprise en avril 1989.

Jusqu'à la guerre, les journaux avaient utilisé l'écriture dite « gothique » pour la majorité de leurs textes en allemand, tandis que dans la même édition, les textes en français étaient en caractères romains, ce qui entraînait des coûts et du travail supplémentaires pour les imprimeries. Sous l'occupation allemande, l'écriture « gothique », considérée comme « caractères juifs de Schwabach », fut ensuite interdite début 1941. Même après la Libération, à l'exception du titre du *Luxemburger Wort* attaché à la tradition d'avant-guerre, les journaux n'utilisèrent plus l'écriture « gothique », considérée du coup comme une marque de chauvinisme allemand.



D'UNIO'N

Premier numéro du journal patriotique *D'Unio'n* du 10 octobre 1944, au début presqu'entièrement rédigé en luxembourgeois

D'UNIO'N

Peu avant la fin de la guerre, plusieurs résistants s'unirent pour former l'organisation D'Unio'n. Elle avait pris une partie du pouvoir immédiatement après la libération par les troupes américaines et voulait continuer à jouer un rôle politique après le retour du gouvernement de l'exil. Pour cette raison, l'Unio'n décida de publier son propre journal.

Le premier numéro du journal *D'Unio'n* (L'union) parut le 10 octobre 1944 en tant qu'organe de l'Unio'n. Il avait pour devises *« Letzeburg de Letzeburger! »* (Le Luxembourg aux Luxembourgeois) et *«Ech déngen der Hémecht!»* (Je sers la patrie), attribuées à l'Unio'n et à Jean l'Aveugle. Dans l'euphorie patriotique des premières années d'après-guerre, c'était le seul hebdomadaire à être temporairement écrit tout en luxembourgeois. Dans une déclaration en première page, le journal répertoria non pas son programme journalistique, mais le programme politique de l'Unio'n. Le journal de quatre pages au format de 51 x 37 cm, divisées en cinq colonnes, était imprimé chez Bourg-Bourger. Le numéro à l'unité coûtait 1,50 francs, l'abonnement trimestriel 15 francs.

Sur le ton pathétique du patriotisme religieux d'après-guerre, l'*Unio'n* traitait principalement de la réorganisation de la vie publique après la Libération, de la culture de la langue ainsi que de la dénonciation des collaborateurs et de ceux qui mettaient en question l'hégémonie revendiquée par l'Unio'n.

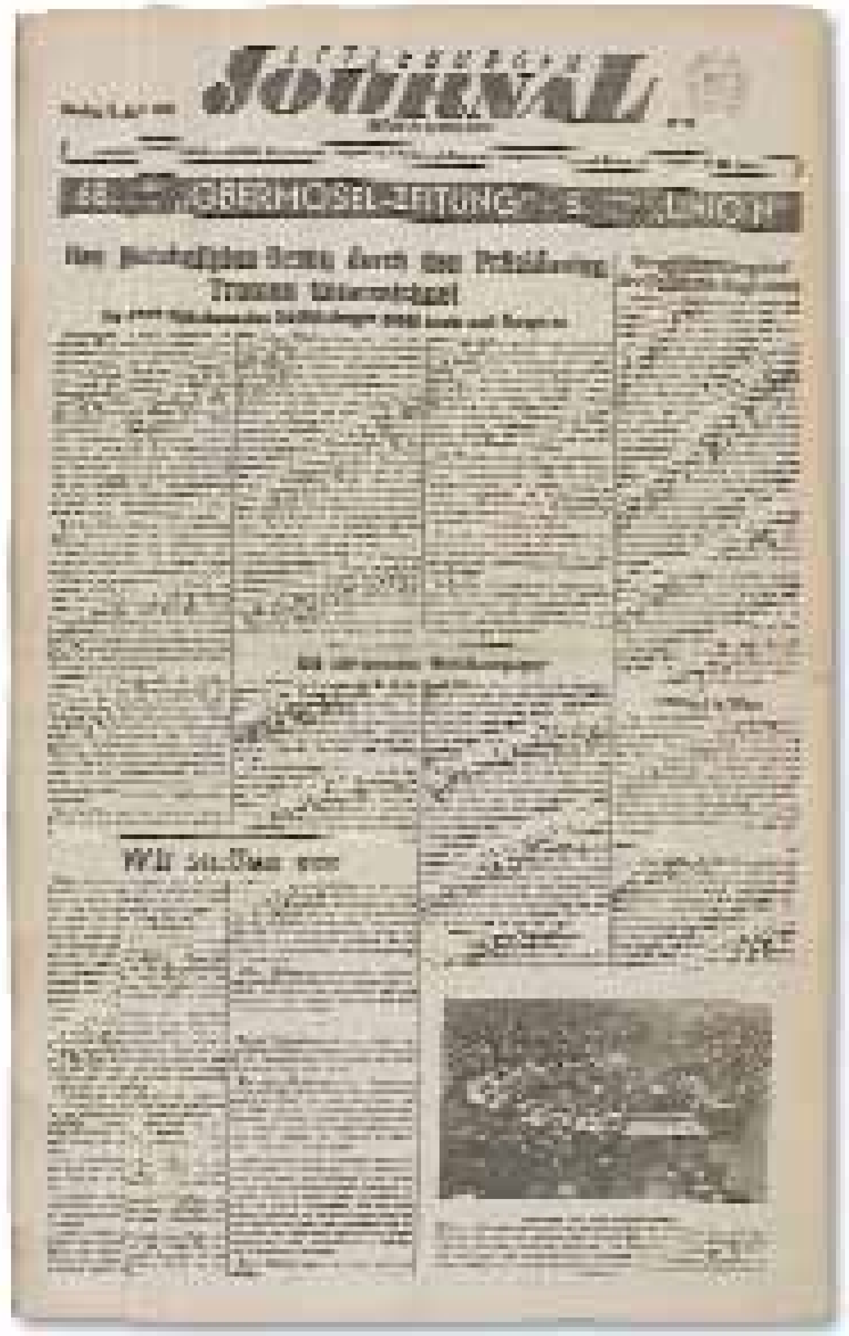
Lorsque l'hebdomadaire devint un quotidien, il prit le titre de *Tageszeitung der Resistenz* (Quotidien de la Résistance) et le sous-titre *Volkszeitung für ein demokratisches Luxemburg* (Journal populaire pour un Luxembourg démocratique). Le dernier numéro de l'*Unio'n* parut samedi 3 avril 1948, le même jour que le dernier numéro de l'*Obermosel-Zeitung.* À partir du 5 avril, ces deux journaux furent remplacés par le *Letzeburger Journal.*

LËTZEBUERGER JOURNAL

Le 2 juin 1945, divers résistants et libéraux d'avant-guerre avaient fondé le Groupement patriotique et démocratique, qui fit immédiatement partie du gouvernement et commença lentement à occuper la place désormais libre d'un parti libéral. Ce qui manquait encore était un journal de parti, car les tentatives de rétablissement du libéral *Luxemburger Zeitung,* journal riche en traditions mais partiellement discrédité du point de vue politique, avaient échoué.

Le dernier numéro de l'*Obermosel-Zeitung* parut samedi 3 avril 1948, le même jour que le dernier numéro de l'*Unio'n.* À partir du 5 avril, ces deux journaux furent remplacés par le *Letzeburger Journal.* La première édition portait le numéro 78 et poursuivait donc la numérotation de l'*Obermosel-Zeitung.* Le *Journal* continua aussi d'être imprimé à Grevenmacher, ce pour quoi la société anonyme Imprimerie de l'Est avait été fondée le 25 octobre 1948. Ses rédacteurs étaient l'ancien propriétaire de l'*Obermosel-Zeitung* et son fils Paul ainsi qu'Erny Faber et le journaliste libéral Albert Hoefler.

Le sous-titre se référait à la patrie et à la démocratie. Dans une confession en première page intitulée *« Wir stellen vor »* (Nous présentons), le nouveau journal disait avoir inscrit son nom dans les anciennes traditions journalistiques luxembourgeoises, faisant ainsi sans doute référence au *Luxemburger Zeitung* – dont le nom avait été traduit en luxembourgeois pendant la vague de patriotisme d'après-guerre et adapté plus tard à l'orthographe officielle – tout comme au *Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg*, lui aussi libéral. Le journal promettait d'être un quotidien luxembourgeois s'engageant pour le bien-être de tous les enfants du pays et de ne jamais vouloir, sous le couvert du patriotisme et de la démocratie, favoriser les intérêts économiques étrangers ou mener une politique de classe et de favoritisme nuisible au peuple.



JOURNAL

OBERMOSEL-ZEITUNG ... UNIO'N

Premier numéro du journal libéral *Letzeburger Journal* du 5 avril 1948

En 1961, Jean Peusch, entrepreneur actif dans le secteur automobile, reprit les actions de la famille d'imprimeurs Faber. À partir de 1962, il fit imprimer le *Journal* dans la nouvelle Imprimerie centrale de la capitale, tandis que l'Imprimerie de l'Est n'était plus qu'éditrice. Cela entraîna le quotidien dans une crise financière, l'obligeant même à cesser sa parution en février 1964. Grâce à une augmentation des capitaux et à un nouveau contrat d'impression, le journal put survivre sans toutefois réussir à concurrencer sérieusement le *Luxemburger Wort* et le *Tageblatt,* les journaux des deux autres partis traditionnels du gouvernement.

Premier numéro du journal hostile au gouvernement,
L'Indépendant du 6 septembre 1945

L'INDÉPENDANT

La première édition de *L'Indépendant* parut le 6 septembre 1945. Il fut fondé par Norbert Gomand, étudiant en droit parti en exil à Londres, et par Charles Gordian Troeller (1917-2003), correspondant de guerre et résistant. Selon Henri Koch-Kent, le journal avait déjà été créé en avril 1945, mais le gouvernement aurait essayé d'empêcher sa parution par des tracasseries administratives et des actions de police[1].

Gomand avait publié avant la guerre pendant un court laps de temps des articles dans le journal estudiantin *G.E.I.-Revue,* mais il était avant tout connu en raison du « procès Gomand ». Lors de rassemblements publics en juillet 1945, il avait fait de sévères reproches au gouvernement en exil et avait pour cette raison été condamné, après un an et demi de délibérations, pour diffamation des ministres Pierre Dupong, Joseph Bech et Victor Bodson.

L'Indépendant était un organe de lutte contre le gouvernement créé en 1945 par différents résistants. Le journal lui reprochait des erreurs et des délits pendant son exil. Déjà le premier numéro contenait entre autres un texte d'Émile Krieps, résistant, lieutenant, puis ministre de l'armée. Il y reprochait au ministre de la Justice Victor Bodson de ne pas avoir évacué un seul Luxembourgeois persécuté pendant la guerre.

L'Indépendant relata les dépositions des témoins durant le procès Gomand et créa ainsi surtout un moyen d'information opposé aux idées défendues par la presse du gouvernement d'union nationale, presse qui se montrait moins encline à s'occuper du bilan du gouvernement en exil.

Suite aux procès de presse répétés, le journal dut cesser sa parution et Gomand et Troeller quittèrent à nouveau le pays. Troeller devint un documentariste notamment connu en Allemagne ; un prix d'honneur lui a été décerné à titre posthume en 2003 lors du Prix du film luxembourgeois.

L'hebdomadaire *L'Indépendant,* qui tenta sans succès de devenir un quotidien, parut tout d'abord à Luxembourg, puis à Bruxelles, où il fut publié jusque dans les années 1960, quoique seulement de façon bimensuelle. Octave-Jean de Buck et Lucienne de Buck-Koolen faisaient fonction d'éditeurs. L'édition pour le Luxembourg, que l'on pouvait acheter partout au Grand-Duché, avait pour sous-titre *L'Indépendant dit la vérité et la dit bien.* En outre, il se disait le seul journal au monde qui, depuis la fin des années 1950, était obligé, à cause d'une conspiration de la justice, de travailler clandestinement et qui ne possédait donc pas de compte en banque. Le journal finit par être de plus en plus obstiné par des théories de complot.

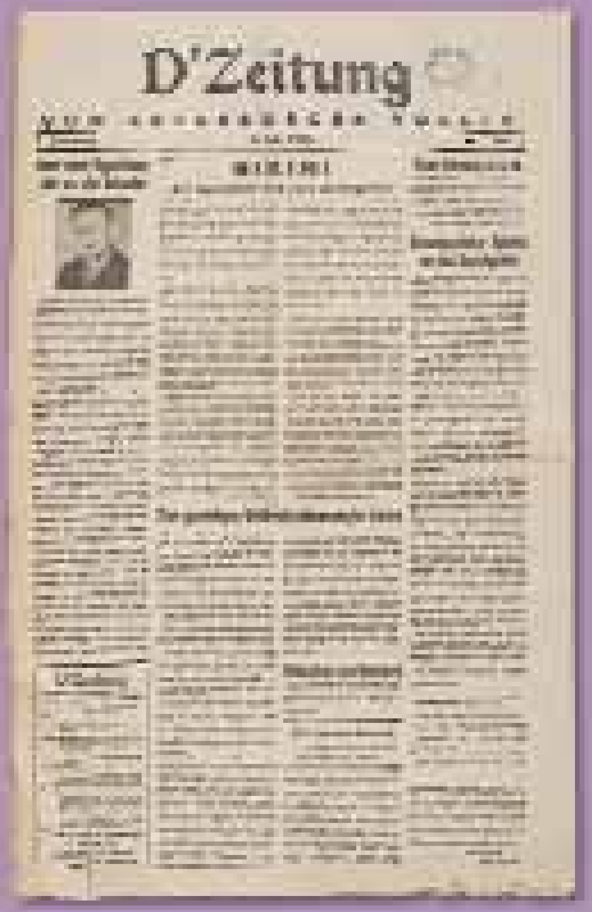
Premier numéro du journal satirique
De Peck-Villchen du 28 septembre 1945

DE PECK-VILLCHEN

La publication d'un journal satirique était une autre façon de régler ses comptes avec les années de guerre et la collaboration. Samedi 28 septembre 1945, l'ancien collaborateur du *Gukuk,* le caricaturiste revenu de France, Albert Simon, sortit le premier numéro du journal *De Peck-Villchen.* Baptisé du nom d'un sifflet en terre cuite en forme d'oiseau, le journal promettait dans son sous-titre de chanter et de siffler chaque semaine pour 2 francs. À ses débuts, le *Peck-Villchen* publiait également des commentaires assez critiques sur la dénazification, signés entre autres par Alex Weicker, qui était connu pour son roman expressionniste *Fetzen* (Lambeaux). Cependant, le journal retourna bientôt au ton plus plaisant du *Gukuk* d'avant-guerre et devint de plus en plus un journal humoristique, dont tout le charme était dû aux caricatures de Simon.

Le *Peck-Villchen* paraissait le samedi et était imprimé en bi- ou trichromie à l'imprimerie de l'*Escher Tageblatt.* Il comportait quatre pages au format de 35 x 25 cm, divisées en quatre colonnes. La mort de Simon en 1956 entraîna la disparition du *Peck-Villchen* après le numéro 549.

Jusqu'au *Neie Feierkrop,* le Luxembourg resta pendant quatre décennies sans journal satirique autonome, la plus longue période de l'histoire de sa presse. Les pages humoristiques ou satiriques du *Zeitung vum Letzeburger Vollek* et du *Letzeburger Land* essayèrent passagèrement d'occuper ce créneau.



D'Zeitung

Premier numéro du premier quotidien communiste
Zeitung vum Letzeburger Vollek du 1er juillet 1946

ZEITUNG VUM LËTZEBUERGER VOLLEK

Le 28 septembre 1944, le Parti communiste parvint à publier le premier numéro d'après-guerre de son hebdomadaire *Die Volksstimme.* Le rôle joué par le parti dans la résistance contre l'occupation allemande ainsi que la contribution de l'Union soviétique à la défaite de l'Allemagne nazie conférèrent au Parti communiste le plus grand prestige de son histoire après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En plus de sa base traditionnelle de mineurs et d'ouvriers métallurgistes du sud, il put attirer de nouveaux membres d'autres couches de la population. De novembre 1945 à février 1947, des ministres communistes firent partie du gouvernement d'union nationale.

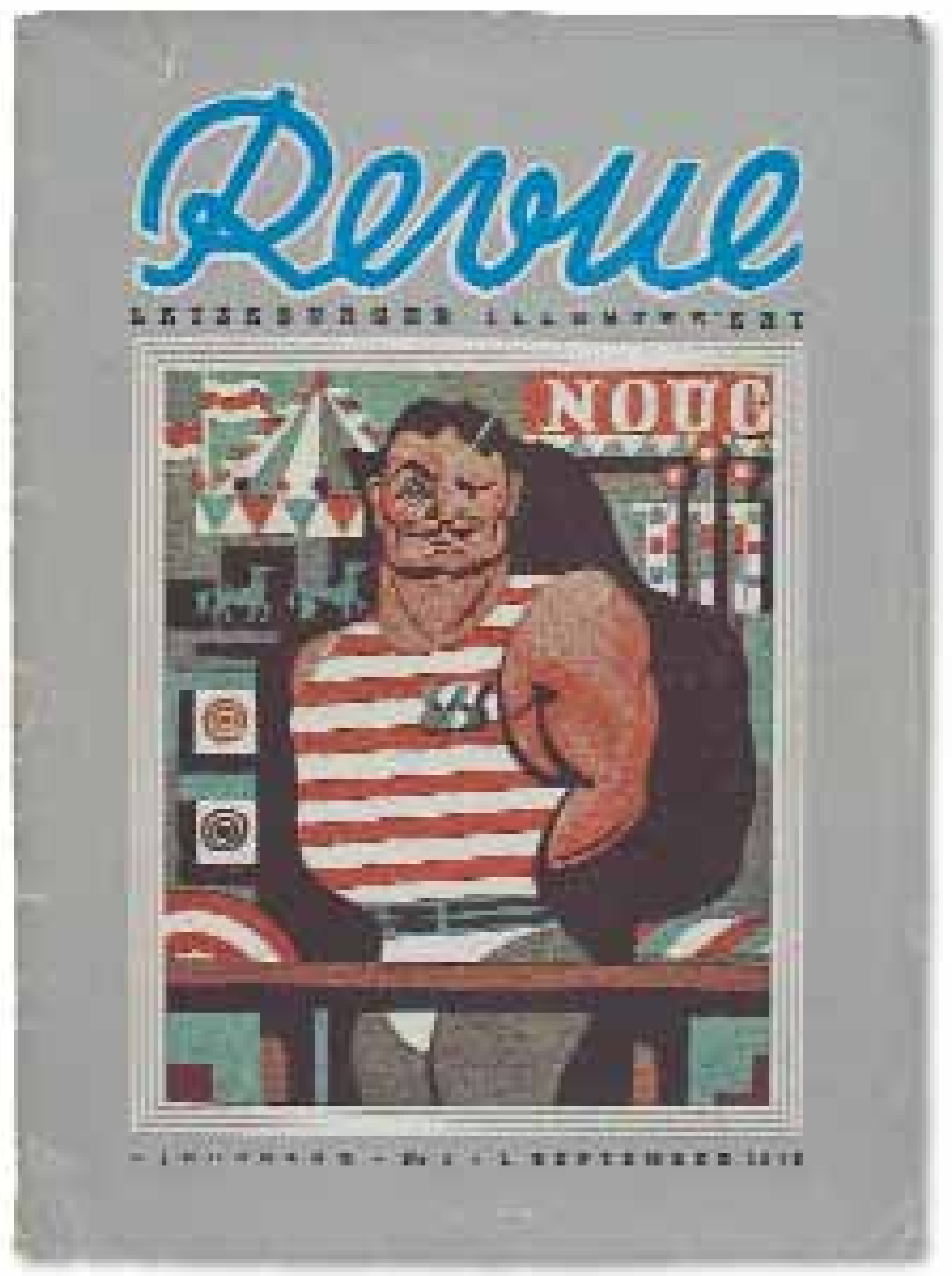
Dans ces circonstances, le parti réussit à fonder fin 1945 la société coopérative d'édition COPE, qui remplaça le 1er juillet 1946 le *Volksstimme* par le premier quotidien communiste *D'Zeitung vum Letzeburger Vollek.* Le hasard voulut que le journal rapporte en première page de son premier numéro l'entrée au Parlement de son rédacteur, le député suppléant Jehan Steichen. Le nom du journal, qui fut plus tard adapté à l'orthographe officielle, signifie « Journal du peuple luxembourgeois » et devait symboliser une alliance par-delà les classes.

Le journal de quatre pages au format de 33 x 49 cm coûtait 1 franc, l'abonnement trimestriel 60 francs. Comme pour d'autres journaux, les problèmes d'approvisionnement de papier d'impression entraînèrent différentes modifications du format.

Cependant, le début de la guerre froide isola rapidement le parti et un grand nombre parmi les centaines d'adhérents de COPE récupérèrent leurs capitaux. À partir d'avril 1953, le *Zeitung vum Letzeburger Vollek* ne pouvait plus être publié que de façon hebdomadaire, puis reparut tous les jours ouvrables au début de l'année 1954.

Jusqu'au milieu des années 1980, un résumé hebdomadaire du quotidien parut sous le titre de *Wochenzeitung vum Letzeburger Vollek* (Hebdomadaire du peuple luxembourgeois). Il était destiné à tous les ménages qui ne voulaient ou ne pouvaient pas s'abonner à un quotidien. Il était cependant aussi vendu devant les portails des usines par des membres du parti.

À partir du 4 septembre 1948, le journal publia une page satirique intitulée *De Feierkrop,* qui cessa sa parution pendant l'été 1950 et ne reparut que le 16 mars 1984. Il fut ensuite victime des divergences politiques au sein du Parti communiste le 23 juillet 1993 et fut publié trois mois plus tard en tant qu'hebdomadaire autonome.



Premier numéro du magazine familial illustré
Revue, en petit format, du 1er septembre 1945

REVUE

La première édition de la *Revue. Letzeburger Illustre'ert* (Illustré luxembourgeois) parut le 1er septembre 1945 dans un petit format proche du DIN A5. La *Revue* fut d'abord publiée tous les quinze jours, puis de façon hebdomadaire à partir de 1949. Lorsque la parution devint hebdomadaire, le prix du numéro baissa de 10 à 9 francs.

Fondée par le graphiste et peintre Émile Probst, la *Revue* était imprimée chez Bourg-Bourger. Le 9 décembre 1939, la même imprimerie avait déjà publié un magazine intitulé *Revue,* qui dut cependant cesser de paraître après l'invasion allemande. Au bout de deux ans, Probst s'installa à Bruxelles et vendit la Revue à l'imprimerie Bourg-Bourger. Le magazine fut d'abord produit par Marie-Paule Noesen, puis Katrin C. Martin en devint la première rédactrice en chef. Elle fut d'ailleurs l'une des toutes premières rédactrices en chef de l'histoire de la presse luxembourgeoise.

La *Revue* était un journal familial national qui, s'inscrivant dans le patriotisme d'après-guerre, considérait la nation aussi comme une famille. Pour se différencier de la presse catholique perçue comme dominante, le magazine s'efforçait de paraître chic et moderne dans le choix de ses sujets et dans sa mise en pages. Au cours des décennies, la *Revue* changea plusieurs fois d'orientation au gré des succès et des échecs commerciaux, devenant tour à tour un journal familial publiant les photos de mariage de chaque village, et un magazine politique.

L'un des atouts de la *Revue* était sa commercialisation. Pour fidéliser sa clientèle, elle mit sur pied son propre réseau qui comptait jusqu'à 300 représentants et coursiers locaux, si bien que seul un cinquième du tirage était envoyé par la poste. Elle proposait également aux abonnés une assurance décès et une assurance accidents. Chaque mois, les abonnés pouvaient en outre gagner des canapés, des fauteuils et des machines à laver grâce au jeu *Gléckspolice.* Au milieu des années 1960, la *Revue* passa à une impression offset en quadrichromie, pour pouvoir avant tout imprimer des annonces en couleur.

À l'époque politisée de la fin des années 1960, la *Revue* mit l'accent sur son caractère de magazine en envoyant un correspondant aux cérémonies de couronnement du schah, ou encore à la guerre des Six Jours et à la guerre du Biafra.

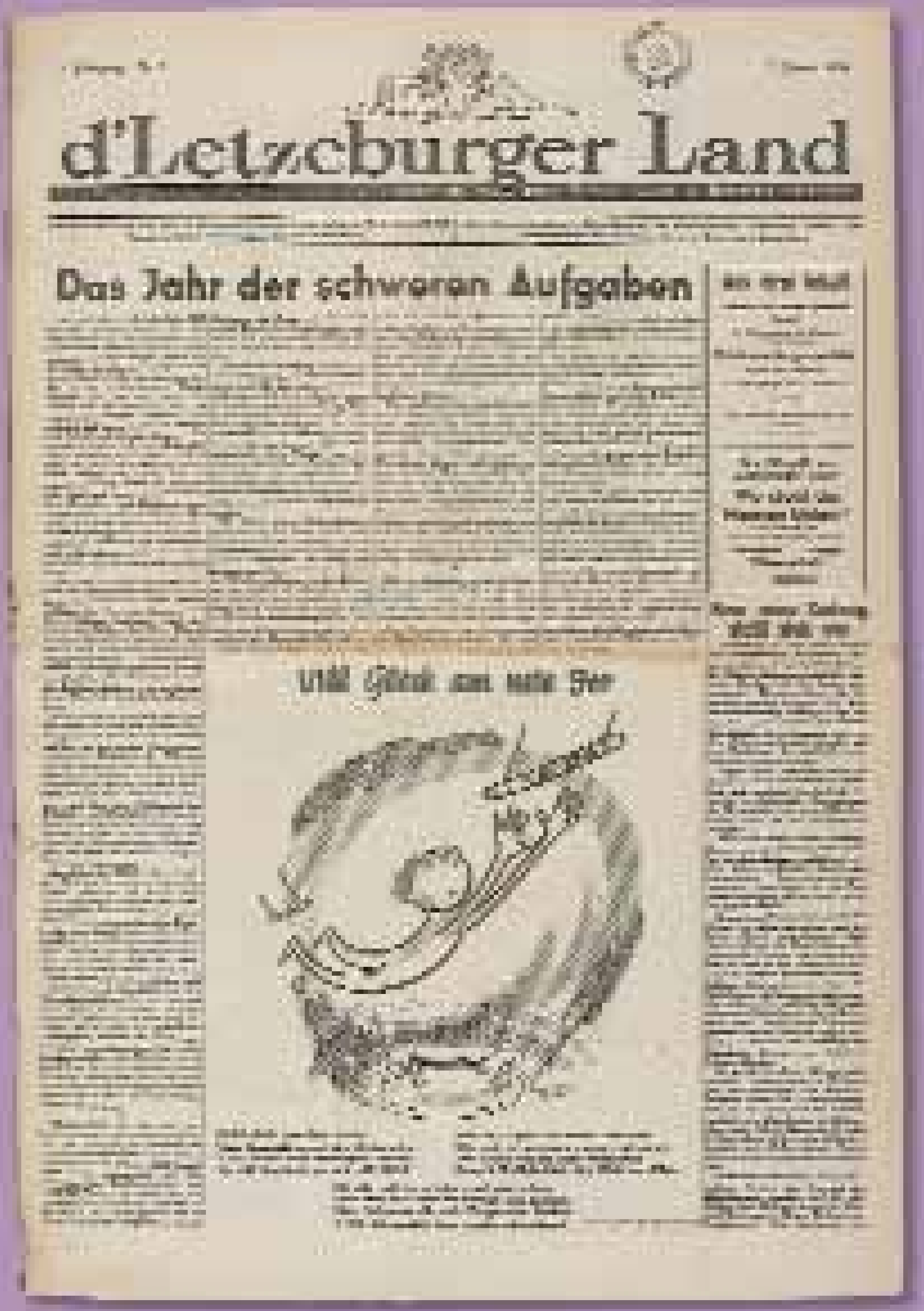
D'LËTZEBUERGER LAND

Ce que la guerre fit disparaître fut un journal dans lequel les intellectuels qui ne voulaient pas se définir en premier lieu par rapport à un parti politique pouvaient écrire, journal qui défendait les intérêts de l'industrie à une époque où l'État et la société commençaient à se moderniser. Ainsi, Carlo Hemmer créa en 1954 l'hebdomadaire libéral *d'Letzeburger Land* en tant que réponse ciblée au monopole d'opinion des journaux de parti et à la disparition de la presse libérale. La première édition est datée du 1er janvier 1954. Au cours des décennies qui suivirent, le *Letzeburger Land* s'engagea en faveur du libre-échange, de l'industrie, de l'intégration européenne, de la protection de la nature et de la coalition sociale-libérale. Il tenta de se différencier de la presse quotidienne par ses articles analytiques détaillés et par des forums de discussion de haut niveau.

Le fondateur du *Land,* Carlo Hemmer (1913-1988), fut collaborateur du libéral *Luxemburger Zeitung* avant la guerre. Il avait créé l'organe du mouvement des auberges de jeunesse, *De Kompass* (La boussole). Après la guerre, il fut le secrétaire général de la fédération des industriels FEDIL et publia *L'Écho de l'industrie.* Les premières années de parution, la rédaction du *Land* était installée dans les locaux de la FEDIL.

Léo Kinsch (1926-1983), qui avait fait des études de journalisme à Paris et avait été rédacteur de *L'Écho de l'industrie,* fut cité pour la première fois comme éditeur responsable du *Land* le 26 juin 1958, après la nomination d'Hemmer au poste de directeur de la Commission européenne à Bruxelles. Kinsch avait racheté le journal à Hemmer. Le 22 décembre 1982, le journal passa aux mains des Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., et finalement, le 28 juin 1986, à celles de la Fondation d'Lëtzebuerger Land. Avec sa participation financière en 1986 dans la *Revue* et en 1992 dans la station de radio Eldoradio, le *Land* prit part à la tentative de courte durée de créer un groupe de presse libéral pour faire contrepoids avant tout au groupe Saint-Paul, mais aussi au groupe Editpress.

Le *Land* parut d'abord au format de 54,5 x 35,5 cm, puis à partir de 1976, au format de 43,5 x 30,5 cm, le plus souvent sur 12 ou 16 pages divisées en cinq colonnes. En 1999, le journal adopta une nouvelle mise en pages moderne et augmenta le nombre de ses pages. Il adapta lui aussi son titre à l'orthographe officielle.



d'Letzeburger Land

Das Jahr der schweren Aufgaben

Premier numéro du journal favorable à l'économie libérale *d'Letzeburger Land* du 1er janvier 1954

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN

Après le journal messin rédigé en allemand *Freie Journal* de 1919, Victor Demange avait également fondé à Metz, en septembre 1936, un journal régional pour la Lorraine rédigé en langue française, *Le Républicain lorrain*. Les deux journaux véhiculaient l'idée d'un réformisme chrétien-social. Le 15 septembre 1961 parut le premier numéro d'une édition régionale pour le Luxembourg. Le directeur de la succursale luxembourgeoise, François Wonner, fut chargé par le propriétaire Victor Demange de rendre la France populaire aux yeux de ses lecteurs.[2]

Le *Républicain lorrain* se trouvait en concurrence avec *L'Est républicain* de Nancy pour gagner les faveurs des lecteurs lorrains. Cette compétition était si coûteuse que les deux maisons d'édition durent signer, en octobre 1971, un accord dans lequel elles s'engageaient mutuellement à supprimer les éditions locales déficitaires.

Les conditions concurrentielles dans lesquelles *Le Républicain lorrain* était produit – et que les journaux de parti luxembourgeois ne connaissaient pas – se reflétaient également dans son édition pour le Luxembourg qui s'efforçait de pratiquer un journalisme plus agressif et plus actuel. Pour ces mêmes raisons, elle présentait et illustrait les nouvelles locales et sportives de façon plus spectaculaire. Quand il publiait des révélations que d'autres journaux ne voulaient pas forcément dévoiler au grand public mais qui dégénéraient parfois en de véritables campagnes – comme celle contre le syndicat des employés FEP ou la Centrale paysanne –, il était critiqué par la concurrence et relégué au rang de « journal de la région frontalière française ».

Le Républicain lorrain était le seul journal au Luxembourg à paraître également le dimanche. Il était disponible dans quelques kiosques choisis, qui bien souvent n'étaient ouverts que le dimanche matin, ainsi que dans des épiceries à travers le pays, puis plus tard aussi dans des stations-services. Cependant, malgré tous les problèmes de diffusion, l'édition du dimanche avait un lectorat fidèle qui s'intéressait surtout aux pages sportives.

Édition locale pour le Luxembourg du *Républicain lorrain* du 21 septembre 1961

Les éditions se composaient de pages réalisées à la rédaction centrale avec des nouvelles internationales et interrégionales, et qui enveloppaient quelques pages locales fournies par la rédaction au Luxembourg.

En l'an 2000, *Le Républicain lorrain* publiait douze éditions régionales, dont les pages locales étaient réalisées par les rédactions locales de vingt-quatre agences. Bon nombre de ces rédactions employaient plus de journalistes et de correspondants que la plupart des quotidiens luxembourgeois.

Le dernier numéro de l'édition pour le Luxembourg parut le 13 novembre 2001 pour faire place à la première édition du *Quotidien,* qui était édité en collaboration avec Editpress.

FRANCE JOURNAL

Quatre mois après le lancement de l'édition pour le Luxembourg du *Républicain lorrain,* la maison d'édition messine publia également, le 3 janvier 1962, une édition pour le Luxembourg de son quotidien en langue allemande, *France Journal,* qui se qualifia dès lors de « grand quotidien de l'Est et du Luxembourg ». L'édition rédigée en allemand s'adressait à la partie du lectorat luxembourgeois qui ne connaissait pas suffisamment le français pour lire sans efforts *Le Républicain lorrain.*

La dernière édition parut le 15 juin 1980. Neuf ans plus tard, *Le Républicain lorrain* décida de supprimer sa dernière édition en langue allemande, qui ne comptait plus que quelques milliers d'acheteurs.

Édition locale pour le Luxembourg en allemand du *Républicain lorrain, France Journal,* du 3 janvier 1962

LA MEUSE-LUXEMBOURG

Le journal *La Meuse,* aujourd'hui publié par la maison d'édition belge Sud Presse, est un quotidien de Liège riche en traditions, créé en 1855 par des hommes politiques libéraux, des industriels et des banquiers.[3] Dans la période d'après-guerre, le journal avait l'ambition de devenir le premier quotidien de Wallonie. Dans le but d'y parvenir, il commença à publier des éditions régionales pour Namur, Huy-Waremme, Verviers et Arlon en septembre 1945 et participa au nouveau journal bruxellois *La Lanterne* en 1946. Dans le cadre de cette politique d'expansion, il publia des éditions régionales pour Charleroi et le Luxembourg à partir de juillet 1946. Toutefois, les investissements dans les douze éditions et les huit titres conduisirent le journal au bord de la faillite en 1948.

Journal belge *La Meuse-Luxembourg* du 2 janvier 1946

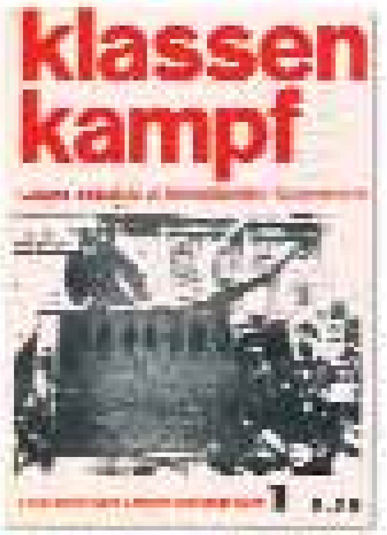
KLASSENKAMPF

Le mouvement des élèves et des étudiants après mai 1968 entraîna d'abord une radicalisation de l'Association générale des étudiants luxembourgeois (Assoss) et de son magazine *Voix* fondé en 1917, puis engendra la création de nouvelles organisations politiques et de publications se situant à gauche des partis socialiste et communiste. Le titre le plus connu est le *Roud Wullmaus* (Campagnol rouge), un journal d'élèves publié par la Gauche socialiste et révolutionnaire, l'aile située à l'extrême gauche de l'Assoss. Sa première édition parut le 1er février 1970. Les seize pages au format DIN A4 étaient ronéotypées à 800 exemplaires.[4] Le journal, qui provoquait avant tout le système scolaire perçu comme conservateur et oppressant, était vendu aux portes des lycées. Il y eut 30 numéros jusqu'en 1973.

Le 1er mai 1970, la même Gauche socialiste et révolutionnaire publia le premier numéro du *Klassenkampf,* dont 430 exemplaires au format DIN A4 furent vendus. Après la scission de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) trotskiste, qui rejoignit la IVe Internationale, le *Klassenkampf* devint son organe central. Il fut publié à partir d'avril 1971 sur douze pages au format DIN A3 et était vendu au prix de 10 francs. Il lançait l'appel : « *In der Perspektive einer revolutionär-marxistischen Avantgarde in Luxemburg!* » (Dans la perspective d'une avant-garde révolutionnaire marxiste au Luxembourg !). Ce fut le journal d'extrême gauche qui eut la plus longue durée de vie de l'histoire. Une grande place était réservée aux critiques à l'égard de la concurrence maoïste et de ses publications comme le *Rote Fahne* (Drapeau rouge) – ayant paru au moins de septembre 1971 à mai 1977 –, mais aussi à l'égard du Parti communiste et du Parti ouvrier socialiste, des dirigeants syndicaux et du « modèle luxembourgeois » de partenariat social.

Lorsque la LCR se rebaptisa Revolutionär Sozialistesch Partei, la 200e et dernière édition du *Klassenkampf* parut en juillet 1985. Le journal fut remplacé par le *Sozialistesch Aktioun* (Action socialiste) et, après la fin de la guerre froide, il parut de façon de plus en plus irrégulière jusqu'en 1992.

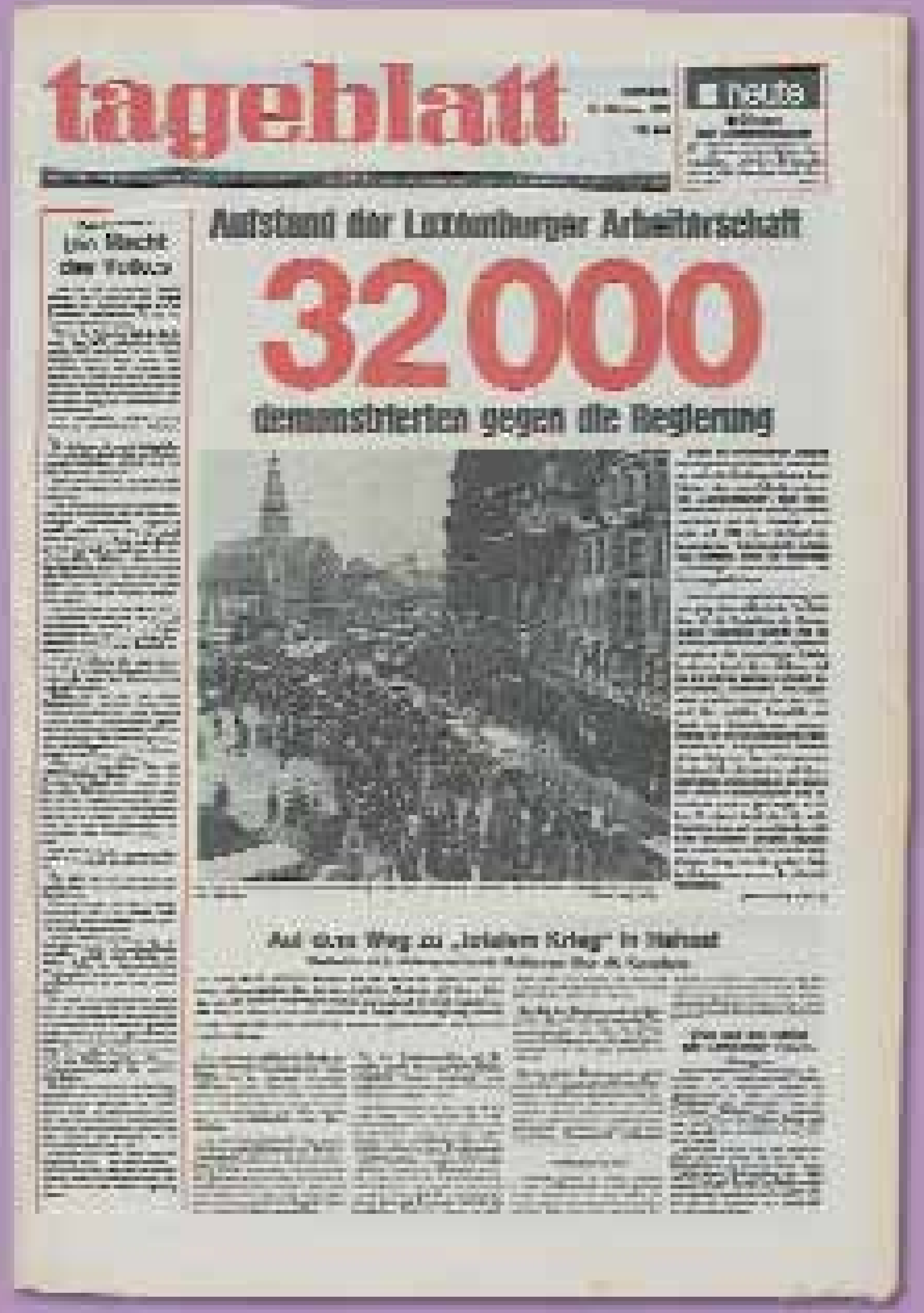
Premier numéro du journal trotskiste *Klassenkampf* du 1er mai 1970



klassen
kampf

1

Tageblatt du 10 octobre 1973 au sujet de la grève pour des réformes sociales



tageblatt

Aufstand der Luxemburger Arbeiterschaft

32000

demonstrierten gegen die Regierung

---

[1] Koch-Kent 1988, p. 31 [2] *Le Républicain lorrain,* 15.3.1994 [3] Lambrette 1969 [4] Pierre 1988, p. 31

1975-2004

1975-
2004

Ayant sous-estimé la nécessité de réformes sociales, le Parti chrétien-social (CSV) essuya une défaite électorale le 26 mai 1974. Lors d'une interview télévisée le soir des élections, André Heiderscheid, interrogé sur ce qu'il conseillait au CSV, répondit qu'il lui conseillait de passer dans l'opposition, ce que fit le CSV. Vingt ans plus tard, Heiderscheid déclara au *Télécran* (2/95) que ce fut l'une des décisions d'orientation les plus fondamentales qu'il ait dû prendre en tant que rédacteur en chef du *Luxemburger Wort.*

Le *Luxemburger Wort,* qui d'après l'article 37 des statuts du CSV était un organe de la presse « amie » avec un siège au Conseil national, fut pendant un court laps de temps un journal d'opposition, et ce pour la première fois depuis cinquante ans. À partir d'octobre 1974, le journal accorda au CSV le supplément *CSV-Profil.* L'époque de la coalition de centre gauche vit la fin des violentes polémiques de presse qui avaient marqué les débats politiques pendant plus d'un siècle. Elles disparurent peu à peu après l'appel à la solidarité nationale pour sauver l'industrie sidérurgique et quinze ans de « grande coalition » entre le CSV et le LSAP, c'est-à-dire également entre le *Luxemburger Wort* et le *Tageblatt.* La « désidéologisation » qui suivit la guerre froide, l'omniprésence des informations radiophoniques puis celle des journaux télévisés quotidiens ainsi que les contraintes économiques croissantes des journaux de parti traditionnels firent le reste. En dehors des périodes électorales, à l'exception du *Lëtzebuerger Journal* et du *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek,* les journaux commencèrent de temps à autre à s'exprimer aussi de façon critique sur les partis dont ils étaient proches.

Impression offset, photocomposition, impression en quadrichromie et enfin composition assistée par ordinateur changèrent fondamentalement aussi bien l'apparence des petits que des grands journaux. Cependant, ces nouveautés nécessitaient d'importants investissements. Ainsi, la coalition LSAP/DP tenta en 1976 de renforcer les journaux de parti contre le présumé monopole d'opinion du *Luxemburger Wort* grâce à des subventions de l'État.

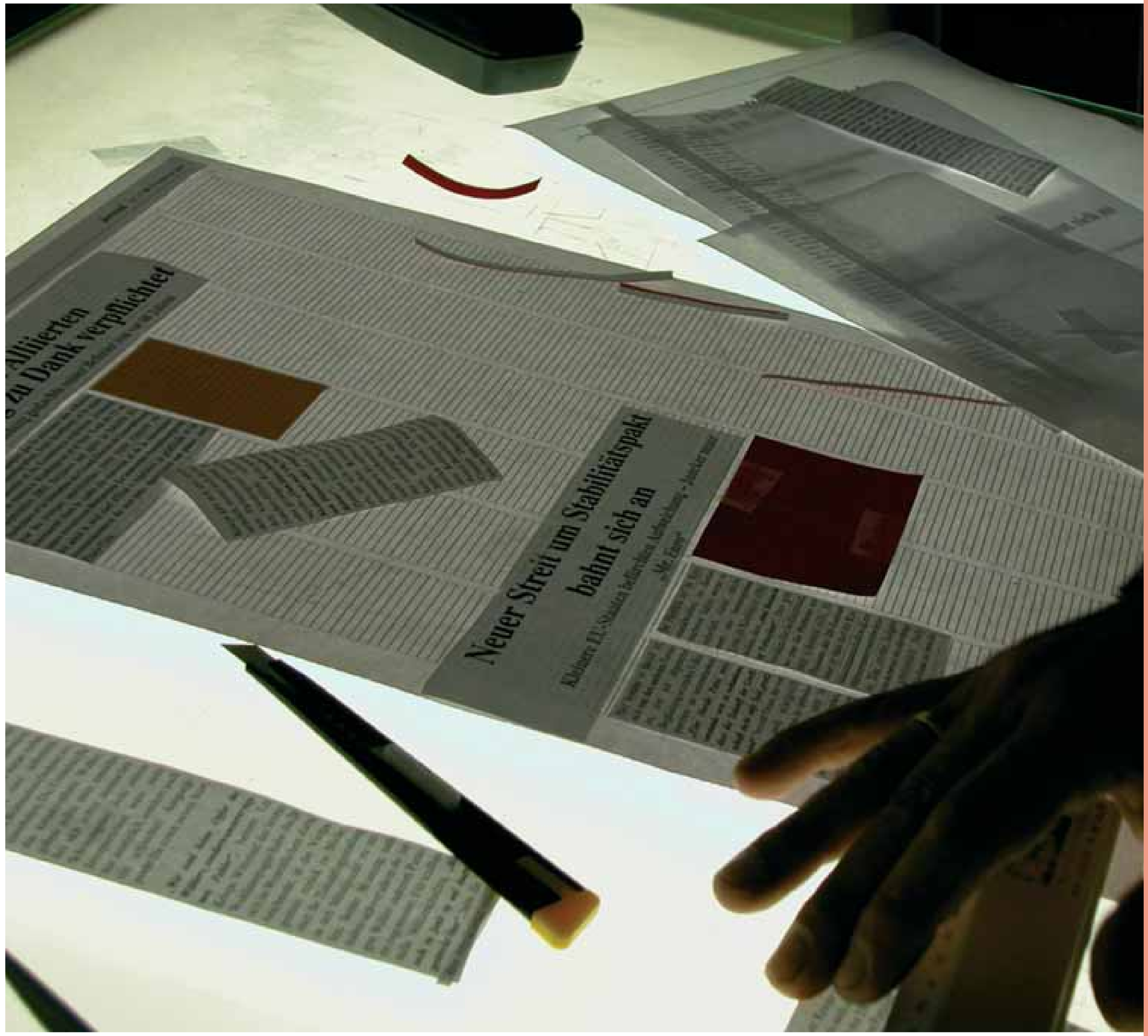
Les hebdomadaires et quotidiens édités au Luxembourg qui offrent des informations générales, sont en vente libre, se financent grâce à leurs ventes et leurs annonces et emploient au moins cinq rédacteurs, bénéficient depuis d'une subvention de l'État dépendant en partie du nombre de pages. Cette aide à la presse s'élevait en 2003 à un total de 6 040 984 euros et était répartie entre le *Luxemburger Wort* : 1 159 497 euros, le *Tageblatt* : 1 141 418 euros, *La Voix du Luxembourg* : 922 354 euros, *Le Quotidien* : 824 324 euros, le *Lëtzebuerger Journal* : 494 147 euros, le *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek* : 296 146 euros, le *Télécran* : 282 379 euros, le *Lëtzebuerger Revue* : 276 102 euros, *Le Jeudi* : 265 059 euros, le *Lëtzebuerger Land* : 200 215 euros et le *Woxx* : 179 343 euros. Ces journaux bénéficient en outre d'une distribution postale subventionnée par l'État, d'une réduction du taux de la TVA et de l'impression régulière d'avis officiels.
La commande d'impression pour le compte rendu des séances de la Chambre des députés, distribué à tous les ménages, était attribuée à tour de rôle aux imprimeries des quatre quotidiens liés à des partis. Cette commande représentait une source de revenus garantie pour elles. En principe, cela n'a pas changé depuis octobre 2002, depuis que le compte rendu est imprimé sous forme de supplément payé joint aux quotidiens.

Le *Tageblatt* acheta en septembre 1977 une nouvelle rotative afin d'être imprimé en offset à partir de l'automne 1978. Tout comme les autres journaux, il était d'avis que l'impression en quadrichromie devait être réservée aux annonces. Il ne fut entièrement illustré de photos en couleur que 20 ans plus tard. Le 15 octobre 1978, le *Luxemburger Wort* déménagea du quartier de la gare à Gasperich afin d'être réalisé dès lors en photocomposition et imprimé sur des rotatives offset.

Le directeur d'Editpress, Alvin Sold, se rappela que quelques années auparavant, les éditeurs s'étaient concertés pour savoir si une seule imprimerie au Luxembourg suffirait pour tous les quotidiens.[1] Cette idée aurait cependant été rejetée parce que les différents formats auraient nécessité des machines très sophistiquées et il aurait été presque impossible de trancher pour savoir lequel des quotidiens concurrents serait imprimé le premier et donc moins actuel que les autres. La maison d'édition suédoise Metro, dont le groupe est actif au Luxembourg dans les domaines de la finance, de la téléphonie et de la télévision, abandonna ses projets révélés en 2000 de publier, comme dans les grandes villes européennes, un quotidien gratuit à Luxembourg.

En août 1981, l'imprimerie coopérative publiant le *Tageblatt* fut transformée en une société à responsabilité limitée appelée Editpress puis, en novembre 1993, en une société anonyme de même nom. Dans cette dernière prirent une participation financière entre autres la société de gestion de fortune de l'OGB-L Centrale du LAV et la FNCTTFEL. En juillet 1994, pour augmenter son capital, cette société gagna toute une série de petits actionnaires proches des syndicats libres et du LSAP. Lors d'une augmentation de capital, le 7 mars 2001, *Le Monde* prit une participation de 4,26 % dans Editpress, qui prit également une participation de même valeur dans *Le Monde.* Depuis lors,

La première grande révolution dans le domaine de l'impression depuis Gutenberg fut l'impression offset, qui permettait sur un pupitre lumineux le montage des pages du journal sur papier photo



une traduction allemande du *Monde diplomatique* est encartée dans le *Tageblatt.*

L'introduction de l'aide à la presse de l'État permit aussi au *Lëtzebuerger Journal* de se professionnaliser davantage, mais il dut supprimer son édition du lundi, tout comme le *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek* après lui, parce qu'il n'avait plus les moyens de payer les majorations de salaire pour le travail du dimanche. Le *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek* et sa maison d'édition COPE s'installèrent en 1978 dans leur nouvelle imprimerie à Gasperich. C'est là que se fit le passage à l'impression offset en quadrichromie, à la photocomposition et enfin à la composition assistée par ordinateur. Pour financer cette modernisation, la Gesellschaft für die Förderung des Presse- und Verlagswesens (société pour la promotion de la presse et de l'édition), contrôlée par la RDA, acheta l'immeuble, tandis qu'une filiale acheta une partie de ses équipements techniques. L'effondrement de la RDA en 1989 plongea la maison d'édition COPE dans une crise qui culmina en 1991, lorsque la Treuhand d'Allemagne de l'Ouest – l'office chargé de la privatisation et de la restructuration des entreprises d'État de l'ex-RDA – en devint propriétaire. La guerre froide dans la presse luxembourgeoise prit fin quand – ironie du sort – l'immeuble communiste fut racheté par l'imprimerie épiscopale voisine Saint-Paul.

À la même période et pour la première fois depuis des décennies, de nouveaux titres parvinrent à s'imposer de nouveau, surtout dans la presse hebdomadaire : *Télécran* et *Den neie Feierkrop, Contacto* et *Correio, Gréngé Spoun* et *Le Jeudi. La Voix du Luxembourg* et *Le Quotidien,* journaux rédigés en français et fondés en 2001, ont comme élément nouveau notamment le fait d'être pratiquement les premiers quotidiens depuis la fin de la guerre à ne plus être soumis à une concurrence politique de parti, mais à une concurrence commerciale, et à tenter de s'y livrer également dans les kiosques.

L'institut d'études de marché ILReS commença à publier en 1982 les résultats des sondages sur la pénétration du marché par les journaux. À partir de cette année-là, le *Luxemburger Wort* fut le leader incontesté du marché. Au début, il avait environ 60 % de pénétration, mais il en perdit au milieu des années 1990 pour n'en posséder plus que 50 % environ. À peu près au même moment, le *Télécran,* publié par la même maison d'édition, dépassa la barre des 30 %. La pénétration du marché du *Tageblatt* et de la *Revue* se situait entre 20 % et 30 %. L'édition pour le Luxembourg du *Républicain lorrain,* intégrée entre-temps par *Le Quotidien,* connut au fil des années une lente baisse de ses ventes, qui ne représentaient plus que près de 10 % de pénétration, contre presque 20 % auparavant. Le *Lëtzebuerger Journal,* le *Lëtzebuerger Land, Le Jeudi,* le *Neie Feierkrop,* le *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek* et le *Gréngé Spoun/Woxx* comptaient quant à eux moins de 10 % de pénétration. Selon les indications du Centre d'information sur les médias (CIM) de Bruxelles, le tirage du *Luxemburger Wort* s'élevait au début de l'an 2000 à 87 227 exemplaires par jour, dont 79 557 étaient vendus. 73 215 exemplaires étaient vendus par abonnement, et seulement 6 342 en kiosque. Le tirage du *Tageblatt* s'élevait à 27 836 exemplaires par jour, dont 17 252 étaient vendus. 14 481 exemplaires étaient vendus par abonnement, et seulement 2 771 en kiosque. Le CIM certifia le nombre d'exemplaires vendus du *Télécran* à 37 357 exemplaires, celui de la *Revue* à 25 160 et celui du *Jeudi* à 3 410. Les autres quotidiens et hebdomadaires renoncèrent à un contrôle volontaire de leur tirage, contrôle avant tout apprécié par les annonceurs.

La composition par ordinateur rend les typographes de plus en plus superflus ; les articles rédigés dans les rédactions ou transmis par e-mail sont insérés dans les pages du journal sur écran, sans avoir recours au papier

En réaction à la fin du monopole exercé depuis des décennies par RTL dans le domaine de la radiodiffusion et suite à l'autorisation, par la loi du 27 juillet 1991, de créer de nouvelles stations de radio, le gouvernement avait requis une étude qui devait déterminer si les journaux et magazines avaient subi des pertes sur le plan des recettes publicitaires à cause des stations supplémentaires et du programme télévisé quotidien diffusé depuis fin 1991. Cette étude révéla que la presse quotidienne et hebdomadaire avait comptabilisé deux tiers des recettes publicitaires brutes en 1995, alors qu'un seul titre, le *Luxemburger Wort,* s'était taillé à lui seul la part du lion. Dès le début, les maisons d'édition avaient exigé et obtenu des parts dans les nouvelles stations de radio, après que l'idée de plages mises à leur disposition dans le programme de RTL avait à nouveau été rejetée. Toutefois, le bénéfice commercial de ces participations resta inférieur à leurs attentes.

À la fin des années 1990, les premiers journaux commencèrent à proposer également des sites Internet. Ils se contentaient cependant la plupart du temps, pour des raisons de coûts, de marquer leur présence ou de proposer des articles repris des éditions imprimées plutôt que d'offrir des articles complémentaires à ces éditions. La loi du 20 décembre 1979 conféra une protection juridique au titre de journaliste professionnel et l'attribution de ce dernier fut confiée au Conseil de presse composé à parité de journalistes et d'éditeurs, Conseil qui remplit ses fonctions à partir de 1981. Parallèlement, les qualifications et le nombre de journalistes augmentèrent – le Conseil de presse en reconnut presque 400 en 2004. Le 13 mai 2004, le Parlement adopta finalement une réforme de la loi sur la presse de 1869, réforme inspirée par la législation autrichienne. Cette réforme introduisait entre autres la protection des sources pour les journalistes et redéfinissait le droit de réponse. En même temps, le Parlement abrégea l'article 24 de la Constitution qui garantit la liberté d'expression et interdit la censure.

Lors de la polémique autour de la réforme de la loi sur la presse au printemps 2004, l'Association luxembourgeoise des journalistes se scinda de nouveau. Pour renforcer son orientation syndicale, cette dernière avait signé en 1995 un accord avec la Fédération luxembourgeoise des travailleurs du livre. En 1977, les journalistes des Éditions Saint-Paul s'étaient déjà séparés et avaient fondé l'Union des journalistes Luxembourg.

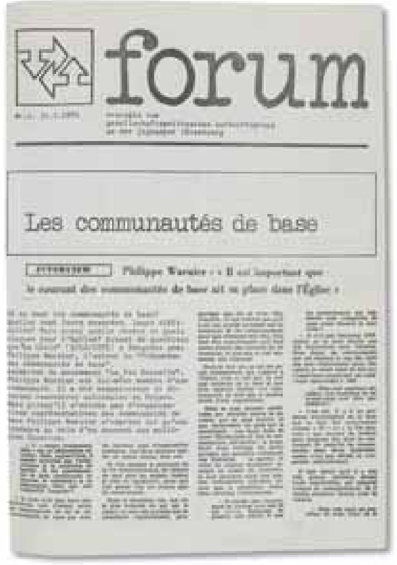
Avec le passage à l'impression offset, les quotidiens déménagèrent dans de nouvelles imprimeries

FORUM

Conséquence tardive de mai 68, on vit aussi apparaître au sein de l'Église luxembourgeoise une nouvelle génération de jeunes qui exigeaient une pratique de la foi plus moderne et plus démocratique et qui étaient considérés comme une opposition catholique de gauche par rapport à la hiérarchie ecclésiastique, très conservatrice et liée au parti CSV du gouvernement. Ils s'étaient rassemblés au sein de la paroisse des jeunes catholiques du Luxembourg, qui dans son propre bulletin débattait des causes qui lui tenaient à cœur parce qu'elle se sentait ignorée par le quotidien de l'évêché, le *Luxemburger Wort.* Le 31 janvier 1976, ces jeunes publièrent leur bulletin sous le nouveau titre *Forum.*

D'abord ronéotypé au format DIN A4, le bulletin passa progressivement à une parution pratiquement mensuelle et commença à utiliser de nouveaux procédés de publication assistée par ordinateur. Il se voulait dès le début complément d'une presse considérée comme insuffisante. Dans chaque numéro du *Forum,* l'accent est mis sur un dossier traitant d'un sujet de politique sociale à propos duquel s'expriment, pour un public d'intellectuels et sur invitation de la rédaction principalement0 formée de bénévoles, des auteurs externes au journal. La place réservée aux questions religieuses est moins importante qu'auparavant.

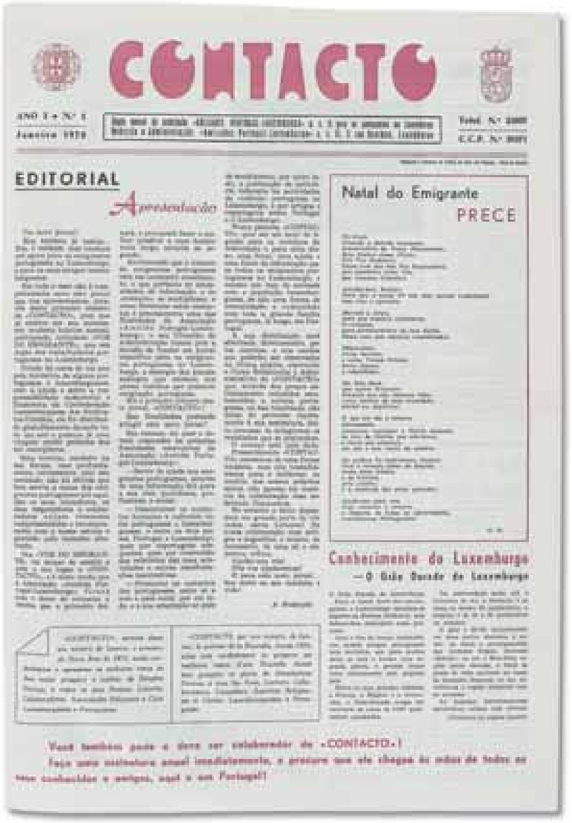
Le *Forum,* journal en allemand et en français, est subventionné par le ministère de la Culture en tant que magazine culturel. Le journal, qui compte environ soixante pages au format DIN A4, est imprimé chez c.a. press à Hamm et coûte 5 euros à l'unité. L'abonnement annuel coûte quant à lui 42 euros.


forum

Les communautés de base

Premier numéro du journal catholique de gauche *Forum* du 31 janvier 1976

André Heiderscheid (*1926), rédacteur en chef, marqua le *Luxemburger Wort* au cours de la seconde moitié du XX^e^ siècle


CONTACTO

ANO I • N.º 1
Janeiro 1970

EDITORIAL

Apresentação

Natal do Emigrante

PRECE

Conhecimento do Luxemburgo
— O Grão Ducado do Luxemburgo

Você também pode e deve ser colaborador de «CONTACTO»!
Faça uma assinatura anual imediatamente, e procure que ele chegue às mãos de todos os seus conhecidos e amigos, aqui e em Portugal!

Premier numéro du journal en portugais *Contacto*
de janvier 1970

CONTACTO

Depuis le début des années 1970, de nombreuses familles d'ouvriers originaires du Portugal ont émigré au Luxembourg. En janvier 1970, l'association Amizades Portugal-Luxemburgo fonda le premier journal destiné aux immigrés portugais au Luxembourg, *Contacto* (Contact). Au début, le mensuel était rédigé au Luxembourg, mais sous la dictature de Salazar, qui ne fut renversée qu'en 1974, il fut imprimé au Portugal. En 1987, l'Imprimerie Saint-Paul reprit la publication d'Amizades et de la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens LCGB. Dans un premier temps, elle publia le *Contacto* tous les quinze jours, puis de façon hebdomadaire après l'annonce de la parution d'un journal concurrent, *Correio.*

Les éditions du *Contacto* commencent par des nouvelles du Luxembourg, une place importante étant réservée aux associations d'immigrés et aux relations bilatérales avec le Portugal. La politique nationale est abordée si ses décisions touchent à la vie de tous les jours. La rubrique culturelle et le calendrier des manifestations traitent avant tout de la culture portugaise au Luxembourg. Enfin, plusieurs pages sont consacrées au sport. Les nouvelles du Portugal ne jouent pratiquement pas de rôle, pas plus que les nouvelles internationales. Chaque numéro du journal, entre-temps imprimé en quadrichromie sur seize pages au format de 41 x 29 cm, coûte 0,62 euros. Début 2004, le journal avait un tirage de 23 999 exemplaires, ce qui en fait l'un des premiers journaux du pays. En outre, il représente aussi un support publicitaire important pour atteindre une clientèle qui lit plus rarement les traditionnels quotidiens luxembourgeois. En effet, ces lecteurs commencent à jouer un rôle politique depuis l'introduction du droit de vote pour les citoyens de l'Union européenne aux élections communales et en tant que membres de syndicats. Contrairement par exemple à l'hebdomadaire en français *Le Jeudi,* les hebdomadaires portugais ne bénéficient d'aucune aide à la presse de l'État.

TÉLÉCRAN

Avant la percée internationale de la télévision privée et de la télévision par satellite, les téléspectateurs luxembourgeois captaient une multitude de programmes télévisés, bien plus que la plupart des foyers dans les pays voisins. Ainsi, les magazines TV étrangers disponibles au Luxembourg ne contenaient qu'une petite partie des programmes captés. La question se posa alors de savoir s'il existait un marché suffisamment important pour un magazine TV luxembourgeois.

Quatre anciens collaborateurs de la *Revue,* René Bamberg, Sylvie Braconnier-Thoss, Jean Georges et Romain Hilbert, osèrent proposer une réponse. Ils fondèrent les Éditions Plus dans lesquelles l'Imprimerie Saint-Paul – à qui on avait confié l'impression – détenait une participation d'un cinquième, et publièrent le 21 janvier 1978 le premier numéro du *Télécran,* un magazine TV et loisirs luxembourgeois, comme l'indiquait son sous-titre. Le titre est une contraction des mots « télévision » et « écran ».

Lorsque le magazine s'imposa sur le marché avec au départ les programmes de neuf chaînes télévisées, l'Imprimerie Saint-Paul le racheta en octobre 1978 et fit de l'un de ses journalistes, Rémy Franck, son rédacteur en chef. Ainsi, la maison d'édition – qui jusque-là avait seulement publié l'hebdomadaire riche en traditions mais obsolète, le *Sonndesblat,* dont la parution avait cessé le 23 décembre 2001 – possédait son propre hebdomadaire. Elle conquit un nouveau lectorat qui vint s'ajouter à celui de son quotidien *Luxemburger Wort.* Elle progressa sur le marché des annonces en couleur au format magazine et obtint une nouvelle commande pour son imprimerie. Le *Télécran* mit un terme au quasi-monopole de la *Revue* dans le domaine des magazines. Dans la querelle relative au tirage – indication décisive pour les annonceurs – les deux se livrèrent à une concurrence sans merci même jusque devant les tribunaux.

Télécran
9 TV-PROGRAMME auf 58 Seiten
AUTO-FESTIVAL 1978
Alle Neuheiten auf einen Blick.

Premier numéro du magazine TV familial *Télécran*
du 21 janvier 1978

Rédigé en grande partie en allemand, le *Télécran* tenta dès le départ d'être non seulement un programme TV, mais aussi un magazine familial et divertissant avec quelques pages sur la politique et les affaires sociales. Ainsi, non seulement il renforça sa position par rapport à la *Revue,* mais il put aussi demander une aide à la presse de l'État qu'il obtint ensuite.

Le *Télécran* s'avéra être, jusqu'au milieu des années 1980, l'une des créations les plus réussies des dernières décennies sur le marché luxembourgeois de la presse. Grâce à un volume publicitaire important, le magazine put augmenter son nombre de pages et profiter de la création de nouvelles chaînes de télévision dans les pays voisins. Au début des années 1990, son tirage dépassa les 40 000 exemplaires pour devenir le deuxième tirage le plus important après celui du *Luxemburger Wort,* ce dernier ayant participé à la commercialisation du nouveau magazine.

Le magazine en couleur au format proche du DIN A4 compte cent soixante pages et plus, dont la moitié constitue la partie centrale avec les programmes TV. Le numéro à l'unité coûte 1,85 euros, l'abonnement annuel 68 euros.

LUXEMBOURG NEWS DIGEST

luxemburg news digest

A new publication for the english-speaking community in Luxemburg

1st FREE ISSUE

Luxemburg or Luxembourg

The first issue of luxemburg news digest will appear on May 30th

Premier numéro du journal en anglais
Luxembourg News Digest du 15 mai 1981

Le 15 mai 1981, le journaliste, éditeur et conseiller d'entreprises Pol Wirtz fonda aux éditions Paragon Editions le *Luxembourg News Digest. Luxembourg's only English language newspaper* (Sélection de nouvelles du Luxembourg. Le seul journal en anglais au Luxembourg), un magazine pour les Britanniques et Américains vivant au Luxembourg et entretenant des liens communautaires étroits grâce à différentes associations.

Le magazine urbain, qui fut publié à partir d'avril 1991 par la maison d'édition International City Magazines et dont le titre fut abrégé en *Luxembourg News,* alternait des nouvelles reprises de la presse quotidienne, une rubrique culturelle assez importante avec un programme cinéma et un calendrier des manifestations, des petites annonces et des articles provenant d'associations d'immigrés anglophones. Le tiers inférieur de presque toutes les pages était rempli d'annonces de restaurants, d'agences immobilières et de salles de fitness. La publication en noir et blanc avec une couverture en couleur comptait trente-six pages au format DIN A4. Elle coûtait 2,50 euros à l'unité et 75 euros en abonnement annuel.

Début 2003, l'hebdomadaire ne parut plus que tous les quinze jours, puis disparut suite à la faillite de la maison d'édition International City Magazines. Le 12 septembre de la même année, Pol Wirtz publia de nouveau le magazine sous le titre *352,* l'indicatif téléphonique du Luxembourg, aux éditions New Media Group. Il est imprimé chez Editpress au même format, mais entièrement en quadrichromie. Le journal paraît le jeudi et a un tirage de 5 000 exemplaires.

Une bombe financière et politique

Séparation du franc belge et luxembourgeois ?

haut

RENAULT DANS TOUT LE PAYS

Renault 18 TURBO

Premier numéro du quotidien *Haut* du 2 février 1981

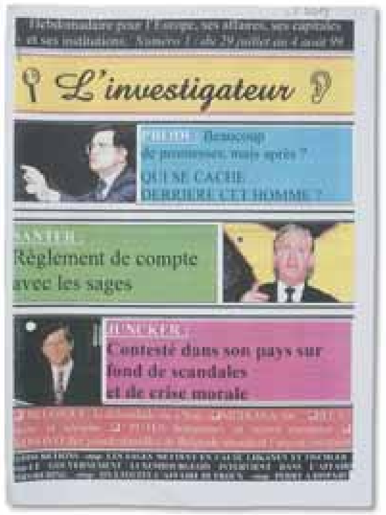
HAUT

De 1976 à 1978, Jean Nicolas fut rédacteur au *Lëtzebuerger Journal.* Pendant cette période, en mars 1977, il fonda avec son épouse Christine Nicolas la maison d'édition Régipress à Walferdange, qui publia différents gratuits régionaux ainsi que des magazines de loisirs. En 1981, cette maison d'édition fut l'une des rares après la Seconde Guerre mondiale à oser publier un nouveau quotidien au Luxembourg.

Le premier numéro du journal bilingue *Haut* (Aujourd'hui) parut le 2 février 1981. Le journal se présentait comme le premier quotidien véritablement indépendant du Luxembourg et les gros titres annonçaient une éventuelle séparation du franc belge et du franc luxembourgeois. Le journal bilingue comptait seize pages divisées en quatre colonnes et était imprimé à un format légèrement supérieur au DIN A4, dans une sorte d'impression offset de bureau. Le numéro à l'unité coûtait 10 francs, l'abonnement annuel 1 860 francs. Le journal proposait un mélange de nouvelles nationales et économiques, des résultats sportifs, un programme TV et quelques nouvelles internationales. Il essayait manifestement de survivre à la période de vaches maigres en minimisant ses coûts jusqu'à ce qu'il obtienne une aide à la presse de l'État.

Cependant, il ne parvint pas à s'imposer sur le marché puisque ses concurrents établis proposaient plus de pages pour un prix similaire. Des collaborateurs de la première heure tournèrent le dos à l'entreprise ; finalement, pour remplir ses pages, le *Haut* commença à publier chaque jour sous forme de roman-feuilleton des fac-similés de quelques pages du budget de l'État. Toutefois, essayant à la fin de se transformer en journal économique pour petites et moyennes entreprises, le quotidien réussit à paraître pendant plus de deux ans. À partir de 1999, son éditeur Jean Nicolas publia *L'Investigateur.*

Artisanat au départ, la production de journaux est devenue une industrie qui nécessite de coûteux investissements en machines offset pour l'impression en quadrichromie



Hebdomadaire pour l'Europe, ses affaires, ses capitales et ses institutions. Numéro 1 : du 29 juillet au 4 août 99

L'investigateur

PRODI : Beaucoup de promesses, mais après ?
QUI SE CACHE DERRIERE CET HOMME ?

SANTER : Règlement de compte avec les sages

JUNCKER : Contesté dans son pays sur fond de scandales et de crise morale

Le journal sensationaliste *L'Investigateur* du 29 juillet 1999

L'INVESTIGATEUR

Quinze ans après le quotidien *Haut,* le journaliste indépendant Jean Nicolas lança un nouveau magazine sur le marché, *L'Investigateur.* Le journal sensationaliste – qui était au départ conçu plutôt comme une lettre d'information confidentielle et qui fut ensuite également disponible en kiosque – rapporte chaque semaine avec une mise en pages tape-à-l'œil des scandales réels ou prétendus de la politique intérieure et de la vie économique en Belgique, en France et au Luxembourg, où le journal est également diffusé, ainsi que de l'administration de l'Union européenne. Les thèmes récurrents du journal sont les accusations de corruption contre la Commission de Bruxelles, de pédophilie contre des hommes politiques belges ainsi que des accusations contre la place financière luxembourgeoise, le tout sur fond de complot. Les crimes de l'assassin et ravisseur Marc Dutroux en Belgique et la démission de la Commission européenne sous Jacques Santer remplirent le journal pendant des mois, voire des années. Le contenu des articles anonymes, rédigés en français, est tantôt rapporté au journal, tantôt repris de la presse quotidienne et hebdomadaire. Le journal reproduit assez souvent in extenso des rapports et des documents administratifs.

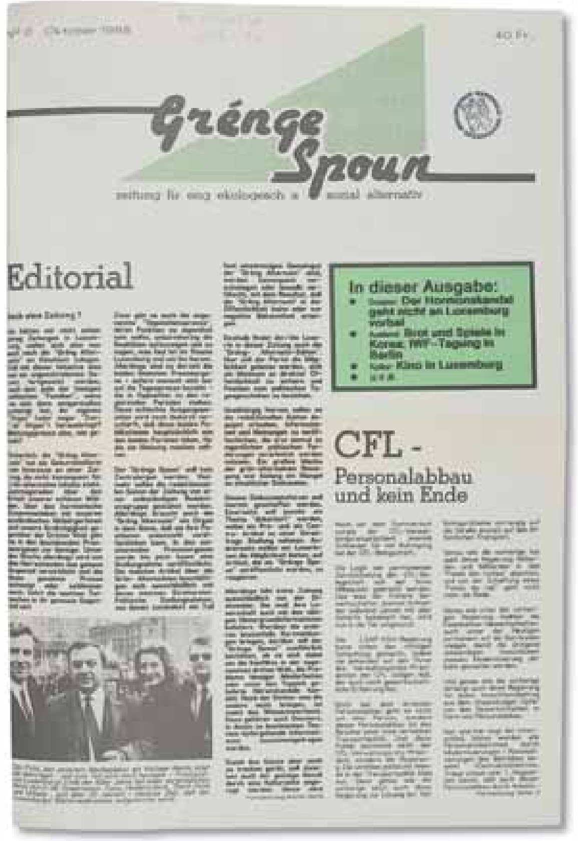
Le premier numéro de *L'Investigateur* parut le 29 juillet 1999 aux éditions PNA à Capellen. Produit sur vingt-quatre pages au format DIN A4 en publication assistée par ordinateur et illustré de photos souvent téléchargées d'Internet, le journal coûte 185 euros en abonnement annuel et 6 euros à l'unité. *L'Investigateur* est le seul journal qui tente d'utiliser plusieurs fois ses articles en éditant des livres et des CD-ROM. Depuis le 19 septembre 2003, il existe aussi une édition pour la France.

GRÉNGE SPOUN

Les partis Déi Gréng (Les Verts) et ADR (Comité d'action pour la démocratie et l'équité des retraites) sont les derniers courants politiques à avoir pu s'établir sur plusieurs législatures. Alors que l'ADR ne publie depuis 1992 qu'à plusieurs mois d'intervalles un journal destiné aux membres et distribué plus largement lors des campagnes électorales, *De Pefferkär* (Le grain de poivre), les sympathisants et membres du Parti vert réussirent à créer un hebdomadaire d'information générale disponible en kiosque. Le numéro zéro du *Grénge Spoun,* daté d'octobre, parut d'abord en tant que mensuel le 23 septembre 1988 ; son nom est un jeu de mots désignant aussi bien du vert-de-gris qu'un marmot écologiste ou inexpérimenté. Malgré la promesse faite dans son premier numéro de ne pas devenir un journal de parti pour le Parti alternatif vert, le *Grénge Spoun,* publié par une coopérative, fut le dernier journal luxembourgeois dont la rédaction comptait encore des députés du parti dont il était proche. Lors des scissions au sein du parti, le *Grénge Spoun* défendit en grande partie les positions de la majorité du parti.

Le *Grénge Spoun* fut le premier journal ne provenant pas de l'une des traditionnelles maisons d'édition qui demanda une aide à la presse de l'État. Après être passé à une parution hebdomadaire en 1989, il mena un long combat juridique pour une interprétation favorable des critères d'attribution de cette aide. Le journal, imprimé sur plus ou moins seize pages de papier recyclé au format de 45 x 32 cm, contenait peu de publicités et coûtait 1,49 euros à l'unité et 65 euros en abonnement annuel.

Le journal met l'accent sur les sujets de politique environnementale : la protection de l'environnement, un mode de vie sain, les groupes marginaux de la société et la culture alternative. Recherchant de nouveaux lecteurs n'appartenant pas nécessairement au corps électoral vert, le *Grénge Spoun* misait surtout sur son calendrier de manifestations composé de plusieurs pages. Pour des raisons similaires, il abandonna son nom d'origine en 2000 après 554 numéros et s'appelle désormais *Woxx.*



40 Fr

Grénge Spoun

zeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ

Editorial

In dieser Ausgabe:
- Der Hormonskandal geht nicht an Luxemburg vorbei
- Brot und Spiele in Korea: IWF-Tagung in Berlin
- Kino in Luxemburg

CFL -
Personalabbau und kein Ende

Première édition du journal vert-alternatif *Grénge Spoun* d'octobre 1988

Wochenzeitung für Europäer

Peu avant la fin de la guerre froide, certains milieux conservateurs allemands essayèrent de réitérer la tentative du *Luxemburger Zeitung* catholique de 1844. À la fin des années 1980, le directeur du *Luxemburger Wort* aurait été chargé par les éditeurs européens de journaux en langue allemande à Ljubljana d'élaborer un journal aux idées occidentales pour l'Europe de l'Est communiste germanophone, comme le rapporte Georges Hellinghausen. Étant donné que pour des raisons politiques, la presse d'Allemagne de l'Ouest n'était pas diffusée en RDA, on aurait proposé que les Éditions Saint-Paul tentent l'aventure. L'objectif aurait été de contribuer à l'assouplissement du système stalinien en RDA et d'amener le tournant de la réunification, notamment par des idées chrétiennes et démocratiques. Des consultations au ministère des Affaires intérieures de Bonn auraient précédé la création du premier hebdomadaire paneuropéen en langue allemande.[2]

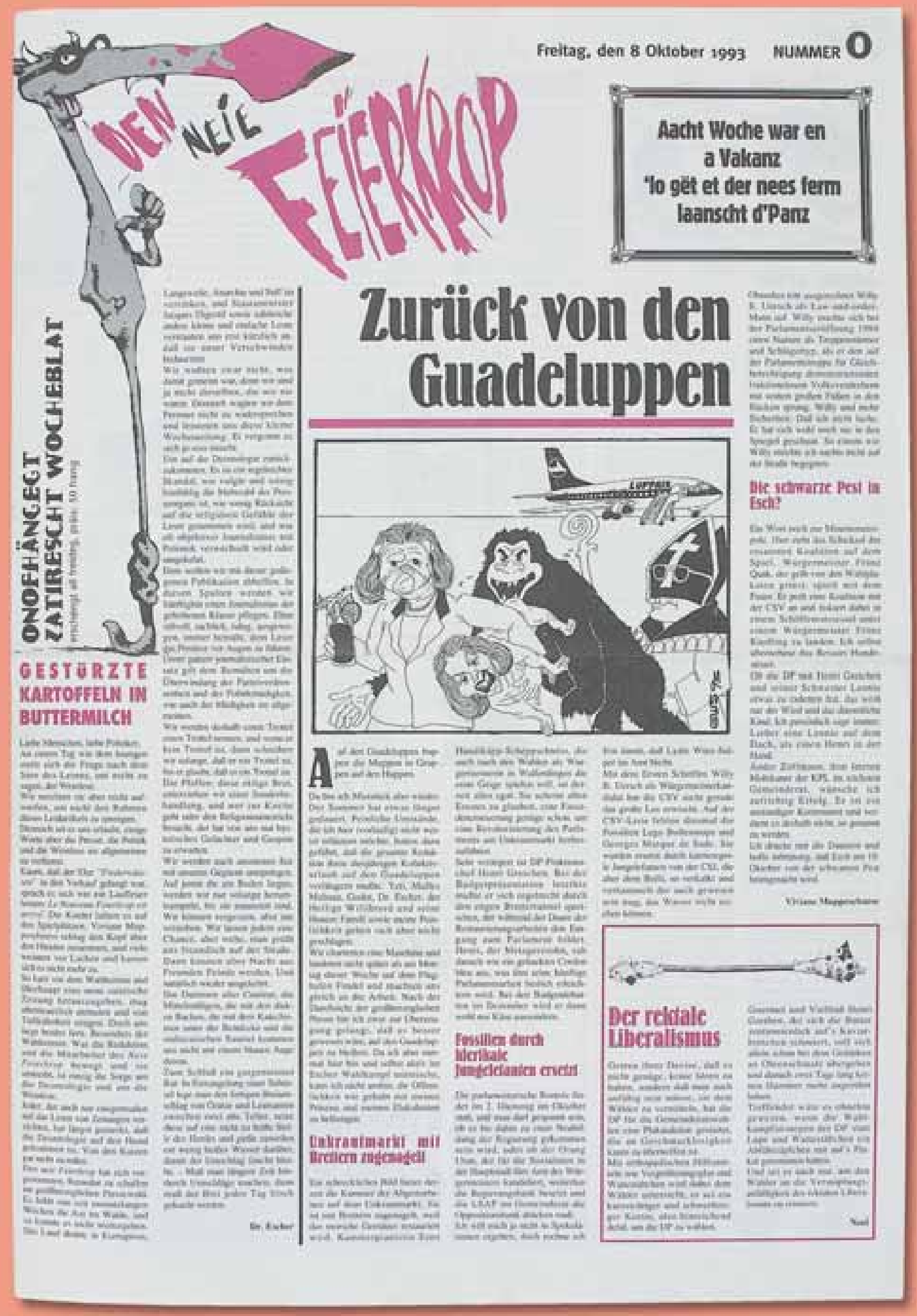
Après deux numéros d'essai, la première édition du *Wochenzeitung für Europäer* (Hebdomadaire pour les Européens) parut le 20 avril 1989. Son tirage s'élevait à 8 000 exemplaires. Il se composait d'un mélange d'articles de politique étrangère repris du *Luxemburger Wort* ainsi que de correspondances. Sa mise en pages était inspirée de celle du *Luxemburger Wort.*

Cependant, même si le *Wochenzeitung für Europäer* évita au début de faire de la propagande ouvertement anticommuniste afin d'obtenir l'autorisation de sa vente en RDA, cette dernière la lui refusa. Comme le journal ne parvint pas non plus à s'imposer face à une presse hebdomadaire au contenu plus riche – que ce soit en Allemagne, en Autriche, en Suisse ou au Luxembourg –, l'expérience échoua. La dernière édition parut le 31 janvier 1991.

DEN NEIE FEIERKROP

La fin de la guerre froide plongea le Parti communiste et son *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek* dans une profonde crise. L'une des conséquences de cette crise fut la suppression, le 23 juillet 1993, de la page satirique hebdomadaire *De Feierkrop* (Le tisonnier) par son rédacteur Jacques Drescher. Deux mois et demi plus tard, le 8 octobre 1993, peu avant les élections communales, Drescher, qui était à la tête d'une coopérative spécialement créée à cet effet, publia l'hebdomadaire satirique autonome *Den neie Feierkrop* (Le nouveau tisonnier). En peu de temps, le journal – mélange de commérages, de satire politique et de divulgations sensationalistes aussi bien sous forme de textes que de caricatures – devait se révéler comme étant l'une des nouvelles créations de presse les plus réussies des dernières décennies.

Le *Neie Feierkrop* sort des presses de l'imprimerie Linden le vendredi. Il est imprimé en bichromie sur quatre pages au format de 43 x 31 cm. Le numéro à l'unité coûte 1,24 euros, l'abonnement annuel 53,30 euros. Contrairement à la plupart des autres journaux, le *Neie Feierkrop* vend beaucoup plus d'exemplaires en kiosque que par abonnement.



Première édition du journal satirique *Den neie Feierkrop* du 8 octobre 1993

DEN NEIE FEIERKROP

ONOFHÄNGEGT ZATIRESCHT WOCHEBLAT

Freitag, den 8 Oktober 1993 NUMMER 0

Aacht Woche war en
a Vakanz
'lo gët et der nees ferm
laanscht d'Panz

Zurück von den Guadeluppen

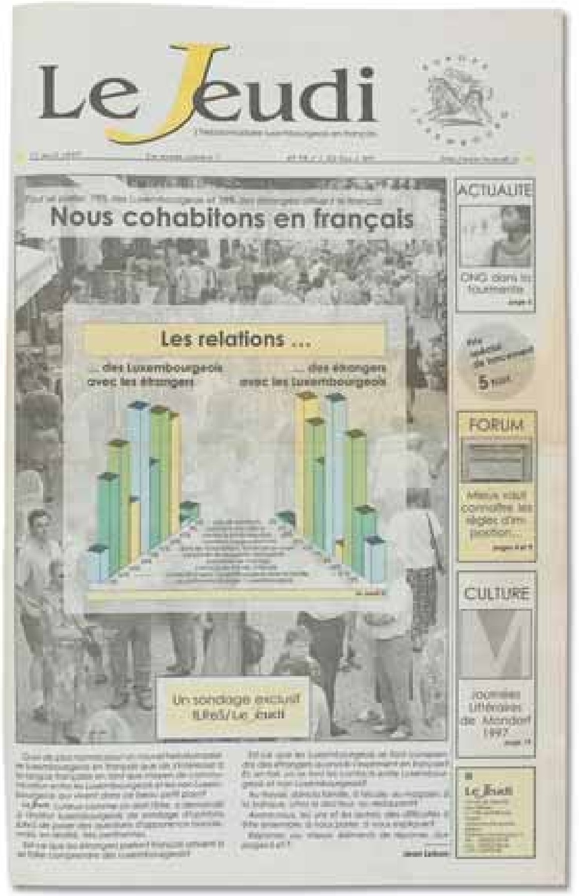
GESTÜRZTE KARTOFFELN IN BUTTERMILCH

Die schwarze Pest in Esch?

Unkrautmarkt mit Brettern zugenagelt

Fossilien durch klerikale Jungdeklanten ersetzt

Der rekiale Liberalismus



Le Jeudi

ACTUALITE

Nous cohabitons en français

ONG dans la tourmente

Les relations ...

... des Luxembourgeois avec les étrangers

... des étrangers avec les Luxembourgeois

FORUM

Mieux vaut connaître les règles d'imposition...

CULTURE

Journées Littéraires de Mondorf 1997

Un sondage exclusif ILReS/Le Jeudi

Premier numéro du journal en français
Le Jeudi du 17 avril 1997

LE JEUDI

L'essor économique des années 1990 accéléra l'immigration au Luxembourg ainsi que le recrutement de frontaliers. Le français devint de plus en plus la langue véhiculaire la plus importante du pays. C'est ainsi qu'il y eut également dans la presse une nouvelle prise de conscience pour les intérêts des immigrés, qui peu à peu obtinrent aussi des droits politiques après la ratification du traité de Maastricht. Les traditionnelles maisons d'édition ne voulaient plus céder ce lectorat au *Républicain lorrain.* Ainsi, Editpress lança un hebdomadaire autonome et le rivalisant *Luxemburger Wort* relança en 1999 *La Voix du Luxembourg,* pages rédigées en français ayant déjà été supprimées auparavant.

Le 17 avril 1997 parut le premier numéro du *Jeudi* aux éditions Editpress qui, outre le *Tageblatt,* publie également le journal portugais *Correio.* Alors que le *Correio* s'adresse à des ouvriers immigrés, *Le Jeudi* semble plutôt conçu pour des employés de banque et des fonctionnaires européens immigrés. Dans l'éditorial de sa première édition, *Le Jeudi* promettait de rapprocher les Luxembourgeois et les immigrés et d'informer ces derniers sur la situation au Luxembourg.

Le Jeudi, qui paraît le jeudi comme son nom l'indique, se qualifie dans son sous-titre de : *L'hebdomadaire luxembourgeois en français.* À côté de son bandeau se trouve une vignette représentant Europe chevauchant un taureau. Le journal d'environ quarante pages au format de 48 x 31,5 cm et imprimé en plusieurs cahiers, se veut proche d'un magazine par son style journalistique concis et sa mise en pages. Le numéro à l'unité coûte 1,50 euros, l'abonnement annuel 60 euros.

Correio

As rendas mais caras de Lisboa

Não nos deixam ganhar!

Nº 6 • 13.4.1999 • 23, Val Fleuri – L-1526 Luxembourg • Preço 25 LuF / 0,62 €

Luxemburgo abre braços aos kosovares

Latina poderá gerir o Centro Cultural

Cabo Verde vai ter embaixada

Comprar casa é um bico de obra

Afinal ainda não está tudo visto...

Cruz Pereira ganha ao campeão

CHEGOU O CORREIO, TEMOS NOTÍCIAS!

Le journal en portugais *Correio*
du 13 avril 1999

CORREIO

En mars 1999, deux ans après son journal *Le Jeudi,* la maison d'édition Editpress commença à publier sur le modèle du *Contacto* et par l'intermédiaire de Polygraphic, sa filiale à cent pour cent, un hebdomadaire en langue portugaise, *Correio* (Courrier). Le journal promettait d'accorder une grande importance aux résultats sportifs et aux nouvelles locales.

La première partie du *Correio* est réservée aux nouvelles du Luxembourg, qui sont partiellement présentées sous forme de revue de presse de la semaine écoulée. Des questions actuelles sont assez souvent abordées et également thématisées par le syndicat OGB-L qui contrôle la maison d'édition Editpress. Néanmoins, le monde du travail en tant que tel ne joue pratiquement aucun rôle dans le *Correio.* En revanche, la deuxième partie propose de nombreux articles sur le sport et les faits divers, mais aussi des informations sur la vie associative portugaise. Les nouvelles internationales ou concernant la politique intérieure du Portugal occupent peu de place dans le journal.

Le journal imprimé en quadrichromie sur seize pages au format de 47 x 31,5 cm coûte 0,62 euros, comme son concurrent *Contacto.* Le *Correio* a un tirage de 15 000 exemplaires.

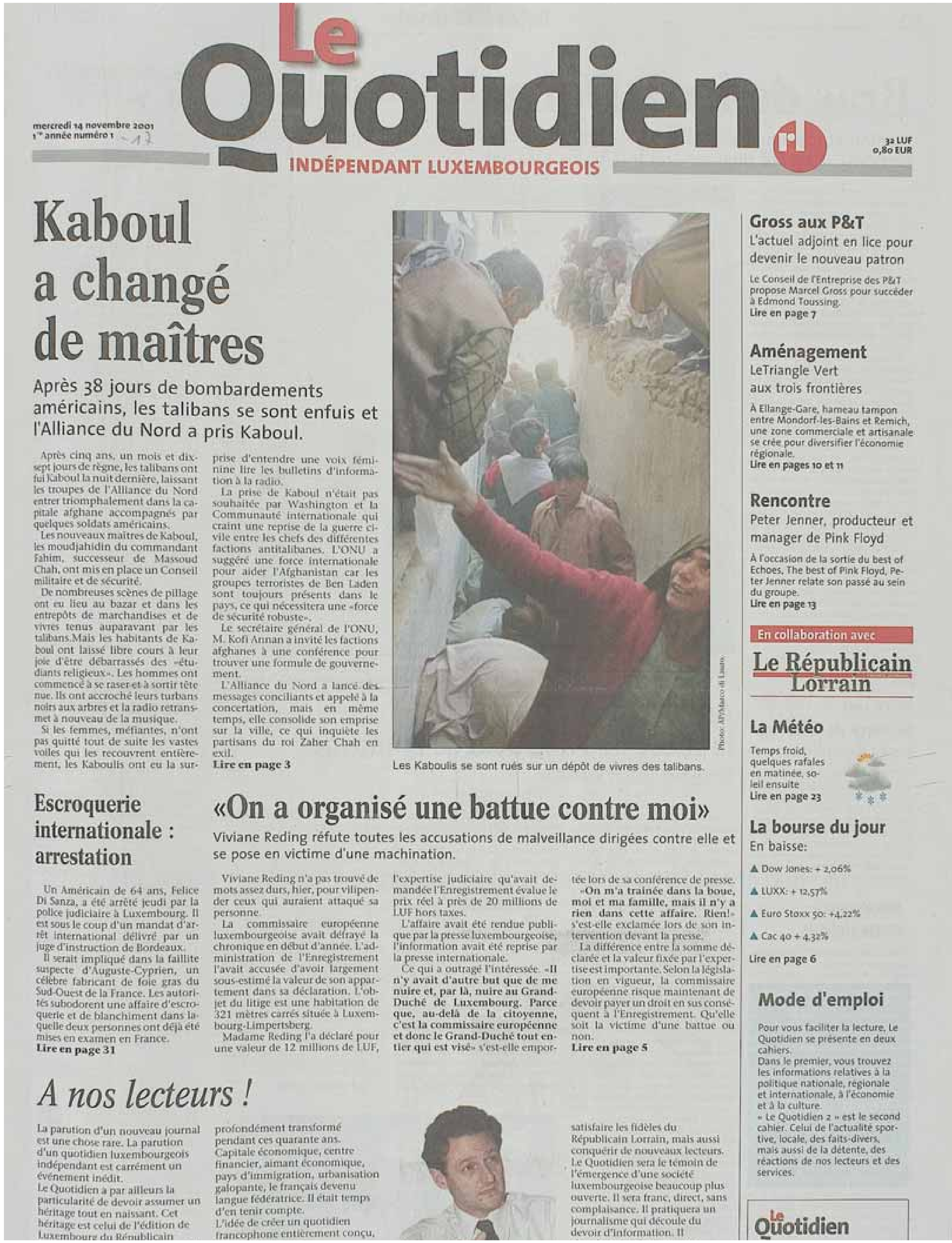
LE QUOTIDIEN

Après le recul constant des ventes de l'édition pour le Luxembourg du *Républicain lorrain* dans les années 1990, et suite au fait que cette édition ne put jamais atteindre un nombre d'annonces suffisant par rapport à sa diffusion, le *Républicain lorrain* et Editpress fondèrent à parts égales, le 26 septembre 2001, la société anonyme Lumédia. Cette société devait remplacer l'édition locale du *Républicain lorrain* par un nouveau quotidien en français. Étant publié au Luxembourg, ce dernier eut ainsi droit à une aide à la presse de l'État. Ce fut le seul quotidien luxembourgeois à paraître aussi le dimanche.

Étant donné que le lancement du *Quotidien* fut connu à l'avance et que dès lors les Éditions Saint-Paul publièrent sans attendre le supplément du *Luxemburger Wort* intitulé *La Voix du Luxembourg* sous forme de quotidien autonome, *Le Quotidien* avança lui aussi sa parution. Sa première édition parut le 14 novembre 2001. Dans un mot adressé aux lecteurs, le journal se qualifia de premier quotidien indépendant et espérait récupérer les lecteurs du *Républicain lorrain* et en gagner de nouveaux.

Le Quotidien était imprimé dès le début en quadrichromie en deux cahiers au format de 47 x 31,5 cm. Il essayait avec des nouvelles locales présentées de façon spectaculaire, des articles à la une sur le Luxembourg et une partie sportive importante, de se distinguer en tant que quotidien populaire de ses concurrents plus réservés. La plus grande partie du journal est constituée d'articles soit originaux, soit fournis par des agences. Les résultats sportifs et les nouvelles locales sont repris du *Républicain lorrain,* le programme TV, quant à lui, du *Tageblatt* et de la *Revue.*

Pour conquérir des lecteurs, des annonceurs et des journalistes, *La Voix du Luxembourg* et *Le Quotidien* se livrèrent à une compétition coûteuse. Suite à d'importantes mesures d'économie, *Le Quotidien* dut supprimer le 20 octobre 2002 l'édition dominicale reprise du *Républicain lorrain.* Ainsi, pour la première fois depuis des décennies, il n'y eut plus de journal dominical au Luxembourg. Le journal au format de 47 x 31 cm coûte 90 cents à l'unité et 43,50 euros en abonnement annuel.



Le Quotidien

mercredi 14 novembre 2001
1re année numéro 1 -17

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS

32 LUF
0,80 EUR

Kaboul a changé de maîtres

Après 38 jours de bombardements américains, les talibans se sont enfuis et l'Alliance du Nord a pris Kaboul.

Après cinq ans, un mois et dix-sept jours de règne, les talibans ont fui Kaboul la nuit dernière, laissant les troupes de l'Alliance du Nord entrer triomphalement dans la capitale afghane accompagnés par quelques soldats américains.

Les nouveaux maîtres de Kaboul, les moudjahidin du commandant Fahim, successeur de Massoud Chah, ont mis en place un Conseil militaire et de sécurité.

De nombreuses scènes de pillage ont eu lieu au bazar et dans les entrepôts de marchandises et de vivres tenus auparavant par les talibans.Mais les habitants de Kaboul ont laissé libre cours à leur joie d'être débarrassés des «étudiants religieux». Les hommes ont commencé à se raser et à sortir tête nue. Ils ont accroché leurs turbans noirs aux arbres et la radio retransmet à nouveau de la musique.

Si les femmes, méfiantes, n'ont pas quitté tout de suite les vastes voiles qui les recouvrent entièrement, les Kaboulis ont eu la surprise d'entendre une voix féminine lire les bulletins d'information à la radio.

La prise de Kaboul n'était pas souhaitée par Washington et la Communauté internationale qui craint une reprise de la guerre civile entre les chefs des différentes factions antitalibanes. L'ONU a suggéré une force internationale pour aider l'Afghanistan car les groupes terroristes de Ben Laden sont toujours présents dans le pays, ce qui nécessitera une «force de sécurité robuste».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan a invité les factions afghanes à une conférence pour trouver une formule de gouvernement.

L'Alliance du Nord a lancé des messages conciliants et appelé à la concertation, mais en même temps, elle consolide son emprise sur la ville, ce qui inquiète les partisans du roi Zaher Chah en exil.

Lire en page 3

Photo: AP/Marco di Lauro

Les Kaboulis se sont rués sur un dépôt de vivres des talibans.

Gross aux P&T

L'actuel adjoint en lice pour devenir le nouveau patron

Le Conseil de l'Entreprise des P&T propose Marcel Gross pour succéder à Edmond Toussing.
Lire en page 7

Aménagement

LeTriangle Vert aux trois frontières

À Ellange-Gare, hameau tampon entre Mondorf-les-Bains et Remich, une zone commerciale et artisanale se crée pour diversifier l'économie régionale.
Lire en pages 10 et 11

Rencontre

Peter Jenner, producteur et manager de Pink Floyd

À l'occasion de la sortie du best of Echoes, The best of Pink Floyd, Peter Jenner relate son passé au sein du groupe.
Lire en page 13

En collaboration avec
Le Républicain Lorrain

La Météo

Temps froid, quelques rafales en matinée, soleil ensuite
Lire en page 23

La bourse du jour

En baisse:

▲ Dow Jones: + 2,06%

▲ LUXX: + 12,57%

▲ Euro Stoxx 50: +4,22%

▲ Cac 40 + 4,32%

Lire en page 6

Escroquerie internationale : arrestation

Un Américain de 64 ans, Felice Di Sanza, a été arrêté jeudi par la police judiciaire à Luxembourg. Il est sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré par un juge d'instruction de Bordeaux.

Il serait impliqué dans la faillite suspecte d'Auguste-Cyprien, un célèbre fabricant de foie gras du Sud-Ouest de la France. Les autorités subodorent une affaire d'escroquerie et de blanchiment dans laquelle deux personnes ont déjà été mises en examen en France.

Lire en page 31

«On a organisé une battue contre moi»

Viviane Reding réfute toutes les accusations de malveillance dirigées contre elle et se pose en victime d'une machination.

Viviane Reding n'a pas trouvé de mots assez durs, hier, pour vilipender ceux qui auraient attaqué sa personne.

La commissaire européenne luxembourgeoise avait défrayé la chronique en début d'année. L'administration de l'Enregistrement l'avait accusée d'avoir largement sous-estimé la valeur de son appartement dans sa déclaration. L'objet du litige est une habitation de 321 mètres carrés située à Luxembourg-Limpertsberg.

Madame Reding l'a déclaré pour une valeur de 12 millions de LUF, l'expertise judiciaire qu'avait demandée l'Enregistrement évalue le prix réel à près de 20 millions de LUF hors taxes.

L'affaire avait été rendue publique par la presse luxembourgeoise, l'information avait été reprise par la presse internationale.

Ce qui a outragé l'intéressée. «**Il n'y avait d'autre but que de me nuire et, par là, nuire au Grand-Duché de Luxembourg. Parce que, au-delà de la citoyenne, c'est la commissaire européenne et donc le Grand-Duché tout entier qui est visé**» s'est-elle emportée lors de sa conférence de presse.

«**On m'a trainée dans la boue, moi et ma famille, mais il n'y a rien dans cette affaire. Rien!**» s'est-elle exclamée lors de son intervention devant la presse.

La différence entre la somme déclarée et la valeur fixée par l'expertise est importante. Selon la législation en vigueur, la commissaire européenne risque maintenant de devoir payer un droit en sus conséquent à l'Enregistrement. Qu'elle soit la victime d'une battue ou non.

Lire en page 5

Mode d'emploi

Pour vous faciliter la lecture, Le Quotidien se présente en deux cahiers.
Dans le premier, vous trouvez les informations relatives à la politique nationale, régionale et internationale, à l'économie et à la culture.
« Le Quotidien 2 » est le second cahier. Celui de l'actualité sportive, locale, des faits-divers, mais aussi de la détente, des réactions de nos lecteurs et des services.

Le Quotidien

A nos lecteurs !

La parution d'un nouveau journal est une chose rare. La parution d'un quotidien luxembourgeois indépendant est carrément un événement inédit.
Le Quotidien a par ailleurs la particularité de devoir assumer un héritage tout en naissant. Cet héritage est celui de l'édition de Luxembourg du Républicain

profondément transformé pendant ces quarante ans.
Capitale économique, centre financier, aimant économique, pays d'immigration, urbanisation galopante, le français devenu langue fédératrice. Il était temps d'en tenir compte.
L'idée de créer un quotidien francophone entièrement conçu,

satisfaire les fidèles du Républicain Lorrain, mais aussi conquérir de nouveaux lecteurs.
Le Quotidien sera le témoin de l'émergence d'une société luxembourgeoise beaucoup plus ouverte. Il sera franc, direct, sans complaisance. Il pratiquera un journalisme qui découle du devoir d'information. Il

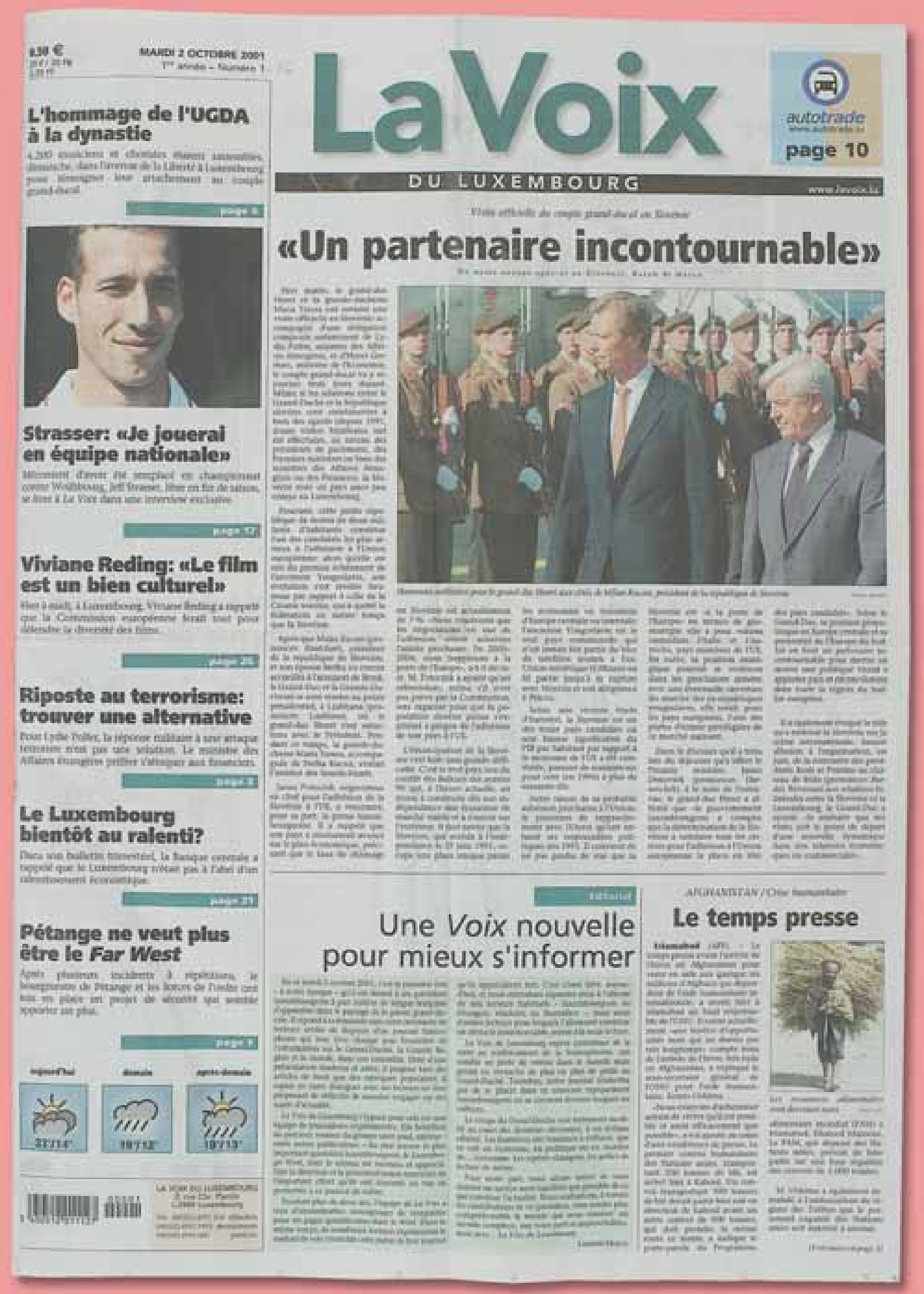
Premier numéro du quotidien en français
Le Quotidien du 14 novembre 2001

LA VOIX DU LUXEMBOURG

Lorsque l'intention du *Républicain lorrain* et d'Editpress de publier un nouveau quotidien en français fut rendue publique, les Éditions Saint-Paul décidèrent à court terme de publier les pages en langue française du *Luxemburger Wort* sous forme de quotidien autonome. Ces pages avaient été créées le 8 janvier 1972 comme supplément intitulé *La Voix du Luxembourg* et avaient déjà été supprimées auparavant du 16 septembre 1978 au 10 juillet 1999. Le premier numéro de *La Voix du Luxembourg* parut le 2 octobre 2001 au même format que celui du *Luxemburger Wort,* 57 x 40 cm, et était imprimé sur trente-deux pages entièrement illustrées en couleur.

Contrairement au style des traditionnels quotidiens, celui de *La Voix du Luxembourg* est ostensiblement apolitique. Ses articles sont en général plus courts, ses caractères et ses photos plus grands. Sa première page, plus colorée et diversifiée que celle du *Luxemburger Wort,* est censée attirer les personnes achetant leur journal en kiosque. *La Voix* bénéficie du fait que ses pages d'annonces sont vendues avec celles du *Luxemburger Wort,* dont sont reprises des pages entières avec des petites annonces et annonces familiales, des cours de la Bourse, des programmes TV et également certains suppléments. Les articles sur la culture et les faits divers accordent une place importante à la Lorraine et à la France en général.

L'exemplaire imprimé en quadrichromie coûte 70 cents, l'abonnement trimestriel 30 euros.



Premier numéro du quotidien en français
La Voix du Luxembourg du 2 octobre 2001

MARDI 2 OCTOBRE 2001

La Voix

DU LUXEMBOURG

www.lavoix.lu

autotrade
page 10

L'hommage de l'UGDA à la dynastie

page 6

«Un partenaire incontournable»

Strasser: «Je jouerai en équipe nationale»

page 17

Viviane Reding: «Le film est un bien culturel»

page 26

Riposte au terrorisme: trouver une alternative

page 3

Le Luxembourg bientôt au ralenti?

page 21

Pétange ne veut plus être le *Far West*

page 9

Une *Voix* nouvelle pour mieux s'informer

Le temps presse

---

1 *Forum,* mai 2000, p. 47 2 Hellinghausen 1998, p. 99

LES JOURNAUX AU LUXEMBOURG 1704-2004

SOMMAIRE

002 **Les journaux au Luxembourg** Introduction

010 **Le marché de l'exportation** 1704-1795
028 **Les débuts d'un débat politique** 1795-1815
038 **La naissance de la presse libérale** 1815-1848
058 **La victoire de la liberté de la presse** 1848
074 **Les journaux ministériels** 1848-1865
102 **L'âge d'or** 1866-1888
136 **La spécialisation** 1888-1914
172 **La radicalisation** 1914-1940
196 **Journaux nazis et clandestins** 1940-1944
204 **La stabilité de la presse de parti** 1945-1974
222 **Consensus et commerce** 1975-2004

246 **Bibliographie**
254 **Liste des titres**

LES JOURNAUX AU LUXEMBOURG

La presse est un important outil de la démocratie. Les premiers journaux luxembourgeois offraient dès le XVIIIe siècle des informations qui aidaient les rares lecteurs locaux à se faire une idée du monde qui les entourait. Dans l'État-nation naissant, la liberté de la presse permit, selon les intérêts, l'exposition, la négociation et la critique des différentes représentations du monde ; elle fut par conséquent une des revendications les plus fréquentes de la révolution de 1848. Les journaux partisans marquèrent ensuite les premiers pas vers la fondation de partis, qui suivit des années ou des décennies plus tard. Et même si aujourd'hui encore les journaux, la radio et la télévision relatent une guerre à l'autre bout du monde de façon erronée et partiale, sans eux, leurs détracteurs les plus impitoyables ignoreraient jusqu'à l'existence de cette guerre. Ce qui manque à la presse en termes d'actualité par rapport aux médias électroniques peut être compensé par son souci du détail et son analyse.

Le Luxembourg est une nation de lecteurs de journaux. Selon le sondage Eurobaromètre *European citizens and the media* (Les citoyens européens et les médias) de mai 2003, actuellement deux tiers (62,7 %) de la population luxembourgeoise lisent quotidiennement le journal, soit cinq à sept fois par semaine. C'est l'un des taux les plus élevés de l'Union européenne. Seules la Suède (77,7 %), la Finlande (77,9 %) et l'Allemagne voisine (65,5 %) ont un taux plus élevé. Chez les voisins belges et français par contre, il y a moitié moins de lecteurs quotidiens qu'au Luxembourg (respectivement 31,2 et 32,2 %). Seuls 4,4 % des hommes et 9 % des femmes interrogés au Luxembourg reconnaissent qu'ils ne lisent jamais le journal.

Depuis la publication, en juillet 1704, du premier journal du Luxembourg, *La Clef du cabinet des princes de l'Europe ou recueïl historique & politique sur les matieres du tems*, par le journaliste français Claude Jordan et l'imprimeur et éditeur André Chevalier, originaire de France, bien au-delà de 400 journaux et magazines ont été créés sur le territoire de l'actuel Grand-Duché. Il n'est plus possible de déterminer leur nombre exact, car certains d'entre eux ne sont conservés dans aucune bibliothèque. En effet, l'histoire de la presse luxembourgeoise est également une histoire de tout petits journaux, tirés à quelques centaines, parfois même à quelques dizaines d'exemplaires.

La diversité étonnante de publications périodiques pour une population qui comptait à peine 170 000 habitants en 1839 et un peu plus de 450 000 aujourd'hui, est composée aussi bien de journaux biquotidiens que d'almanachs annuels, de magazines sur papier glacé et en quadrichromie que de journaux de résistance imprimés dans des caves, de magazines internationaux que de feuilles de quartier, de revues littéraires que de journaux publicitaires, de journaux fascistes, réactionnaires, nationalistes, monarchistes, en passant par des journaux conservateurs, libéraux, républicains, écologistes, socialistes, communistes jusqu'à des journaux trotskistes, maoïstes et anarchistes.

Cependant, seule une minorité de ces centaines de titres ont une importance politique au sens strict du terme et répondent à tous les critères d'actualité, de périodicité, de publicité et d'universalité. Le présent ouvrage traite de ces publications. Plus de la moitié sont des publications officielles, des revues spécialisées et des journaux d'associations pour syndicalistes, femmes, agriculteurs, adolescents, chasseurs, pêcheurs, apiculteurs, scouts, écoliers, pompiers, botanistes, artisans, pilotes, soldats, paroissiens, philatélistes, notaires, joueurs d'échecs, musiciens, hôteliers, historiens, enfants, randonneurs, parents, clients de centres commerciaux, aviculteurs, cuniculiculteurs, conducteurs, détenus, boxeurs, auditeurs de radio, cinéphiles, défenseurs de la langue, vétérans de guerre, maîtres d'ouvrage, colons, poètes, fétichistes[1] et extraterrestres[2] ou du moins pour ceux qui croient en leur existence.

Le caractère mixte de la presse luxembourgeoise, particulier sans être unique en son genre, contribue à son succès : les journaux luxembourgeois les plus influents sont depuis un siècle et demi à la fois des journaux nationaux, des journaux locaux et des journaux de parti. Cette situation crée aujourd'hui encore un lien double, voire triple entre les lecteurs et leurs journaux, ce qui – tout comme une interdiction parfois très stricte du colportage – contribue certainement au fait que la presse luxembourgeoise se vende avant tout par le biais d'abonnements. Pour presque toutes les publications quotidiennes et hebdomadaires, le nombre d'abonnements dépasse de loin le nombre d'exemplaires vendus dans le commerce. Les kiosquiers réalisent leur plus grand chiffre d'affaires avec les journaux et magazines importés des pays voisins. Rares sont les pays où l'offre de journaux étrangers du jour même est aussi riche qu'au Luxembourg, y compris dans les stations-services de village.

Le nombre élevé de titres par rapport à la population – actuellement pas moins de six quotidiens et onze hebdomadaires[3] – s'explique également par le fait que ces journaux sont non seulement soumis à une rentabilité économique, mais aussi à une rentabilité politique. Les maisons d'édition de tous les quotidiens et de la plupart des hebdomadaires sont historiquement proches d'un parti politique. Ainsi, l'introduction de l'aide à la presse après les trente glorieuses de l'après-guerre était également censée être une forme d'aide aux partis, et devait offrir un organe à chaque parti représenté au Parlement. La domination de la presse de parti engendra cependant dès la moitié du XIX^{e} siècle une forme de scepticisme et créa ainsi une niche occupée de façon presque ininterrompue jusqu'à nos jours par un journal satirique.

La loyauté politique des abonnés, observée parfois sur plusieurs générations, réduit la pression concurrentielle entre les publications, qui sont ainsi souvent protégées de la compétition quotidienne ou hebdomadaire au kiosque. Mais avec la sous-capitalisation, provoquée par les faibles tirages, de la plupart des maisons d'édition, cette tendance freine néanmoins l'innovation rédactionnelle et technique.

Le minuscule marché, de surcroît divisé en groupes linguistiques, ainsi qu'une formation tardive de l'État-nation expliquent sans doute également le retard pris au cours des siècles par rapport aux pays voisins en matière d'introduction de l'imprimerie, de la presse, de quotidiens ou de l'impression sur rotatives, de la spécialisation et de la professionnalisation de la presse. Limitées par les petits tirages et les faibles revenus qu'elles en retirent, la plupart des rédactions sont en sous-effectif chronique et doivent malgré tout produire des journaux que les lecteurs comparent consciemment ou non aux grandes publications étrangères – et qui sont encore bien meilleur marché que dans les pays voisins.

Ainsi, la presse luxembourgeoise a gardé certaines caractéristiques de la presse du XIX^{e} siècle, comme la survie des journaux de parti, en grande partie disparus dans de nombreux autres pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Les éditoriaux, les rapports parlementaires et les comptes rendus des conférences de presse qui se tiennent après les Conseils des ministres occupent une place bien plus importante que dans les journaux étrangers. Les commentaires sont fréquents, les reportages et les enquêtes plutôt rares. Tout comme il manque de grandes villes et des boulevards, il manque également une presse de grande ville et à sensation. Contrairement aux imprimeurs, la loyauté politique et la loyauté à l'entreprise des journalistes priment encore sur leur conscience syndicale.

Or, malgré des retards et des particularités, le développement de la presse luxembourgeoise est semblable à celui des autres pays. Au cours des siècles, la fréquence de parution des journaux s'intensifia grâce à des améliorations techniques, et les journaux devinrent de plus en plus actuels, tandis que leur format et leur nombre de pages augmentaient :

– Au XVIII^e^ siècle, un journal politico-littéraire en langue française, d'un format semblable aux actuels livres de poche, conçu pour l'exportation, paraissait tous les mois ou tous les quinze jours.

– Au XIX^e^ siècle, des journaux de quatre pages et de format moyen parurent tout d'abord à un rythme hebdomadaire, puis à partir de la moitié du siècle de façon quotidienne. D'abord destinés aux bourgeois locaux, ils s'adressèrent ensuite également aux paysans et finalement aux ouvriers. Il s'agissait d'abord de journaux de partis, puis de journaux purement commerciaux, d'éditions locales tout d'abord dans les régions du nord et de l'est, puis également dans le sud.

– Au XX^e^ siècle, le nombre de titres diminua et le nombre de pages augmenta. L'aspect visuel des journaux fut amélioré par une mise en pages horizontale et l'ajout de photos. Ces journaux furent aussi complétés par la radio, la télévision et Internet.

– Au début du XXI^e^ siècle, les photos en couleur se sont imposées dans les journaux. Ceux-ci relâchent leurs liens avec les partis et obéissent de plus en plus à des critères de rentabilité économiques.

Dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, avec la séparation de la partie wallonne du pays, l'élimination de l'analphabétisme et la baisse du cens électoral, le multilinguisme, toujours en vigueur aujourd'hui, s'imposa dans les journaux luxembourgeois, avec :

– des journaux multilingues contenant une majorité d'articles rédigés en allemand, mais également quelques articles en français et plus rarement en luxembourgeois,

– des journaux purement francophones.

À la fin du XX^e^ siècle s'ajoutèrent des hebdomadaires en portugais et en anglais pour les nombreux immigrés.

Bien que la presse joue un rôle essentiel dans le développement d'une opinion publique et d'un débat politique, donc dans le développement de la démocratie au Grand-Duché, son historiographie en est encore à ses débuts. Les collections incomplètes de journaux sont réparties entre la Bibliothèque nationale et les Archives nationales et ne sont même pas encore complètement cataloguées. À côté de numéros anniversaires et de livres commémoratifs de certains journaux, on ne trouve même pas une douzaine de monographies. L'économie, la sociologie et l'histoire des techniques de la presse luxembourgeoise restent complètement inexplorées. Mais ce qui manque le plus cruellement, c'est certainement un catalogue bibliographique fiable ou une base de données de titres. D'importants efforts sont nécessaires à la conservation et à la restauration de collections menacées par l'acidification ou l'usage, et dont il ne reste bien souvent qu'une seule série. La numérisation pourrait rendre accessible au grand public le contenu de titres ayant une importance historique. En effet, pour une société éclairée, la conservation de ses journaux est plus importante que la conservation de ses châteaux forts.

De 1895 à 1901, le prêtre Martin Blum, dans son magazine *Ons Hémecht* [4], et de 1964 à 1966, Pierre Grégoire, rédacteur du *Luxemburger Wort*, dans sa publication en cinq tomes *Drucker, Gazettisten und Zensoren* [5], firent les premières tentatives de présentation globale de l'histoire de la presse luxembourgeoise jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle, tous deux du point de vue de la presse catholique. Émile Étienne, rédacteur à l'*Écho de l'industrie* et Batty

Weber, rédacteur en chef du *Luxemburger Zeitung* préparèrent essentiellement une synthèse du travail de Blum pour Pressa, l'exposition internationale sur la presse qui eut lieu en 1928 à Cologne[6]. Et Evy Friedrich, rédacteur à la *Revue*, publia *Zeitung in Luxemburg. Chronologischer Überblick* en 1975, l'ébauche d'une présentation plus vaste jamais continuée[7].

L'historiographie de la presse luxembourgeoise en est encore à ses balbutiements et le restera encore longtemps, étant donné son corpus difficilement accessible de quelques millions de pages. Voilà pourquoi le présent ouvrage ne peut être considéré comme un historique de la presse luxembourgeoise, mais dans le meilleur des cas comme un album[8] incomplet qui présente la diversité politique et la richesse créatrice de la presse et incitera ainsi peut-être à explorer son histoire de façon plus approfondie.

Numéro individuel de *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* de juillet 1711

---

[1] *[Lady Madelein's] Erotic-Passion* [2] *Les chroniques de la CLEU* (Commission luxembourgeoise d'études ufologiques) ; *2000 Magazin für Zukunftsforschung* [3] *Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek, Le Quotidien, La Voix du Luxembourg, Revue, D'Lëtzebuerger Land, Télécran, Woxx, Le Jeudi, Den neie Feierkrop, Correio, Contacto, 352, L'Investigateur, Lëtzebuerger Bauer* [4] Blum 1895 ; les données bibliographiques complètes se trouvent dans la bibliographie à la fin du présent ouvrage. [5] Grégoire 1964 [6] Étienne 1928 [7] Friedrich 1975 [8] La sélection se limite pour l'essentiel à des publications quotidiennes et hebdomadaires d'information générale ainsi qu'à quelques autres publications présentant un intérêt particulier pour l'histoire de la politique ou de la presse au Luxembourg ; le terme « journal » se rapportant à une fonction et non pas à une forme. Une place prioritaire est accordée aux pionniers des nouveaux genres de publications par rapport aux nombreux imitateurs qui apparurent par la suite.

LES JOURNAUX MINISTÉRIELS

1848-1865

1848-
1865

Après la révolution de mars 1848, on tenta de rétablir l'ordre ancien partout en Europe. Avec la fin du gouvernement Willmar en 1853, la réaction reprit le dessus également au Luxembourg. Lorsque le Parlement refusa d'abolir la Constitution démocratique de 1848, le roi grand-duc l'invalida lors d'un coup d'État le 27 novembre 1856 en publiant une déclaration dans le *Mémorial,* et la remplaça par de nouvelles dispositions autoritaires.

En raison de la subordination des lois luxembourgeoises à celles de la Confédération germanique, la liberté de la presse aussi fut à nouveau supprimée. La loi fédérale sur la presse de 1854 exigeait des journaux, comme depuis 1819 en France, qu'ils paient de fortes cautions pour garantir l'acquittement d'éventuels amendes et frais judiciaires. De ce fait, seuls de riches bourgeois ou sociétés par actions avaient encore les moyens de créer un journal, et les journaux des classes démunies, dangereux pour l'ordre établi, furent ainsi étouffés dans l'œuf. En outre, les journaux autorisés tendaient à s'autocensurer de peur de perdre leurs cautions en cas de plaintes, tandis que le gouvernement pouvait rapidement mettre en faillite des journaux indésirables par de ruineuses actions en justice.

La justice se fit transmettre le 24 janvier 1857 une liste des cautions que Pierre Grégoire résuma. Le commerçant P. C. Würth avait versé 500 thalers pour le *Luxemburger Wort,* Théophile Schroell, rédacteur, 500 thalers pour le *Wächter an der Sauer,* Gontier-Grigy, directeur d'une compagnie d'assurances, 500 thalers pour *Le Gratis luxembourgeois,* Léon Würth, avocat, avait déposé neuf obligations à 500 francs chacune pour *La Revue* et Jules Metz, avocat et rédacteur, des obligations pour une valeur totale de 2 531,25 francs pour le *Courrier.*[1]

Le 18 juillet 1849, le libéral *Courrier du Grand-Duché* s'était fait reprocher par le *Patriot* d'avoir détenu jusqu'alors un quasi-monopole des annonces de la presse luxembourgeoise et d'en avoir bien vécu. Mais après la perte de la charge ministérielle de Norbert Metz en septembre 1853, le *Courrier* redevint lui aussi une feuille d'opposition.

C'est pourquoi le gouvernement s'efforça de créer une presse qui lui soit loyale, afin de briser le monopole de la presse détenu par l'opposition libérale et catholique. En dernier ressort, elle devait lutter contre l'idée de la séparation des pouvoirs qui impliquait le contrôle du gouvernement par le Parlement. C'est ainsi que furent créés toute une série de journaux réactionnaires et loyaux envers le gouvernement, qualifiés de « journaux ministériels » par leurs concurrents. Cela allait de journaux sympathisants en passant par des journaux subventionnés plus ou moins secrètement, jusqu'au *Luxemburger Zeitung,* journal officiel du gouvernement, avec abonnement obligatoire pour le service public. Mais leur succès resta en général limité, car l'opportunisme forcé de ces journaux et la politique réactionnaire du gouvernement semblaient rencontrer peu de sympathie quelques années après la révolution de mars.

Au même moment, après le putsch de 1856, le gouvernement tenta à plusieurs reprises d'empêcher la parution du *Courrier* en supprimant la concession des imprimeurs. En peu de temps, le journal dut changer d'imprimerie plusieurs fois. En septembre 1864, Norbert Metz vendit finalement son *Courrier* à l'imprimeur Théophile Schroell.

Cependant, les difficultés de la concurrence libérale servirent peu le *Luxemburger Wort.* Le 4 avril 1858, il dut réduire son rythme de parution. Au lieu de paraître comme auparavant trois fois par semaine, pendant deux ans, il ne put paraître que le jeudi et le dimanche.

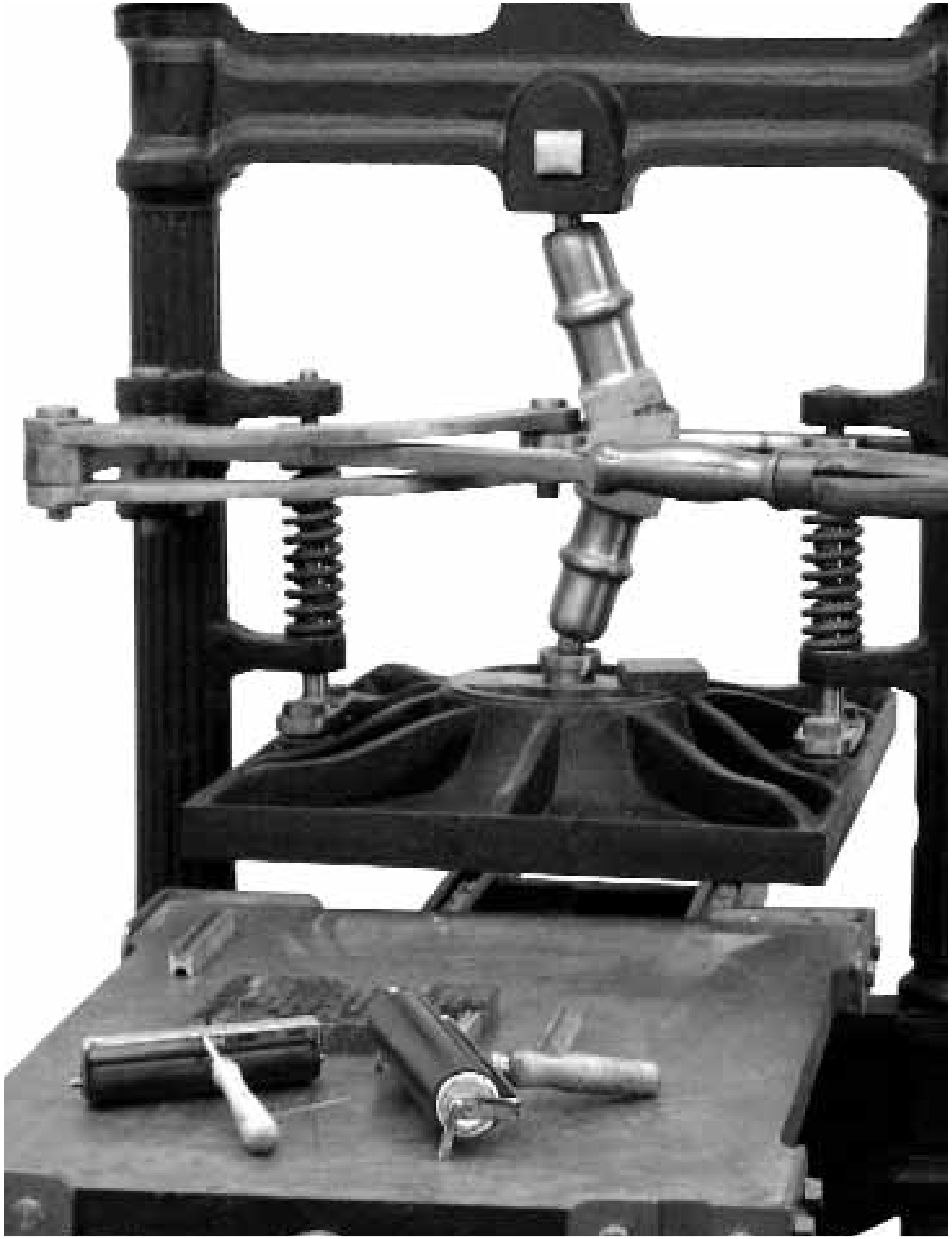
Après ce revers, il essaya ensuite, dans les années 1860, de rattraper son retard face à la concurrence. À partir du 1er avril 1860, le *Luxemburger Wort* put à nouveau paraître trois fois par semaine. Parallèlement, il modernisa son cartouche-titre en abandonnant temporairement l'écriture dite « gothique », qui devint plus tard son emblème de marque traditionaliste. À partir du 8 août 1860, il écrivit son nom en lettres majuscules avec empattement, en 1863 sans empattement, en 1867 à nouveau avec empattement… Le 3 avril 1861, il commença à paraître quatre fois par semaine, le mardi, le jeudi, le vendredi et le dimanche. La même année, il se mit également à afficher son prix pour la vente au numéro : 15 centimes.

Le 2 décembre 1862, l'évêque Adames prononça de nouveau un anathème contre le *Courrier,* auquel il reprochait de vouloir détruire la foi catholique. C'est pourquoi il décréta que ceux, parmi les chrétiens catholiques, qui soutenaient le *Courrier* ou contribuaient à le soutenir par un abonnement ou de toute autre manière, ne pourraient pas être valablement absous lors du sacrement de la pénitence. Le 30 décembre 1862, le *Luxemburger Wort* annonça qu'en raison de l'élimination d'une partie des coûts d'expédition, il pourrait paraître cinq fois par semaine à partir du 1er janvier 1863, et ce sans modifier le prix de l'abonnement. Il prétendait également être le journal le plus diffusé du pays, avec plus de 600 abonnés. Comme il soupçonnait l'Église de bannir des journaux concurrents pour renforcer la position de son propre *Luxemburger Wort,* Jules Metz porta plainte contre son concurrent Adames pour préjudice commercial le 7 mars 1863. Dans un premier mémorandum, il avait indiqué que le *Courrier* avait perdu 150 de ses 600 abonnés. Cependant, la plainte de Metz fut rejetée en dernière instance le 3 juin 1864.

En 1852, Jacques Lamort introduisit la première presse à levier coudé au Luxembourg, une presse Dingler que l'entreprise utilisa jusqu'en 1910. Comparée aux presses Stanhope usuelles jusque-là, la Dingler permettait une meilleure transmission de force et par conséquent une impression plus précise sur des formats de papier allant jusqu'à 82 x 62 cm. Les imprimeries de grands journaux à l'étranger utilisaient cependant à l'époque depuis déjà presqu'un demi-siècle des presses rapides à cylindres, dont certaines fonctionnaient même à la vapeur. La même année, Lamort vendit son entreprise à Victor Bück.

En 1855, la première ligne télégraphique électrique fut installée au Luxembourg pour les besoins de la garnison prussienne dans la forteresse. Par un arrêté du 22 juillet 1860, il fut décidé de construire un réseau télégraphique civil national, grâce auquel le Luxembourg fut, avec un peu de retard, connecté au reste du monde fin 1862.

Le travail avec les livres et les journaux ainsi que les longs voyages pendant les années d'apprentissage faisaient des typographes des artisans instruits et politisés. Ils fondèrent ainsi le 17 juillet 1864 à Dommeldange l'Association typographique de la ville de Luxembourg, le premier syndicat du pays. Malgré des licenciements et des procédures judiciaires, l'Association typographique put obtenir en 1872, et ce fut son premier succès, une diminution du temps de travail quotidien, qui passa de onze à dix heures, ainsi qu'une augmentation du salaire horaire qui passa de 3 à 3,75 francs. Des grèves au cours des décennies suivantes empêchèrent plusieurs fois la parution de journaux.



En 1852, Jacques Lamort introduisit au Luxembourg la première presse à levier coudé, qui grâce à une meilleure transmission de force permettait d'imprimer les journaux à des formats plus grands

DER WÄCHTER AN DER SAUER

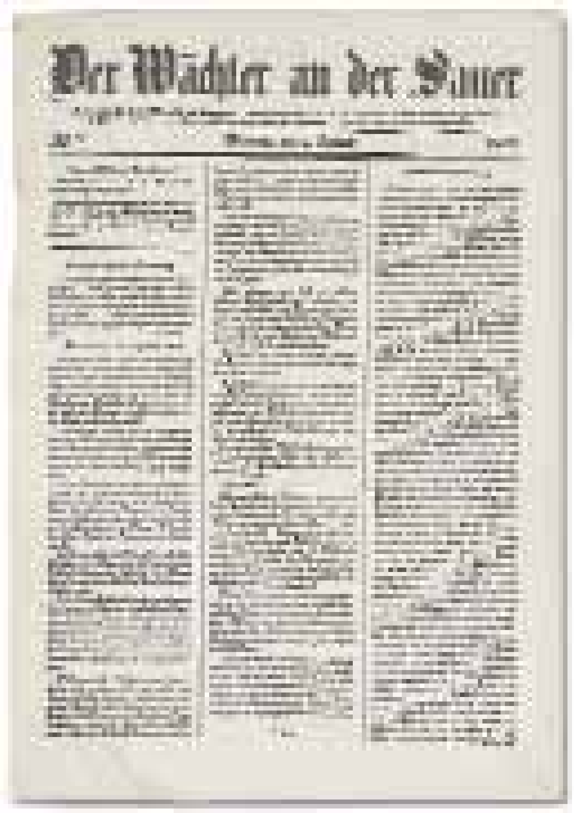
Le 3 janvier 1849, le *Diekircher Wochen-Blatt* parut lui aussi sous un nouveau titre : *Der Wächter an der Sauer* (Le gardien près de la Sûre). La révolution étant finie, le journal de Diekirch abandonna son titre malsonnant aux oreilles de nombreuses personnes[2].

Ce journal entièrement rédigé en allemand, qui se voulait encore libéral, avait au début, sur la première page, pour propres articles tout au plus un genre d'éditorial daté de Diekirch ou de la Sûre. Cet éditorial pouvait toutefois aussi être remplacé par une lettre de lecteur ou un article du *Courrier* tout comme par l'état civil de la ville de Diekirch. Les autres nouvelles étaient reprises de journaux nationaux et internationaux avec indication de leur source. Il en allait en grande partie de même pour le feuilleton au bas de la première page, qui se composait avant tout de récits à épisodes à caractère historique. Ainsi, le *Wächter an der Sauer* semblait être pour son éditeur Johann Schroell moins un moyen de propager une vision du monde qu'un moyen d'utiliser pleinement la capacité de ses presses, en prenant deux fois par semaine quelques heures de son temps pour compiler un journal, ciseaux et pot de colle en main. Les tentatives de se présenter comme l'organe officieux de l'association des agriculteurs et de reproduire en détail ses invitations et règlements répondaient sans doute elles aussi à des considérations commerciales.

Le 1er janvier 1851, Schroell confia la rédaction à son fils Théophile, âgé de 22 ans. Théophile Schroell (1829-1893) fit du journal, qui paraissait le samedi et le mercredi, l'un des journaux les plus intéressants des années 1850 à 1855. Tous les numéros ou presque commençaient par un assez long article sur la politique intérieure, article suivi ensuite d'une revue de presse commentée de tous les journaux locaux. Même les lecteurs qui ne lisaient que le journal de Diekirch pouvaient ainsi se faire une idée des derniers débats de politique intérieure. Le feuilleton sur le tiers inférieur de la première page présentait des récits et des poésies lyriques, parmi celles-ci une série de poèmes de Michel Rodange en juillet 1854. À cela s'ajoutaient des nouvelles provenant du reste du monde tirées de la presse étrangère.

Sous la direction de Théophile Schroell, le *Wächter an der Sauer* se considérait de nouveau comme un journal libéral de gauche qui combattait, en collaboration avec le *Courrier* de la capitale, la Restauration et le *Luxemburger Wort* catholique. Les journaux conservateurs commencèrent à reprocher au *Wächter an der Sauer* de parfois exprimer des points de vue libéraux que le *Courrier* n'osait pas exprimer lui-même en cette période de réaction et de censure et qu'il pouvait ensuite reprendre comme citations. Peu après que le *Wächter an der Sauer* eut été accusé d'avoir tenu des propos injurieux et blessants envers les administrateurs généraux, il admit après les élections du 14 juin 1854 avoir en vain pris parti pour les partisans de la Constitution démocratique de 1848. Il écrivit que le pays avait parlé, que les démocrates avaient été vaincus, puisque les électeurs, à qui on avait demandé leur avis, avaient donné leur préférence à leurs adversaires.

Théophile Schroell (1829-1893) fit du *Wächter an der Sauer* un hebdomadaire libéral de gauche



Der Wächter an der Sauer

Premier numéro du *Wächter an der Sauer*, journal libéral de gauche qui remplaça le *Diekircher Wochen-Blatt* le 3 janvier 1849

Le journal de quatre pages, au format de 38 x 27 cm, paraissait le mercredi et le samedi. L'abonnement au journal qui se vendait le mieux au Luxembourg[3] coûtait 3 francs par trimestre à Diekirch et 3,60 ailleurs. Le tarif des annonces était de 0,20 francs la ligne. Le revenu brut de 100 abonnements s'élevait donc à 300 francs par trimestre, et une colonne et demie en moyenne de petites annonces par numéro rapportait par contre 702 francs par trimestre.

Après le coup d'État de fin novembre, la publication d'un journal libéral ne fut plus possible. Le *Wächter an der Sauer* parut tout de même jusqu'au 30 décembre 1857. Ensuite, l'imprimerie Schroell interrompit sa publication pour se consacrer, du 2 janvier 1858 au 6 octobre 1860, à celle d'un journal dévoué au gouvernement qui le subventionnait, intitulé *Der Telegraph*. Après le changement de gouvernement et la disparition du *Telegraph* en 1860, l'imprimerie se remit à publier à partir du 6 octobre 1860 le modérément libéral *Wächter an der Sauer* jusqu'au 31 décembre 1867, avant de le rebaptiser *Landwirt*.

DER PATRIOT

Der Patriot.

Premier numéro du journal en faveur de la Restauration, *Der Patriot* du 1^er^ juillet 1849

Après que le *Volksfreund* eut suspendu sa parution le 29 juin 1849, ses abonnés reçurent à partir de dimanche 1^er^ juillet 1849 un nouveau journal de l'imprimerie Schömann, le *Patriot. Organ zur gesetzlichen Vertheidigung und Fortbildung unserer Institutionen* (Le patriote. Organe pour la défense législative et le développement de nos institutions), le premier journal qui se référait dans son titre au sentiment national naissant. Les autres journaux reprochèrent régulièrement au *Patriot* de s'inscrire dans la tradition du *Volksfreund* gouvernemental, ce qu'il parut plutôt prendre comme un compliment.

Dans son programme ouvertement favorable à la Restauration, il constata que l'ivresse de la liberté, suscitée par les révolutions de février et de mars, avait depuis longtemps été remplacée par son contraire, car les partisans de la démocratie avaient un retard de quelques centaines d'années et les masses n'étaient pas encore prêtes. En tant qu'organe du gouvernement, il essayait de mobiliser ses lecteurs contre la Constitution démocratique de 1848 et ce qu'il appelait l'omnipotence parlementaire (28.12.1849), qui, pour la première fois dans l'histoire, menaçait de contrôler l'exécutif. Dans la bataille contre les deux feuilles d'opposition, il chercha constamment querelle au *Courrier* libéral ; le *Luxemburger Wort,* qui était de temps à autre la cible de piques anticléricales, semblait représenter une menace moins importante pour le gouvernement.

Après que l'ingénieur Mersch eut envoyé au courrier des lecteurs une lettre datée du 29 mai 1850 pour protester contre la route qui menait à Neudorf, celui-ci fut suspendu de ses fonctions pendant huit jours. Lorsque le *Patriot* commenta cette affaire, Jean Ulveling, membre du gouvernement, porta plainte contre lui sans succès.

Le 7 septembre 1853, le journal ne cacha pas sa satisfaction quant au fait que le ministère de Willmar, Metz, Ulrich et Ulveling n'existait plus. D'après lui, la « situation » d'après 1848, éphéméride révolutionnaire du Grand-Duché, faisait définitivement partie de l'histoire.

Déjà dans son premier numéro, le *Patriot* avait annoncé, comme le firent aussi les autres journaux, que, comme ils devraient sans doute renoncer à des contributions originales pour leur modeste journal, ils essaieraient de combler ce manque par la consultation de journaux aux couleurs les plus diverses. Ces nouvelles de l'étranger se trouvaient souvent sur les pages intérieures, tandis que la première page commençait par des avis et des commentaires. Il y avait également des articles sur les séances du conseil communal de la capitale et des arrêts de la cour d'assises avec mention du nom et de l'adresse des condamnés. Sur la dernière page se trouvaient, outre les cours du marché pour les denrées alimentaires et l'état civil de la capitale, quelques annonces pour des ventes aux enchères et des offres de location. Pour fidéliser ses abonnés une fois la fin du trimestre venue, le *Patriot* publiait assez souvent des nouvelles et des études sur l'histoire locale en plusieurs épisodes. Malgré cela, le journal s'irrita du fait que le *Courrier* tentait de décourager les lecteurs du *Patriot* de renouveler leur abonnement en faisant courir, avant la fin du trimestre, des rumeurs sur la proche disparition de ce dernier (25.11.1849).

Le *Patriot* fut, après le *Journal du département des forêts,* l'un des premiers journaux à nouveau nettement bilingues. Des poèmes, annonces et courrier des lecteurs en luxembourgeois parurent à plusieurs reprises. Samedi 1^er^ janvier 1853, il abandonna sans explication son nom allemand *Der Patriot* pour son équivalent français *Le Patriote.*

Au début, l'imprimeur Fr. Schömann faisait également fonction de directeur de la publication et d'éditeur. Cependant, six mois après sa création, le *Patriot* traversa une crise. Le 21 décembre 1849, il dut admettre qu'il y avait parfois des désaccords au sein de sa rédaction, et à partir du 1^er^ janvier 1850, l'ancien éditeur du *Luxemburger Wort,* Gaspard Rodenborn, devint éditeur responsable du *Patriot,* hostile au *Wort.* Au même moment, le *Patriot,* affichant un nouveau bandeau, changea pour Behrens fils, l'imprimerie qui fut autrefois celle du *Wort,* tandis que son ancien imprimeur Franz Schömann devint deux ans plus tard contremaître imprimeur et éditeur responsable du *Luxemburger Wort.* Mais le *Patriot* fut avant tout contraint de ralentir son rythme de parution.

Alors que Pierre Pescatore avait participé au *Luxemburger Zeitung,* le prédécesseur du *Luxemburger Wort,* Guillaume Pescatore (1798-1875), maître de forges et banquier, fut l'un des plus importants bailleurs de fonds et auteurs du *Patriot,* journal gouvernemental. Le 7 décembre 1853, alors que le nouveau journal *La Quotidienne* devait paraître, le *Patriot* le mentionna aussi officiellement comme propriétaire et rédacteur du journal. En tant que détracteur de la Constitution démocratique, cet « absolutiste »[4] et concurrent du maître de forges Norbert Metz, qui était entre-temps devenu membre du gouvernement, combattait le *Courrier* de ce dernier et, en tant que franc-maçon, le catholique *Luxemburger Wort.*

Le *Patriot* paraissait à ses débuts trois fois par semaine, le dimanche, le mercredi et le vendredi, sur quatre pages au format de 38 x 27 cm environ, divisées en trois colonnes. Le prix de l'abonnement était de 7,50 francs par trimestre à l'intérieur de la forteresse et de 8,05 francs à l'extérieur. Le tarif des annonces s'élevait à 10 centimes la ligne. À partir du 1er janvier 1850, il ne parut cependant plus que le mercredi et le samedi, le prix de l'abonnement baissa respectivement à 4 francs et 4,55 francs et le tarif des annonces fut quant à lui doublé pour atteindre 20 centimes la ligne. À partir du 1er janvier 1853, le prix de l'abonnement connut une nouvelle hausse : il passa dès lors respectivement à 4,50 francs et 5 francs par trimestre. En compensation, on promettait aux lecteurs qu'ils continueraient à recevoir en supplément le compte rendu officiel des séances du Parlement.

Depuis fin 1853, il existait, outre *Le Patriote,* un deuxième journal réactionnaire, *La Quotidienne. Le Patriote* tenta encore de tenir tête à la concurrence, agrandit son format le 28 juin 1854 et annonça le 16 septembre 1854 qu'à l'avenir il ne paraîtrait plus seulement le mercredi et le dimanche, mais également de nouveau le vendredi. Le 20 septembre 1854, il remania son bandeau, mais il ne parvint pas à s'imposer face au quotidien. Le 11 décembre 1854, Guillaume Pescatore annonça dans *La Quotidienne luxembourgeoise* que ce dernier serait envoyé en dédommagement aux abonnés du *Patriot,* dont la parution cesserait à la fin de l'année. La dernière édition parut dimanche 31 décembre 1854. Le libéral *Wächter an der Sauer* se moqua de la joie du *Patriot.* Il écrivit que, comme le vieux Simon à la vue de l'enfant Jésus, il s'adresserait au Seigneur pour qu'il le laisse mourir puisque ses yeux avaient vu le ministère du mois de septembre et que Dieu avait exaucé ses prières.

LA QUOTIDIENNE LUXEMBOURGEOISE

Samedi 10 décembre 1853 parut le premier numéro de *La Quotidienne luxembourgeoise,* deuxième quotidien de l'histoire du Luxembourg depuis la disparition du *Luxemburger Zeitung* en 1845. Et le journal eut l'audace non pas de paraître d'abord deux fois par semaine puis d'accélérer son rythme de parution comme l'avaient fait les autres journaux, mais d'être un quotidien dès le départ.

En outre, *La Quotidienne* n'était pas l'organe d'un mouvement ou d'une famille politique, au contraire : son rédacteur en chef était le comte de Piessac, en grande partie inconnu. Les autres journaux se mirent à chercher sans relâche qui était ce mystérieux étranger qui, contrairement aux propriétaires du *Courrier* libéral et du *Wort* catholique, devait disposer d'un capital considérable pour financer le lancement d'un quotidien.

Le quotidien était imprimé sur quatre pages au format de 38 x 27 cm, divisées en trois colonnes. Dans son programme, il se distança, comme presque tous les nouveaux journaux, des journaux de parti, du népotisme, des intérêts particuliers et de l'opportunisme. Dans l'édition du 20 décembre, le comte promit d'être libre comme l'air, sans passion, de ne s'exprimer qu'en homme d'affaires sans intérêts politiques ni familiaux.

Selon Pierre Grégoire[5], *La Quotidienne luxembourgeoise* prit position, en se référant à des principes chrétiens, contre la cause du paupérisme, contre les tendances du socialisme, contre les excès du libéralisme, pour l'amélioration de l'enseignement, des conditions de circulation et de la situation économique. Après le coup d'État et la suppression de la liberté de la presse, le 2 décembre 1856, *La Quotidienne* était d'avis que de tous les journaux, c'était lui qui devait sans doute craindre le moins l'avenir, puis, le 4 décembre, il affirma que de toute façon, il n'avait jamais aimé les constitutions.

Malgré son titre français, *La Quotidienne luxembourgeoise* était en grande partie bilingue. Il s'était même fixé pour règle de publier dans chaque numéro, sous forme de feuilleton, une histoire à épisodes en français et une autre en allemand, et imprimait également des contributions de Nicolas Steffen, Victor Klein, Eduard Furthmann, Dicks et Ernst Koch.

Comme d'autres journaux de son époque, *La Quotidienne luxembourgeoise* changeait fréquemment de structure. Son éditeur était Gaspard Rodenborn, son imprimeur Behrens fils. Tous deux avaient en ces mêmes qualités créé le *Luxemburger Wort,* puis le *Patriot.* Mais au bout de deux mois seulement, le 8 février 1854, l'éditeur Rodenborn décéda. Deux mois plus tard, le journal fut imprimé par A. P. Jullien. Le 2 décembre 1854, il mentionna le comte Piessac comme propriétaire et rédacteur. Au milieu de l'année 1855, son directeur s'appelait Pr. Hourt, et en mai 1856, le comte Piessac se fit passer pour rédacteur et directeur, jusqu'à ce que le journal annonce le 2 juillet 1856, sans autre explication, que de Piessac avait totalement renoncé à la rédaction et à la direction de *La Quotidienne luxembourgeoise.*

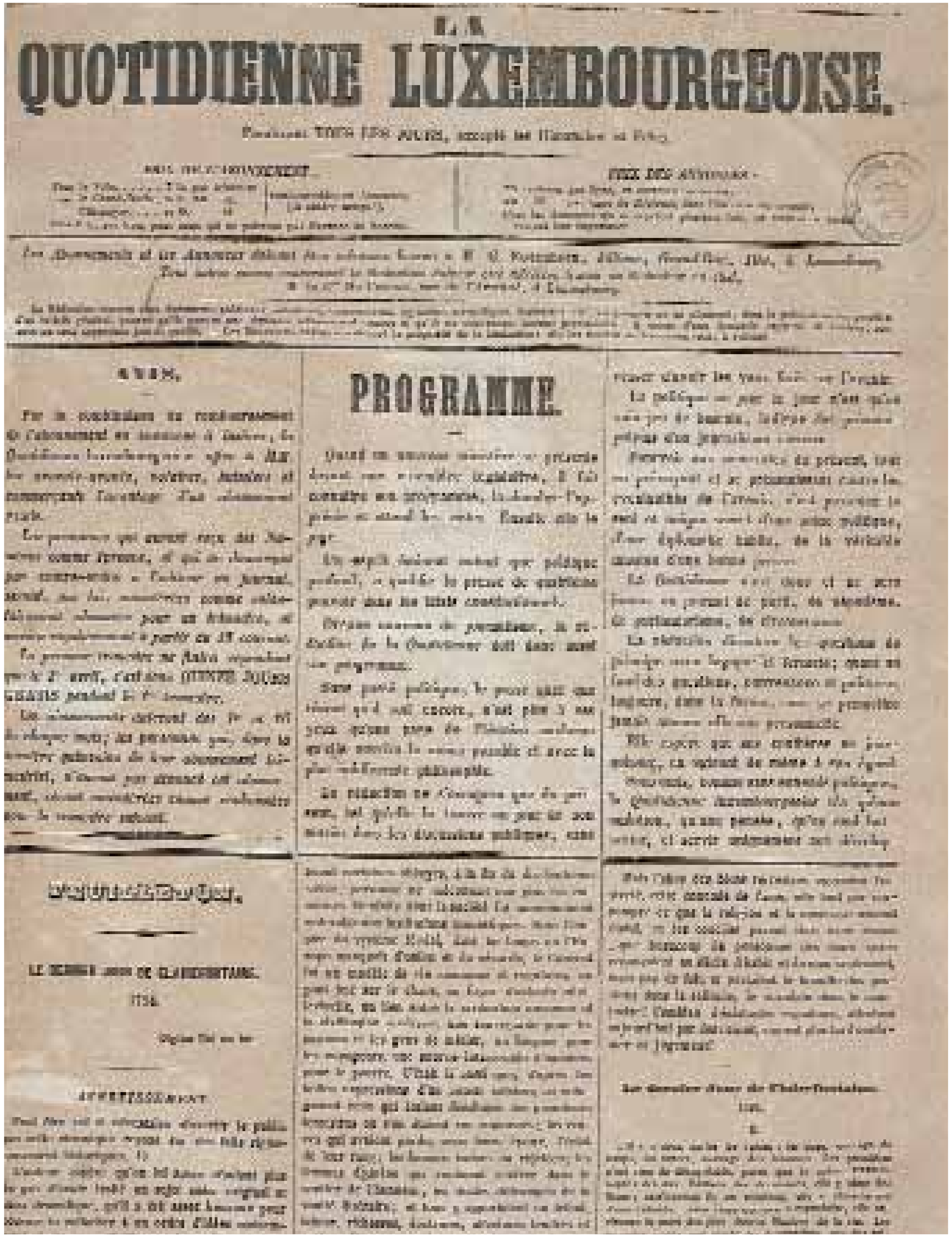
Remplir quotidiennement un nouveau journal était un défi que le rédacteur relevait par la publication d'une revue de presse nationale et internationale détaillée, qui pouvait s'étendre de la première à la troisième page, tandis que le tiers inférieur de ces pages était réservé au feuilleton. Sur les deux pages intérieures se trouvaient également des commentaires politiques, des débats avec d'autres journaux ou de brefs comptes rendus des séances parlementaires. Sur la dernière page, on pouvait non seulement trouver les cours actuels du marché pour les denrées alimentaires et la liste des voyageurs descendus en ville, mais aussi quotidiennement les paradigmes financiers, c'est-à-dire les cours des emprunts publics affichés aux grandes bourses européennes. Bien que le public visé soit aisé, le journal publiait relativement peu d'annonces. Très tôt, bien que rarement, *La Quotidienne* alla jusqu'à offrir à ses lecteurs des illustrations, comme, le 7 janvier 1854, une carte des liaisons ferroviaires des environs de Luxembourg ou, le 18 septembre 1854, une vue, sur toute une page, du port de Sébastopol, enjeu important durant la guerre de Crimée.

L'abonnement trimestriel coûtait 7 francs en ville et 8,50 francs pour une distribution postale en dehors. Le tarif des petites annonces s'élevait à 25 centimes la ligne.

Après le départ du comte de Piessac, l'imprimeur A. P. Jullien devint également éditeur. À partir du 12 décembre 1856, deux semaines après le coup d'État qui avait invalidé la Constitution et la liberté de la presse, l'avocat J. F. Reuter était encore rédacteur responsable, mais moins de quinze jours plus tard, le 24 décembre 1856, *La Quotidienne luxembourgeoise* cessa sa parution. C'était, paraît-il, parce qu'il ne pouvait pas remplir l'obligation d'avoir un rédacteur responsable possédant les pleins droits de citoyen au Luxembourg. Sur la dernière page, sans autre explication, il imprima sur toute sa largeur la manchette du nouveau journal du comte de Piessac, *Le Gratis.* Le deuxième quotidien de l'histoire du Luxembourg avait vécu trois ans.

Luxemburger Journal

À partir du 1er janvier 1855, le *Luxemburger Journal* sortit des presses de l'imprimerie Behrens. Il paraissait le mercredi et le samedi et était composé de quatre pages au format de 38 x 27 cm. Grégoire[6] estime que Behrens aurait à nouveau arrêté son projet aussitôt après réception de la commande d'impression de la *Revue,* qui parut à partir du 1er février 1855. Si l'on en croit la revue de presse du *Wächter an der Sauer,* le dernier numéro parut mercredi 31 janvier. Il semblerait que le *Luxemburger Journal* ait sorti tout au plus dix numéros en l'espace d'un mois.

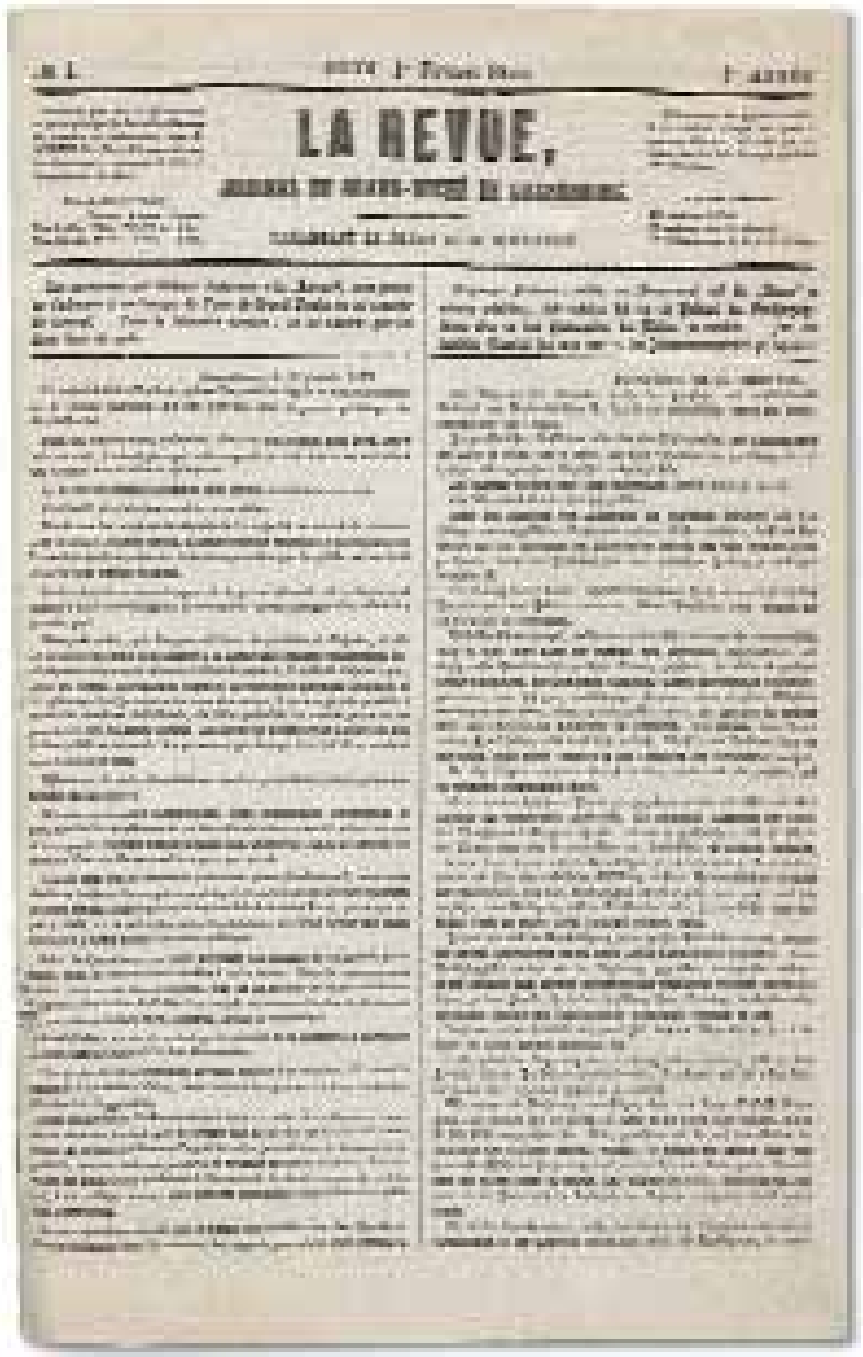

LA QUOTIDIENNE LUXEMBOURGEOISE.

AVIS.

PROGRAMME.

Premier numéro du journal conservateur
La Quotidienne luxembourgeoise du 10 décembre 1853

Premier numéro du journal pro-gouvernemental
La Revue, journal du Grand-Duché de Luxembourg
du 1er février 1855



LA REVUE,

LA REVUE

Jeudi 1er février 1855 parut un nouveau journal dont la mise en pages rappelait clairement celle de *La Quotidienne luxembourgeoise : La Revue.*

Dans son programme daté du 28 janvier 1855, *La Revue* admit sans détours qu'elle avait été fondée sous les auspices des députés de la majorité. Car « la majorité à la Chambre, qui est l'expression légale et constitutionnelle de la volonté nationale, n'a pas d'organe dans la presse périodique du Grand-Duché ».

Le 26 avril 1857, *La Revue* citait comme rédacteur en chef Mathias Hardt, professeur à l'Athénée. Il avait commencé sa carrière journalistique moins de dix ans plus tôt, lors de la révolution de mars, en tant qu'auteur du *Grenzbote,* un des premiers journaux socialistes. D'après Lech, quand, après la séparation avec Schömann et l'effondrement du *Patriot,* son talent journalistique resta inexploité, le nouveau collège ministériel, sous la direction de Simons et Servais, le persuada de rejoindre la rédaction de leur journal *La Revue,* grâce auquel les mêmes Simons et Servais préparèrent le putsch constitutionnel de 1856.[7]

En tant que journal gouvernemental, *La Revue* critiquait la Constitution démocratique de 1848, qui, d'après lui, violait les engagements de la Confédération germanique, limitait les droits du monarque et empêchait une bonne gestion des affaires du pays (21.9.1856). Il contribua ainsi à préparer le terrain pour le putsch de 1856, qu'il commenta le 4 décembre 1856 en faisant remarquer que la crise était finie, qu'il s'inclinait devant le monarque et que désormais l'ordre et la stabilité pouvaient à nouveau régner.

La Revue se fit accuser d'opportunisme par le *Courrier* et le *Luxemburger Wort.* À cela, il rétorqua en affirmant que lui-même se considérait uniquement comme modéré et qualifia, à son tour, la concurrence d'opportuniste. Elle reprocha aux éditeurs du *Courrier* d'avoir adopté des positions contradictoires lors de la révolution et au *Wort* de ne s'être exprimé quant à la nécessité d'une révision de la Constitution que lorsqu'ils avaient découvert dans quelle direction le vent soufflait (16.10.1856).

Sur la première page étaient publiés des articles politiques et sur son tiers inférieur un feuilleton, par exemple, le 28 septembre 1856, des textes tirés de l'œuvre de Fresez, *Album pittoresque du Grand-Duché de Luxembourg.* Les deux pages intérieures étaient composées de commentaires, de courrier des lecteurs et de nouvelles locales, et sur la dernière page se trouvaient des actualités internationales tirées d'autres journaux et annonces. Les annonces remplissaient en moyenne une demi-page, cependant l'imprimerie en insérait souvent elle-même pour proposer des articles de papeterie et des imprimés.

La Revue était en grande partie bilingue. Elle paraissait deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, sur quatre pages d'un format d'environ de 38 x 27 cm, divisées en trois colonnes. Le 1er janvier 1857, elle agrandit son format et changea sa manchette. Pendant un moment, les annonces occupèrent jusqu'à une page sur les quatre. Behrens fils était imprimeur, propriétaire et éditeur responsable du journal.

Le 31 décembre 1857, la rédaction fit savoir à ses lecteurs en deux phrases et sans autre explication que *La Revue* cessait sa parution le jour même et qu'elle remerciait ses lecteurs pour l'accueil que le pays lui avait réservé. Lorsque, deux jours plus tard, le premier numéro du *Telegraph,* un journal gouvernemental, parut à Diekirch, celui-ci se recommanda également aux anciens abonnés de *La Revue.*

Luxemburger Nationalzeitung

Après avoir imprimé le *Luxemburger Wort* pendant deux ans et l'avoir finalement aussi édité, le relieur et imprimeur Hugo Florian tourna le dos au journal catholique et tenta de fonder un nouveau journal, le *Luxemburger Nationalzeitung* (Journal national luxembourgeois).

Le numéro pilote du 2 mars 1856 promettait de se différencier des autres journaux qui obéissaient à un esprit de parti et consacraient en grande partie leurs colonnes à des personnalités. Le *Luxemburger Nationalzeitung* disait par contre s'être donné pour règle de ne jamais s'intéresser à des personnalités et de s'abstenir de toute critique, aussi bien sur les événements passés que sur ceux à venir.[8] L'abonnement trimestriel coûtait 12 francs dans la capitale, 16 francs dans le reste du pays. Les annonces coûtaient 10 centimes la ligne et seulement 5 centimes pour les abonnés.

Le journal au format folio paraissait le mercredi, le vendredi et le dimanche, puis à partir du sixième numéro plus que le jeudi et le dimanche. Le douzième numéro du 4 mai ne se composait plus que d'une demi-feuille – ce fut le dernier.

LE GRATIS LUXEMBOURGEOIS

Le 1er janvier 1857, une semaine après la fin de *La Quotidienne,* parut le premier numéro du *Gratis luxembourgeois,* un journal politique et industriel qui paraissait au moins le samedi. C'était le premier journal nouvellement créé après l'abolition de la liberté de la presse par le putsch du 27 novembre 1856. Tout à fait dans l'esprit du temps, il ne jura, dans son programme, que par le travail, la famille, le roi et le gouvernement.

Mais *Le Gratis luxembourgeois* était avant tout le premier journal gratuit du Luxembourg. Son idée commerciale consistait à en faire un journal gratuit, les abonnés devant seulement payer l'expédition. À l'étranger, au cours des années précédentes, une nouvelle presse populaire se distinguant des journaux de parti s'était développée pour de nouveaux profils de lecteurs depuis 1845, par exemple : *le General-Anzeiger für Deutschland* (Journal d'annonces pour l'Allemagne), le moins cher de tous les journaux d'annonces allemands.

Pierre Grégoire [9] suppose toutefois que l'homme d'affaires Gontier-Grigy finançait secrètement le journal après qu'il eut chassé le comte de Piessac de *La Quotidienne.* Si l'on en croit un courrier de lecteur paru dans *Le Patriote,* Gontier-Grigy possédait des parts de l'imprimerie A. P. Jullien. *Le Gratis luxembourgeois* était imprimé par A. P. Jullien, qui avait également été imprimeur et pour finir, éditeur de *La Quotidienne.*

Denis Antoine Gontier-Grigy (1811-1886), originaire de France, était directeur adjoint de la compagnie d'assurances contre les incendies La Paternelle, pour laquelle on faisait beaucoup de publicité dans *Le Gratis luxembourgeois.* Mais il était également sténographe des états généraux et auteur de diverses publications sur la Constitution et sur des moteurs récemment inventés.

L'avocat J. F. Reuter, dernier rédacteur de *La Quotidienne,* apparaissait également comme rédacteur responsable dans l'ours du *Gratis luxembourgeois,* jusqu'à ce que son nom soit remplacé le 24 janvier par « A. Textor ». En avril 1858, l'avocat Jean Pierre Ferron (1824-1864) devint rédacteur responsable pour quelques mois.

Le Gratis luxembourgeois publiait son tirage dans chaque numéro. Il s'élevait au début à 340 exemplaires, dont 160 étaient destinés à la distribution en dehors de la capitale, et grimpa à un peu plus de 600 exemplaires ; ainsi il semble que *Le Gratis* aurait été l'un des journaux au tirage le plus important de son époque.

Le dernier numéro du *Gratis luxembourgeois* parut le 4 septembre 1858. Dans un bref communiqué de l'éditeur, on évoqua sans plus de précisions des divergences d'opinion insurmontables au sein de la rédaction rendues responsables de la disparition du journal.

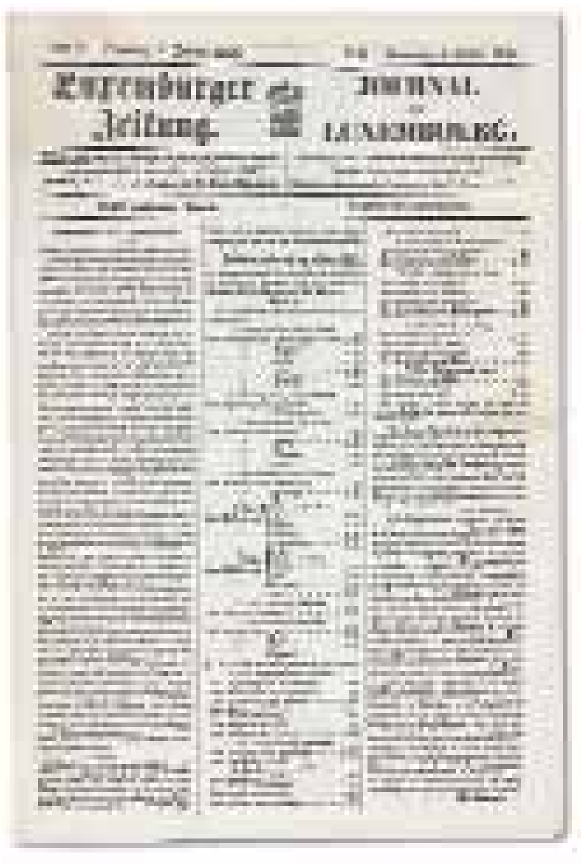
LUXEMBURGER ZEITUNG. JOURNAL DE LUXEMBOURG

Un an après le putsch, le gouvernement ordonna par un arrêté royal et grand-ducal du 28 novembre 1857 concernant la parution d'un journal sous la surveillance du gouvernement que la deuxième partie du Journal officiel, le *Mémorial,* divisé en un espace législatif et en un espace administratif, serait remplacée par un journal officiel, le *Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg,* qui devait paraître à partir de samedi 2 janvier 1858 tous les jours ouvrables. Deux jours auparavant, *La Revue* avait cessé sa parution.

Le troisième quotidien de l'histoire reprit le titre du journal catholique de 1844-45, titre ayant une lourde hérédité politique. Il était considéré par la partie libérale de la population comme l'organe de combat de Laurent. Le gouvernement déclara l'abonnement au *Luxemburger Zeitung* obligatoire pour les administrations communales et les autorités, mais également pour tous les fonctionnaires.

Le *Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg* était bilingue. Il paraissait sur quatre pages divisées en deux ou trois colonnes. Il se composait d'une partie officielle et d'une partie non officielle. Après les avis officiels, la partie non officielle comprenait une revue politique, un feuilleton, des actualités internationales et une rubrique « divers ». Cette dernière regroupait des nouvelles locales, de brefs comptes rendus sur les séances des états généraux et un bulletin boursier. Souvent, quelques rubriques n'étaient cependant pas reprises. À partir de mercredi 24 août 1859, le journal inséra également l'horaire du premier réseau ferré luxembourgeois.

Le gouvernement nomma rédacteur l'ancien rédacteur de *La Revue,* Mathias Hardt, qui, en tant qu'auteur de l'un des premiers journaux socialistes, le *Grenzbote,* avait favorablement accueilli la révolution de 1848.



Luxemburger Zeitung.

JOURNAL DE LUXEMBOURG.

Dans une circulaire du 26 décembre 1857, toutes les administrations avaient été invitées à fournir au *Luxemburger Zeitung* des informations au sujet de leur ressort. En outre, toutes les annonces officielles devaient d'abord paraître dans le *Luxemburger Zeitung* avant de pouvoir être insérées dans d'autres journaux.

Contrairement aux attentes et aux craintes sans doute nombreuses, le *Luxemburger Zeitung* ne devint pas un organe de combat au service du gouvernement et ne servit pas non plus à justifier le régime autoritaire issu du coup d'État. Le journal ne traitait presque pas du tout de politique intérieure. De même, il ne polémiqua presque jamais contre d'autres journaux. Sa tentative de réfuter les déclarations apparemment erronées du *Courrier,* comme le 12 décembre 1858, fut l'une des grandes exceptions.

Au lieu d'être un organe de combat qui utilisait les actualités à des fins de propagande, le *Luxemburger Zeitung* donnait l'apaisante impression que, grâce à un gouvernement sage et vigilant, il n'y avait aucune actualité.

Le journal, au format assez grand de 41 x 27,5 cm, était imprimé sur quatre pages divisées en deux ou trois colonnes. L'imprimeur et rédacteur responsable était Victor Bück, qui avait repris l'imprimerie Lamort en 1852. Il avait soumis ses offres de prix allant de 28 à 30,50 francs par feuille pour un tirage de 300 à 500 exemplaires.[10]

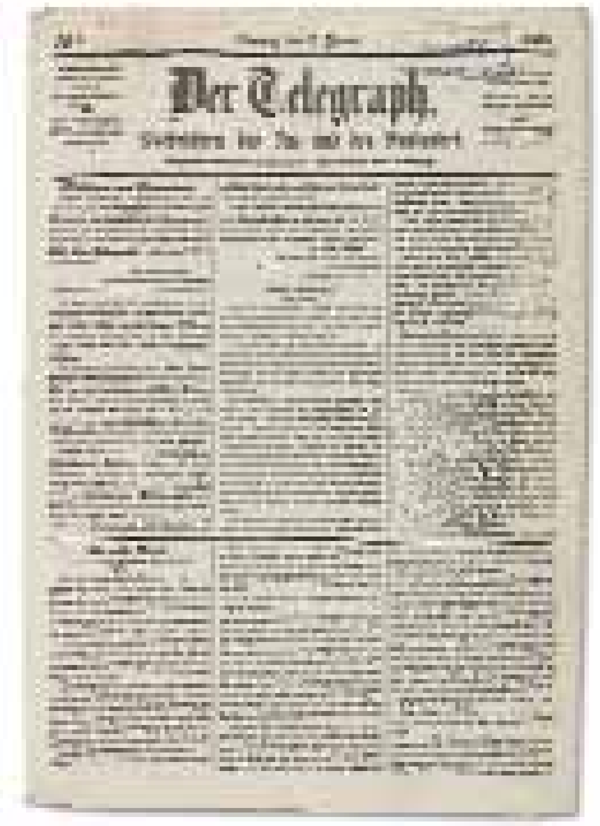
Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg
du 3 janvier 1858, journal officiel du gouvernement

Le prix de l'abonnement fut fixé à 20 francs, le prix à l'unité à 15 centimes. Le tarif des petites annonces était de 20 centimes la ligne, et de 10 seulement pour les abonnés.

À la fin du premier trimestre, en mars 1858, le *Luxemburger Zeitung* comptait 637 abonnements, dont 393 pris par des clients privés et 244 abonnements obligatoires officiels. Cependant, lors du renouvellement trimestriel, un tiers des abonnés n'y donna plus suite et le nombre total d'abonnements ne s'élevait dès lors plus qu'à 442 en date du 29 avril.[11]

Par la loi budgétaire du 15 juillet 1859, la publication du *Luxemburger Zeitung* cessa, après 538 numéros, sans qu'on indique de raison. Le dernier numéro parut vendredi 30 septembre 1859. La liquidation fut effectuée avec un tel soin administratif qu'un index des avis publiés jusque-là fut même fourni par la suite.

Suite à un décompte de l'imprimerie, l'entreprise avait engendré des revenus totaux de 31 408,03 francs pour des dépenses totales de 29 507,73 francs, parmi lesquelles les honoraires n'étaient pas recensés. Le bénéfice, qui représentait 6 % du chiffre d'affaires, fut versé aux caisses de l'État. Le *Mémorial* reparut à partir du 1er octobre 1859 en deux parties, le journal législatif et le journal administratif.


Der Telegraph.

Premier numéro du journal pro-gouvernemental
Der Telegraph du 2 janvier 1858

DER TELEGRAPH

Samedi 29 novembre 1856, dans un entrefilet sur sa première page, le *Wächter an der Sauer* de Diekirch se demanda s’il y aurait un coup d’État. Le numéro suivant commença par une déclaration du rédacteur Théophile Schroell. Il écrivit que, suite aux événements dont était témoin le Grand-Duché à l’époque, il se voyait dans l’obligation de se retirer de la rédaction du *Wächter an der Sauer.* Ceci aussi par égard envers sa famille, le journal étant la principale source de revenus de cette dernière.[12] Pendant des semaines, le *Wächter an der Sauer* attendit ensuite fébrilement de savoir s’il obtiendrait la concession désormais prescrite par la loi prussienne sur la presse.

Mais au cours de l’année 1857, Théophile Schroell changea de journal et rejoignit le *Courrier* libéral dans la capitale. Quant à son père, l’imprimeur Johann Anton Schroell, il proposa au ministère de la Justice, le 29 décembre 1857, de publier un nouveau journal gouvernemental qui ne serait pas rédigé par son fils libéral de gauche, mais par un conservateur, une personne de confiance du gouvernement. En contrepartie, l’imprimeur de Diekirch réclamait un traitement préférentiel pour l’insertion d’annonces officielles et un dédommagement tiré des bénéfices du *Luxemburger Zeitung* disparu. Deux jours plus tard seulement, il reçut une réponse positive dans laquelle le gouvernement se réjouissait que le critique *Wächter an der Sauer* soit remplacé par un journal qui pourrait exercer une influence utile sur l’opinion publique.[13]

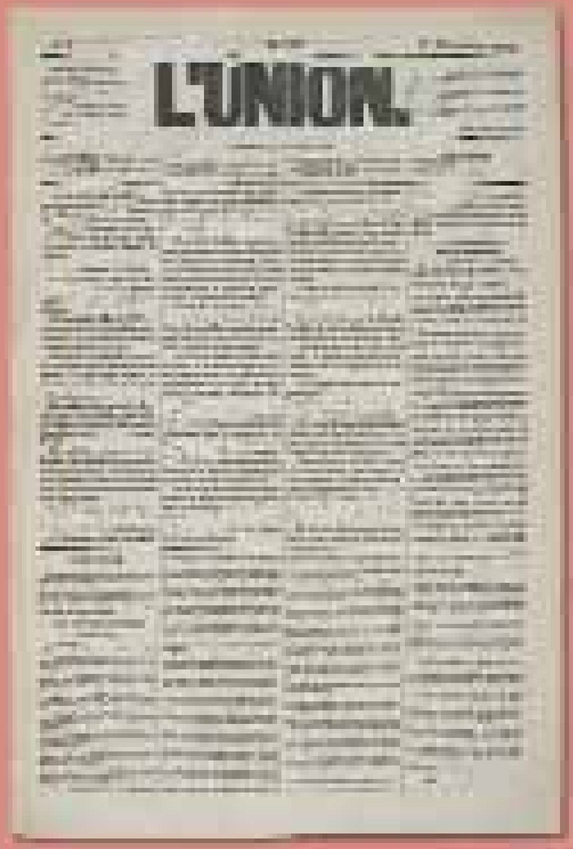
Le premier numéro du *Telegraph. Nachrichten des In- und des Auslandes* (Le télégraphe. Nouvelles nationales et internationales) parut samedi 2 janvier 1858. Dans une invitation à l’abonnement, il en appelait non seulement aux anciens abonnés du *Wächter an der Sauer,* mais également à ceux de la *Revue,* journal favorable à la Restauration, dont la parution avait cessé deux jours plus tôt. Pour payer la caution, l’avocat L. Würth vivant dans la capitale avait fait transférer celle qu’il avait versée pour *La Revue.*[14]

Johann Anton Schroell signa aussi bien en tant qu’imprimeur que rédacteur responsable une courte déclaration sur la première page dans laquelle il expliquait la parution du *Telegraph* par des changements au sein de la rédaction du *Wächter an der Sauer.* Il annonça que le *Telegraph* serait partisan d’un libéralisme modéré. Tout en se distançant de toute tendance politique agitée, il défendrait les principes de la liberté en association avec le calme et l’ordre, pour autant que leur développement ultérieur soit compatible avec les accords engageant le Grand-Duché et ses institutions. Il paraissait le mercredi et le samedi, comme avant lui le *Wächter an der Sauer,* sur quatre pages divisées en trois colonnes. Le prix de l’abonnement était le même que celui du *Wächter an der Sauer* auparavant, à savoir 3 francs par trimestre à Diekirch et 60 centimes de plus pour les abonnés à l’extérieur. Le tarif des annonces était de 20 centimes la ligne.

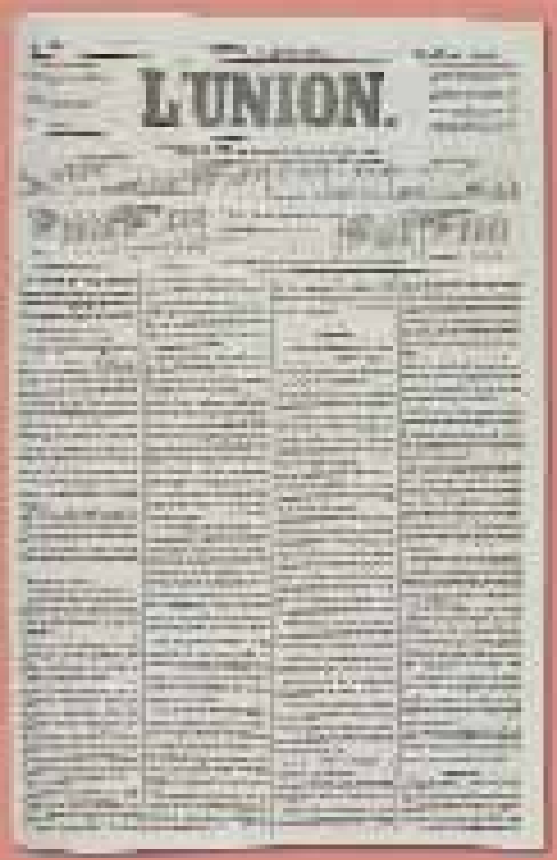
Le nouveau journal ne répondait pas aux attentes que Johann Anton Schroell avait placées en lui. Fin 1859, le nombre d’abonnements chuta à 175, et Schroell dut intervenir plusieurs fois jusqu’à ce que le gouvernement lui accorde un unique dédommagement de 750 francs. Déjà vers la moitié de l’année 1858, le gouvernement lui avait notifié qu’il devait cesser la réimpression des annonces officielles et, en retour, il lui accorderait un dédommagement de 93,20 francs.

En 1860, le gouvernement sous Simons, coresponsable du coup d’État, perdit les élections et l’homme politique libéral de l’opposition, Victor Baron de Tornaco, forma un nouveau gouvernement le 26 septembre 1860. Une semaine plus tard, le 6 octobre 1860, la parution du *Telegraph* cessa après presque trois années d’existence. Le même jour, Schroell redonna au journal son ancien nom libéral de *Wächter an der Sauer.*

En réaction à la parution du journal conservateur *Ardenner Zeitung,* le *Wächter an der Sauer* augmenta à partir de novembre 1862 sa fréquence de parution à trois numéros par semaine. En 1866, il passa un accord avec le journal libéral de la capitale, le *Courrier,* selon lequel toutes les annonces paraîtraient simultanément dans les deux journaux, ce qui devait les rendre, aux yeux des annonceurs, plus intéressants que leurs concurrents conservateurs.[15]



Premier numéro du journal antidémocrate *L'Union* du 12 novembre 1860



Le 4 avril 1867, *L'Union* annonça l'annexion du Grand-Duché par la France

L'UNION

Un mois après la disparition du *Telegraph,* au début de la nouvelle session parlementaire de 1860/61, lundi 12 novembre 1860, parut le premier numéro d'un nouveau quotidien, *L'Union.* Dans son programme publié sur la première page, il était question d'« épreuves pénibles » que le pays avait traversées depuis les années 1840. *L'Union* promettait par conséquent de « soutenir le pouvoir dans la mission que ses convictions lui tracent », car contrairement aux autres journaux querelleurs, *L'Union* n'aspirait qu'à la paix et à l'harmonie.

L'Union justifia à plusieurs reprises le coup d'État, qui avait renforcé à nouveau l'exécutif aux dépens du législatif, et déconseilla une libéralisation de la Constitution lorsque le traité de Londres rendit nécessaire une révision de celle-ci en 1868. Il considérait également comme superflu l'appel du *Courrier* à la suppression de la censure de la presse.

Le *Courrier* identifia rapidement Mathias Ulrich comme étant l'auteur de *L'Union,* ce que ce dernier finit par reconnaître (20.5.1863). Dans une lettre du 1er avril 1861, Ulrich déclara qu'il s'était séparé du *Courrier* et de Jules Metz quand ce dernier était devenu, en juillet 1860, un libéral exalté.

En 1865, l'enseignant d'école primaire Jean Joris (1828-1893) reprit la rédaction de *L'Union.* Il devait devenir l'un des journalistes les plus importants du XIXe siècle et créer de nombreux autres titres, dont certains eurent un succès considérable.

Le 24 août 1868, le *Luxemburger Zeitung* classa *L'Union* dans la catégorie des journaux annexionnistes pro-français. Le 30 septembre 1868, Pierre Heintzé, qui avait été condamné pour avoir diffusé des affiches annexionnistes, donna sa démission en tant que rédacteur responsable. Il fut remplacé par son frère Jacques Heintzé jusqu'en mars 1869, puis prit de nouveau la responsabilité à la place de son frère malade lors du retour à la parution quotidienne.

Outre les articles habituels que l'on pouvait aussi trouver dans les autres journaux, *L'Union* semblait avant tout conçue pour répondre à la presse de l'opposition libérale, c'est-à-dire le *Courrier,* et de ce fait pour prendre la défense du gouvernement. C'est pourquoi le *Courrier* surnomma rapidement *L'Union* « journal ministériel ». Au bout de quelques mois, le ton de *L'Union* envers le *Courrier* se fit de plus en plus agressif et offensant.

À l'instar d'un journal gouvernemental, *L'Union* évoqua d'abord avec une grande retenue la crise de 1867, rejetant les nouvelles fâcheuses, en les qualifiant de rumeurs, et les démentant. Ensuite, et surtout lors de la guerre franco-allemande, les nouvelles internationales remplacèrent souvent celles de la politique intérieure.

En dessous du bandeau, le journal publiait un encadré avec les horaires du réseau ferré encore récent. La première page était réservée, outre au feuilleton relativement irrégulier, à une revue politique contenant des nouvelles nationales ou internationales, des commentaires, du courrier des lecteurs, des textes de loi ou des revues de presse qui se poursuivaient sur la deuxième page. Sur une partie de la deuxième ainsi que la troisième page se trouvaient en général des extraits de journaux étrangers, dont on citait les sources. À partir du 20 avril 1861, les dépêches télégraphiques en provenance des capitales étrangères se détachaient fièrement, sur la première page, de ces extraits. Sur la dernière page se trouvaient une à quatre colonnes d'annonces concernant des commerces de la capitale, des biens immobiliers, du vin, des concerts, des assurances et autres. Le feuilleton se composait en général d'un récit historique, et les articles luxembourgeois trouvèrent difficilement leur place avant la vague patriotique de 1867.

L'Union parut d'abord quotidiennement sauf le dimanche. Étant donné qu'il s'agissait, comme chez ses concurrents, d'un journal du soir qui portait la date du lendemain, il n'y avait pas d'édition du lundi. À partir du 1er octobre 1868, le journal dut provisoirement se limiter à ne paraître plus que le mardi, le jeudi et le samedi, étant donné qu'au même moment, *L'Avenir,* également imprimé chez Heintzé, était en train d'évoluer vers un journal paraissant les jours ouvrables. Le prix de l'abonnement fut réduit respectivement à 3 et 3,6 francs. Outre le prix au numéro pour la vente au détail, *L'Union* mentionnait également les tarifs d'abonnement pour la Belgique, la Prusse, la France et la Hollande. Lors du retour à une parution quotidienne, le prix de l'abonnement ne fut plus augmenté respectivement à 5 et 6,50 francs, mais seulement respectivement à 3,75 et 4,50 francs. Le tarif des annonces s'élevait à 20 centimes la ligne.

L'Union était imprimé par les frères Heintzé sur quatre pages au format de 48 x 33 cm, divisées en quatre colonnes. En octobre 1869, elle ne parut que sur deux pages, en raison d'une grève des imprimeurs.

La dernière édition, le numéro 129 de la douzième année, parut jeudi 1er juin 1871. On annonçait sur la première page que c'était le dernier numéro, car le journal rédigé en français allait être remplacé par un journal en langue allemande. Cela devait permettre d'agrandir le cercle des abonnés, étant donné que, surtout dans le reste du pays, on lisait presque exclusivement l'allemand.

Ardenner Zeitung

Premier numéro du journal antilibéral *Ardenner Zeitung*
du 5 octobre 1862

ARDENNER ZEITUNG

Un an après la création de leur *Union* dans la capitale, les imprimeurs-éditeurs Heintzé publièrent, à partir du 5 octobre 1862, l'*Ardenner Zeitung* (Journal des Ardennes)[16], le deuxième journal de Diekirch après le *Wächter an der Sauer.* Dans son premier numéro, l'Ardenner Zeitung se présenta comme le représentant des intérêts de l'Oesling, non pas en contradiction, mais en harmonie avec le reste du pays. Le rédacteur responsable était l'imprimeur Jacques Heintzé.

Tout comme *L'Union* était la réponse gouvernementale au *Courrier* libéral dans la capitale, l'*Ardenner Zeitung* devait être la réponse de l'Oesling au libéral *Wächter an der Sauer* et défendre la politique du gouvernement dans le nord rural du pays.

L'*Ardenner Zeitung* paraissait deux fois par semaine. Il était imprimé à Diekirch, dans la succursale de l'imprimerie Heintzé, où était imprimé *L'Union.* Cependant, il ne réussit pas à s'imposer face au *Wächter an der Sauer,* qui paraissait dès lors trois fois par semaine. Le dernier numéro de l'*Ardenner Zeitung* parut le 15 novembre 1863, après un an d'existence. Un autre journal parut sous le même nom en 1885.

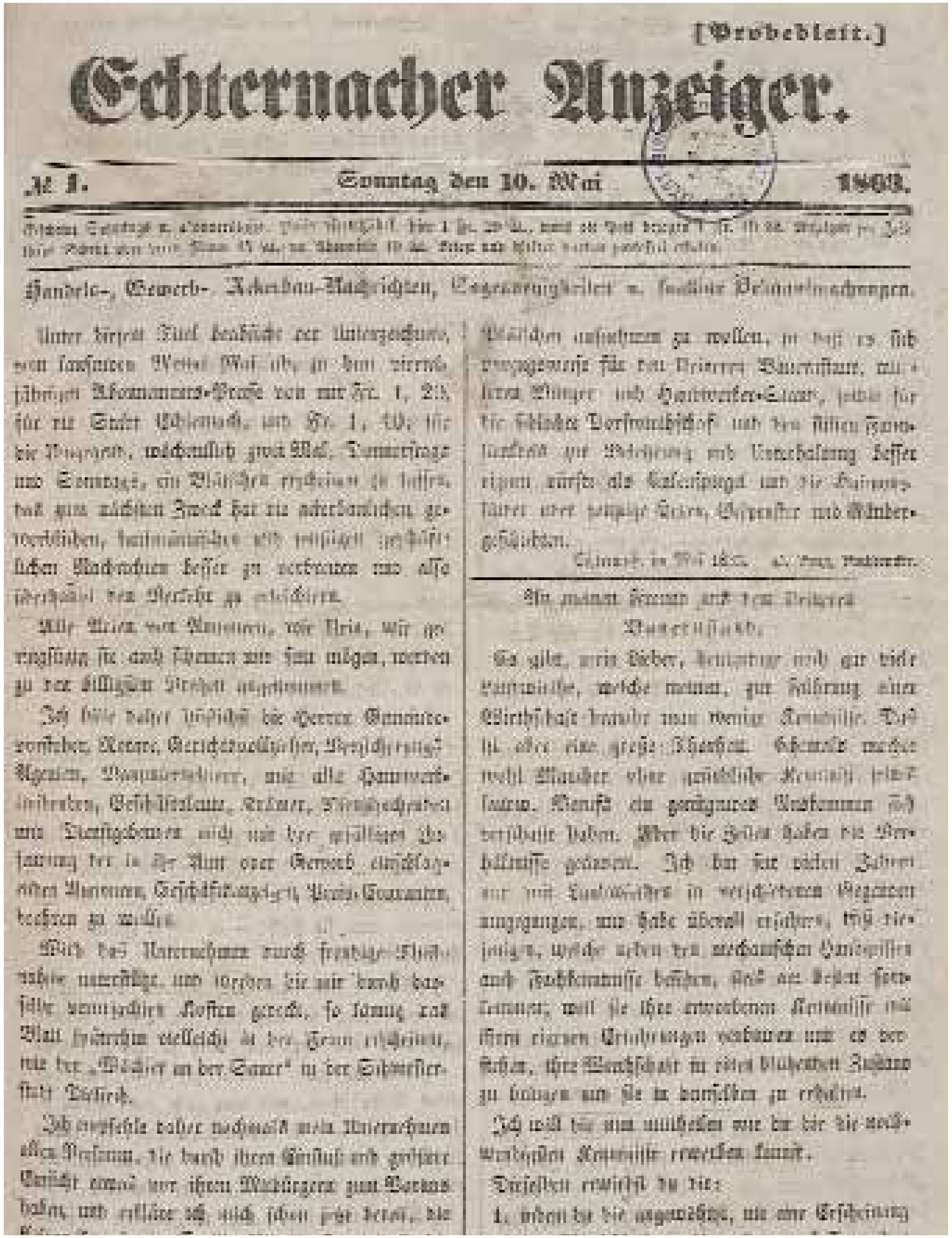
ECHTERNACHER ANZEIGER

Après la disparition en 1848 du *Grenzbote,* l'un des premiers journaux socialistes, l'*Echternacher Anzeiger* devint le deuxième journal d'Echternach. Il promettait des nouvelles relatives au commerce, à l'artisanat, à l'agriculture, des actualités de la journée et autres communiqués. Il allait connaître l'une des durées de vie les plus longues de l'histoire de la presse luxembourgeoise et parut pendant 78 ans, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Le premier numéro parut le 10 mai 1863.

Lorsque le journal imprima, le 13 octobre 1865, un article sur de prétendues dettes de jeu du roi grand-duc à Spa, le parquet renonça à une poursuite pénale et se consola entre autres par le fait que le tirage s'élevait tout juste à 160 exemplaires.

Une grande partie du journal était compilée, ciseaux et pot de colle en main, à partir d'autres journaux. Malgré tout, il s'efforça au cours du temps de se détacher de son caractère local et se présenta comme journal national et même transfrontalier en ajoutant à son titre *« Echternacher Anzeiger zugleich Landeszeitung. Organ für das Großherzogtum Luxemburg und die Grenzortschaften »* (Journal d'annonces d'Echternach, également journal national. Organe pour le Grand-Duché de Luxembourg et les localités frontalières).

L'*Echternacher Anzeiger* paraissait deux fois par semaine. L'imprimeur était Dominik Burg, originaire de Prusse, dont le fils Joseph Burg en 1869 et par la suite le petit-fils Franz Joseph Burg reprirent la direction de l'entreprise. La dernière édition conservée est datée du 31 décembre 1940.



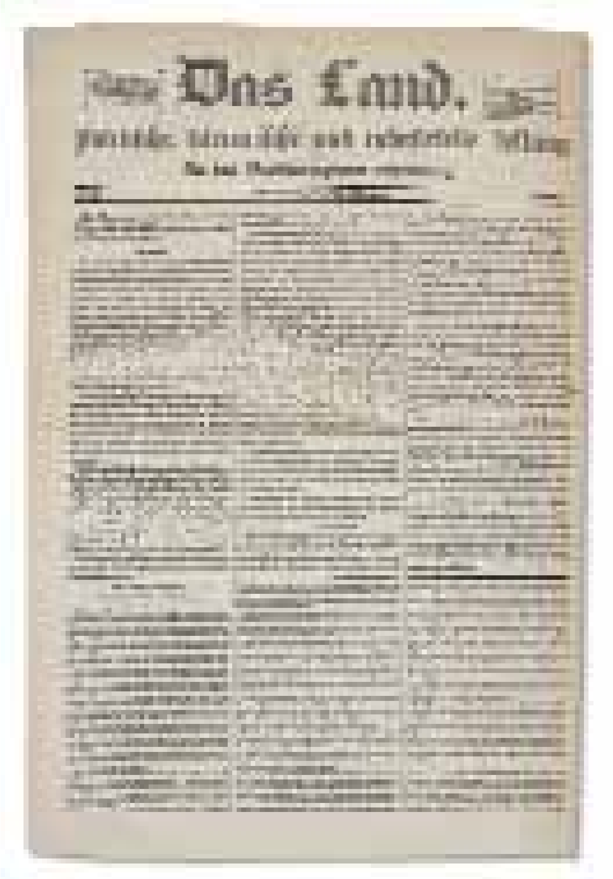
[Probeblatt.]

Echternacher Anzeiger.

№ 1. Sonntag den 10. Mai 1863.

Premier numéro du journal purement commercial
Echternacher Anzeiger du 10 mai 1863

DAS LAND



Premier numéro du *Land* du 31 octobre 1866

En 1866, l'imprimerie Worré racheta l'imprimerie Jullien, qui publiait le *Wochenzeitung für das Großherzogtum Luxemburg* (Hebdomadaire pour le Grand-Duché de Luxembourg). Cependant le journal cessa ses activités la même année, et Worré sortit à partir du 31 octobre 1866 son propre journal, *Das Land. Politische, literarische und industrielle Zeitung für das Großherzogthum Luxemburg* (Le pays. Journal politique, littéraire et industriel pour le Grand-Duché de Luxembourg).[17]

Le 22 octobre, l'hôtelier de la capitale, Theophil Anderes, se porta garant pour le journal. On fit passer l'imprimeur pour le chef responsable, mais l'ancien directeur général, Ern. Ch. Simons, semble avoir été un auteur important. Le jeune Nicolas Thoma rédigea lui aussi des articles pour le *Land.*

À ses débuts, *Das Land* paraissait deux fois par semaine, mais déjà en janvier 1867, il passa à une parution quotidienne. Pour ce faire, l'ingénieur et propriétaire Joseph Simons se porta également garant.

Au bout d'un an et demi, le 30 avril 1868, le *Luxemburger Zeitung* fit état d'un accord selon lequel les abonnés de l'ancien *Land* recevraient le *Luxemburger Zeitung* jusqu'à la fin du trimestre.

---

1 Grégoire 1966, vol. IV, p. 271 2 Grégoire 1965, vol. III, p. 57 3 Grégoire 1965, vol. III, p. 58 4 *Biographie nationale*, vol. II, p. 498 5 Grégoire 1966, vol. V, p. 38 6 Grégoire 1966, vol. V, p. 42 7 Lech 1999, p. 60 8 Grégoire 1966, vol. V, p. 56 9 Grégoire 1966, vol. V, p. 50 10 Grégoire 1966, vol. V, p. 17 11 Grégoire 1966, vol. V, p. 19 12 Olinger 1937 13 Grégoire 1966, vol. V, p. 24 14 Grégoire 1966, vol. V, p. 24 15 Olinger 1937 16 Grégoire 1966, vol. V, p. 95 17 Grégoire 1966, vol. V, p. 152

BIBLIOGRAPHIE

Association luxembourgeoise des journalistes
Eis Presse. Le journalisme en Luxembourg ; documents, Luxembourg, édité à compte d'auteur, 1975, 121 p.

Bech, Philipp
Prozess der Staatsanwaltschaft gegen das „Luxemburger Wort" wegen Beschimpfung der jüdischen Religion und Aufwieglung einer Klasse von Bürgern gegen die andere. Vertheidigungsrede des Advokat-Anwaltes Philipp Bech für das „Luxemburger Wort". Aus dem Französischen übersetzt, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1889, 60 p.

Bertaud, Jean-Paul
La presse et le pouvoir de Louis XIII à Napoléon I^{er}, Paris, Librairie académique Perrin, 2000, 277 p.

Blau, Lucien
Histoire de l'extrême-droite au grand-duché de Luxembourg au XX^{e} siècle, Esch/Alzette, Éditions Le phare, 1998, 659 p.

Blum, Martin
Summarischer Inhalt aller von den kirchlichen Oberhirten des Grossherzogtums Luxemburg seit dem französischen Konkordate bis zum Erscheinen des „Kirchlichen Anzeiger" (1801-1870) erlassenen Aktenstücke, Mitteilungen und Pastoralschreiben, Luxembourg, édité à compte d'auteur, 1910, 626 p.

Blum, Martin
„Geschichtlicher Rückblick auf die im Großherzogtum Luxemburg bisher erschienenen Zeitungen und Zeitschriften", dans *Ons Hémecht.*
1895
Introduction, p. 40-42, I *Clef du cabinet des princes*, p. 42-46, II *Journal historique et littéraire*, p. 73-76, 111-116, III *Gazette de Luxembourg*, p. 139-140, IV *Mélanges historiques et politiques,* p. 143, V *Gazette politique et littéraire*, p. 140-141, VI *L'Écho des Forêts*, p. 141-142, VII *Affiches, annonces et avis,* p. 142-143, VIII *Journal officiel du département des Forêts*, p. 162-165, IX *Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg,* p. 165-166, X *Mémorial administratif du Grand-Duché de Luxembourg*, p. 201-204, XI *Gesetzgebungs- und Verwaltungs-Memorial*, p. 204-205, 214-217, XII *Verwaltungs- und Verordnungsblatt,* p. 217-219, XIII *Memorial des Großherzogthums Luxemburg*, p. 219-220, 245-251, 278-281, 308-310, XIV *Luxemburger Wochenblatt*, p. 355-362.
1896
XV *Journal de la ville et du Grand-Duché de Luxembourg*, p. 20-23, 65-67, XVI *Feuille d'annonces du Grand-Duché de Luxembourg,* p. 67, XVII *Wochen-Blatt für Bürger und Landleute*, p. 134-138, XVIII *Diekircher Wochenblatt*, p. 186-191, [*Der Wächter an der Sauer* 191-192] XIX *Compte rendu des séances des États*, p. 213-219, 231-237, 278-281, 312-313, 341-344, XX *Compte rendu des séances de la Chambre des Députés*, p. 357-360, XXI *Compte rendu de l'Assemblée des États*, p. 407-409, XXII *Compte rendu de la Chambre des Députés,* p. 440-442.
1897
XXIII *Courrier du Grand-Duché de Luxembourg*, p. 27-29, 136-139, 197-199, 245-251, 313-317, 367-371, 431-434, 466-470, XXIV *Luxemburger Zeitung*, p. 543-553, [XXV] *Der Luxemburger Schulbote – le Courrier des écoles*, p. 628-632, 662-666.
1898
XXVI *Exposé de la situation du Grand-Duché*, XXVII *Exposé de la situation administrative*, p. 53-58, XXVIII *Publication de la Société pour la recherche et la conservation des monuments,* p. 181-184, 211-213, XXIX *Publication de la Section historique de l'Institut*, p. 213-215, XXX *Recueil des arrêts notables*, XXXI *Journal de l'Enregistrement et du Notariat*, p. 427-430, XXXII *Journal de l'enregistrement, du notariat et de jurisprudence*, p. 470-474, XXXIII *Recueil général en matière de notariat*, XXXIV *Journal de l'Enregistrement et des Domaines*, p. 498-501.
1899
XXXV *Öffentlicher Anzeiger*, p. 63-65, 183-185, XXXVI *Der Grenzbote,* p. 185-189, 203-206, 254-261, XXXVIII *Luxemburger Wort*, p. 297-306, 368-371, 394-397, 451-454, 563-573.
1900
XXXVIII *Luxemburger Wort*, p. 146-155, 207-215, 257-265, 434-442, 497-506, 537-541.
1901
XXXVIII *Luxemburger Wort*, p. 71-82, 118-130, 171-185, 218-232, 281-288, 457-462, 520-530, 561-571, 654-678.
1919
Die Zukunft, p. 62.

[Bonneval, Henri]
„Eine heroische Periode aus schwerer Zeit. Eine Geheimdruckerei, die nie entdeckt wurde", dans *Revue*, Luxembourg, 21^{e} année, n° 22, 1965, p. 14-22.

Bots, Hanse
« La Gazette d'Amsterdam entre 1688 et 1699 : titres, éditeurs, journalistes, privilèges et interdictions », dans *Les Gazettes Européennes de langue française (XVII^{e}-XVIII^{e} siècles)*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1992.

[Botzler, Uli]
Apropos ... Medien und Kommunikation, Luxembourg, Service information et presse, [2002], 16 p.

Bruck, Peter
Die Lebensgeschichte des Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht 1848-1854, Luxembourg, Bruck, 1884, 40 p.

Bruck, Peter
Streiflichter über den Preß-Prozeß Advokat-Anwalt Fohl contra Luxemburger Freie Presse, Luxembourg, Bruck, 1892, 19 p.

Calmes, Albert
„Die Presse ist frei“, dans *Luxemburger Wort*, 23 mars 1948.

Calmes, Christian
« 1848 : Une satire politique de Dicks, ‚d’Vulleparlament am Grengewald‘ », dans *Hémecht*, 1972, p. 317-338.

Capitaine, Ulysse
Recherches historiques sur les journaux, Liège, 1850.

Cerf, Paul
De l’épuration au Grand-Duché de Luxembourg après la seconde guerre mondiale, Luxembourg, Éditions Saint-Paul, 1980, 286 p.

D’Hoffschmidt, Arthur
« Les élus du Luxembourg de 1795 à 1890 », dans *Publications de l’Institut archéologique du Luxembourg, T. XXIV des Annales,* Arlon, 1891, 126 p.

Djilali, Ammari
L’actualité dans « La clef du cabinet des princes de l’Europe » : presse et histoire, [Mémoire de maîtrise histoire, Université de Metz], 2001, 90 p.

Dostert, Paul
Luxemburg zwischen Selbstbehauptung und nationaler Selbstaufgabe. Die deutsche Besatzungspolitik und die Volksdeutsche Bewegung 1940-1945, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1975, 267, 309* p.

Dostert, Paul
« La résistance contre l’occupant allemand 1940-1944 », dans *… et wor alles net esou einfach. Questions sur le Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale,* Luxembourg, Musée d’Histoire de la Ville de Luxembourg, 2002, p. 106-115.

Douret, J[ean]-B[aptiste]
« La presse luxembourgeoise 1740-1889 », dans *Annales. Institut archéologique du Luxembourg*, Arlon, vol. 21, 1889, p. 593-609; vol. 28, 1893, p. 1439-1442; vol. 39, 1904, p. 289-304; vol. 41, 1906, p. 257-273.

Duranton, Henri
« L’affaire Girard/La Cadière dans l’infidèle miroir des gazettes de 1731 », dans *Les Gazettes Européennes de langue française (XVII^{e}-XVIII^{e} siècles),* Saint-Étienne, Publications de l’Université de Saint-Étienne, 1992.

Durlet, Romain
Dessous … 30 Jahre Journalismus. Prinzipielles, Erlebtes, Anekdoten, [Luxembourg], édité à compte d’auteur, 2003, 241 p.

Emmel, Fernand
„Der allgemeine Luxemburger Arbeiterverein. Ein Kapitel aus der Frühzeit der einheimischen Gewerkschaftsgeschichte“, dans *Hémecht*, 37^{e} année, 1985, p. 407-434.

Entreprise des postes et télécommunications
Eis Post. Les postes et télécommunications au Luxembourg, Luxembourg, 1992, 311 p.

É[tienne], É[mile] et W[eber]B[atty]
Die Luxemburger Presse. Beiträge zur Geschichte des Luxemburger Zeitungs- und Druckereiwesens. Im Auftrag des Luxemburger Arbeitsausschusses der „Pressa“ herausgegeben von E.E. und B.W. Mit einem Anhang über das Luxemburger Presserecht von M. Sevenig, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1928, 78 p.

Fayot, Ben
„Vor 70 Jahren wurde das Escher Tageblatt gegründet“, dans *Tageblatt*, 30 juin 1983.

Feyel, Gilles
« La diffusion des gazettes étrangères en France et la révolution postale des années 1750 », dans Duranton, Labrosse, Rétat : *Les Gazettes Européennes de langue française (XVII^{e}-XVIII^{e} siècles),* Saint-Étienne, Publications de l’Université de Saint-Étienne, 1992, p. 82-98.

Friedrich, Evy
„Presse in Luxemburg“, dans *Der Landwirt*, 24 décembre 1937.

F[riedrich], E[vy]
„Rückblick auf die Presse“, dans *Jong-Hémecht*, Esch/Alzette, n° 7/8, 1939, p. 201-202.

Friedrich, Evy
„Presse in Luxemburg“, dans *Voix*, Luxembourg,
N° 4, 1953, p. 12-13;
N° 5, 1953, p. 8-9;
N° 1, 1954, p. 12;
N° 4/5, 1954, p. 13-14;
N° 1, 1955, p. 6.

Friedrich, Evy
„Zeitungen in Luxemburg“, dans *Revue Letzeburger Illustre’ert*, 18 décembre 1970.

Friedrich, Evy
Zeitungen in Luxemburg. Chronologischer Überblick, Luxembourg, Graphic Center Bourg-Bourger, 1975, 31 p.

Friedrich, Evy
„Presse in Grevenmacher“, dans *Harmonie municipale Grevenmacher 1834-1984 : 150 ans, Livre d’or,* Grevenmacher, 1980, p. 146-147.

Friedrich, Evy
„Geschichte des Luxemburger Pressewesens“, dans *Mémorial 1989. La société luxembourgeoise de 1839 à 1989,* Luxembourg, Les publications mosellanes, 1989, p. 899-910.

Funck, A[ntoine]
L’industrie au Département des Forêts. Une statistique d’il y a cent ans, Diekirch, Schroell, 1913, 224 p.

Les Gazettes Européennes de langue française (XVII^{e}-XVIII^{e} siècles), Saint-Étienne, Publications de l’Université de Saint-Étienne, 1992, 349 p.

Gesellschaftspolitische Arbeitsgruppe in der „Jugendpor Letzeburg“
„Luxemburger Wort“. Elemente einer Analyse Jugendpor Letzeburg, Luxembourg, 1974, 224 p.

Grégoire, Ernest
Impuissance d’une constitution pour protéger le droit contre une administration disposant de la Censure et des Tribunaux, Nancy, Gonet, 1845.

Grégoire, Pierre
Hundert Jahre „Luxemburger Wort“, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul [1948], 138 p.

Grégoire, Pierre
Das Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht. Die Geschichte einer Zeitung in der Geschichte eines Volkes 1936, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul 1936, 288 p.

Grégoire, Pierre
Drucker, Gazettisten und Zensoren durch vier Jahrhunderte luxemburgischer Geschichte, Luxembourg, Éditions Saint-Paul
Vol. I, 1964, 329 p.
Vol. II, 1964, 307 p.
Vol. III, 1965, 304 p.
Vol. IV, 1966, 313 p.
Vol. V, 1966, 278 p.

Hagelweide, Gert
Literatur zur deutschsprachigen Presse. Eine Bibliographie: Von den Anfängen bis 1970. Band 9: 89199-98384 Länder außerhalb des deutschen Sprachraums Afrika – Amerika – Asien – Australien – Europa. Deutschsprachige Literatur zur Presse des Auslands. Literatur zur Presse der deutschen Minderheiten (deutsch und fremdsprachig), Munich, K G Saur, 1998 [Luxembourg : p. 163-172].

Hellinghausen, Georges
150 Jahre Luxemburger Wort. Selbstverständnis und Identität einer Zeitung 1973-1998, Luxembourg, Éditions Saint-Paul, [1998], 469 p.

Heniqui, Anne
« d’Lëtzebuerger Land », un cas dans le paysage imprimé luxembourgeois.Mémoire présenté en vue de l’obtention du titre de licenciée en journalisme et communication à l’Université libre de Bruxelles, 1993-1994, manuscrit dactylographié 85, [13] p.

Holzmacher, Gaston
„Vom ‚Luxemburger Land‘ bis zur ‚Revue‘ 1895-1945. Ein Halbjahrhundert illustrierte Luxemburger Zeitschriften“, dans *Revue*, 2 juillet 1966.

[Imprimerie de la Cour Victor Buck]
1802. 1852. Plaquette commémorative publiée à l’occasion du 100^{e} anniversaire de l’Imprimerie de la Cour Victor Buck, Société à resp. lim., Luxembourg, [Luxembourg, Buck 1961], 174 p.

Jourdain, Charles
100 Joër Sankt Paulus Dréckerei 1887-1987, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul 1988, 210 p.

Kellen, Tony
„Aus der Geschichte des Zeitungswesens im Luxemburger Lande“, dans *Obermosel-Zeitung*, 19 décembre 1931.

Kellen, Tony
„Noch ein paar Männer der Luxemburger Presse“, dans *Obermosel-Zeitung*, 22 janvier 1932.

Kestner, Michel [= Cornel Meder]
„Floréal“, dans *Doppelpunkt*, n° 1, 1968.

Kill, Jean
„Die [kommunistische] Presse im Dienste des Volkes“, dans *Illustrierter Kalender des schaffenden Volkes von Luxemburg 1948,* Luxembourg [1947], p. 51-53.

„Kleiner Exkurs über luxemburgische Zeitschriften“, dans *Luxemburger Wort*, 22 janvier 1936.

Koch-Kent, Henri
Halte à la falsification de l’histoire. Le procès Gomand (1945-1947) : 114 témoins contre le gouvernement en exil, Luxembourg, édité à compte d’auteur, 1988, 152 p.

Kohn, Romain
„Ein Volk von Zeitungslesern“, dans *Kaleidoskop Luxemburg*, Saint-Paul, 2002, p. 116-124.

Kommunistesch Partei Lëtzebuerg
Fir d’Freihét. D’Kommunistesch Partei Letzeburg, 1940-1944, Luxembourg, Luja-Beffort [1946], 37 p.

Kunnert, Jean-Pierre
« André Chevalier, imprimeur 1686-1747 », dans *1864-1989. 125^{e} anniversaire de la Fédération Luxembourgeoise des Travailleurs du Livre,* Luxembourg, Lëtzebuerger Buchaarbechterverband, 1989, p. 103-115.

Kunnert, Jean-Pierre
André Chevalier et la « Clef du Cabinet des princes de l'Europe » à Luxembourg, Sarrebrück, 1979, manuscrit dactylographié.

Labrosse, Claude et Rétat, Pierre
« Le texte de la gazette », dans Duranton, Labrosse, Rétat : *Les Gazettes Européennes de langue française (XVIIe-XVIIIe siècles),* Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1992, p. 135-144.

Lambrette, Denise
« Le journal "La Meuse", 1855-1955 », dans *Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine. Cahiers. 55*, Louvain, Nauwelaerts, Paris, Beatrice Nauwelaerts, 1969, 136 p.

Landwirt, Der
1812. 1837. 1862. 1912. Der Landwirt. Der Landwirt, 3 mars 1912.

Landwirt, Der
1837. 1937. Der Landwirt. Der Landwirt, 24 décembre 1937.

Lascombes, François
Chronik der Stadt Luxemburg 1684-1795, Luxembourg, édité à compte d'auteur, 1988, 569 p.

LAV
Letzeburger Arbechter Verband. Sektio'n De'fferdang. Confédération générale du Travail. LAV. Fahnenweihe 28. September 1969, Esch/Alzette, 1969.

LBMIAV
Zehn Jahre Luxbg. Berg- und Metallindustriearbeiter-Verband. Herausgegeben vom Verlag der Gewerkschaftskommission Luxemburgs, im August 1926. Bearbeitet von der Verbandsleitung des L.B.M.I.A.-Verbandes.

Lech, Pierre
„Mathias Hardt (1809-1877): Professor, Publizist und Politiker", dans *Récré 14,* Luxembourg, 1998, p. 101-153.

Lech, Pierre
„Der Grenzbote 1848. Vor 150 Jahren entstand Echternachs erste Zeitung", dans *Annuaire de la Ville d'Echternach 1999*, Echternach, 1999, p. 9-62.

Lefort, Alfred
Histoire du Département des Forêts (le duché de Luxembourg de 1795 à 1814) d'après les archives du gouvernement grand-ducal et des documents français inédits, Paris, A. Picard et fils, Bruxelles, O. Schepens et Cie., Luxembourg, Worré-Mertens, 1905, 350 p.

Lehnart, Ulrich (Hsg.)
Luxemburgensia aus Stadtbibliothek und Stadtarchiv Trier, Bibliothèque municipale de Trèves, 2002, 264 p.

Le Maire, Marcel
Un publiciste au Siècle des Lumières : François-Xavier de Feller (1735-1802). Thèse présentée pour l'obtention du grade de docteur en philosophie et lettres (Groupe B, Histoire moderne), Louvain, Université catholique de Louvain, Faculté de philosophie et lettres, 1949, 458 p.

Lorang, Fernand
„D'Geschicht vum Freihéts-Caveau um Remelenger Kirfecht", dans *Rumelange. 75e anniversaire,* Rumelange [1966], p. 53-58.

Luxemburger Wort
Hundert Jahre Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht. 23. März 1848. 23. März 1948, Luxemburger Wort, 23 mars 1948.

Luxemburger Zeitung
„Vierzig Jahre Zeitungsbetrieb", dans *Luxemburger Zeitung*, 25 octobre 1908.

Maertz, Joseph
„75 Jahre Hémecht. Gründung u. Entwicklung des Vereins und der Zeitschrift ‚Ons Hémecht'", dans *Hémecht*, Luxembourg, 3e cahier, 22e année, 1970, p. 307-340.

Mannes, Gast
« Le premier journal satirique au Luxembourg : "L'Arlequin" de Charles Munchen. Satiriquement vôtre… », dans *Tageblatt*, 15 mai 1998.

Mannes, Gast et Weber, Josiane
Zensur im Vormärz (1815-1848), Luxembourg, Bibliothèque nationale de Luxembourg, 1998, 174 p.

Meintz, Claude
„‚Das Luxemburger Land' (1882-1886). Bio-Bibliographie einer (Kultur-)Zeitschrift", dans *Annuaire de l'Association luxembourgeoise de généalogie et d'héraldique,* 1999, p. 263-320.

Mersch, Carole
Le régime national-socialiste vu à travers la presse luxembourgeoise de 1933-1940, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1977, 185 p.

Mersch, Jules
« Les imprimeurs Schroell », dans *Biographie nationale du Pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours,* Luxembourg, XVIe fascicule (vol. 8), 1968, p. 413-534.

Molitor, V[ictor]
« Évolution de la presse luxembourgeoise jusqu'en 1867 », dans *Les Cahiers luxembourgeois,* 1950, p. 209-224.

Molitor, Victor
Journalismus und Dichtung für Luxemburg, Luxembourg, F. Mersch, 1961, 228 p.

Möller, Karl
Leben und Briefe von Johannes Theodor Laurent. Zweiter Teil: 1840-1856, Trèves, Éditions Saint-Paul, 694 p.

Mosar, Laurent et Goergen, Patrick
Liberté d'expression dans les médias. Le droit luxembourgeois de la presse à la lumière de la loi du 8 juin 2004, Luxembourg, Éditions Saint-Paul, 2004, 422 p.

Mottequin, Ph.
« Répertoire de la presse de la province de Luxembourg (1760-1940) », dans *Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine,* Louvain, Paris, vol. 84, 1978, 357 p.

Mullendorff, Prosper
Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm I. 1815-1840, Luxembourg, Bück, 1921, 371 p.

Muller, Roger
„D'Wäschfra, Karl Beckers humoristisch-satirisches Wochenblatt, aus der Sicht Edmond de la Fontaines und Conrad Rosbachs", dans *Galerie,* Differdange, n° 1, 2003, p. 73-89.

Musée d'histoire de la ville de Luxembourg
Das Leben in der Bundesfestung Luxemburg (1815-1867), Luxembourg [1993], 484 p.

Nettelbusch, Petra
Eduard Michelis. Ein Lebens- und Charakterbild 1813-1855, Münster, 1952, 462 p.

Neÿen, August
Biographie luxembourgeoise. Histoire des hommes distingués originaires de ce pays considéré à l'époque de sa plus grande étendue ou qui se sont rendus remarquables pendant le séjour qu'ils y ont fait, Luxembourg, Bruck, 1860-1876, 3 volumes.

Noppeney, Marcel
Luxembourg 1830. La Révolution belge et la presse luxembourgeoise, Luxembourg, Beffort, 1934, 178 p.

Noppeney, Marcel
… à Luxembourg, autrefois… 1704-1860, Luxembourg, Éditions S.E.L.F., 1936, Ier volume, 187 p.
… à Luxembourg, autrefois… 1704-1860, Luxembourg, Éditions S.E.L.F., 1939, IIe volume, 217 p.
… à Luxembourg, autrefois… 1704-1870, Luxembourg, Éditions S.E.L.F., 1958, IIIe volume, 202 p.
… à Luxembourg, autrefois… 1704-1870, Luxembourg, Éditions S.E.L.F., 1960, IVe volume, 189 p.

Noppeney, Marcel
Si Floréal m'était conté... Histoire d'un cinquantenaire (Fragment de mes mémoires). Illustrations de Pierre Blanc, Luxembourg, Éditions S.E.L.F., 1957, 31 p.

Obermosel-Zeitung
„50 Jahre 1881-1931. Obermosel-Zeitung", dans *Obermosel-Zeitung*, 19 décembre 1931.

O[linger], J[oseph]
„Rückblick auf 100 Jahre", dans *Der Landwirt*, 24 décembre 1937.

Pierre, Ronald
„Chronologie der Jugendradikalisierung in Luxemburg 1968-1973", dans *Forum*, mai 1988, p. 25-36.

Popkin, Jeremy D.
Revolutionary News. The Press in France 1789-1799, Durham, Londres, Duke University Press, 1990.

Revue
„25 Revue Letzeburger Illustre'ert. Revue feiert ein Vierteljahrhundert Bestehen", dans *Revue*, 18 décembre 1970.

Roemen, Rob
Aus Liebe zur Freiheit. 150 Jahre Liberalismus in Luxemburg, Luxembourg, édité à compte d'auteur, 1995, 530 p.

Schroell, Imprimerie Joseph
1837-1912 Zeitungsverlag. Denkschrift herausgegeben bei Gelegenheit des Buchdruckerei-Jubiläums der Firma J(oseph) Schroell. 1912, Diekirch, Schroell, 1912, 20 feuilles.

Schumacher, Robert
« Une statistique inédite – Les périodiques luxembourgeois », dans *Luxemburger Wort*, 13 décembre 1959.

Seyl, Antoine
« La Presse luxembourgeoise », dans *Le Chronique Graphique*, Bruxelles, n° 77, 1936, p. 3123-3129.

Sgard, Jean
Dictionnaire des journaux 1600-1789, Paris, Universitas, Oxford, Voltaire Foundation, 1991, 1209 p.

Sgard, Jean
Dictionnaire des journalistes 1600-1789, Oxford, Voltaire Foundation, 1999, 1091 p.

Sold, Alvin
« Les quotidiens luxembourgeois – Une presse politique très engagée », dans *Ministère d'État, Service information et presse : Note documentaire,* septembre 1985.

Spang, Paul
„90 Jahre Luxemburger Marienkalender", dans *Luxemburger Marienkalender*, Luxembourg, 86e année, 1967, p. 28-34.

S[prunck], A[lphonse]
« Un journal d'émigrés français à Luxembourg », dans *D'Hémecht*, Luxembourg, 1re année, n° 42, 14 juillet 1945, p. 4.

Sprunck, Alphonse
« François-Xavier de Feller 1735-1802 », dans *Bibliographie nationale*, Luxembourg, vol. I, 1947, p. 123-254.

Sprunck, Alphonse
« La censure et la surveillance des librairies à Luxembourg pendant la Révolution brabançonne. Le journal philosophique et chrétien de l'abbé Brosius », dans *Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg*, Luxembourg, vol. 72, 1951, p. 137-172.

Sprunck, Alphonse
„Von den ersten luxemburgischen Zeitungen und Journalisten", dans *Luxemburger Marienkalender*, 1953, p. 66-68.

Sprunck, Alphonse
« La première "Gazette" du Duché de Luxembourg », dans *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg,* vol. XCII, 1961, p. 139-146.

Sprunck, Alphonse
« Le Conseil privé et le Journal historique et littéraire de François-Xavier de Feller », dans *Hémecht,* 1965, p. 183-205.

Sprunck, Alphonse
« Un épisode de l'histoire du journalisme luxembourgeois », dans *Hémecht,* 1982, p. 495-503.

Stoll, August
„Der Liberalismus und seine Presse", dans *Annuaire du Parti radical-libéral luxembourgeois 1939-1940*, Luxembourg, [1939?], p. 115-120.

Tageblatt
Zum 10jährigen Gründungstag: Tageblatt 1913-1923. 10e anniversaire de la création du « Journal d'Esch », Tageblatt, 30 juin 1923.

Tageblatt
Tageblatt und Genossenschaftsdruckerei. 25 Jahre, Esch/Alzette, 1953.

Tageblatt
„40 Jahre Tageblatt und Genossenschaftsdruckerei", dans *Tageblatt. Journal d'Esch. Jubiläumsnummer 1967*, Esch/Alzette, 1967, p. 1-2, 4.

Tageblatt
1927-1977. 50 Jahre engagierter Journalismus, Tageblatt, 1977, 32 p., 64 feuilles.

Tandel, Émile
« Vieux almanachs 1791 à 1840 », dans *Annales. Institut archéologique du Luxembourg*, Arlon, vol. XV, 1883, p. 221-281.

Thiel, Marc
D'Wäschfra. Histoire d'un journal satirique, Luxembourg, Éditions Forum, 1993, 302 p.

Thiel, Marc
„Grobe Wahrheiten. Selten ein Schaden ohne Nutzen. Rückblick auf ein Jahrhundert satirische Zeitschriften in Luxemburg", dans *Lëtzebuerger Almanach vum Joerhonnert*, Luxembourg, Éditions Guy Binsfeld, 1999, p. 291-298.

Tousch, Pol
Spottbilder aus der Geschichte Luxemburgs, Luxembourg, édité à compte d'auteur, [1979], 143 p.

Tousch, Pol und van Hulle, Guy
Albert Simon. Luxemburgs „Schnellkarikaturist", Luxembourg, édité à compte d'auteur, [1977], 179 p.

Trausch, Gilbert
« Aux origines de l'hebdomadaire "Letzeburger Land". Un ferment dans la vie intellectuelle du pays », dans *d'Lëtzebuerger Land*, 18 mars 1994.

Trausch, Gilbert
« Presse et problèmes politiques au Département des Forêts (1795-1799) », dans *Hémecht,* n° 3, 1964, p. 251-273.

Trousson, Raymond
« L'abbé F.-X. de Feller et les "philosophes" », dans *Études sur le XVIIIe siècle,* Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 1979, p. 103-115.

Van der Vekene, Emil
Die Luxemburger Drucker und ihre Drucke bis zum Ende des 18. Jahrhunderts. Eine Bio-Bibliographie, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1968, 571 p.

Van der Vekene, Emil
„Bibliographische Kostbarkeiten. Ein Beitrag zur Luxemburger Druck- und Verlagsgeschichte", dans *Mélanges offerts à Joseph Goedert,* Luxembourg, Bibliothèque nationale Luxembourg, 1983, p. 351-366.

Vannérus, Jules
« La plus ancienne revue du Luxembourg. La clef du cabinet des princes de l'Europe », dans *D'Hémecht*, n° 3, 1932, p. 1-5.

Velter, Camille
Anklagerede gehalten in der Sitzung des Zuchtpolizeigerichtes am 12. März 1889 in Sachen des öffentlichen Ministeriums gegen die Redaktion des „Luxemburger Wort" wegen Beleidigung der jüdischen Religion und ihrer Bekenner, Luxembourg, Schroell, 1889, 30 p.

Veritas, Dr. A. [=Bettinger, M.]
Pro patria! Les bulletins clandestins, 1940-1944. Presse souterraine pendant l'occupation allemande à Luxembourg. Par le Dr A. Veritas, Bruxelles, Lielens [1945], 64 p.

Vogel, Gaston
Dictionnaire raisonné du droit de la presse, Luxembourg, Promoculture, 2000, 293 p.

Vogel, Gaston
Le nouveau droit de la presse au Grand-Duché de Luxembourg du 8 juin 2004, Luxembourg, Promoculture 2004, 257 p.

Wagener, Renée
„‚Frauen aller Stände, beschreitet den Weg der Selbsthilfe'. Catherine Schleimer-Kill und die ‚Action féminine'", dans Germaine Goetzinger, Antoinette Lorang, Renée Wagener (Éditeur) : *„Wenn wir Frauen auch das Wort ergreifen…" 1880-1950. Frauen in Luxemburg – femmes au Luxembourg,* Luxembourg, Publications nationales, Ministère de la Culture, 1997, p. 113-131.

Weber, Batty
„[Der Landwirt 100 Jahre alt]", dans *Luxemburger Zeitung*, 25/26 décembre 1937.

Weber, Batty
[Luxemburger Illustrierte A-Z.], Luxemburger Zeitung, 12 janvier 1934.

Wehenkel-Frisch, Janine
Der arme Teufel. Sozialdemokratische Zeitung. Monographie d'un journal socialiste luxembourgeois (1903-1929), Luxembourg, édité à compte d'auteur, 1978, 217 p.

Wehenkel, Henri
Für Wahrheit und Recht, Tageblatt, 7 avril, 14 avril, 28 avril, 19 mai 1973.

Wehenkel, Henri
Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg, Luxembourg, Éditions Cope, 1985.

Wehenkel, Henri
„Antisemitismus in Luxemburg. Die unbewältigte Vergangenheit [De Wecker rabbelt]", dans *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek,* 13 décembre 1986.

Welter, Jean
„Die Obermoselzeitung aus Grevenmacher, eine unerschöpfliche Fundgrube für Lokalhistoriker", dans *Annuaire de l'Association luxembourgeoise de généalogie et d'héraldique,* 1998, p. 103-128.

Zeches, Léon
„Luxemburger Presse heute", dans *Luxemburger Marienkalender*, 1983, p. 142-148.

LISTE DES TITRES

	Tendance	de	à	Lieu et référence	Page
La Clef du cabinet des princes de l'Europe	conservateur	juillet 1704	juillet 1773	BNL –	11
Diarium europæum historico-litterarium	catholique	1er trimestre 1707	?	BNL LP 2394	18
Journal historique et littéraire	antiphilosophique	août 1773	1.7.1794	BNL –	19
Mélanges de littérature et de politique	éclairé	1.1.1789	? 1789	GSL. LUX1009841	22
Gazette politique et littéraire de Luxembourg	contre-révolutionnaire	14.5.1791	? 18.8.1794	BNL LZ 606	24
Journal du département des forêts	républicain	24.9.1796	? 19.11.1796	StB. Trier Rh1513 8°	30
L'Écho des forêts et des départements circonvoisins	néojacobin	5.10.1799	? 30.11.1799	ANF F1 bII Forêts 1	33
Bulletins de la Grande Armée	bulletin du front	12.10.1805	? 15.10.1809	BNL LZ 363	34
Affiches, annonces et avis divers de la ville de Luxembourg	journal d'annonces	?	? 5.1814		35
Luxemburger Wochenblatt	libéral	7.4.1821	8.7.1826	BNL LZ 548	41
Journal de la Ville et du Grand-Duché de Luxembourg	libéral	1.7.1826	29.6.1844	BNL LQ 1027	43
Wochen-Blatt für Bürger und Landsleute	libéral	25.2.1837	25.11.1837		46
Diekircher Wochen-Blatt	libéral	2.12.1837	30.12.1848		48
Luxemburger Zeitung	catholique	3.7.1844	15.6.1845	BNL LQ 1001	48
Courrier du Grand-Duché de Luxembourg	démocrate	3.7.1844	? 20.12.1868	BNL LQ 1008	54
Der Grenzbote	protosocialiste	3.1.1848	28.7.1848	ANL JXM 118	59
Der Volksfreund	gouvernemental	7.4.1848	29.6.1849	BNL LQ 1059	62
Luxemburger Wort	catholique	23.3.1848	aujourd'hui	BNL LQ 1	67
L'Arlequin	satirique	15.4.1848	10.5.1848	ANL G38bis	72
Der Wächter an der Sauer	libéral de gauche	3.1.1849	30.12.1857	BNL LQ 1009	78
		6.10.1860	31.12.1867		
Der Patriot/Le Patriote	restaurateur	1.7.1849	31.12.1854	BNL LQ 1077	80
La Quotidienne luxembourgeoise	conservateur	10.12.1853	24.12.1856	BNL LQ 1098	83
Luxemburger Journal		1.1.1855	31.1.1855		84
La Revue	gouvernemental	1.2.1855	31.12.1857	BNL LQ 1056	87
Luxemburger Nationalzeitung	conservateur	2.3.1856	4.5.1856	ANL JXM 11	88
Le Gratis luxembourgeois	conservateur	1.1.1857	4.9.1858		88
Luxemburger Zeitung. Journal de Luxembourg	journal officiel	2.1.1858	30.9.1859	BNL LQ 1007	90
Der Telegraph	gouvernemental	2.1.1858	3.10.1860	ANL JXM 348-349	92
L'Union	antidémocrate	12.11.1860	1.6.1871	BNL LQ 1025	95
Ardenner Zeitung	antilibéral	5.10.1862	15.11.1863	ANL JXM 15	97
Echternacher Anzeiger	commercial	10.5.1863	31.12.1940	BNL LQ 1001	98
Das Land		31.10.1866	27.4.1868	ANL JXM 187-188	100
L'Omnibus		17.11.1867	? 31.12.1870	ANL JXM 334-335	105
Luxemburger Zeitung	libéral	9.3.1868	30.9.1941	BNL LQ 1007	107

	Tendance	de	à	Lieu et référence	Page
L'Avenir	annexionniste	21.4.1868	? 9.1871	BNL LQ 1033	108
D'Wäschfra [Eulenspiegel, Pulcinell, Haräspel, Uoreg Zongen]	satirique	16.5.1868	? 10.5.1884	BNL LQ 1029	109
L'Inflexible	réactionnaire	? 8.1868	? 7.10.1868		110
Der Volksfreund	libéral	23.2.1869	31.12.1876	BNL LZ 482	113
Luxemburger Sonntags-Blättchen für Stadt und Land	catholique	8.12.1869	24.12.2001	BNL LQ 10	113
L'Indépendance luxembourgeoise	conservateur	1.10.1871	? 31.12.1934	BNL LQ 1000	114
Luxemburger Volks-Zeitung	pro-fonctionnaire	2.6.1871	? 15.10.1871	BNL LQ 1034	115
De Letzeburger	libéral	5.5.1872	? 19.1.1873	BNL LQ 1041	117
Le Courrier d'Esch-sur-Alzette		2.1.1873	?		118
Der Landwirth	libéral	3.1.1877	30.9.1940	BNL LQ 1030	119
La Patrie	catholique	14.4.1878	? 1878		120
Der Arbeiter	libéral	3.1.1878	? 4.11.1882	BNL LQ 1075	120
Luxemburger Volksblatt	catholique	? 1880	28.12.1887	BNL LQ 1074	123
Obermosel-Zeitung	grand public	2.7.1881	3.4.1948	BNL LQ 1003	124
Journal de Luxembourg	catholique	16.7.1884	30.9.1887	BNL LQ 1055	126
Escher Volks-Zeitung	catholique	17.5.1884	? 27.6.1891	BNL LQ 1017	128
Das freie Wort	catholique	19.11.1884	31.3.1887	BNL LQ 1062	129
Luxemburger freie Presse	catholique	1.4.1887	31.12.1895	BNL LQ 1010	132
Ardenner Zeitung	antilibéral	23.9.1885	? 29.12.1939	BNL LQ 1032	133
Escher Zeitung	libéral	? 1887	29.3.1896	BNL LQ 1051	134
Der Moselbote	commercial	1.8.1888	31.12.1907	BNL LQ 1004	142
Luxemburger Volks-Blättchen für Haus, Werkstatt und Fabrik	catholique	29.9.1888	29.9.1889	BNL LZ 611	142
Das Echo/L'Écho	national-démocrate	18.10.1890	? 26.12.1897	BNL LQ 1071	144
Der Fortschritt	catholique	1.4.1893			144
Luxemburger Volkszeitung	grand public	18.3.1893	? 28.9.1923	GSL LUX 800 0003	147
Luxemburger Post	grand public	20.12.1893	? 31.12.1909	BNL LQ 1060	148
Escher Post	conservateur	1.7.1888	?	BNL LQ 1108	150
Ettelbrücker Zeitung	journal des classes moyennes	24.12.1894	? 23.12.1896	BNL LQ 1092	151
Escher Courrier	social-démocrate	30.3.1895	? 25.11.1896	BNL LQ 1090	152
Luxemburger kleine Presse	national-libéral	4.10.1896	? 1898	BNL LQ 1086	153
Der Patriot	catholique	13.3.1897	31.12.1900	ANL JXM 336-338	155
Luxemburger Volksblatt	catholique	3.1.1901	4.10.1902		155
Bürger- und Beamten-Zeitung [Luxemburger Bürger-Zeitung]	démocrate	28.12.1898	?	BNL LQ 1050	157
Escher Volksblatt	social-démocrate	18.12.1898	28.12.1901	BNL LQ 1091	161
Escher Journal	social-démocrate	4.1.1902	28.4.1912	BNL LQ 1080	162
Escher Tageblatt	social-démocrate	30.6.1913	aujourd'hui	BNL LQ 2	163
Die Volkstribüne	démocrate	?	31.12.1919	BNL LQ 1050	164
Der Volksbote	démocrate	2.4.1899	? 5.7.1914	ANL JXM 362-366	164
Ardenner Bauer		12.1898	? 28.12.1912	BNL LQ 1084	165
Sauer-Zeitung	libéral	?	1908	BNL LQ 1020	165
Der arme Teufel	socialiste	29.11.1903	septembre 1929	BNL LQ 1023	166
Das Luxemburger Volk	chrétien-social	10.12.1903	? 5.5.1940	BNL LQ 1040	167
Die neue Zeit. Les Temps nouveaux	libéral de gauche	16.3.1911	9.8.1914	BNL LQ 1012	169
Luxemburger Nachrichten	conservateur	5.12.1912	? 31.12.1914	BNL LQ 1089	170
Jung-Luxemburg	catholique	5.4.1914	? 27.4.1940	BNL LZ 601	175
Die Schmiede	socialiste	2.12.1916		BNL LQ 1029	176
Soziale Republik	socialiste	1.1.1920	1927	BNL LQ 1073	178
Die Laterne	syndicaliste	13.1.1917	5.5.1917	BNL LQ 1079	179
Die Volksstimme	syndicaliste	8.9.1917	? 28.6.1919	BNL LQ 1049	180
Der Gewerkschaftler	syndicaliste	? 1917	? 28.6.1919	BNL LQ 1078	181
Der Proletarier [Arbecht, OGB-L aktuell]	syndicaliste	5.7.1919	aujourd'hui	BNL LQ 1021	181
D'Natio'n	nationaliste	1915	?	BNL LZ 9	182
Sozialer Fortschritt	syndicaliste	novembre 1920	aujourd'hui	BNL LQ 92	183
Der Kampf	communiste	18.11.1920	janvier 1923	BNL LQ 1095	185
L'Écho de l'industrie	patronal	14.8.1920	aujourd'hui	BNL LQ 62	186
De Gukuk	satirique	12.8.1922	? 31.3.1934		187
Luxemburger Illustrierte	conservateur	1924	?	BNL LV 242	187
A-Z		décembre 1933	1940	BNL LV 243	188
L'Action féminine	magazine féminin	15.10.1927	8.1.1940	BNL LZ 22	189
Arbeiter-Stimme [Volksstimme]	communiste	1930	? mars 1940	BNL LQ 1087	190
Luxemburger Volksblatt	extrême droite	27.5.1933	30.10.1941	BNL LQ 1035	190
Das freie Wort	libre penseur	1.9.1929	septembre 1936		192
Die neue Zeit	antifasciste	1.10.1936	? 1.5.1940	BNL LQ 1012	193
De Mitock	satirique	15.10.1937	10.5.1940	BNL LQ 1052	194
Nationalblatt	national-socialiste	? 1940	31.8.1944	BNL LQ 1024	199
Die Wahrheit	journal de la Résistance	? février 1941	août 1942		200
Eis Zeitung	journal de la Résistance	août 1941	juillet 1942		201
De freie Lötzeburger	journal de la Résistance	octobre 1941	août 1942		202
D'Unio'n	conservateur	10.10.1944	3.4.1948	BNL LQ 1026	208
Lëtzebuerger Journal	libéral	5.4.1948	aujourd'hui	BNL LQ 4	208

	Tendance	de	à	Lieu et référence	Page
L'Indépendant	antigouvernemental	6.9.1945	?	BNL LQ 1065	210
De Peck-Villchen	satirique	28.9.1945	? 1956	BNL LZ 207	211
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek	communiste	1.7.1946	aujourd'hui	BNL LQ 5	213
Revue	magazine familial	1.9.1945	aujourd'hui	BNL LV 244	215
D'Lëtzebuerger Land	libéralisme économique	1.1.1954	aujourd'hui	BNL LQ 6	216
Le Républicain lorrain Luxembourg		15.9.1961	13.11.2001	BNL LQ 3	218
France Journal Luxembourg		3.1.1962	15.6.1980	BNL LQ 1120	219
La Meuse-Luxembourg		? 7.1946	?	BNL LQ 1119	219
Klassenkampf [Sozialistesch Aktioun]	trotskiste	1.5.1970	? 1992	BNL LQ 141	220
Forum	catholique de gauche	31.1.1976	aujourd'hui	BNL LV 424	229
Contacto		? 1970	aujourd'hui	BNL LQ 58	230
Télécran	magazine TV	21.1.1978	aujourd'hui	BNL LV 645	231
Luxembourg News Digest [352]	en anglais	avril 1991	aujourd'hui	BNL LV 825	232
Haut		2.2.1981	?	BNL LV 33	233
L'Investigateur	sensationaliste	29.7.1999	aujourd'hui	BNL LV 2012	234
Grénge Spoun [Woxx]	vert-alternatif	23.9.1988	aujourd'hui	BNL LQ 74	236
Wochenzeitung für Europäer	anticommuniste	20.4.1989	31.1.1991		236
Den neie Feierkrop	satirique	8.10.1993	aujourd'hui	BNL LQ 110	238
Le Jeudi		17.4.1997	aujourd'hui	BNL LQ 154	240
Correio		mars 1999	aujourd'hui	BNL LQ 170	241
Le Quotidien		14.11.2001	aujourd'hui	BNL LQ 14	243
La Voix du Luxembourg		2.10.2001	aujourd'hui	BNL LQ 13	244

Abréviation : BNL Bibliothèque nationale de Luxembourg, ANL Archives nationales du Grand-Duché de Luxembourg (cote des copies microfilms), GSL Bibliothèque du Grand Séminaire de Luxembourg, StB. Trier Stadtbibliothek Trier (Bibliothèque municipale de Trèves), ANF Archives nationales [de France]

Cette liste ne répertorie pas tous les journaux parus au Luxembourg.

Depuis la parution du premier journal il y a trois siècles, plus de 400 publications périodiques différentes ont vu le jour au Luxembourg, dont un tiers de journaux au sens strict. Ceux-ci ne surprennent pas seulement par leur richesse créatrice, leur plurilinguisme et la fonction nationale que revêt souvent la presse locale, mais avant tout par leur diversité politique. Pour ces raisons, la presse a joué dès le début un rôle remarquable dans le développement du débat public et donc de la démocratie au Luxembourg.

ISBN 2-87999-136-6
9 782879 991368